A°. 1922.  N°. 23.

PUBLICATIE-BLAD.

PUBLICATIE *van den 30sten Januari 1922, waarbij wordt afgekondigd het Koninklijk besluit van den 7den December 1921* (Staatsblad *No. 1343), bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van de op 30 November 1920 op het Congres der Algemeene Postvereeniging te* Madrid *geteekende verdragen en overeenkomsten.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van wege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklijk besluit:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 30 November 1920 op het Congres der Algemeene Postvereeniging te *Madrid* geteekende verdragen en overeenkomsten, te weten:

1o. het Algemeen Postverdrag;

2o. de overeenkomst, betreffende de uitwisseling van brieven en doosjes met aangegeven waarde;

3o. de overeenkomst, betreffende den dienst der postwissels;

4o. de overeenkomst, betreffende den dienst der invordering van gelden op quitantiën en handelspapier;

5o. de overeenkomst, betreffende de levering van abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften;

6o. de overeenkomst, betreffende den postgirodienst;

7o. het verdrag, betreffende de uitwisseling van postpakketten,

van welke verdragen en overeenkomsten, alsmede van de daarbij behoorende slotprotocollen en uitvoeringsreglementen, een afdruk met vertaling bij dit besluit is gevoegd;

Overwegende, dat de bovengenoemde verdragen en overeenkomsten door Ons zijn bekrachtigd en dat Onze akte van bekrachtiging op 1 December 1921 te *Madrid* is nedergelegd;

Overwegende verder, dat deze verdragen en overeenkomsten 1 Januari 1922 in werking zullen treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken a. i. van 3 December 1921, Directie van het Protocol, No. 26076;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van de meergenoemde verdragen en overeenkomsten met de vertalingen daarvan, te bevelen door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 7den December 1921.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken, a. i.,
CH. RUYS DE BEERENBROUCK.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* December 1921.

De Minister van Justitie,
HEEMSKERK.

Heeft de opneming daarvan in het *Publicatieblad* bevolen.

Gedaan te Willemstad, den 30sten Januari 1922.

BRANTJES.

De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

Uitgegeven den 19n. Mei 1922.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

CONCLUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LES ILES PHILIPPINES, LES AUTRES POSSESSIONS INSULAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, LE CANADA, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÈCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Madrid, en vertu de l'article 25 de la Convention postale universelle conclue à Rome le 26 mai 1906 ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, revisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes :

Article 1.

Définition de l'Union postale.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

Article 2.

Envois auxquels s'applique la Convention.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes au moins.

Article 3.

Transport des dépêches entre pays limitrophes; services tiers.

1. Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

2. A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

3. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas imposer, au titre postal, d'obligations spéciales aux paquebots affectés à des services réguliers de transport des correspondances et dépendant d'un pays de l'Union, en échange des avantages et privilèges qui pourraient exister ou être institués en faveur d'une catégorie quelconque de navires marchands, notamment pour les formalités et opérations au départ des ports ou à l'arrivée.

Article 4.

Frais de transit et d'entrepôt.

1. La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

Les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec tout pays qui n'observerait pas les dispositions de l'alinéa précédent. Ces Administrations doivent donner préalablement, par télégramme, avis de cette mesure à l'Administration intéressée.

2. Les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entrelles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

3. Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir:

1o. pour les parcours territoriaux:

a. à 1 franc 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 20 centimes par kilogramme d'autre objets, si la distance parcourue n'excède pas 3000 kilomètres;

b. à 3 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 40 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue est supérieure à 3000 kilomètres, mais n'excède pas 6000 kilomètres;

c. à 4 francs 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 60 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue est supérieure à 6000 kilomètres, mais n'excède pas 9000 kilomètres;

d. à 6 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 80 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue excède 9000 kilomètres.

2o. pour les parcours maritimes:

a. à 1 franc 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 20 centimes par kilogramme d'autres objets, si le trajet n'excède pas 300 milles marins. Toutefois, le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins est gratuit si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial;

b. à 4 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, pour les échanges effectués sur un parcours excédant 300 milles marins, entre pays d'Europe, entre l'Europe et les ports d'Afrique et

d'Asie sur la Méditerranée et la mer Noire ou de l'un à l'autre de ces ports, et entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Les mêmes prix sont applicables aux transports assurés dans tout le ressort de l'Union entre deux ports d'un même Etat, ainsi qu'entre les ports de deux Etats desservis par la même ligne de paquebots lorsque le trajet maritime n'excède pas 1500 milles marins;

c. à 8 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 1 franc par kilogramme d'autres objets, pour tous les transports ne rentrant pas dans les catégories énoncées aux alinéas *a* et *b* ci-dessus.

En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 8 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais sont, le cas échéant, répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

4. L'entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot, donne lieu au payement d'une rémunération fixée à 50 centimes par sac au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt, pourvu que cet Office ne reçoive pas de payement pour un service de transit territorial ou maritime. Toutefois, le simple transbordement de paquebot à paquebot ne donne lieu à aucun payement.

5. Les correspondances échangées à decouvert entre deux Administrations de l'Union sont soumises, par article et sans égard au poids ou à la destination, aux frais de transit suivants, savoir :

lettres	6	centimes pièce ;
cartes postales	2½	„ „ ;
autres objets	2½	„ „ .

6. Les prix de transit spécifiés au présent article ne s'appliquent pas aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

En outre, partout où le transit, tant territorial que maritime, est actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses ce régime est maintenu.

7. Les frais de transit et d'entrepôt sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

8. Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis une fois tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer dans le Règlement d'exécution de la présente Convention.

9. Sont exemptes de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances mentionnées aux §§ 3 et 4 de l'article 13 ci-après; les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine; les objets réexpédiés ou mal dirigés; les rebuts; les avis de réception; les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

10. Lorsque le solde annuel des décomptes des frais de transit et d'entrepôt entre deux Administrations ne dépasse pas 1000 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout payement de ce chef.

Article 5.

Services aériens.

Sont assimilés aux services extraordinaires dont il est fait mention à l'article 4, § 6, les services aériens établis pour le transport de correspondances entre deux ou plusieurs pays.

Les conditions du transport sont déterminées de gré à gré entre les Administrations intéressées. Toutefois, les frais de transit afférents à chaque parcours effectué par voie aérienne sont uniformes pour toutes les Administrations qui font emploi de ce service sans participer aux frais d'exploitation.

Article 6.

Taxes, surtaxes et conditions générales applicables aux envois.

1. Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées en cas d'affranchissement comme il suit:

1o. pour les lettres, à 50 centimes pour le premier poids de 20 grammes et à 25 centimes par chaque poids de 20 grammes ou fraction de 20 grammes au-dessus du premier poids de 20 grammes;

2o. pour les cartes postales, à 30 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée;

3o. pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 10 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manus-

crite ayant le caractère de correspondance actuelle et personelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié. La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 50 centimes par envoi ; la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 20 centimes par envoi.

Exceptionnellement, les impressions en relief, à l'usage spécial des aveugles, sont admises au tarif de 5 centimes par envoi et par chaque poids de 500 grammes ou fraction de 500 grammes.

2. Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ou par des services extraordinaires dans l'Union donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent,. ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

Le pays de destination est autorisé à percevoir, pour les objets adressés poste restante, une surtaxe spéciale d'après sa législation interne. La surtaxe ne suit pas l'objet en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

3. En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 30 centimes.

4. Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

La faculté de ne pas affranchir ou d'affranchir partiellement ne s'applique pas aux lettres et cartes postales ni aux autres objets expédiés avec l'intention évidente d'éviter l'affranchissement.

5. Les lettres ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogramme ni présenter sur aucun de leurs côtés une dimension supérieure à 45 centimètres, ou, si elles ont la forme de rouleau, 75 centimètres de longueur et 10 centimètres de diamètre.

6. Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande; ils ne doivent pas dépasser le poids de 500 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur,20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou,s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre.

7. Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 cen-

timètres et dont la longueur n'excède pas 75 centimètres. Les paquets d'imprimés destinés à l'usage spécial des aveugles ainsi que les volumes imprimés expédiés isolément peuvent atteindre le poids de 3 kilogrammes mais ne peuvent dépasser les dimensions prévues pour les autres catégories d'imprimés.
8. Sont exclus de la modération de taxe les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur, sauf les exceptions autorisées par le Règlement d'exécution de la présente Convention.

Article 7.

Objets recommandés; avis de réception; demandes de renseignements.

1. Les objets désignés dans l'article 6 peuvent être expédiés sous recommandation.
Toutefois, les parties „Réponse" adhérentes aux cartes postales ne peuvent être recommandées par les expéditeurs primitifs de ces envois.
2. Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'expéditeur :
1o. du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;
2o. d'un droit fixe de recommandation de 50 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.
3. L'expéditeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet en payant au moment du dépôt, un droit fixe de 50 centimes au maximum. Le double de ce droit peut être perçu pour les avis de réception demandés postérieurement au dépôt de l'objet et pour les demandes de renseignements relatives aux objets ordinaires ou recommandés. S'il s'agit de demandes de renseignements concernant des objets recommandés, aucune taxe n'est perçue si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour obtenir un avis de réception.

Article 8.

Envois contre remboursement.

1. Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.
Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.
L'expéditeur paie, en outre, un droit fixe de remboursement de 10 centimes.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.
Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays de destination.
2. Sous la même réserve, le montant encaissé du destinataire doit être transmis à l'expéditeur au moyen d'un mandat de poste après déduction d'un droit d'encaissement de 15 centimes et de la taxe ordinaire des mandats calculée sur le montant du reliquat.
Les mandats de remboursement, qui n'ont pas été payés aux bénéficiaires pour un motif quelconque ne sont pas remboursés à l'Office d'émission, et le montant en revient définitivement à l'Administration du pays expéditeur des envois grevés de remboursement, après l'expiration du délai légal de prescription.
A tous les autres égards les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
3. La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal envers l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'article 10 ci-après pour les envois recommandés.
4. Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, déduction faite de la taxe du mandat et du droit d'encaissement, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant le service des mandats de poste pour les sommes converties en mandats de poste, sauf dans le cas prévu au 2e alinéa du § 1 de l'article 10 ci-après.
5. Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une idemnité, à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou une négligence de sa part. L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement. Il en est de même, si la somme encaissée du destinataire, est inférieure au montant du remboursement indiqué. Par le fait du payement de l'indemnité, l'Administration est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.
La responsabilité incombe à l'Office du pays de destination, à moins que celui-ci ne puisse prouver que le non-encaissement du remboursement ou l'encaissement d'une somme inférieure est dû à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office du pays d'origine.
6. Pour les envois grevés de remboursement dont le montant encaissé régulièrement du destinataire n'a pas été transmis à l'expéditeur, l'Office d'origine est autorisé à payer ce montant à l'ayant droit au plus tard dans le délai d'un an à partir du jour

qui suit celui de la réclamation. Ce paiement a lieu pour le compte de l'Office destinataire. L'indemnité éventuelle pour les envois grevés de remboursement livrés au destinataire sans encaissement du montant indiqué ou contre encaissement d'une somme inférieure, ainsi que pour les envois dont le montant a été encaissé frauduleusement, doit être payée par l'Office d'origine à l'ayant droit dans le même délai. Le payement se fait également pour le compte de l'Office destinataire, si la responsabilité incombe à cet Office en vertu des dispositions du § 5 précédent. Il en est de même, si l'Office distinataire régulièrement saisi a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer. Les délais comprennent le temps nécessaire pour l'expédition de la demande à l'Office destinataire et son renvoi à l'Office d'origine.
Toutefois, l'Office d'origine peut différer exceptionnellement le dédommagement de l'expéditeur au delà du délai précite, lorsque, à l'expiration de ce délai, il n'est pas encore fixé sur le sort de l'envoi grevé de remboursement ou sur les responsabilités encourues.
L'Office destinataire est tenu de restituer à l'Office expéditeur les sommes avancées dans les conditions prévues au § 5 précédent.

Article 9.

Cartes d'identité.

1. Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité destinées à servir de pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste. Ces cartes sont valables dans tous les pays de l'Union sauf dans ceux qui notifieraient leur non-adhésion à ce service.
2. L'Administration qui délivre une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui doit être représentée en timbres-poste sur la carte ; cette taxe ne peut être supérieure à un franc.
3. Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le payement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité regulière.
4. Le titulaire d'une carte d'identité est responsable des conséquences que peut entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de la carte.
5. La carte d'identité est valable pendant deux ans à partir du jour de son émission. Si, pendant le délai de validité de la

carte, la physionomie du titulaire s'est modifiée à tel point qu'elle ne concorde plus avec la photographie ou le signalement, la carte doit être renouvelée, même avant l'expiration de ce délai.

Article 10.

Responsabilité en matière d'envois recommandés.

1. En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur a droit à une indemnité de 50 francs. Toutefois, les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 18, § 2, de la présente Convention.

2. Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir de ce chef sur l'expéditeur une surtaxe de 50 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

En cas de perte, dans des circonstances de force majeure, sur le territoire ou dans le service d'un pays se chargeant des risques mentionnés au paragraphe précédent, d'un objet recommandé provenant d'un autre pays, le pays où la perte a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur, si ce dernier se charge, de son côté, des risques en cas de force majeure à l'égard de ses expéditeurs.

4. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivante les règles en vigueur dans le pays de destination, et dont les noms et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

5. Le payement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à partir du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer. L'Office expéditeur a la faculté de différer exceptionnellement

le règlement de l'indemnité au delà du délai précité lorsque, à son expiration, il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché ou lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas encore tranchée. Toutefois, l'Office d'origine est autorisé à desintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois (neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer) sans donner de solution à l'affaire.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payment est effectué en conformité de l'alinéa précédent est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité et, le cas échéant, des intérêts dans le délai de trois mois après avis du payement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêts, à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Dans le cas où un Office dont la responsabilité est dûment établie, a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité, il doit, en outre, prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié aporté au payement.

6. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à compter du jour qui suit le dépôt à la poste de l'envoi recommandé ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

7. Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

8. Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison, ainsi que des envois dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

Article 11.

Retrait de correspondances ; modification de l'adresse ou des conditions d'envoi.

1. D'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

1o. pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée ;
2o. pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.
3. L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut, aux conditions fixées pour les demandes de modification de l'adresse, demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Article 12.

Fixation des équivalents par rapport au franc pour les taxes à percevoir et les comptes à régler.

Le franc pris pour base des taxes postales s'entend du franc-or conforme au poids et au titre des monnaies d'or établis par la législation en vigueur dans les divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

Dans tous les pays de l'Union les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant, aussi exactement que possible, dans la monnaie actuelle de chaque pays, à la valeur du franc-or.

Quant aux règlements qu'ont à se faire entre eux les Offices postaux des divers pays en exécution des dispositions de la présente Convention, pour solde de leurs comptes réciproques, ils se font sur la base du franc-or.

Article 13.

Affranchissement des envois ; coupons-réponse ; franchise de port.

1. L'affranchissement de tout envoi quelconque peut être opéré soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration. Sont considérés comme dûment affranchis : les cartes-réponse portant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition ainsi que les journaux ou paquets de journaux dont la suscription porte la mention „Abonnements-poste" ou une mention équivalente et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement particulier sur les abonnements aux journaux, prévu à l'article 21 de la présente Convention.

2. Des coupons-réponse peuvent être mis en vente dans les pays dont les Administrations ont accepté de se charger de ce débit. Le prix de vente minimum du coupon-réponse est de 50 cen-

times ou de l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays qui le débite.

Ce coupon est échangeable dans tout pays de l'Union contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre simple originaire de ce pays à destination de l'étranger. Toutefois, l'échange doit se faire avant l'expiration du deuxième mois qui suit celui de l'émision ; ce délai est majoré de quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer. Le Règlement d'exécution de la Convention détermine les autres conditions de cet échange et notamment l'intervention du Bureau international dans la confection, l'approvisionnement et la comptabilité desdits coupons.

3. Les correspondances officielles relatives au service postal, échangées entre les Administrations postales, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations sont admises à la franchise de port.

4. Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à tire d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes, dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également affranchies de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

5. Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un paquebot ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

Article 14.

Attribution des taxes.

1. Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle

a perçues en exécution des divers articles de la présente Convention, sauf la bonification due pour les mandats prévus au § 2 de l'article 8 et exception faite en ce qui concerne les coupons-répons (art. 13).

2. En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous les réserves prévues au § 1 du présent article.

3. Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par la présente Convention.

Article 15.

Envois exprès.

1. Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à ce charger de ce service.

2. Ces envois, qui sont qualifiés „exprès", sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à un franc en sus du port ordinaire et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

3. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, cé bureau peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payé par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La taxe complémentaire prévue ci-dessus, reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut de l'objet; elle est acquise à l'Administration qui l'a perçue.

4. Leş objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine.

Article 16.

Réexpédition; rebuts.

1. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieure de l'Union.

2. Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations

intermédiaires, pour le transport antérieur desdites correspondances.

3. Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de toute nature insuffisamment affranchies, qui font retour au pays d'origine par suite de réexpédition et de mise en rebut, sont remises aux destinataires ou aux expéditeurs contre payement des taxes dont elles étaient grevées au départ ou à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours.

Article 17.

Echange de dépêches closes avec les bâtiments de guerre.

1. Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en stations à l'étranger ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

2. Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

3. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

Article 18.

Interdictions.

1. Sauf les exceptions prévues par la présente Convention et le Règlement d'exécution il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises, pour chaque catégorie de correspondances.

2. Il est interdit d'expédier:

a. des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les correspondances;

b. des matières explosibles, inflammables ou dangereuses; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions mentionnées au Règlement d'exécution de la présente Convention;

c. des échantillons dont le nombre expédié par un même expéditeur à l'adresse d'un même destinataire montre l'intention évidente d'éviter la perception des droits de douane dus au pays de destination;
d. des objets passibles de droits de douane;
e. de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants;
f. des objets obscènes ou immoraux;
g. des objets quelconques dont l'entrée ou la circulation sont interdites dans les pays d'origine ou de destination.
3. Les envois tombant sous les prohibitions du présent article et qui auraient été à tort admis à l'expédition doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation ou par ses règlements intérieurs, à en disposer autrement.
Toutefois, les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés au timbre d'origine; ils sont détruits sur place par les soins de l'Administration qui en constate la présence.
4. Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessins, etc., interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.
5. Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs les mesures nécessaires pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion dans les envois énumérés à l'article 2 de la présente Convention, d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants.

Article 19.

Relations avec les pays étrangers à l'Union.

1. Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union, doivent prêter leur concours à tous les autres Offices de l'Union:
1o. pour la transmission, par leur intermédiaire, soit à découvert, soit en dépêches closes, si ce mode de transmission est admis d'un commun accord par les Offices d'origine et de destination des dépêches, des correspondances à destination ou provenant des pays en dehors de l'Union;
2o. pour l'échange des correspondances, soit à découvert, soit en dépêches closes, à travers les territoires ou par l'intermé-

diaire de services dépendant desdits pays en dehors de l'Union;
3o. pour que les correspondances soient soumises en dehors de l'Union, comme dans le ressort de l'Union, aux frais de transit déterminés par l'article 4.

2. Les frais totaux de transit maritime dans l'Union et en dehors de l'Union ne peuvent pas excéder 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces frais sont répartis au prorata des distances, entre les Offices intervenant dans le transport.

3. Les frais de transit, territorial ou maritime, en dehors des limites de l'Union comme dans le ressort de l'Union, des correspondances auxquelles s'applique le présent article, sont constatés dans la même forme que les frais de transit afférents aux correspondances échangées entre pays de l'Union au moyen des services d'autres pays de l'Union.

4. Les frais de transit des correspondances à destination des pays en dehors de l'Union postale sont à la charge de l'Office du pays d'origine, qui fixe les taxes d'affranchissement dans son service desdites correspondances, sans que ces taxes puissent être inférieures au tarif normal de l'Union.

5. Les frais de transit des correspondances originaires des pays en dehors de l'Union ne sont pas à la charge de l'Office du pays de destination. Cet Office distribue sans taxe les correspondances qui lui sont livrées comme complètement affranchies; il taxe les correspondances non ou insuffisamment affranchies selon la règle applicable dans son propre service aux envois similaires à destination du pays d'où proviennent lesdites correspondances.

6. A l'égard de la responsabilité en matière d'objets recommandés, les correspondances sont traitées:
pour le transport dans le ressort de l'Union, d'après les stipulations de la présente Convention;
pour le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conditions notifiées par l'Office de l'Union qui sert d'intermédiaire.

Article 20.

Empreintes et timbres-poste contrefaits.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les

mesures nécessaires pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents.

Article 21.

Services faisant l'objet d'arrangements particuliers.

Le service des lettres et boîtes avec valeur déclarée, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des abonnements aux journaux, des virements postaux, font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Article 22.

Règlement d'exécution ; arrangements spéciaux entre Administrations.

1. Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

2. Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

3. Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

Article 23.

Législation interne ; unions restreintes.

1. La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations continues dans cette Convention.

2. Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

Article 24.

Bureau international.

1. Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau inter-

national de l'Union postale universelle, d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.

2. Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Article 25.

Litiges à régler par arbitrage.

1. En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention où à la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ladite Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

Au cas où l'un des Offices en cause ne donnerait, dans les 12 mois à partir du jour qui suit la date de la première réclamation, aucune suite à une proposition d'arbitrage, le Bureau international pourra, sur la demande qui lui en sera faite, provoquer à son tour la désignation d'un arbitre par l'Office défaillant ou en désigner un lui-même, d'office.

2. La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 21 précédent.

Article 26.

Adhésions à la Convention.

1. Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

2. Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

3. Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et

admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

4. Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette Administration en conformité de l'article 12 précédent.

Article 27.

Congrès et Conférences.

1. Des Congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

2. Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au plus tard cinq ans après la date de la mise à exécution des Actes conclus au dernier Congrès.

3. Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

4. Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

5. Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

6. Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

Article 28.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins 2 Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé suivant :
Un délai de six mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de ce prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

3. Pour devenir exécutoires les propositions doivent réunir, savoir :

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 20, 29, 30 et 31 ;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités ;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention hors le cas de litige prévu à l'article 25 précédent.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 29.

Protectorats et colonies dans l'Union.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 24, 27 et 28 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas :

1o. La colonie du Congo belge ;
2o. L'Empire de l'Inde britannique ;
3o. Le Dominion du Canada ;
4o. La Confédération australienne (Commonwealth of Australia) avec la Nouvelle-Guinée britannique;
5o. L'Union de l'Afrique du Sud ;

6o. Les autres Dominions et l'ensemble des colonies et protectorats britanniques;
7o. Les Iles Philippines;
8o. L'ensemble de toutes les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, comprenant les îles Hawaï, Porto-Rico, Guam, et les îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique;
9o. L'ensemble des colonies espagnoles;
10o. L'Algérie;
11o. Les colonies et protectorats français de l'Indochine;
12o. L'ensemble des autres colonies françaises;
13o. L'ensemble des colonies italiennes;
14o. Le Chosen;
15o. L'ensemble des autres dépendances japonaises;
16o. Les Indes néerlandaises;
17o. Les colonies néerlandaises en Amérique;
18o. Les colonies portugaises de l'Afrique;
19o. Les colonies portugaises en Asie et en Océanie.

Article 30.

Durée de la Convention.

La présente Convention sera mise à exécution le 1er janvier 1922 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Toutefois, en ce qui concerne les taxes postales, chaque pays est autorisé à les mettre en vigueur avant la date précitée à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois d'avance, et, au besoin, par télégramme.

Article 31.

Abrogation des traités antérieurs; ratification.

1. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à l'exécution de la présente Convention, les stipulations de la Convention de l'Union postale universelle conclue à Rome en 1906.
2. La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.
3. En foi de quoi les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumerés ont signé la présente Convention à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour les Iles Philippines et les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba.
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEONIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIA CAMACHO.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde britannique:
G. R. CLARKE.

Pour la Commonwealth de l'Australie:
JUSTINIAN OXENHAM.

Pour le Canada:
F. H. WILLIAMSON.

Pour la Nouvelle-Zélande:
R. B. MORRIS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
H. W. S. TWYCROSS.
D. J. O'KELLY.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Guatemala:
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZIPDE.

Pour la Hongrie:
C. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria.
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE GARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Mexique:
POUR COSME HINOJOSA.
JULIO POULAT.
JULIO POULAT.
ALFONSO REYES.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLANCHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORIE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats Unis de Venezuela :
PEDRO-EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Madrid, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Les dispositions de l'article 11 de la Convention ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne et aux dominions, colonies et protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait de correspondances à la demande de l'expéditeur.

II.

Chaque pays de l'Union, qu'il ait ou non le franc pour unité monétaire, a la faculté de fixer dans sa monnaie intérieure, d'accord avec l'Administration des postes suisses, les équivalents des taxes prévues par la présente Convention.
Ces équivalents ne peuvent pas être supérieures au montant des taxes fixées par la présente Convention ni inférieurs au montant des taxes qui étaient en vigueur le 1er October 1920. Ils pourront cependant subir des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie légale du pays considéré, à condition de ne pas descendre en dessous des taxes adoptées lors de la mise à exécution de la Convention de Rome.

III.

Lorsque les taxes en vigueur dans un pays sont, par rapport au franc-or, à tel point inférieures à celles d'un autre pays qu'il devient avantageux d'expédier non affranchis ou insuffisamment affranchis les objets de la poste aux lettres à destination du premier de ces pays, l'Administration du second pays peut déclarer obligatoire l'affranchissement complet de ces objets.
L'Administration du pays à l'égard duquel cette mesure a été prise, est autorisée à l'appliquer, à titre de réciprocité et pour la même période, aux objets de correspondance, à destination de l'autre pays.
Est réservée à chaque pays la faculté de ne pas admettre les cartes postales avec réponse payée, dans les relations avec les

autres pays lorsque la différence entre les taxes des deux pays est telle que l'emploi de ces cartes peut donner lieu à des abus de la part du public.

IV.

Est réservée aux pays de l'Union la faculté de percevoir une surtaxe, qui ne peut dépasser 30 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, pour chaque envoi qui, à la demande de l'expéditeur, est transporté dans un coffre-fort flottant placé à bord d'un paquebot postal. La surtaxe est acquise au pays d'origine de l'envoi.
L'emploi de coffres-forts flottants est réglé de commun accord entre les Administrations qui conviennent d'assurer ce service dans leurs relations réciproques.

V.

Il est pris acte de la déclaration faite par la délégation britannique au nom de son Gouvernement et portant qu'il a cédé à la Nouvelle-Zélande avec les îles Cook et autres îles dépendantes, la voix que l'article 29, 6o., de la Convention attribue aux autres dominions et à l'ensemble des colonies et protectorats britanniques.

VI.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'on signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

VII.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Madrid ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les Etats qui l'auront ratifiée.
En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque partie.
Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour les Iles Philippines et les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSINO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba:
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTOM.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEÓNDIAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.

M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREULLÉ.

Pour les colonies et protectorats françaises de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde brittannique:
G. R. CLARKE.

Pour la Commonwealth de l'Australie:
JUSTINIAN OXENHAM.

Pour le Canada:
F. H. WILLIAMSON.

Pour la Nouvelle-Zélande:
R. B. MORRIS.

Pour l'Union de Afrique du Sud:
H. W. S. TWYCROSS.
D. J. O'KELLY.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Guatemala:
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓSPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonnaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Mexique :
POUR COSME HINOJOSA.
JULIO POULAT.
JULIO POULAT.
ALFONSO REYES.

Pour le Nicaragua :
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas :
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :
D. C. URREA.
C. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :
HUSSËIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne :
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal ;
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador :
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :
PEDRO-EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS D'AMERIQUE, LES ILES PHILIPPINES, LES AUTRES POSSESSIONS INSULAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, LE CANADA, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION LE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ETATS-UNIS DE VENEZUELA.

Les soussignés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle, conclue à Madrid le 30 novembre 1920, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I.

Direction des correspondances.

1. Chaque Administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration. Toutefois, l'Administration du pays d'origine a la faculté d'indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une Administration intermédiaire, des frais spéciaux excessifs. Dans le cas où une Administration, par des circonstances extraordinaires, se voit obligée de suspendre temporairement l'expédition des dépêches closes et des correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

2. Les Administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, les correspondances insuffisamment affranchies.

II.

Echange en dépêches closes.

1. L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les Administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les Administrations en cause.

2. S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les Administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

3. Il est, d'ailleurs, obligatoire de former des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires en fait la demande, se basant sur le fait que le nombre de correspondances à découvert est de nature à entraver ses opérations.

4. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux Administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux Administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

III.

Services extraordinaires.

1. Les servises extraordinaires de l'Unlon donnant lieu à des

frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4, § 6 de la Convention, à des arrangements entre les Administrations intéressées, sont exclusivement ceux entretenus pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes.

2. Les transports aériens sont assimilés aux services extraordinaires (article 5 de la Convention principale).

IV.

Fixation des taxes.

1. Les Administrations des pays de l'Union perçoivent leurs taxes d'après les équivalents, qui sont fixés en exécution de l'article 12 de la Convention principale. Chaque Administration doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses à laquelle il appartient de faire notifier les équivalents par l'intermédiaire du Bureau international.

Le Bureau international doit établir et distribuer aux Administrations un tableau indiquant, pour chaque pays, les équivalents : de la taxe de la lettre simple, du second port de la lettre, de la carte postale, et des autres objets par unité de 50 grammes.

2. Lorsqu'un changement d'équivalents est jugé nécessaire, l'Administration du pays intéressé doit suivre la procédure indiquée au paragraphe précédent.

3. Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la fixation des taxes des correspondances échangées avec les pays étrangers à l'Union ou de la combinaison des taxes de l'Union avec les surtaxes prévues par l'article 6 de la Convention, peuvent être arrondies par les Administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

V.

Exceptions en matière de poids.

Il est admis, par mesure d'exception, que les Etats qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant une once à 20 grammes pour les lettres et deux onces à 50 grammes pour les autres objets, et d'élever, au besoin, la limite du porte simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que, dans ce dernier cas, il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

VI.

Timbres-poste et empreintes d'affranchissement.

1. Les timbres-poste représentant les taxes-types de l'Union ou leur équivalent dans la monnaie de chaque pays sont confectionnés dans les couleurs suivantes :
le timbre représentant la taxe d'un lettre simple en bleu foncé;
le timbre représentant la taxe d'une carte postale en rouge;
le timbre représentant la taxe du premier port des autres objets en vert.
Les empreintes produites par les machines d'affranchissement doivent comprendre l'indication du pays d'origine.
Elles doivent être de couleur rouge vif quelle que soit la valeur qu'elles représentent.
2. Les timbres-poste et les empreintes d'affranchissement doivent porter l'inscription de leur valeur d'après le tableau des équivalents adoptés.
L'indication du nombre d'unités ou de fractions de l'unité monétaire, servant à exprimer cette valeur, est faite en chiffres arabes.
3. Les timbres-poste peuvent être marqués à l'emporte-pièce de perforations distinctives (initiales au autres) dans les conditions fixées par l'Administration qui les a émis.
4. Les Administrations doivent recommander au public de coller les timbres-poste à l'angle droit supérieur du côté de la suscription. Les empreintes des machines d'affranchissement doivent également être appliquées à cette place.

VII.

Coupons-réponse.

1. Les coupons-réponse, dont l'emploi facultatif est prévu à l'article 13 de la Convention, sont conformes au modèle A annexé au présent Règlement et imprimés par les soins du Bureau international sur papier portant en filigrane les mots: 50*c*. Union postale universelle. 50*c*.
Chaque Administration a la faculté :
a. de donner aux coupons une perforation distinctive qui ne nuise pas à la lecture du texte et ne soit pas de nature à entraver la vérification de ces valeurs;
b. de modifier, à la main ou au moyen d'un procédé d'impression, le prix de vente indiqué sur les coupons.
2. Le Bureau international fournit les coupons aux prix coûtant, aux Administrations qui en font la demande.
3. Chaque Administration débite les coupons au prix qu'elle détermine, sans que ce prix puisse toutefois être inférieur au

minimum de 50 centimes (or) fixé par l'article 13 de la Convention.

4. Les coupons présentés par le public sont échangés contre un timbre-poste ou des timbres-poste représentant le prix de l'affranchissement d'une lettre simple à destination de l'étranger.

5. Il ne peut être vendu ou échangé à la même personne plus de 10 coupons en un seul jour.

6. Sauf entente contraire entre les Administrations intéressées, les coupons échangés sont envoyés semestriellement aux Administrations qui les ont émis ; ils sont accompagnés, dans chaque cas, de l'indication de leur nombre total.

7. Aussitôt que deux Administrations se sont mises d'accord sur le nombre des coupons échangés dans leurs relations réciproques, un relevé (modèle U) indiquant le solde débiteur ou créditeur est dressé par chacune des deux Administrations et transmis par celles-ci au Bureau international. Pour l'établissement de ce relevé, la valeur du coupon est calculée à 50 centimes par unité. Le Bureau international comprend le solde dans un décompte semestriel.

8. Lorsque dans les rapports entre deux Administrations, le solde semestriel ne dépasse pas 25 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout payement de ce chef et le relevé n'est pas dressé.

9. Dans le cas où deux Administrations se sont mises d'accord pour faire un règlement spécial, elles ne transmettent pas de relevé au Bureau international.

10. Les Administrations sont autorisées exceptionellement et en raison de circonstances particulières, à suspendre, dans les limites qu'elles fixeront, l'application des restrictions concernant la vente et l'échange des coupons prévus au paragraphe 5 ci-dessus. Dans ce cas, elles feront part de leur décision au Bureau international, qui la communiquera aux Administrations de l'Union.

VIII.

Correspondance avec les pays étrangers à l'Union.

Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres Offices de l'Union la liste de ces pays avec les indications suivantes :

1o. frais de transit maritime ou territorial applicables au transport en dehors des limites de l'Union;

2o. désignation des correspondances admises ;

3o. affranchissement obligatoire ou facultatif ;

4o. limite, pour chaque catégorie de correspondances, de la

validité de l'affranchissement perçu (jusqu'à destination, jusqu'au port de débarquement, etc.);
5o. étendue de la responsabilité pécuniaire en matière d'envois recommandés;
6o. possibilité d'admettre les avis de réception, et
7o. autant que possible, tarif d'affranchissement en vigueur dans le pays en dehors de l'Union par rapport aux pays de l'Union.

IX.

Applications des timbres.

1. Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées au recto d'un timbre indiquant, autant que possible en caractères latins, le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste. Tous les timbres-poste valables doivent être oblitérés.
Dans les localités pourvues du plusieurs bureaux de poste, les timbres d'oblitération doivent porter une indication permettant de constater quel est le bureau de dépôt.
2. Les objets de correspondance mal dirigés doivent être frappés de l'empreinte du timbre à date du bureau auquel ils sont parvenus par erreur. Cette obligation incombe non seulement aux bureaux sédentaires, mais aussi aux bureaux ambulants autant que possible.
3. Le timbrage des correspondances déposées, sur les paquebots, dans les boîtes mobiles ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants incombe, dans les cas prévus par le § 5 de l'article 13 de la Convention, à l'agent des postes embarqué ou, s'il n'y en pas, au bureau de poste auquel ces correspondances sont livrées en main. Le cas échéant, celui-ci les frappe de son timbre à date ordinaire et y appose la mention „Paquebot" soit à la main, soit au moyen d'une griffe ou d'un timbre.
4. Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées au recto, par l'Office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet Office.
5. Les correspondances de toute nature pour lesquelles une taxe quelconque doit être perçue postérieurement au dépôt, soit du destinataire soit, en cas de mise en rebut, de l'expéditeur, sont frappées du timbre T (taxe à payer). L'application de ce timbre incombe à l'Office d'origine ou, s'il s'agit de correspondances devenues insuffisamment affranchies par suite de leur réexpédition ou de leur mise en rebut, à l'Office réexpéditeur. Les correspondances originaires de pays étrangers à l'Union sont frappées du timbre T par l'Office du pays d'entrée.
6. Les envois à remettre par exprès sont pourvus d'une éti-

quette imprimée transparente et de couleur rouge foncé portant en gros caractères le mot „Exprès". Les Administrations sont toutefois autorisées à remplacer cette étiquette par l'empreinte d'un timbre. Les envois qui ont été munis de la mention „Exprès" par le bureau d'origine sont remis à domicile par porteur spécial, même en cas d'omission ou d'insuffisance de l'affranchissement. Le cas échéant, le bureau d'échange du pays de destination est tenu de signaler l'irrégularité par bulletin de vérification à l'Administration centrale dont relève le bureau d'origine. Ce bulletin doit relater très exactement l'origine et la date du dépôt de l'envoi.

7. Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

8. Les timbres-poste non oblitérés par suite d'erreur ou d'omission dans le service d'origine, doivent l'être de la manière usuelle par le bureau qui constate l'irrégularité.

X.

Absence ou insuffisance d'affranchissement.

1. Lorsqu'un objet est non affranchi ou insuffisamment affranchi, l'Office expéditeur indique, au moyen d'un timbre ou d'un autre procédé, en chiffres bien lisibles apposés à l'angle droit supérieur du recto, le montant en francs et centimes à percevoir du destinataire.

2. D'après cette indication, l'Office de destination frappe l'objet du montant de la taxe annotée, conformément aux dispositions du § 3 de l'article 6 de la Convention.

3. Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (o), placé à côté des timbres-poste.

XI.

Conditionnement des envois ordinaires et recommandés.

1. Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon, le crayon-encre excepté, ne sont pas admis à la recommandation.

Les adresses des envois expédiés poste restante doivent indiquer les noms du destinataire ; l'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

2. Les envois sous enveloppe entièrement transparente ou à panneau ouvert ne sont pas admis.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux envois sous enveloppe à panneau transparent :
a. le panneau transparent doit faire partie intégrante de l'enveloppe et être disposé parallèlement à la plus grande dimension, de façon que l'adresse du destinataire apparaisse dans le même sens ; il doit être situé de façon à ne pas entraver l'application du timbre à date ;
b. la transparence du panneau doit assurer une parfaite lisibilité de l'adresse, même à la lumière artificielle et ne pas empêcher l'application d'une écriture.
Les objets expédiés sous enveloppe à panneau transparent sont admis à la recommandation.
3. Sauf les exceptions prévues aux paragraphes précédents aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque Office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.
4. Les objets recommandés doivent porter à l'angle gauche supérieur de la suscription une étiquette conforme ou analogue au modèle *B* annexé au présent Règlement, avec l'indication en caractères latins, du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre sous lequel l'envoi est inscrit dans le registre de ce bureau. Toutefois, il est permis aux Administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes, d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et de continuer à employer des timbres pour la désignation des objets recommandés. Il est cependant de rigueur, pour les Offices qui n'ont pas adopté l'étiquette modèle B, de désigner chaque envoi recommandé par un numéro d'ordre. Ce numéro doit être inscrit à l'angle gauche supérieur de la suscription. Il est obligatoire pour les Offices réexpéditeurs de désigner l'envoi par le numéro original.
5. Les envois recommandés, insuffisamment affranchis ou non affranchis, sont traités comme les envois ordinaires en ce qui concerne l'affranchissement manquant. Les taxes dues dans l'un et l'autre cas sont perçues et retenues par le pays qui effectue la distribution des envois.
6. Des vignettes de bienfaisance peuvent être collées au verso de toutes les catégories de correspondances prévues à l'article 2 de la Convention.

XII.

Avis de réception des objets recommandés.

1. Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente „Avis de réception" ou l'empreinte d'un timbre portant : A. R.

2. Ils sont accompagnés d'une formule de la grandeur et de la consistance d'une carte postale conforme ou analogue au modèle C ci-annexé; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur et réunie, extérieurement et d'une manière solide, à l'objet auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.
Les avis de réception doivent être formulés en français ou porter une traduction interlinéaire en cette langue.
3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule *C*, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur de l'objet.
4. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un objet recommandé postérieurement au dépôt de cet objet, le bureau d'origine reproduit sur une formule *C* la description très exacte de l'objet recommandé (nature de l'objet, bureau d'origine, date de dépôt, numéro, adresse complète du destinataire). Cette formule est attachée à une réclamation modèle I revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe d'avis de réception, et traitée selon les prescriptions de l'article XXIX du présent Règlement, à cette exception près, que, en cas de distribution régulière de l'envoi auquel l'avis de réception se rapporte, le bureau de destination retire la formule I et renvoie la formule C, dont le verso a été dûment rempli, à l'origine, de la manière prescrite au § 3 précédent.
5. Si un avis de réception, régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt, n'est pas parvenu à l'origine dans les délais voulus, on procède, pour réclamer l'avis manquant, conformément aux règles tracées au § 4 précédent. Dans ce dernier cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C la mention „Duplicata de l'avis de réception, etc."
6. Les dispositions particulières adoptées par les Administrations en vertu du § 5 de l'article XXIX du présent Règlement, pour la transmission des réclamations d'objets recommandés, sont applicables aux demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt des objets recommandés.

XIII.

Envois recommandés grevés de remboursement.

1. Les envois recommandés grevés de remboursement doivent porter sur le recto l'en tête „Remboursement" écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement. Le montant est exprimé en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge,

même approuvées. L'expéditeur doit indiquer, sur le recto ou sur le verso, son nom et son adresse également en caractères latins.

2. Les envois recommandés grevés de remboursement doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle D annexé au présent Règlement.

3. Les Administrations des postes peuvent se charger de verser au crédit de comptes courants postaux du pays de destination de l'envoi le montant des sommes encaissées. Les conditions, taxes à percevoir et autres détails de ce service sont réglés d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

4. Si le destinataire ne paye pas le montant du remboursement dans un délai de 7 jours, dans les relations entre pays d'Europe et dans un délai de 15 jours dans les relations des pays d'Europe avec les pays hors d'Europe et de ces derniers pays entre eux, à partir du jour qui suit celui de l'arrivée au bureau destinataire, l'envoi est réexpédié au bureau d'origine.

Ces délais peuvent être étendus jusqu'à un maximum de 28 jours par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. L'expéditeur peut toutefois demander, par une annotation libellée dans une langue connue dans le pays de destination, le renvoi immédiat de l'objet à son adresse, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation.

5. Sauf autre arrangement, la somme recouvrée, déduction faite du droit d'encaissement prévu à l'article 8, § 2 de la Convention et de la taxe ordinaire des mandats de poste, est convertie en un mandat de poste portant, en tête du recto, la mention „Remb." et établi pour le surplus en conformité du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste. Il doit être faite mention, sur le coupon du mandat, du nom et de l'adresse du destinataire de l'envoi contre remboursement, ainsi que du lieu et de la date du dépôt de cet envoi.

6. Sauf arrangement contraire, les envois grevés de remboursement peuvent être réexpédiés d'un des pays participant à ce service sur un autre de ces pays. En cas de réexpédition, l'Office conserve intacte la demande de remboursement originale, telle que l'expéditeur lui-même l'a formulée. L'Office de la destination définitive doit seul procéder à la conversion, dans sa monnaie, du montant du remboursement, d'après le taux en vigueur pour les mandats de poste; il lui appartient aussi de transformer le remboursement en un mandat sur le pays d'origine.

7. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'Office qui les détient et portés en compte a l'Office qui les a émis.

8. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires et qui n'ont pas été encaissés sont remplacés par des autorisations de payement. Celles-ci sont dressées par l'Office qui a émis les mandats, dès qu'il a pu constater que les titres originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Elles sont quittancées par l'Office de destination et inscrites par lui au plus prochain compte qui en suit l'envoi.

XIV.

Cartes postales.

1. Les cartes postales doivent porter, en tête du recto, le titre „Carte postale" en français ou l'équivalent de ce titre dans une autre langue. Toutefois, ce titre n'est pas obligatoire pour les cartes postales simples émanant de l'industrie privée.

Les dimensions des cartes ne peuvent dépasser 14 centimètres en longueur et 9 centimètres en largeur, ni être inférieures à 10 centimètre en longueur et à 7 centimètres en largeur. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert, c'est-à-dire sans bande ni enveloppe.

Les cartes postales doivent être confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver la manipulation.

2. Les timbres d'affranchissement doivent, autant que possible, être appliqués à l'angle droit supérieur du recto. L'adresse du destinataire ainsi que les mentions relatives au service (recommandé, avis de réception, etc.) doivent figurer au recto, dont la moitié droite au moins est réservée à ces indications. L'expéditeur dispose du verso et de la partie gauche du recto, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant.

3. Il est interdit au public de joindre ou d'attacher aux cartes postales des échantillons de marchandises ou des objets analogues. Toutefois, des vignettes, des photographies, des timbres de toute espèce, des bandes d'adresse ou des feuilles à replier, des étiquettes et des coupures de toute sorte peuvent y être collés à condition que ces objets ne soient pas de nature à altérer le caractère des cartes postales, qu'ils consistent en papier ou en une autre matière très mince et qu'ils soient complètement adhérents à la carte. A l'exception des bandes ou étiquettes d'adresse, ces objets ne peuvent être collés que sur le verso ou sur la partie gauche du recto des cartes postales.

4. Les cartes postales avec réponse payée doivent présenter au recto, en langue française, comme titre sur la première partie: „Carte postale avec réponse payée"; sur la seconde partie: „Carte postale-réponse." Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

L'adresse de la carte-réponse doit se trouver du côté intérieur du pli. Il est loisible à l'expéditeur d'une carte postale avec réponse payée d'indiquer son nom et son adresse au recto de la partie „Réponse", soit par écrit, soit en y collant une étiquette. L'affranchissement de la partie „Réponse" au moyen du timbre-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si les deux parties de la carte postale avec réponse payée sont parvenues adhérentes du pays d'origine et si la partie „Réponse" est expédiée du pays où elle est parvenue par la poste à destination dudit pays d'origine. Si ces conditions ne sont pas remplies, elle est traitée comme carte postale non affranchie.

5. Les cartes postales ne remplissant pas, quant aux indications prescrites, aux dimensions, à la forme extérieure, les conditions imposées par le présent article à cette catégorie d'envois, sont traitées comme lettres.

XV.

Papiers d'affaires.

1. Sont considérés comme papiers d'affaires et admis comme tels à la modération de taxe consacrée par l'article 6 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents écrits ou dessinés en tout ou partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les lettres ouvertes et les cartes postales de date ancienne qui ont déjà atteint leur but primitif, les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, certains documents des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, les devoirs originaux et corrigés d'élèves à l'exclusion de toute indication ne se rapportant pas directement à l'exécution du travail.

2. Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites pour les imprimés (article XVII ci-après).

XVI.

Echantillons.

1. Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de taxe qui leur est attribuée par l'article 6 de la Convention que sous les conditions suivantes:

Ils doivent être placés dans des sacs, des boites ou des enveloppes mobiles de manière à permettre une facile vérification.

Il n'est pas exigé d'emballage pour les objets d'une seule pièce, tels que pièces de bois, métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer, à condition que, le cas échéant, l'adresse et les timbres-poste figurent sur une étiquette. Il est permis d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique, à l'extérieur ou à l'intérieur de l'envoi, les nom, qualité, profession et adresse de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'orde, des prix et des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible et celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

2. Les objets en verre, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes sont admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnés de la manière suivante :

1o. Les objets en verre doivent être emballés solidement (boîtes en métal, en bois ou en carton ondulé de qualité solide) de manière à prévénir tout danger pour les correspondances et les agents.

2o. Les liquides, huiles et corps facilement liquéfiables doivent être insérés dans des flacons en verre hermétiquement bouchés. Chaque flacon doit être placé dans une boite spéciale en bois ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du flacon. La boite elle même, si elle est en bois, doit être enfermée dans un second étui en métal, en bois avec couvercle vissé, en carton ondulé de qualité solide ou en cuir fort et êpais.

Toutefois, lorsqu'on se sert d'une boite constituée par un bloc en bois perforé ayant au moins 2½ millimètres dans la partie la plus faible et munie d'un couvercle, il n'est pas nécessaire que ce bloc soit enfermé dans un second étui.

3o. Les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.) placée elle-même dans une seconde boîte en bois, en métal ou en cuir fort et épais.

4o. Les matières colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boites en fer blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de le sciure entre les deux emballages ; les poudres sèches non colorantes doivent

être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton. Ces boîtes sont elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

5o. Les échantillons de liquides, corps gras, ainsi que ceux revêtus d'enveloppes peu résistantes en toile ou en papier doivent être munis d'une étiquette, de préférence en parchemin, portant l'adresse du destinataire, les figurines d'affranchissement et l'empreinte des timbres à date. L'adresse doit être reproduite sur l'objet lui-même.

6o. Les abeilles vivants doivent être renfermées dans des boîtes disposées de façon à eviter tout danger et à permettre la vérification du contenu.

7o. Les objets de toute nature qui se gâteraient, s'ils étaient emballés de la manière prescrite au paragraphe 1, peuvent exceptionnellement être admis sous un emballage hermétiquement fermé. Dans ce cas, les Administrations intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu, soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

8o. Sont également admis au tarif des échantillons les clichés d'imprimerie, les clefs isolées, les fleurs fraîches coupées, les objets d'histoire naturelle (animaux et plantes séchés ou conservés, spécimens géologiques, etc.), tubes de sérum et objets pathologiques rendus inofensifs par leur mode de préparation et d'emballage. Ces objets, à l'exception des tubes de sérum expédiés dans un intérêt général par les laboratoires ou institutions officiellement reconnus, ne peuvent être envoyés dans un but commercial. Leur emballage doit être conforme aux prescriptions générales concernant les échantillons de marchandises.

XVII.

Imprimés de toute nature.

1. Sont considérés comme imprimés, et admis comme tels à la modération de taxe consacrée par l'article 6 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresse, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies et les albums contenant des photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque et la machine à écrire.

23

Sont assimilées aux imprimés, les reproductions d'une copie-type faite à la plume ou à la machine à écrire lorsqu'elles sont obtenues par un procédé mécanique de polygraphie (chromographie, etc.); mais pour jouir de la modération de taxe, ces reproductions doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt exemplaires parfaitement identiques.

2. Ne peuvent être expédiés à la taxe réduite les imprimés qui portent des signes quelconques susceptibles de constituer un langage conventionnel ni, sauf les exceptions explicitement autorisées par le présent article, ceux dont le texte a été modifié après tirage.

3. Il est permis:

a.) d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique, à l'extérieur ou à l'intérieur de l'envoi, les nom, qualité, profession et adresse de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques et le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur;

b) d'ajouter à la main, sur les cartes de visite imprimées ainsi que sur les cartes de Noël et de nouvel an, l'adresse de l'expéditeur, son titre, ainsi que des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autres formules de politesse exprimés en cinq mots au maximum ou au moyen d'initiales conventionnelles (p. f., etc.);

c) d'ajouter aux épreuves corrigées le manuscrit et de faire à ces épreuves les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression. En cas de manque de place, ces additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;

d) de corriger les fautes d'impression aussi sur les imprimés autres que les épreuves;

e) de biffer certaines parties d'un texte imprimé;

f) de faire ressortir au moyen de traits ou de souligner les mots ou les passages du texte sur lesquels on désire attirer l'attention;

g) de porter ou de corriger à la plume ou par un procédé mécanique les chiffres sur les listes de prix courants, les offres d'annonces, les cotes de bourse et de marché, les circulaires de commerce et les prospectus, de même que le nom du voyageur, la date, l'heure et le nom de la localité par laquelle il compte passer ainsi que l'endroit où il descend, sur les avis de passage;

h) d'indiquer à la main, sur les avis concernant les départs et les arrivées de navires, la date et l'heure de ces départs et de ces arrivées, ainsi que les noms des navires et des ports de départ et d'arrivée;

i) d'ajouter une dédicace manuscrite consistant en un simple

hommage sur les livres, brochures, journaux, photographies, gravures, papiers de musique et en général sur toutes productions littéraires ou artistiques imprimées, gravées, lithographiées ou autographiées, ainsi que de joindre à celles-ci la facture se rapportant à l'objet envoyé ;

j) de peindre les images de mode, les cartes géographiques, etc.;

k) d'ajouter à la main ou par un procédé mécanique aux passages découpés des journaux et publications périodiques le titre, la date, le numéro et l'adresse de la publication dont l'article est extrait ;

l) dans les bulletins de commande ou de souscription relatifs à des ouvrages de librairie, livres, journaux, gravures, morceaux de musique, d'indiquer à la main les ouvrages demandés ou offerts, et de biffer ou de souligner tout ou partie des communications imprimées.

4. Les imprimés doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés. Ils doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert des deux côtés ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit entourés d'une ficelle facile à dénouer, soit enfin simplement pliés, mais de manière que d'autres objets ne puissent se glisser dans leurs plis.

5. Les cartes-adresse et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

6. Les cartes portant le titre „Carte postale" ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque, sont admises au tarif des imprimés, pourvu qu'elles répondent aux conditions générales stipulées dans le présent article pour ce genre d'envois. Celles qui ne remplissent pas ces conditions sont considérées comme cartes postales et traitées en conséquence, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions du § 5 de l'article XIV du présent Règlement.

XVIII.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve :

1o. que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension;

2o. que le poids total ne dépasse pas 2 kilogrammes par envoi, exception faite pour les imprimés destinés aux aveugles ;

3o. que la taxe soit au minimum de 50 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 20 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

XIX.

Feuilles d'avis.

1. Les feuilles d'avis accompagnant des dépêches échangées entre deux bureaux de l'Union sont conformes au modèle E joint au présent Règlement. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur bleue portant en gros caractères l'indication „Feuille d'avis".

2. On indique à l'angle droit supérieur le nombre des sacs ou paquets composant l'envoi auquel la feuille d'avis se rapporte. Sauf arrangement contraire les bureaux expéditeurs doivent numéroter les feuilles d'avis à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle par chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant au-dessous du numéro la voie à utiliser, et, en cas de transit maritime, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche.

Chaque dépêche prend un numéro distinct lors même qu'il s'agirait d'une dépêche supplémentaire empruntant la même voie, le même paquebot ou bâtiment que la dépêche ordinaire. A la première expédition de chaque année, la feuille d'avis doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente.

3. On doit mentionner, en tête de la feuille d'avis, le nombre total des objets recommandés, des paquets ou sacs renfermant lesdits objets, et, au moyen d'une griffe, d'une étiquette ou d'une annotation manuscrite, la présence d'envois à faire remettre par exprès.

4. Les objets recommandés sont inscrits individuellement au tableau No. I de la feuille d'avis, avec les détails suivants: le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau, ou: le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination.

5. Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales et détachées soit pour remplacer le tableau No. I de la feuille d'avis, soit pour servir comme feuille d'avis supplémentaire.

Quand il est fait usage de plusieurs listes, ces dernières doivent être numérotées. Le nombre des objets recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste est limité à 30.

Le nombre des objets recommandés inscrits sur les listes, le nombre des listes et le nombre des paquets ou des sacs qui renferment ces objets doivent être portés sur la feuille d'avis.

6. Au tableau No. II on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.

7. Sous la rubrique „Indications de service", on mentionne les lettres de service ouvertes, les communications ou recom-

mandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange, ainsi que le nombre des sacs vides en retour.

8. Lorqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

9. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement d'une feuille d'avis négative.

10. Quand les dépêches closes sont confiées par une Administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre ou le poids des lettres et autres objets doit être indiqué à la feuille d'avis et sur l'adresse de ces dépêches lorsque l'Office chargé d'assurer l'embarquement desdites dépêches le demande.

XX.

Transmission des objets recommandés.

1. Les objets recommandés, et s'il y a lieu, les listes spéciales prévues au § 5 de l'article XIX, sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts, qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés ou plombés de manière à en préserver le contenu. Les objets recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie plusieurs listes détachées, chacune d'elles est enliassée avec les objets recommandés auxquels elle se rapporte.

Dans aucun cas, les objets recommandés ne peuvent être confondus avec les correspondances ordinaires.

2. Au paquet d'objets recommandés est attachée extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis; lorsque les objets recommandés sont renfermés dans un sac, ladite enveloppe est fixée au col de ce sac.

S'il y a plus d'un paquet ou sac d'objets recommandés, chacun des paquets ou sacs supplémentaires est muni d'une étiquette indiquant la nature du contenu.

Les paquets ou sacs d'objets recommandés sont placés au centre de la dépêche et de manière à attirer l'attention de l'agent qui procède à l'ouverture.

3. Le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux Administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les

chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

XXI.

Transmission des correspondances à faire remettre par exprès.

1. Les correspondances ordinaires à faire remettre par exprès sont réunies en une liasse spéciale et insérées, par les bureaux d'échange, dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.

Une fiche placée dans cette liasse indique, le cas échéant, la présence, dans la dépêche des correspondances de l'espèce, qui, en raison de leur nombre, de leur forme ou de leurs dimensions, n'ont pu être jointes à la feuille d'avis. Ces correspondances sont réunies dans une ou plusieurs liasses distinctes, munies d'une étiquette portant en gros caractères la mention „Exprès" et insérées dans le sac contenant la feuille d'avis.

2. Les correspondances recommandées à faire remettre par exprès sont classées, à leur ordre, parmi les autres correspondances recommandées et la mention „Exprès" est portée dans la colonne „Observations" des feuilles d'avis, en regard de l'inscription de chacune d'elles.

XXII.

Confection des dépêches.

1. En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondances, en séparant les objets affranchis des objets non ou insuffisamment affranchis.

Les lettres portant des traces d'ouverture ou d'avarie doivent être munies d'une mention du fait et frappées du timbre à date du bureau qui a constaté ce fait.

Les mandats de poste expédiés à découvert sont réunis en un paquet distinct, après subdivision, s'il y a lieu, en autant de liasses qu'il y a de pays destinataires. Ce paquet est inséré par les bureaux d'échange dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche ou, en cas d'impossibilité, dans le sac renfermant cette feuille.

2. Dans les échanges par voie de terre, toute dépêche, après avoir été ficelée, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire au moyen du cachet du

bureau ou plombée. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: „de . . . pour . . .".
Les dépêches expédiées par voie de mer sont renfermées dans des sacs convenablement fermés, cachetés ou plombés et étiquetés. Il en est de même des dépêches expédiées par la voie de terre lorsque leur volume le comporte. Dans les relations entre pays qui se seraient mis d'accord à cet égard, lorsqu'il s'agit de dépêches négatives, elles peuvent être formées en paquet enveloppé de papier.
3. Pour les dépêches renfermées dans des sacs, les étiquettes doivent être en toile, cuir ou parchemin ou en papier collé sur une planchette. L'étiquette doit indiquer d'une façon lisible le bureau d'origine et celui de destination, et dans les relations avec les pays d'outre-mer, la date d'expédition et le numéro de l'envoi. Dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort.
4. Lorsque le nombre ou le volume des envois exige l'emploi de plus d'un sac, des sacs distincts doivent, autant que possible, être utilisés:
a. pour les lettres et cartes postales;
b. pour les autres objets.
Sans égard au nombre ou au volume des envois, des sacs distincts doivent également être employés, autant que possible, lorsque l'Administration de l'un des pays intermédiaires ou du pays de destination le demande.
Lorsqu'il est fait usage de sacs distincts, chacun d'eux doit porter l'indication de son contenu.
Le paquet ou sac des objets recommandés est placé dans un des sacs de lettres.
Le sac renfermant la feuille d'avis est désigné par la lettre F tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.
5. Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 30 kilogrammes.
6. Les sacs doivent être renvoyés vides au pays d'origine par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les Offices correspondants.
Le renvoi des sacs vides doit être effectué entre les bureaux d'échange des pays correspondants, qui sont respectivement désignés à cet effet par les Administrations intéressées, après entente préalable.
Les sacs vides doivent être enroulés et attachés ensemble en paquets convenables; les cas échéant, les planchettes à étiquettes doivent être placées à l'intérieur des sacs. Les paquets doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, chaque fois qu'ils

sont renvoyés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange. Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant la correspondance; dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs cachetés, étiquetés au nom des bureaux d'échange respectifs. Les étiquettes doivent porter la mention „Sacs vides".

XXIII.

Vérification des dépêches.

1. Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate si les inscriptions sur la feuille d'avis et, s'il y a lieu, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, la réception d'une dépêche ne peut pas être refusée à cause de son mauvais état. S'il s'agit d'une dépêche pour un bureau autre que celui qui en a pris livraison, elle doit être emballée de nouveau, tout en conservant, autant que possible, l'emballage original. Le remballage est précédé de la vérification du contenu, s'il est à présumer que celui-ci n'est pas resté intact.

2. Lorsque le bureau d'échange reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer, d'un trait de plume, les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3. Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4. Un bulletin de vérification, conforme au modèle G annexé au présent Règlement, est dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur. Dans le cas prévu au § 1 du présent article, une copie du bulletin de vérification est insérée dans la dépêche remballée.

5. Le bureau expéditeur, après examen, renvoie le bulletin, avec ses observations, s'il y a lieu.

6. En cas de manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs objets recommandés, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement, dans la forme voulue, par deux agents du bureau d'échange destinataire et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification recommandé d'office. Toutefois, lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coïncidence des courriers, le bulletin de vérification n'est pas soumis à la formalité de la recommandation. Si le cas le comporte, le bureau d'échange expéditeur peut, en outre, être avisé par télégramme, aux frais de l'Office expéditeur du télégramme. En même temps,

un duplicata du bulletin de vérification est envoyé, par le bureau destinataire, dans les mêmes conditions que le primata, à l'Administration dont relève le bureau expéditeur et, lorsqu'il s'agit du manque d'un ou de plusieurs objets recommandés, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale des objets recommandés, ce duplicata doit être accompagné du sac ou de l'enveloppe et du cachet ou plomb du paquet desdits objets ou du sac, de la ficelle, de l'étiquette et du cachet ou plomb de la dépêche, si ce paquet lui-même n'a pas été trouvé.

Dès la rentrée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine ou à un bureau intermédiaire, il y a lieu d'adresser au même bureau un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

Lorsque le manque d'une dépêche est dûment expliqué sur le bordereau de remise et si cette dépêche parvient au bureau destinataire par le plus prochain courrier, l'établissement d'un bulletin de vérification n'est pas nécessaire.

7. En cas de perte d'une dépêche close, les Offices intermédiaires sont rendus responsables des objets recommandés que renfermait la dépêche, dans les limites de l'article 10 de la Convention, à condition que la non-réception de cette dépêche leur ait été signalée aussitôt que possible.

8. Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir au bureau expéditeur par le premier courrier après la vérification, un bulletin constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

XXIV.

Dépêches échangées avec des bâtiments de guerre.

1. L'établissement d'un échange, en dépêches closes, entre un Office postal de l'Union et des divisions navales ou bâtiments de guerre de même nationalité, ou entre une division navale ou bâtiment de guerre et une autre de même nationalité, doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux Offices intermédiaires.

2. La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit :

Du bureau de . . . .

Pour { la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à
 le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à.......... ...

(Pays)

ou

De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à
Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à . . . .
Pour le bureau de . . . .

(Pays)

ou

De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à
Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à . . . .

Pour { **la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à**
le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à........ ......

(Pays)

3. Les dépêches à destination ou provenant de divisions navales ou de bâtiments de guerre sont acheminées, sauf indication d'une voie spéciale sur l'adresse, par les voies les plus rapides et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de postes.

Quand les dépêches à destination d'une division navale ou d'un bâtiment de guerre sont expédiées en dehors, le capitaine du paquebot postal qui les transporte les tient à la disposition du commandant de la division ou du bâtiment destinataire pour le cas où celui-ci viendrait demander au paquebot en route la livraison de ces dépêches.

4. Si les bâtiments ne se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y arrivent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste, en attendant leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée, soit par l'Office postal d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du bâtiment destinataire, soit enfin par un Consul de même nationalité.

5. Celles des dépêches dont il s'agit qui portent la mention „Aux soins du Consul de . . . . . ." sont consignées au Consulat du pays d'origine. Elles peuvent être ultérieurement, à la demande du Consul, réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

6. Les dépêches à destination d'un bâtiment de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant de ce bâtiment de guerre, alors même qu'elles auraient été primitivement adressées aux soins d'un bureau de poste ou à un Consul chargé de servir d'agent de transport intermédiaire ; elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse tant qu'elles n'auront pas été délivrées au bâtiment de guerre respectif.

XXV.

Cartes d'identité.

1. Les Administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux de poste ou les services postaux qui doivent délivrer les cartes d'identité.

2. Ces cartes sont établies sur une formule conforme au modèle

F annexé au présent Règlement. Les formules de cartes d'identité sont fournies, à titre onéreux, par le Bureau international; elles sont rédigées dans la langue du pays qui délivre la carte, avec traduction interlinéaire en langue française, le cas échéant.

3. Au moment de la demande, le requérant doit remettre sa photographie et justifier de son identité. Le fonctionnaire qui a reçu la demande en prend note sur un registre; puis il colle à la deuxième page de la carte la photographie fournie par l'intéressé, applique mi-partie sur cette photographie et mi-partie sur la carte le timbre-poste représentant la taxe, qu'il annule au moyen d'une empreinte bien nette du timbre à date. Il applique ensuite une empreinte de ce timbre ou de son sceau officiel au recto de la carte et porte sur celle-ci en caractères latins toutes les autres indications que la formule comporte (no d'ordre du registre, date de l'expiration de la validité, prénoms et nom, profession et domicile du titulaire ainsi que son signalement, avec traduction interlinéaire en langue française, le cas échéant.) Puis il invite le titulaire à apposer sa signature à la place *ad hoc*, après quoi il signe lui-même la carte qu'il remet ensuite à l'intéressé contre payement de la taxe due. Toutes les inscriptions doivent être faites à l'encre.

Toutefois, chaque pays conserve la faculté de délivrer les cartes d'identité du modèle F relatives au service international, selon les règles appliquées pour les cartes en usage dans son service interne.

XXVI.

Correspondances réexpédiées.

1. En exécution de l'article 16 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 suivant, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence, sont traitées par l'Office distributeur comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. A l'égard, soit des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, soit des envois échangés entre deux pays de l'Union qui ont adopté dans leurs relations réciproques une taxe inférieure à la taxe ordinaire de l'Union, mais entrant, par suite de réexpédition, dans le service d'un troisième pays de l'Union vis-à-vis duquel la taxe est la taxe ordinaire de l'Union, soit, enfin, des envois échangés pour leur premier parcours entre localités de deux services limitrophes pour lesquels il existe une taxe réduite, mais réexpédiés sur d'autres localités de ces pays de l'Union ou sur un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes :

1o Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés, par l'office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.
2o Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'Office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination.
3o Les envois primitivement adressés à l'intérieur d'un pays de l'Union et dûment affranchis selon le régime intérieur, sont considérés comme des envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours.
4o Les envois ayant circulé primitivement en franchise de port dans l'intérieur d'un pays sont frappés par l'Office distributeur de la taxe applicable aux envois affranchis de même nature adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.
3. Si, dans les cas précités, les envois ont parcouru, avant de parvenir à l'Office distributeur, un autre pays pour lequel l'Office d'origine perçoit une taxe supérieure à celle qu'il applique avec le pays distributeur, les envois sont passibles de la taxe supérieure.
4. Le montant des taxes à percevoir du destinataire doit être indiqué par l'Office réexpéditeur, en francs et centimes, à côté des timbres-poste ou, s'il n'y en a pas, à côté du timbre d'origine. La taxe complémentaire dont les envois-exprès peuvent être grevés en vertu des dispositions de l'article 15, § 3 de la Convention principale, doit, dans tous les cas, être indiquée, en francs et centimes, à l'endroit précité, par l'Office réexpéditeur.
5. Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.
6. Les correspondances de toute nature, ordinaires ou recommandées, qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois, et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

XXVII.

Correspondances tombées en rebut.

1. Les correspondances de toute nature tombées en rebut pour quelque cause que se soit, doivent être renvoyées immédiate-

ment au pays d'origine soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée „Rebuts". Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées „poste restante" est réglé par les dispositions du pays de destination. Toutefois, ce délai ne pourra dépasser six mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et deux mois dans les autres relations; le renvoi au pays d'origine, doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation sur l'enveloppe écrite dans une langue connue dans le pays de destination.

2. Toutefois, les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays.

3. Par exception, deux Offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi de rebuts. Ils peuvent aussi s'entendre pour se dispenser de se renvoyer réciproquement les „chain-lettres" (lettres dites boules de neige) insuffisamment affranchies qui ont été refusées par le destinataire, lorsque l'Office de destination a constaté, après avoir consulté le destinataire, que les envois en cause sont en effet des „chain-letter". Les imprimés dénués de valeur, qui sont tombés en rebut, ne sont jamais renvoyés à l'origine, à moins que l'envoyeur, par une annotation à l'extérieur de l'envoi, n'en ait demandé le retour.

4. Avant de renvoyer à l'Office d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, le bureau destinataire doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, au recto de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, ou un mot similaire. Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Office a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent. Le bureau destinataire doit biffer ensuite le lieu de la première destination et apposer la mention: „retour" à côté de l'empreinte du timbre à date du bureau expéditeur.

5. Si des correspondances mises à la poste dans un pays de l'Union et adressées à l'intérieur de ce même pays ont pour expéditeurs des personnes habitant un autre pays et doivent, par suite de non-distribution et de mise en rebut, être renvoyées à l'étranger pour être rendues à leurs auteurs, elles deviennent des envois de l'échange international. En pareil cas, l'Office réexpéditeur et l'Office distributeur font application auxdites correspondances des dispositions des §§ 2, 3 et 4 de l'article XXVI précédent.

6. Les correspondances pour les marins et autres personnes, adressées au soins d'un Consul et rendues par celui-ci au bureau de poste local comme non réclamées, doivent être traitées de la manière prescrite par le § 1 ou le § 2, suivant le cas, pour les rebuts en général. Le montant des taxes perçues à la charge du Consul sur ces correspondances doit en même temps lui être rendu par le bureau de poste local.

XXVIII.

Réclamation d'objets ordinaires non parvenus.

1. Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant :

1o Il est remis au réclamant une formule conforme au modèle H ci-annexé, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne.

2o Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit.

3o Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet.

4o Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée.

5o Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'Administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

6o A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française.

2. Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné par elle.

XXIX.

Réclamation d'objets recommandés.

1. Pour les réclamations d'objets recommandés, il est fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle I annexé au présent Règlement. L'Office du pays d'origine transmet cette formule directement à l'Office de destination.

2. Toutefois, les Offices d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi qui fait l'objet de la réclamation.

3. Dans le cas prévu au § 1 ci-dessus, lorsque l'Office destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort

définitif de l'envoi réclamé il renvoie cette formule, revêtue des renseignements que le cas comporte, à l'Office d'origine.
Lorsque le sort d'un envoi qui a passé à découvert par plusieurs services ne peut être immédiatement constaté dans le service du pays de destination, l'Office destinataire renvoie la formule à l'Office d'origine. Celui-ci complète la formule en y indiquant les données de la transmission au premier Office intermédiaire. Il l'adresse ensuite à ce dernier Office, qui y consigne ses observations et l'envoie, éventuellement, à l'Office suivant. La réclamation passe ainsi d'Office à Office, jusqu'à ce que le sort de l'objet réclamé soit établi. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir, ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.
4. Dans le cas prévu au § 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'Office d'origine jusqu'à l'Office de destination. Chaque Office établit sur la formule les données de la transmission à l'Office suivant et l'envoie ensuite à celui-ci. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise ni la transmission régulière à une autre Administration, constate également le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.
5. Les formules I sont rédigées en français ou portent une traduction interlinéaire en cette langue. Elles doivent indiquer l'adresse complète du destinataire et être accompagnées, autant que possible, d'un fac-similé de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi. Elles sont transmises sans lettre d'envoi sous enveloppe fermée. Chaque Administration est libre de demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, soit enfin directement au bureau de destination ou, si elle est seulement intéressée à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.
Les formules et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'Office d'origine de l'objet réclamé, dans un délai qui ne peut excéder six mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.
6. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux cas de spoliation de dépêche, manque de dépêche, etc., qui comportent une correspondance plus étendue entre les Administrations.

XXX.

Retrait de correspondances et modification de l'adresse ou des conditions d'envoi.

1. Pour les demandes de renvoie ou de réexpédition de corres-

pondances, ainsi que pour les demandes de rectification d'adresses, l'expéditeur doit faire usage d'une formule conforme au modele J annexé au présent Règlement. En remettant cette réclamation au bureau de poste, l'expéditeur doit y justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin du dépôt. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante:

1o Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau de poste destinataire.

2o Si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire.

S'il s'agit d'une rectification d'adresse, la demande télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé précité.

2. A la réception de la formule J ou du télégramme en tenant lieu, le bureau de poste destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire. Toutefois, s'il s'agit d'un changement d'adresse demandé par voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir la lettre et attend, pour faire droit à la demande, l'arrivée du facsimilé nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'objet a déjà été remis au destinataire, ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assex explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'objet de correspondance indiqué, le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

3. A moins d'entente contraire, la formule *J* est rédigée en français ou porte une traduction interlinéaire en cette langue, et, dans le cas d'emploi de la voie télégraphique, le télégramme est formulé en langue française.

4. Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut aussi être demandée directement par l'expéditeur au bureau destinataire, c'est-à-dire, sans l'accomplissement des formalités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

5. Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'intremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans le cas où l'échange des réclamations s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspondances

y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la réclamation de l'Administration centrale.

Les Administrations qui usent de la faculté prévue par le premier alinéa du présent paragraphe prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

Le recours à la voie télégraphique est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau destinataire ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

XXXI.

Emploi de timbres-poste présumés frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir.

Sous réserve des dispositions que comporte la législation de chaque pays, même dans les cas où cette réserve n'est pas expressément stipulée dans les dipositions du présent article, le procédé ci-après est suivi pour la constatation de l'emploi, pour l'affranchissement, de timbres-poste frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir:

a. Lorsque la présence, sur un envoi quelconque, d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà servi) ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir est constatée au départ, par un Office dont la législation particulière n'exige pas la saisie immédiate de l'envoi, la figurine n'est altérée d'aucune façon, et l'envoi, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau destinataire, est acheminé sous recommandation d'office.

b. Cette formalité est notifiée, sans délai, aux Administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'un avis conforme au modèle K annexé au présent Règlement. Un exemplaire de cet avis est, en outre, transmis au bureau de destination dans l'enveloppe qui renferme l'objet revêtu du timbre-poste présumé frauduleux.

c. Le destinataire est convoqué pour constater la contravention. La remise de l'envoi n'a lieu que dans le cas où le destinataire ou son fondé de pouvoirs paye le port dû et consent à faire connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur, et à mettre à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, l'objet entier s'il est inséparable du corps du délit ou bien la partie de l'objet (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et l'empreinte ou le timbre signalé comme frauduleux.

d. Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle L annexé au présent Règlement et où il est fait mention des incidents survenus tels que non-comparution, refus de recevoir l'envoi, de l'ouvrir ou d'en faire

connaître l'expéditeur, etc. Ce document est signé par l'agent des postes et par le destinataire de l'envoi ou son fondé de pouvoirs; si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté aux lieu et place de la signature.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui, sous recommandation d'office, à l'administration des postes du pays d'origine, qui, à l'aide de ces documents, fait poursuivre, s'il y a lieu, la répression de l'infraction d'après sa législation intérieure.

XXXII.

Statistiques des frais de transit.

1. Les statistiques à effectuer en exécution des articles 4 et 19 de la Convention pour le décompte des frais de transit dans l'Union et en dehors des limites de l'Union, sont établies une fois tous les trois ans d'après les dispositions des articles suivants, pendant les vingt-huit premiers jours du mois de mai ou pendant les 28 jours qui suivent le 14 octobre alternativement. La statistique de mai 1921 s'appliquera exceptionnellement aux années 1920 à 1923 inclusivement; la statistique d'octobre-novembre 1924 s'appliquera aux années 1924 à 1926 inclusivement et ainsi de suite.

2. Dans le cas d'accession à l'Union d'un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du payement des frais de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

3. Lorsqu'il se produit une modification importante dans le mouvement des correspondances et pour autant que cette modification affecte une période ou des périodes s'élevant à un total d'au moins douze mois, les Offices intéressés s'entendent pour reviser les comptes des frais de transit en cause. Dans ce cas, les sommes à payer par les Offices expéditeurs sont, soit augmentées, soit diminuées, soit partagées d'après les services intermédiaires réellement employés, mais les poids totaux qui servent de base aux nouveaux comptes doivent ordinairement être les mêmes que ceux des dépêches expédiées pendant la période de statistique mentionnée au § 1 du présent article. Au besoin, une statistique spéciale peut être employée pour régler le partage de ces poids entre les divers services empruntés. Aucune modification dans le mouvement des correspondances n'est considérée comme importante lorsqu'elle ne comporte pas une modification des frais de transit pour le transport en cause de plus de 10.000 francs par an.

Exceptionnellement, l'établissement d'une statistique spéciale

peut être exigé aussi pour la constatation de nouveaux poids totaux qui doivent servir de base pour les comptes nouveaux lorsqu'il y a une augmentation des poids totaux du transport en cause de 100 pour cent ou une diminution de 50 pour cent au moins et que des comptes nouveaux subiraient en conséquence une modification de plus de 10.000 francs par an.

XXXIII.

Dépêches closes.

1. Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux Offices de l'Union ou entre un Office de l'Union et un Office étranger à l'Union, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres Offices, font l'objet d'un relevé conforme au modèle M annexé au présent Règlement, qui est établi d'après les dispositions suivantes.

Pendant chaque période de statistique, des sacs ou des paquets distincts doivent être employés pour les „lettres et les cartes postales" et pour les „autres objets". Ces sacs ou paquets doivent respectivement être munis d'une étiquette „L. C." et „A. O." Lorque le volume des dépêches le permet les sacs ou paquets distincts peuvent être réunis dans un seul sac collecteur qui doit être étiqueté „S. C."

Par dérogation aux dispositions des articles XXI et XXII du présent Règlement, chaque Administration a la faculté, pendant la période de statistique, de comprendre les objets recommandés et les envois exprès autres que les lettres et les cartes postales dans un des sacs ou paquets destinés aux autres objets, en faisant mention de ce fait sur la feuille d'avis; mais si, conformément auxdits articles XXI et XXII, ces objets sont compris dans un sac ou paquet à lettres, ils sont traités, en ce qui concerne la statistique de poids, comme faisant partie de l'envoi de lettres.

2. Lorsque la route à suivre et les services de transport à utiliser pour les dépêches expédiées pendant la période de statistique sont inconnus ou incertains, l'Office d'origine doit, à la demande de l'Administration destinataire, préparer pour chaque dépêche un état conforme au modèle T annexé au présent Règlement. Cet état doit être transmis successivement, sans retard, aux différents services participant au transport des dépêches; ces services inscrivent, l'un après l'autre, les renseignements concernant le transit sur cet état qui est renvoyé ensuite à l'Office d'origine joint au relevé modèle M.

3. En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids brut des lettres et des cartes postales et celui

des autres objets, sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. On ne tient pas compte des fractions de poids jusqu'à 500 grammes inclusivement, tandis que les fractions de poids supérieures à 500 grammes sont arrondies au total d'un kilogramme. Le poids brut comprend le poids de l'emballage, mais non pas celui des sacs vides emballés dans des sacs distincts, des sacs ne contenant que des correspondances exemptes de tous frais de transit (article 4, § 9, de la Convention) des dépêches qui se composent uniquement d'une feuille d'avis négative (article XIX, § 9, du Règlement), ni celui des sacs collecteurs mentionnés dans le § 1 du présent article. Dans les cas où le poids brut des lettres et des cartes postales ainsi que celui des autres objets ne dépassent ni l'un ni l'autre 500 grammes, on ajoute, en tête de la feuille d'avis, la mention „Poids brut ne dépasse pas 500 grammes". Ces indications sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate que le poids réel des lettres et des cartes postales ou des autres objets dépasse de plus de 50 grammes le poids maximum, ou reste de plus de 50 grammes au-dessous du poids minimum, (qui auraient pu donner lieu au poids arrondi inscrit dans la feuille d'avis), il rectifie ces indications et signale l'erreur immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Si les différences de poids constatées restent dans les limites précitées, les indications du bureau expéditeur ne sont pas modifiées et ne donnent pas lieu à un bulletin de verification.

4. Aussitôt que possible après la clôture des opérations de statistique, les bureaux destinataires dressent les relevés (modèle M) en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices intéressés, y compris celui du lieu de départ. Ces relevés sont transmis par les bureaux d'échange qui les ont établis aux bureaux d'échange de l'Office débiteur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, les transmettent à l'Administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les Offices intérressés.

Si ces relevés ne sont pas parvenus aux bureaux d'échange de l'Office débiteur dans le délai de quatre mois (six mois dans les échanges avec les pays d'outre-mer), à dater du jour de l'expédition de la dernière dépêche à comprendre dans la statistique, les indications des bureaux expéditeurs y sont substituées. Ces bureaux dressent les relevés (modèle M), en nombre suffisant, en ajoutant la mention „Les relevés M du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire", et les transmettent à l'Administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les Offices intéressés.

5. En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un

pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs Offices de l'Union, les bureaux d'échange du pays de l'Union dressent, pour les dépêches expédiées ou reçues, un relevé (modèle M) qu'ils transmettent à l'Office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices intéressés, y compris lui-même et l'Office de l'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à l'Office débiteur, ainsi qu'à chacun des Offices qui ont pris part au transport des dépêches.

6. Aussitôt que possible après chaque période de statistique, les Administrations qui ont expédié des dépêches en transit envoient la liste de ces dépêches aux différentes Administrations dont elles ont emprunté l'intermédiaire.

Si cette liste indique des dépêches en transit, qui d'après les dispositions du § 3 précédent ne donnent pas lieu à l'établissement d'un relevé (modèle M), on y ajoute une mention explicative telle que „Sacs vides", „Dépêches se composant uniquement d'une feuille d'avis négative", „Rebuts" ou „Poids ne dépasse pas 500 grammes".

Les dépêches closes provenant des pays au delà et qui sont réexpédiées insérées dans les dépêches en transit et inscrites dans le tableau II de la feuille d'avis, sont indiquées dans une partie spéciale de la liste.

Pour les dépêches dont l'entrepôt dans un port donne lieu, aux termes du § 4 de l'article 4 de la Convention, à une rémunération au profit de l'Office entreposeur, cet Office établit, par pays d'origine, un relevé journalier conforme au modèle P^bis annexé au présent Règlement et où figurent les indications relatives aux dépêches reçues du pays considéré, par l'entrepôt, pendant la période des 28 jours de la statistique des frais de transit, sans égard aux dates d'expédition et de réexpédition des dites dépêches.

Les indications portées sur les relevés journaliers sont récapitulées pour chaque pays d'origine, sur un état conforme au modèle P^ter annexé au présent Règlement et qui est envoyé à l'Administration centrale dudit pays, accompagné des relevés modèle P^bis y afférents.

L'état récapitulatif P^ter, revêtu de l'acceptation du Chef de l'Administration du pays débiteur, est transmis avec les relevés modèle P^bis à l'Administration centrale de l'Office dont relève l'entrepôt.

7. Il incombe aux Administrations des pays dont relèvent des bâtiments de guerre de dresser les relevés (modèle M) relatifs aux dépêches expédiées ou reçues par ces bâtiments. Les dépêches expédiées, pendant la période de statistique, à l'adresse

des bâtiments de guerre doivent porter sur des étiquettes, la date d'expédition.
Dans le cas où ces dépêches sont réexpédiées, l'Office réexpéditeur en informe l'Office du pays dont le bâtiment relève.

XXXIV.

Correspondances à découvert.

1. Les correspondances ordinaires et recommandées ainsi que les lettres de valeur déclarée provenant du pays même ou des pays au delà transmises à découvert pendant une période de statistique font l'objet d'une inscription sur la feuille d'avis, par le bureau d'échange expéditeur, rédigée comme suit:

Correspondances à découvert.	Nombre.
Lettres	
Cartes postales	
Autres objets	

Les correspondances exemptes de tous frais de transit conformément aux dispositions du § 9 de l'article 4 de la Convention ne sont pas comprises dans ces chiffres.
2. A défaut de correspondances à découvert, le bureau expéditeur inscrit en tête de la feuille d'avis la mention: „Pas de correspondances à découvert."
3. Les inscriptions, dans les feuilles d'avis, sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate des différences de plus de cinq lettres, cartes postales ou autres objets, il rectifie les inscriptions sur la feuille d'avis et signale l'erreur immédiatement au bureau expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification. Si la différence constatée reste dans la limite précitée, les indications du bureau expéditeur restent inaltérées et ne donnent pas lieu à un bulletin de vérification.
Après avoir terminé les opérations statistiques le bureau d'échange destinataire dresse, en simple expédition, des relevés (modèle O), qui sont transmis, rans retard, à l'Administration centrale dont il relève.

XXXV.

Compte des frais de transit.

1. Les poids des dépêches closes, les nombres des correspondances transmises à découvert et, le cas échéant, les nombres des sacs entreposés dans un port multipliés par 13 servent de base à des comptes particuliers établissant en francs et centimes les prix annuels de transit revenant à chaque Office. Dans le cas où ce multiplicateur ne se rapporte pas à la périodicité du service, ou lorsqu'il s'agit d'expéditions extraordinaires faites pendant la période de statistique, les Administrations intéressées s'entendent pour l'adoption d'un autre multiplicateur. Le soin d'établir les comptes incombe à l'Office créditeur, qui les transmet à l'Office débiteur. Le multiplicateur admis fait chaque fois règle pour toute la période de statistique.

2. Afin de tenir compte du poids des sacs et de l'emballage et des catégories de correspondances exemptes de tous frais de transit en conformité des dispositions du § 9 de l'article 4 de la Convention, le montant total du compte des dépêches closes est réduit de 10 %.

3. Les comptes particuliers sont dressés, sur la base des relevés (modèles M, O et P*bis*) en double expédition, en conformité des modèles N. P et P*ter* annexés ou présent Règlement, et transmis aussitôt que possible et, au plus tard, avant l'expiration de 12 mois après la fin de la période de statistique, à l'Office débiteur.

4. Si l'Office qui a envoyé le compte n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de 6 mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

5. Sauf entente contraire entre les Administrations intéressées, le décompte général comprenant les frais de transit territorial et maritime est établi par le Bureau international.

6. Aussitôt que les comptes particuliers entre deux Administrations sont approuvés ou considérés comme admis de plein droit (§ 4 du présent article), chacune des deux Administrations transmet sans retard, au Bureau international, un relevé (modèle Q) indiquant les montants totaux de ces comptes. Lors de la réception de ce relevé (modèle Q) d'une Administration, le Bureau international en avertit l'autre Administration intéressée. En cas de différences entre les indications correspondantes de deux Administrations, le Bureau international les invite à se mettre d'accord et à lui communiquer les sommes définitivement fixées.

Dans le cas où l'une seulement des Administrations aurait fourni le relevé (modèle Q), les indications de cette Administration font foi, à moins que le relevé correspondant de l'Administration retardatair ne soit parvenu au Bureau international en

temps opportun pour l'établissement du prochain décompte annuel.
Dans le cas du § 4 du présent article, les relevés doivent porter la mention „Aucune observation de l'Office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire".
Dans le cas où deux Administrations se seraient mises d'accord pour faire un règlement spécial, le relevé portera la mention „Compte réglé à part — à titre d'information" et ne sera pas compris dans le décompte général. Cette mention est omise dans le cas du § 10 de l'article 4 de la Convention principale.
7. Le Bureau international effectue les suppressions prévues dans l'article 4, § 10 de la Convention principale et en donne avis aux Offices intéressés.
8. Le Bureau international établit, à la fin de chaque année, sur la base des relevés qui lui sont parvenus jusque-là et qui sont considérés comme admis de plein droit, un décompte annuel des frais de transit. Ce décompte indique:
a) le total du Doit et de l'Avoir de chaque Administration;
b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administrations, représentant la différence entre le total du Doit et le total de l'Avoir;
c) les sommes à payer par les Administrations débitrices;
d) les sommes à recevoir par les Administrations créditrices.
Les totaux des deux catégories de soldes sous les lettres *a* à *d* doivent nécessairement être égaux.
Le Bureau international pourvoit à ce que le nombre des payements à effectuer par les Administrations débitrices soit restreint dans la mesure du possible.
9. Les décomptes annuels doivent être transmis aux Administrations de l'Union par le Bureau international, aussitôt que possible et, au plus tard, avant l'expiration du premier trimestre de l'année qui suit l'année de leur établissement.

XXXVI.

Liquidation des frais de transit.

1. Le solde annuel résultant du décompte du Bureau international ou des règlements spéciaux est un solde exprimé en francs-or. Il est payé par l'Office débiteur à l'Office créditeur en or ou au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier.
En cas de payement au moyen de traites celles-ci sont établies en monnaie du pays créancier pour un montant équivalent au cours du change au jour de l'achat à la quantité de francs-or que représente le solde à payer.
Ces traites peuvent être également tirées sur un autre pays à

la condition qu'elles représentent le même équivalent et que les frais d'escompte soient à la charge de l'Office débiteur.

2. Le payement du solde annuel doit être effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de 4 mois à partir de la date d'envoi du décompte par le Bureau international, pour les pays d'Europe et de 5 mois pour les autres pays. Passé ce délai, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts, à raison de 7 pour cent l'an et à dater du jour d'expiration dudit délai.

XXXVII.

Répartition des frais du Bureau international.

1. Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 300 000 francs suisses, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès, d'une Conférence ou d'une Commission.

2. L'Administration des postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres Administrations.

3. Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe	25 unités.
2e „	20 „
3e „	15 „
4e „	10 „
5e „	5 „
6e „	3 „
7e „	1 unité.

4. Les coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1re classe: Allemagne, Argentine (République), Chine, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Grande-Bretagne, Inde britannique, Confédération australienne (Commonwealth of Australia), Canada, Union de l'Afrique du Sud, ensemble des autres dominions, colonies et protectorats britanniques, Italie, Japon, Pologne, Russie, Turquie.

2e classe: Espagne, Mexique;

3e classe: Autriche, Belgique, Brésil, Egypte, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,

Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Algérie, colonies et protectorats français de l'Indochine, ensemble des autres colonies françaises, ensemble des possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les iles Philippines, Indes néerlandaises;

4e classe: Chosen, Danemark, Finlande, Norvège, Portugal, colonies portugaises de l'Afrique, colonies portugaises en Asie et en Océanie;

5e classe: Bulgarie, Chili, Colombie, Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole), Maroc (zone espagnole du), Pérou, Tunisie;

6e classe: Bolivie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Guatemala, Haïti, République du Honduras, Luxembourg, Républiqne de Nicaragua, République de Panama, Paraguay, Perse, République de Salvador, Territoire de la Sarre, Royaume de Siam, Uruguay, Venezuela, colonies néerlandaises en Amérique;

7e classe: Colonie du Congo belge, établissements espagnols du golfe de Guinée, Islande, ensemble des Colonies italiennes, ensemble des dépendances japonaises autres que le Chosen, Libéria, Iles Philippines, République de St. Marin.

XXXVIII.

Communications à adresser au Bureau international.

1. Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2. Les Administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment, par l'intermédiaire du Bureau international:

1o l'indication des surtaxes qu'elles perçoivent par application de l'article 6 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union, pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception;

2o la collection en trois exemplaires de leurs timbres-poste et des impressions-types de leurs machines à affranchir, officiellement adoptées, avec indication, le cas échéant, de la date à partir de laquelle les timbres-poste des émissions antérieures cesseraient d'avoir cours;

3o l'avis si elles entendent user de la faculté qui est laissée aux administrations d'appliquer ou de ne pas appliquer certaines dispositions générales de la Convention et du présent Règlement;

4o les taxes modérées qu'elles ont adoptées, soit en vertu d'arrangements particuliers conclus par application de l'article 23

de la Convention, soit en exécution de l'article 22 de la Convention, et l'indication des relations dans lesquelles ces taxes modérées sont applicables;

5º la liste, le cas échéant, des bureaux de poste qu'elles entretiennent dans des pays étrangers à l'Union;

6º la liste des objets interdits à l'importation ou au transit et de ceux qui sont admis conditionnellement au transport dans leurs services respectifs. Cette liste devra indiquer séparément lesdits objets par mode de transport, savoir:

a. par la „poste aux lettres" (lettres, imprimés, échantillons);

b. sous forme de „colis postal" (dans les relations entre pays contractants ou non contractants), et

c. facultativement sous une autre forme (par l'intermédiaire des Administrations postales ou d'autres entreprises de transport);

7º la liste des lignes de paquebots dépendant d'elles qui sont à la disposition des autres Administrations, avec indication des parcours, de la périodicité des services, et de la distance entre les ports d'escale.

3. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou de l'autre des sept points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

4. Le Bureau international reçoit également de toutes les Administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

XXXIX.

Statistique générale.

1. Chaque Administration fait parvenir au Bureau international, une série aussi complète que possible de renseignements statistiques sous forme de tableau à dresser conformément aux modèles ci-annexés R. et S. Les tableaux R sont transmis à la fin du mois de juillet de chaque année; mais les renseignements compris dans les parties I, II et IV de ce tableau ne sont fournis que tous les trois ans; quant aux tableaux S ils le sont également tous les trois ans, à la même date. Les renseignements fournis se rapportent toujours à l'année précédente.

2. Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.

3. Pour toutes les autres opérations, il est procédé chaque année à un comptage en bloc des objets de correspondance de toute nature, sans faire de distinction entre les lettres, cartes postales, imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchan-

dises, et tous les trois ans, au plus tard, à un dénombrement des différentes catégories de correspondances.
Les statistiques ont lieu pendant une semaine pour les échanges quotidiens et pendant quatre semaines pour les échanges non quotidiens. Est réservé à chaque Administration le droit de procéder à ces statistiques aux époques qui correspondent le mieux à la moyenne de son trafic postal.
Dans l'intervalle qui s'écoule entre les statistiques spéciales, le dénombrement des différentes catégories est fait d'après des chiffres proportionnels tirés de la précédente statistique spéciale.
4. Le Bureau international est chargé de faire imprimer et de distribuer les formules de statistique à remplir par chaque Administration. Il est chargé, en outre, de fournir aux Administrations qui en feront la demande toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer, autant que possible, l'uniformité des opérations de statistique.

XL.

Attributions du Bureau international.

1. Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.
2. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise, espagnole et française.
3. Le Bureau international publie, d'après les informations fournies en vertu des prescriptions de l'article XXXVIII précédent, un recueil officiel de tous les renseignements d'intérêt général concernant l'exécution de la Convention et du présent Règlement dans chaque pays de l'Union. Les modifications ultérieures sont publiées par suppléments semestriels. Toutefois, dans les cas d'urgence, lorsqu'une Administration demande expressément la publication immédiate d'un changement qui s'est produit dans son service, le Bureau international en fait l'objet d'une circulaire spéciale.
Des recueils analogues concernant l'exécution des Arrangements spéciaux de l'Union peuvent être publiés par le Bureau international sur la demande des Administrations participant à ces Arrangements.
4. Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux Administrations de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXXVII précédent.
5. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces Administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.
6. Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout

temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

7. Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

8. Le Bureau international opère la balance et la liquidation des décomptes de toute nature entre les Administrations de l'Union qui déclarent vouloir emprunter l'intermédiaire de ce Bureau dans les conditions déterminées par l'article XLI ci-après.

9. Le Bureau international prépare les travaux des Congrès ou Conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

10. Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances des Congrès ou Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

11. Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations de l'Union.

12. La langue officielle du Bureau international est la langue française.

13. Le Bureau international est chargé de publier un dictionnaire alphabétique de tous les bureaux de poste du monde, avec une mention spéciale pour ceux de ces bureaux chargés de services qui ne sont pas encore généralisés. Ce dictionnaire est tenu au courant au moyen de suppléments ou de toute autre manière que le Bureau international jugera convenable.

Le dictionnaire mentionné au présent paragraphe est livré au prix de revient aux Administrations qui en font la demande.

14. Le Bureau international est chargé de la confection et de l'approvisionnement des coupons-réponse prévus à l'article 13, § 2, de la Convention principale, ainsi que de la liquidation des comptes se rapportant à ce service et dont il s'agit à l'article VII du présent Règlement.

15. Il est également chargé de l'établissement et de la distribution des cartes d'identité prévues à l'article 9 de la Convention principale et à l'article XXV de ce Règlement et de l'établissement et de la distribution du tableau des équivalents prévu à l'article IV du présent Règlement.

XLI.

Office central de comptabilité et de liquidation des comptes entre les Administrations de l'Union.

1. Le Bureau international de l'Union postale universelle est

chargé d'opérer la balance et la liquidation des décomptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les Administrations des pays de l'Union.

Les Administrations qui ont l'intention de réclamer, pour ce service de liquidation, le concours du Bureau international, se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.

Malgré son adhésion, chaque Administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches du service et d'en opérer à sa convenance le règlement avec ses correspondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel, à teneur de l'alinéa qui précède, elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

Sur la demande des Administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

Les Administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance de la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après qu'elles en auront averti ledit Bureau.

2. Après que les comptes particuliers ont été débattus et arrêtés d'un commun accord, les Administrations débitrices transmettent aux Administrations créditrices, pour chaque nature d'opérations une reconnaissance, établie en francs et centimes, du montant de la balance des deux comptes particuliers, avec l'indication de l'objet de la créance et de la période à laquelle elle se rapporte.

Toutefois, en ce qui concerne l'échange des mandats, la reconnaissance doit être transmise par l'office débiteur dès l'établissement de son propre compte particulier et la réception du compte particulier de l'Office correspondant, sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail. Les différences ultérieurement constatées sont reprises dans le premier compte à intervenir.

Sauf entente contraire, l'Administration qui désirerait, pour sa comptabilité intérieure, avoir des comptes généraux, aurait à les établir elle-même et à les soumettre à l'acceptation de l'Administration correspondante.

Les Administrations peuvent s'entendre pour pratiquer un autre système dans leurs relations.

3. Chaque Administration adresse mensuellement ou trimestriellement, si des circonstances spéciales le rendent désirable, au Bureau international, un tableau indiquant son Avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont elle est créditrice envers chacune des Administrations contractantes; chaque créance figurant dans ce tableau doit

être justifiée par une reconnaissance de l'Office débiteur. Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois ou du premier mois de chaque trimestre au plus tard, sous peine de n'être compris que dans la liquidation du mois ou du trimestre suivant.

4. Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux Offices intéressés.

Le Doit de chaque Administration envers une autre est reporté dans un tableau récapitulatif; afin d'établir le total dont chaque Administration est débitrice, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

5. Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant:

a. le total du Doit et de l'Avoir de chaque Administration;

b. le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administration, représentant la difference entre le total du Doit et le total de l'Avoir;

c. les sommes à payer par une partie des membres de l'Union à une Administration, ou réciproquement les sommes à payer par cette dernière à l'autre partie.

Les totaux des deux catégories de soldes sous *a* et *b* doivent nécessairement être égaux.

On pourvoira autant que possible à ce que chaque Administration n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux payements distincts.

Toutefois, l'Administration qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'une autre Administration pour une somme supérieure à 50 000 francs a le droit de réclamer des acomptes. Ces acomptes sont inscrits, tant par l'Administration créditrice que par l'Administration débitrice, au bas des tableaux à adresser au Bureau international (voir § 3).

6. Les reconnaissances (voir § 3) transmises au Bureau international avec les tableaux sont classées par Administration.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation de chacune des Administrations intéressées. Dans cette liquidation doivent figurer:

a. les sommes afférentes aux décomptes spéciaux portant sur les divers échanges;

b. le total des sommes résultant de tous les décomptes spéciaux par rapport à chacune des Administrations intéressées;

c. les totaux des sommes dues à toutes les Administrations créditrices pour chaque branche du service, ainsi que leur total général.

Ce total doit être égal au total du Doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas de la liquidation, la balance est établie entre le total du Doit et le total de l'Avoir résultant des tableaux adressés par les Administrations au Bureau international (voir § 3). Le montant net du Doit ou de l'Avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, la liquidation statue sur le mode de liquidation, c'est-à-dire qu'elle indique les Administrations en faveur desquelles le payement doit être effectué par l'Administration débitrice. Les liquidations doivent être transmises aux Administrations intéressées, par le Bureau international, au plus tard le 22 de chaque mois.

7. Le payement des sommes dues, en vertu d'une liquidation, par une Administration à une autre Administration, doit être effectué aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après réception de la liquidation par l'Administration débitrice. Quant aux autres conditions de payement, les dispositions du § 1 de l'article XXXVI précédent font loi. Les dispositions du § 2 dudit article sont, le cas échéant, applicables en cas de non-payement du solde dans le délai fixé.

Les soldes débiteurs ou créditeurs n'excédant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les Administrations intéressées soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les Administrations créditrices et débitrices. L'Administration débitrice fait parvenir, le cas échéant, à l'Administration créditrice, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

XLII.

Langue.

1. Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules à l'usage des Administrations de l'Union pour leurs relations réciproques doivent être rédigés en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2. En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

XLIII.

Ressort de l'Union.

1. Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

1o tous les bureaux de poste établis par des pays de l'Union dans des pays étrangers à l'Union ;
2o la principauté de Liechtenstein comme relevant de l'Administration des postes de Suisse :
3o les îles Féroë et le Groenland, comme faisant partie du Danemark ;
4o les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne ; la République du Val d'Andorre, comme relevant de l'Administration des postes espagnoles;
5o la principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des postes de France;
6o Basutoland, comme relevant de l'Administration des postes de l'Union de l'Afrique du Sud ;
7o Walfisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud ;
8o les bureaux de poste norvégiens établis aux îles de Spitzberg, comme relevant de l'Administration des postes de Norvège.
2. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, les Administrations des pays de l'Union qui ouvrent dans des pays étrangers à l'Union des bureaux de poste qui doivent être considérés comme appartenant à l'Union, en font communication aux Administrations de tous les autres pays de l'Union, par l'intermédiaire du Bureau international.

XLIV.

Propositions faites dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.
2. Toute proposition est soumise au procédé suivant :
Un délai de 6 mois est laissé aux Administrations pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunis par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Les Administrations qui n'on point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.
3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir :
1o l'unanimité des souffrages, s'il s'agit de l'addition de nou-

velles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles III, IV, VIII, XXX, XXXI, XXXII, XXXVI et XLV;

2o les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, V, VI, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XX, XXIII, XXIV, XXVI, XXXV, XXXIX, XLI, XLII et XLIII;

3o la simple majorité absolue s'il s'agit, soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention.

4. Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XLV.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 30 novembre 1920. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour les Iles Philippines et les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba:
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEONIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIA CAMACHO.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde britannique:
G. R. CLARKE.

Pour la Commonwealth de l'Australie:
JUSTINIAN OXENHAM.

Pour le Canada:
F. H. WILLIAMSON.

Pour la Nouvelle-Zélande:
R. B. MORRIS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
H. W. S. TWYCROSS.
D. J. O'KELLY.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala:
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Mexique:
POUR COSME HINOJOSA.
JULIO POULAT.
JULIO POULAT.
ALFONSO REYES.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLANCHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORIE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay:
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats Unis de Venezuela:
PEDRO EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de la Convention principale arrêté par le Congrès postal universel de Madrid, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

En cas de payement au moyen de traites du solde prévu à l'article XXXVI, le montant à payer est calculé de la manière suivante:

1o en ce qui concerne les payements à effectuer à un pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et d'où l'exportation de l'or est libre, le montant du solde est converti en monnaie du pays créditeur au pair des monnaies d'or;

2o quant aux payements à effectuer à un autre pays, le solde est converti, sauf entente contraire entre l'Office créditeur et l'Office débiteur, au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays où les conditions prévues à i'alinéa précédent sont remplies.

Ensuite le montant qui provient de cette conversion peut être transformé, suivant le cas, ou en monnaie du pays créditeur ou, exceptionnellement, en monnaie d'un autre pays. Dans les deux cas le cours du change au jour d'achat de la traite est pris comme base de la transformation.

II.

Par mesure de transition, les coupons-réponse de la valeur nominale de 25 centimes qui se trouveront en possession des Administrations postales au jour où la Convention de Madrid sera mise à exécution pourront être vendus à un prix à déterminer par l'Administration qui les débitera sans que ce prix puisse toutefois être inférieur à 25 centimes (or).

Ces coupons, aussi bien que ceux qui auront été vendus avant la mise à exécution de la Convention de Madrid et qui seront présentés après cette date, seront échangés contre un timbre-poste ou des timbres-poste représentant la moitié du montant du prix d'affranchissement d'une lettre simple à destination de l'étranger.

Pour l'établissement du relevé prévu à l'article VII, paragraphe

7, du Règlement, la valeur de ces coupons sera fixée à 25 centimes par unité.

Les Administrations qui augmenteront leurs taxes avant le 1er janvier 1922, d'après la faculté accordée par l'article 30 de la Convention principale auront également la faculté de faire appliquer la disposition du 2me alinéa du présent article à partir de la date de l'augmentation de leurs taxes.

III.

Le Bureau international est autorisé à épuiser le stock de coupons-réponse déjà partiellement imprimés, en y ajoutant les corrections et compléments rendus nécessaires par les décisions prises en modification du Règlement d'exécution de la Convention de Rome.

IV.

Les livrets d'identité, délivrés avant l'entrée en vigueur du présent Règlement, conservent leur validité dans les relations entre les pays signataires de l'Arrangement spécial de Rome jusqu'à l'expiration du délai de 3 ans, sans pouvoir être renouvelés.

V.

Par exception, les Administrations qui, à cause de la valeur instable de leur monnaie, ne sont pas à même de fixer d'une manière définitive les équivalents des taxes-types de l'Union ne sont pas tenues d'observer strictement les dispositions de l'article VI, § 1 du Règlement d'exécution relatives à la couleur des timbres.

VI.

Par exception, les dispositions des articles XXXII, XXXIII, XXXIV et XXXV du Règlement d'exécution de la Convention principale s'appliqueront à la statistique de mai 1921.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour les Iles Philippines et les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique:
CONDE DE COLOMBI.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba:
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEÓNIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.

M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine :
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises :
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques :
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde brittannique :
G. R. CLARKE.

Pour la Commonwealth de l'Australie :
JUSTINIAN OXENHAM.

Pour le Canada :
F. H. WILLIAMSON.

Pour la Nouvelle-Zélande :
R. B. MORRIS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :
H. W. S. TWYCROSS.
D. J. O'KELLY.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala :
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande :
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole) :
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Mexique :
POUR COSME HINOJOSA.
JULIO POULAT.
JULIO POULAT.
ALFONSO REYES.

Pour le Nicaragua :
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas :
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne :
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal :
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador :
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Venezuela :
PEDRO EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LA TURQUIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

Etendue de l'Arrangement; poids maximum des boîtes.

1. Il peut être expédié, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des lettres contenant des valeurs-papier déclarées et des boîtes contenant des bijoux et objets précieux déclarés avec assurance du montant de la déclaration.

La participation au service des boîtes avec valeur déclarée est limitée aux échanges entre ceux des pays adhérents dont les Administrations sont convenues d'établir ce service dans leurs relations réciproques.

2. Le poids maximum des boîtes est fixé à 1 kilogramme par envoi.

3. Les divers Offices, pour leurs rapports respectifs, ont la faculté de déterminer un maximum de déclaration de valeur qui, dans aucun cas, ne peut être inférieur à 10 000 francs par envoi, et il est entendu que les diverses Administrations intervenant dans le transport ne sont engagées que jusqu'à concurrence du maximum qu'elles ont respectivement adopté.

Article 2.

Remboursements.

1. Les lettres et boîtes avec valeur déclarée peuvent être grevées de remboursement, aux conditions admises par les paragraphes 1 et 2 de l'article 8 de la Convention principale. Ces objets sont soumis aux formalités et aux taxes des envois de valeur déclarée de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

2. La perte d'une lettre ou boîte avec valeur déclarée, grevée de remboursement, engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par l'article 12 ci-après.

3. Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, déduction faite des taxes prévues au § 4 de l'article 8 de la Convention principale, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant le service des mandats de poste pour les sommes converties en mandats de poste, sauf dans les cas prévus à l'article 9 du présent Arrangement.

4. Les dispositions de l'article 8, §§ 5 et 6, de la Convention principale s'appliquent également aux envois avec valeur déclarée grevés de remboursement.

Article 3.

Mode de transmission des envois de valeur déclarée.

1. La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents.

Il en est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré par les Offices des pays adhérents, pourvu toutefois que ces Offices soient en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des paquebots ou bâtiments dont ils font emploi.

2. A moins d'arrangement contraire entre les Offices d'origine

et de destination, la transmission des valeurs déclarées échangées entre pays non limitrophes s'opère à découvert et par les voies utilisées pour l'acheminement des correspondances ordinaires.

3. L'échange de lettres et de boîtes contenant des valeurs déclarées entre deux pays qui correspondent, pour les relations ordinaires, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays non participant au présent Arrangement, ou au moyen de services maritimes dégagés de responsabilité, est subordonné à l'adoption de mesures spéciales à concerter entre les Administrations des pays d'origine et de destination : telles que l'emploi d'une voie détournée, l'expédition en dépêches closes, etc.

Article 4.

Port et droit d'assurance.

1. Les frais de transit prévus par l'article 4 de la Convention principale sont payables par l'Office d'origine aux Offices qui participent au transport intermédiaire, à découvert ou en dépêches closes, des lettres contenant des valeurs déclarées.

En ce qui concerne les boîtes avec valeur déclarée, les frais de transit son dus d'après les taxes prévues à la Convention principale pour les autres objets.

2. Indépendamment de ces frais, l'Administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance, envers l'Administration du pays de destination et, s'il y a lieu, envers chacune des Administrations participant au transit territorial avec garantie de responsabilité, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs déclarée.

3. En outre, s'il y a transport par mer avec la même garantie, l'Administration d'origine est redevable, envers chacun des Offices participant à ce transport, d'un droit d'assurance maritime de 10 centimes par chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs déclarée.

4. Le décompte de ces droits a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer par le Règlement d'exécution prévu par l'article 16 ci-après.

Article 5.

Taxes.

1. La taxe des lettres et des boîtes contenant des valeurs déclarées doit être acquittée à l'avance, et se compose :

1o. pour les lettres, du port et du droit fixe applicables à une

lettre recommandée du même poids et pour la même destination — port et droit acquis en entier à l'office expéditeur —; pour les boîtes, d'un port de 20 centimes par 50 grammes avec un minimum de 1 franc et, en outre, du droit fixe de recommandation (port et droit fixe acquis en entier à l'Office expéditeur);

2o. pour les lettres et les boîtes, d'un droit proportionnel d'assurance comprenant, par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, autant de fois 5 centimes qu'il y a d'Offices participant au transport territorial, avec addition, s'il y a lieu, du droit d'assurance maritime prévu au 3e paragraphe de l'article 4 précédent. Toutefois, est réservée à l'Office d'origine la faculté de percevoir un droit autre que celui indiqué ci-dessus, pourvu que le droit perçu sur l'expéditeur ne dépasse pas au total 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée ;

3o. les pays disposés à ce charger des risques pouvant dériver du cas de force majeur ont le droit de percevoir de ce chef une surtaxe spéciale, sans que le total de cette surtaxe et du droit d'assurance normal puisse dépasser le droit prévu à l'alinéa précédent.

2. L'expéditeur d'un envoi contenant des valeurs déclarées reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé sommaire de son envoi.

3. Il est loisible au pays de destination de percevoir pour le factage des boîtes avec valeur déclarée et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 50 centimes par envoi, ainsi qu'un droit de magasinage pour tous les envois avec valeur déclarée adressés poste restante ou qui ne seraient pas retirés de la poste dans le délai stipulé par les règlements internes de ce pays. Le montant de ce Droit est fixé par la législation interne de chaque pays et n'est pas exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut de l'envoi.

Les lettres et les boîtes renfermant des valeurs déclarées ne peuvent être frappées, à la charge des destinataires, d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les divers articles du présent Arrangement.

4. Les pays adhérents, qu'ils aient ou non le franc pour unité monétaire, perçoivent les taxes prévues au § 1 qui précède:

1o. pour ce qui concerne le port et le droit fixe de recommandation des lettres et boîtes avec valeur déclarée, d'après les équivalents, dans leurs monnaies respectives, des taxes applicables aux objets de la poste aux lettres ;

2o. pour ce qui concerne le droit d'assurance des lettres et des boîtes avec valeur déclarée aux taux qu'ils ont fixés et notifiés au Bureau international par l'intermédiaire de l'Administration des postes suisses.

Article 6.

Franchise.

1. Les lettres de valeur déclarée échangées soit par les Administrations postales entre elles, soit entre ces Administrations et le Bureau international, sont admises à la franchise de port, de droit fixe et de droit d'assurance dans les conditions déterminées par l'article 13, § 3, de la Convention principale.

2. Il en est de même des lettres et des boîtes avec valeur déclarée non grevées de remboursement expédiées ou reçues par des prisonniers de guerre, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux de renseignements dont il est question au paragraphe 4 de l'article 13 précité.

3. Les envois avec valeur déclarée expédiés en franchise ne donnent pas lieu aux bonifications prévues par l'article 4 du présent Arrangement.

Article 7.

Avis de réception et demandes de renseignements.

1. L'expéditeur d'un envoi contenant des valeurs déclarées peut, aux conditions déterminées par le paragraphe 3 de l'article 7 de la Convention principale en ce qui concerne les objets recommandés, obtenir qu'il lui soit donné avis de la remise de cet objet au destinataire ou demander des renseignements sur le sort de son envoi, postérieurement au dépôt.

2. Le produit du droit applicable aux avis de réception et, le cas échéant, aux demandes de renseignements sur le sort des envois, est acquis en entier à l'Office du pays qui le perçoit.

Article 8.

Demandes de retrait ou de modification d'adresse; dégrèvement du montant d'un remboursement; remise par exprès.

1. L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée peut le retirer du service ou en faire modifier l'adresse pour réexpédier cet envoi, soit à l'intérieur du pays de destination primitif, soit sur l'un quelconque des pays contractants, aussi longtemps qu'il n'a pas été livré au destinataire, aux conditions et sous les réserves déterminées, pour les correspondances ordinaires et recommandées, pas l'article 11 de la Convention principale.

L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée grevé de remboursement peut, sous les conditions fixées pour les demandes de modification de l'adresse, demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

2. Il peut, de même, demander la remise à domicile par porteur

spécial aussitôt après l'arrivée, aux conditions et sous les réserves fixées par l'article 15 de ladite Convention.

Est, toutefois, réservée à l'Office du lieu de destination, la faculté de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi au lieu de l'envoi lui-même lorsque ses règlements intérieurs le comportent.

Article 9.

Interdictions.

1. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre ou dans une boîte est interdite. En cas de déclaration frauduleuse de cette nature, l'expéditeur perd tout droit à l'indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine. Il en est de même lorsque les lettres de valeur déclarée contiennent des objets dont l'insertion dans les envois de l'espèce est interdite aux termes du paragraphe 2 ci-après.

Il n'y a pas fraude du fait de ne déclarer qu'une partie de la valeur incluse dans une lettre ou dans une boîte.

2. Il est interdit d'insérer dans les lettres de valeur:

a. des espèces monnayées;

b. des objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier;

c. des matières d'or et d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux;

d. de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, l'interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical sous la forme de boîtes avec valeur déclarée, pour les pays qui les admettent à cette condition ;

e. des objets dont l'entrée ou la circulation sont prohibées dans le pays de destination.

Il est interdit d'insérer dans les boîtes avec valeur déclarée outre les objets mentionnés sous lettre *e)* ci-dessus des lettres ou notes pouvant tenir lieu de correspondance, des monnaies ayant cours, des billets de banque ou valeurs quelconques au porteur, des titres et des objets rentrant dans la catégorie des papiers d'affaires.

Toutefois, il est permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives de même qu'une simple copie de l'adresse de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

Les objets qui auraient été à tort admis à l'expédition, doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas ou l'Administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation

ou par ses règlements intérieurs, à les remettre aux destinataires.
Toutefois, les objets adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon sont obligatoirement renvoyés au timbre d'origine.

Article 10.

Réexpédition.

1. Une lettre ou boîte de valeur déclarée réexpédiée par suite du changement de résidence du destinataire, à l'intérieur du pays de destination, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.
2. En cas de réexpédition sur un des pays contractants autre que le pays de destination, les droits d'assurance fixés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 4 du présent Arrangement sont perçus sur le destinataire, du chef de la réexpédition, au profit de chacun des Offices intervenant dans le nouveau transport.
3. La réexpédition par suite de fausse direction ou de mise en rebut ne donne lieu à aucune perception postale supplémentaire à la charge du public.

Article 11.

Droits de douane; garantie; droits fiscaux et frais d'essayage.

1. Les boîtes avec valeur déclarée sont soumises à la législation du pays d'origine ou du pays de destination, en ce qui concerne, à l'exportation, la restitution des droits de garantie, et, à l'importation, l'éxercise du contrôle de la garantie et de la douane.
2. Les droits fiscaux et frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur les destinataires lors de la distribution. Si, par suite de changement de résidence du destinataire, de refus ou pour toute autre cause, une boîte de valeur déclarée vient à être réexpédiée sur un autre pays participant à l'échange ou renvoyée au pays d'origine, ceux des frais dont il s'agit qui ne sont pas remboursables à la réexportation sont répétés d'Office à Office pour être recouvrés sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

Article 12.

Responsabilité.

1. La responsabilité des Offices qui participent au transport, soit à découvert, soit en dépêches closes, de lettres ou de boîtes avec valeur déclarée est engagée dans les limites déterminées aux paragraphes suivants. Il en est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré par les Offices des pays adhérents, pourvu toutefois que ces Offices soient en mesure

d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des paquebots ou bâtiments dont ils font emploi.

2. Sauf le cas de force majeure et les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 9 du présent Arrangement, lorsqu'une lettre ou une boîte contenant des valeurs déclarées a été perdue, spoliée ou avariée, l'expéditeur ou, à défaut de celui-ci, le destinataire, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou ne provienne de la nature de l'objet, et sans que l'indemnité puisse dépasser en aucun cas la somme déclarée. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. En cas de perte de l'envoi ou de destruction complète de son contenu, et si le remboursement est effectué au profit de l'expéditeur, celui-ci a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition, ainsi que des frais postaux de réclamation lorsque la réclamation a été motivée par une faute de la poste. Toutefois, le droit d'assurance reste acquis aux administrations postales.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, l'avarie ou la spoliation a eu lieu.

Lorsqu'une lettre ou une boîte contenant des valeurs déclarées a été perdue, spoliée ou avariée par suite de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur, si les deux pays se chargent des risques, en cas de force majeure, quant aux envois avec valeur déclarée.

4. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens règlementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

5. Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai de six mois à partir du jour de la réclamation; dans les relations avec les pays d'outre-mer ce délai est porté à neuf mois.

L'Office expéditeur a la faculté de différir exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai précité lorsqu'à son expiration il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché ou sur l'importance du dommage, ou lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas encore tranchée.

Toutefois, l'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expé-

diteur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire. Ce délai est porté à neuf mois pour les pays d'outre-mer.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payement est effectué en conformité de l'alinéa précédent est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité et, le cas échéant, des intérêts, dans le délai de trois mois après avis de payement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêts, à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Tout Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité doit en outre, prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.

6. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an qui suit le jour du dépôt à la poste de l'envoi portant déclaration ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

7. L'Administration pour le compte de laquelle est opéré le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination, est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

8. Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

Toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver que ni l'emballage, ni la fermeture de l'objet n'ont montré aucune défectuosité apparente et que le poids n'a pas différé de celui établi lors du dépôt.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu sur le territoire ou dans le service d'un Office intermédiaire qui n'a pas adhéré au présent Arrangement, les autres Administrations supportent le dommage par parts égales. Dans ce cas, il est de rigueur pour l'expéditeur, de prouver d'une manière authentique que le contenu de l'envoi était complet, intact et soigneusement emballé.

9. Les Administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les envois dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison, à moins que ceux-ci ne déposent immédiatement une réclamation et ne puissent prouver leur bonne foi, en cas de déclaration ultérieure du dommage. Les

Administrations cessent aussi d'être responsables des envois dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

Article 13.

Législation des pays contractants; arrangements spéciaux.

1. Est réservé le droit de chaque pays d'appliquer, aux envois contenant des valeurs déclarées à destination ou provenant d'autres pays, ses lois ou règlements intérieurs, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Arrangement.

2. Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration de service.

3. Dans les relations entre Offices qui se sont mis d'accord à cet égard, les expéditeurs de boîtes avec valeur déclarée peuvent prendre à leur charge les droits de douane et autres droits non postaux dont l'envoi serait passible dans le pays de destination, moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt et obligation de payer, sur la demande du bureau de destination, les sommes indiquées par ce dernier.

L'Administration qui fait opérer le dédouanement pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir de ce chef un droit spécial qui ne peut dépasser 25 centimes par boîte. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 5, § 3.

Article 14.

Suspension temporaire du service.

Chacune des Administrations des pays contractants peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des valeurs déclarées, tant à l'expédition qu'à la réception et d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 15.

Adhésions.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 26 de la Convention principale, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 16.

Règlement d'exécution.

Les Administrations des postes des pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des lettres et des boîtes contenant des valeurs déclarées et arrêtent toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 17.

Propositions formulées dans l'intervalle des Congrès.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants, a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins deux Administrations sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par le paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12 et 18;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 17 et 18;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 28 de la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 18.

Durée de l'Arrangement; abrogation des dispositions antérieures.

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1922 et il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit, réservé à chaque pays, de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Toutefois, en ce qui concerne les taxes et droits d'assurance, chaque pays est autorisé à les mettre en vigueur avant la date précitée, à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois à l'avance et au besoin par télégramme.

2. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions de l'Arrangement pour l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, conclu à Rome en 1906.

3. Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark :
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte :
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne :
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie :
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine :
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises :
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques :
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde britannique :
G. R. CLARKE.

Pour la Nouvelle-Zélande :
R. B. MORRIS.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatémala :
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande :
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

En dérogation à la disposition du paragraphe 3 de l'article premier de l'Arrangement qui fixe à 10 000 francs la limite au-dessous de laquelle le maximum de déclaration de valeur ne peut en aucun cas être fixé, il est convenu que tout pays peut réduire ce maximum à 5000 francs, ou au chiffre adopté dans son service intérieur, si ce chiffre est inférieur à 5000 francs.

II.

En dérogation aux prescriptions du § 4 de l'article 4 de l'Arrangement, est maintenue provisoirement, en ce qui concerne les droits d'assurance pour les valeurs déclarées, la suspension de l'établissement du décompte de ces droits stipulée par la circulaire du Bureau international de Berne du 17 janvier 1916, No. 270/17.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde britannique:
G. R. CLARKE.

Pour la Nouvelle-Zélande:
R. B. MORRIS.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatemala:
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole) :
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas :
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne :
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLANCHIER.

Pour le Portugal :
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :
JUVENAL ELVAS FLORIA DE SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador :
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède :
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA ERANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCEANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LA TURQUIE.

Les soussignés, vu l'article 21 de la Convention principale et l'article 16 de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Organisation du service.

1. Les administrations postales des pays adhérents qui entretiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de l'Union, désignent aux Offices des autres pays adhérents ceux de ces

services qui peuvent être affectés au transport des lettres et des boîtes contenant des valeurs déclarées, avec garantie de responsabilité.

2. Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir :

1o. la nomenclature des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaires pour le transport des lettres et des boîtes de valeur déclarée ;

2o. les voies ouvertes à l'acheminement desdits envois, à partir de leur entrée sur leur territoire ou dans leurs services ;

3o. le montant des droits d'assurance qui doivent leur être également bonifiés pour chaque destination, par l'Office qui leur livre des lettres ou des boîtes à découvert.

3. Les Administrations des pays hors d'Europe et l'Office ottoman ont la faculté de restreindre à certains bureaux le service des envois avec valeur déclarée. Les Administrations qui usent de cette faculté doivent notifier, aux autres Offices participants, la liste de ceux de leurs bureaux à destination desquels il peut être admis des envois avec valeur déclarée.

4. Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits à percevoir sur les expéditeurs d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

5. Chaque Administration doit faire connaître directement, au premier Office intermédiaire, quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer à découvert des lettres et des boîtes contenant des valeurs déclarées.

II.

Conditionnement des envois.

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets indentiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier, et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe. Il est interdit d'employer des enveloppes à bords coloriés et les enveloppes à panneau transparent.

2. Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. Les timbres-poste employés à l'affranchissement et les étiquettes, s'il y en a, se rapportant au service postal, doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher les lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les

deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure. Il est interdit d'apposer sur les lettres de valeur déclarée d'autres étiquettes que celles se rapportant au service postal.

4. Les bijoux et objets précieux doivent être renfermés dans des boîtes suffisamment résistantes, en bois ou en métal, n'excédant pas 30 centimètres en longueur, 10 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur; les parois des boîtes en bois doivent avoir au moins 8 millimètres d'épaisseur.

5. Les boîtes de valeur déclarée doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide, sans noeuds, et dont les deux bouts sont réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière. Les boîtes doivent, en outre, être scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques. Les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc, pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service.

6. Les lettres et boîtes contenant des valeurs déclarées adressées sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ne sont pas admises; il en est de même de celles qui au moment de leur mise à la poste portent des ratures ou surcharges dans l'adresse.

III.

Indication du montant des valeurs; déclarations en douane.

1. La déclaration des valeurs doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi en toutes lettres et en chiffres, sans rature, ni surcharge, même approuvées.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit, en outre, être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Office d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

3. Les boîtes de valeur déclarée doivent être accompagnées de déclarations en douane conformes ou analogues au modèle B ci-joint, dans les relations qui comportent l'emploi de semblabes déclarations. Il appartient aux Administrations intéressées d'adresser une notification à ce sujet aux Offices correspondants, et de leur indiquer le nombre des déclarations en douane à joindre aux envois.

4. Les boîtes à remettre franches de droits doivent porter une étiquette de couleur avec l'indication en gros caractères „FRANC DE DROITS". Elles sont accompagnées d'un bulletin d'affranchissement qui est solidement attaché aux déclarations en douane.

Les dispositions des articles VIII et XX du Règlement d'exécution de la Convention concernant l'échange des colis postaux sont applicables aux boîtes à remettre franches de droits, sauf en ce qui concerne les Offices qui déclareront ne pouvoir adhérer au mode de règlement des comptes prévu par ces articles et qui sont tenus, dès lors, d'indiquer les dispositions qu'ils désirent adopter à ce sujet.

IV.

Exprès ; avis de réception ; demandes de retrait ou de changement d'adresse ; envois grevés de remboursement.

Les dispositions de l'article 15 de la Convention principale, ainsi que des articles XII et XXX de son Règlement d'exécution sont respectivement applicables en cas de demande, soit de remise par exprès, soit d'avis de réception, de retrait ou de changement d'adresse d'une lettre ou boîte avec valeur déclarée.

Les dispositions de l'article XIII du Règlement d'exécution de la Convention principale sont applicables aux lettres ou boîtes de valeur déclarée grevées de remboursement.

V.

Déclarations frauduleuses.

Lorsque des circonstances quelconques ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou boîte, avis en est donné à l'Administration du pays d'origine, dans le plus bref délai possible, et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

VI.

Indication du poids des envois ; timbre à date.

1. Le poids exact, en grammes, de chaque lettre ou boîte contenant des valeurs déclarées doit être inscrit sur l'envoi, par l'Office d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2. L'envoi est, en outre, frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt et, le cas échéant, du timbre spécial en usage dans le pays d'origine pour les lettres ou boîtes contenant des valeurs déclarées.

3. Le bureau destinataire applique, au verso, son propre timbre à la date de la réception.

VII.

Condition de transmission des envois; bureaux d'échange.
1. La transmission des envois contenant des valeurs déclarées entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectuée par ceux des bureaux d'échange que les deux Offices correspondants désignent d'un commun accord à cet effet.
2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres et boîtes de valeur déclarée doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier Office intermédiaire, si cet Office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article I du présent Règlement.
3. Toutefois, est réservée aux offices correspondants la faculté de s'entendre entre eux et avec les Offices intermédiaires soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement, soit pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

VIII.

Feuilles d'envois; confection des paquets; insertion dans les dépêches.
1. Les lettres et les boîtes contenant des valeurs déclarées sont inscrites individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur des feuilles d'envoi spéciales, conformes au modèle C annexé au présent Règlement, avec tous les détails que ces formules comportent.
Les colonnes 6, 7 et 8 desdites feuilles ne sont remplies que pendant la période de statistique prévue à l'article 4 de l'Arrangement.
En regard de l'inscription des envois à faire remettre par exprès, on doit faire figurer dans la colonne „Observations", la mention „Exprès".
2. Les lettres et boîtes avec valeur déclarée forment, avec la feuille d'envoi, un ou deux paquets spéciaux qui sont ficelés et enveloppés de papier solide, puis ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent pour suscription les mots „valeurs déclarées" ou „lettres de valeur déclarée" et „boîtes de valeur déclarée".
Au lieu d'être réunies en un paquet proprement dit, les lettres

avec valeur déclarée peuvent être insérées dans une enveloppe de fort papier fermée au moyen de cachets à la cire.

3. La présence ou l'absence de tels paquets dans une dépêche susceptible de contenir des envois avec valeur déclarée est constatée, en regard de la rubrique ad hoc qui figure au recto de la feuille d'avis, soit par l'indication du nombre des paquets, soit par la mention „Néant".

4. Le paquet ou les paquets de valeur déclarée sont réunis par un croisé de ficelle au paquet des objets recommandés et insérés au centre de la dépêche; à ces paquets réunis est attachée extérieurement l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis. Toutefois, lorsqu'on utilise un sac pour l'emballage des objets recommandés, le paquet ou les paquets de valeur déclarée sont insérés dans ce sac.

5. Toutes les fois qu'un des deux Offices correspondants réclame la séparation, les boîtes de valeur déclarée doivent êtres décrites sur des formules C distinctes et être emballées séparément.

6. Les avis de réception des envois de valeur déclarée sont traités conformément aux dispositions de l'article XII du Règlement d'exécution de la Convention principale.

7. Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre les deux Offices correspondants, dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux.

IX.

Vérification des paquets; irrégularités diverses.

1. A la réception d'un paquet de valeur déclarée, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent.

2. Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des envois contenant des valeurs déclarées, et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités, ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article XXIII du Règlement d'exécution de la Cenvention principale.

3. La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des Administrations respectives, est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet ainsi que du sac qui le contient et sous recommandation d'office, à l'Administration centrale du pays auquel

appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est, en même temps, adressé à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi insuffisamment emballé ou avarié, doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif. En pareil cas, le poids de l'envoi doit être constaté avant et après le nouvel emballage, et indiqué sur l'enveloppe même de l'objet.

X.

Réexpédition ; rebuts.

1. Les lettres et les boîtes de valeur déclarée réexpédiées par suite de fausse direction sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'Office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des envois de l'espèce à l'Office expéditeur les bonifications inscrites, le cas échéant, pendant la période de statistique à la feuille d'envoi de cet Office, sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces envois pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits bonifiés à l'Office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir sa part de ces droits et les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur les feuilles d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Les lettres et boîtes de valeur déclarée réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants, sont frappées du timbre T par l'Office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'Office distributeur, d'une taxe représentant le droit revenant à ce dernier Office et, s'il y a lieu, à chacun des Offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier Office intermédiaire qui reçoit, pendant la période de statistique, une valeur déclarée réexpédiée se crédite du montant de son droit vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet envoi et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète sur l'Office suivant son propre droit cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'Office précédent.

La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents Offices participant au transport jusqu'à ce que l'envoi parvienne à l'Office distributeur.

Toutefois, si les droits exigibles pour le parcours ultérieur d'un envoi réexpédié sont acquittés au moment de la réexpédition, cet envoi est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination et remis sans taxe au destinataire.

3. Toute lettre ou boîte de valeur déclarée dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent Arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

4. Les envois de valeur déclarée qui sont tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être réciproquement renvoyés, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, aussitôt que possible, et, au plus tard, dans les délais fixés par le Règlement d'exécution de la Convention principale. Ces envois sont inscrits pour mémoire sur la feuille spéciale C avec la mention „Rebuts" dans la colonne d'observations et compris dans le paquet intitulé „Valeurs déclarées".

5. Si des boîtes de valeur déclarée réexpédiées sur un autre pays par suite de changement de résidence du destinataire, ou tombées en rebut, sont grevées de frais accessoires de vérification non remboursables lors de la réexpédition, le montant en est porté au débit de l'Office correspondant, dans la colonne 8 de la feuille d'envoi, avec indication sommaire en regard, dans la colonne 9, de la nature des frais de l'espèce à recouvrer sur le destinataire ou sur l'expéditeur (droit de timbre, frais d'essayage, etc.).

XI.

Responsabilité.

Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis une lettre ou une boîte contenant des valeurs déclarées à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre ou la boîte a été livrée n'a pas fait parvenir, par le premier courrier après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre ou de la boîte elle-même.

XII.

Réclamations d'envois non parvenus.

En ce qui concerne les réclamations des lettres et boîtes de valeur déclarée non parvenues à destination, les Administra-

tions se conforment aux dispositions de l'article XXIX du Règlement d'exécution de la Convention principale concernant la réclamation des objets recommandés.

XIII.

Frais de transit.

Les prix dus à chaque Office participant, conformément au premier paragraphe de l'article 4 de l'Arrangement, pour le transit territorial ou maritime des lettres et boîtes avec valeur déclarée, sont calculés dans les conditions fixées par les articles XXXII à XXXV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

XIV.

Statistique; comptes; payement des soldes.

1. Tous les 3 ans, pendant les périodes de 28 jours prévues à l'article XXXII du Règlement d'exécution de la Convention principale, pour la statistique générale, chaque Administration fait établir par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus, des bureaux d'échange d'un seul et même Office, un état, conforme au modèle D annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit pour sa part et celle de chacune des Administrations intéressées dans les droits d'assurance perçus par l'Office expéditeur, soit à son débit, pour la part revenant aux Offices intermédiaires; en cas de réexpédition ou de mise en rebut, dans les droits postaux à recouvrer sur les destinataires ou sur les expéditeurs.

2. Les états D sont ensuite récapitulés par les soins de la même Administration dans un compte conforme au modèle E, également annexé au présent Règlement, compte dont les totaux sont multipliés par 13, pour établir le montant annuel des bonifications. Dans le cas où ce multiplicateur ne se rapporte pas à la périodicité du service, ou lorsqu'il s'agit d'expéditions extraordinaires faites pendant la période de statistique, les Administrations s'entendent pour l'adoption d'un autre multiplicateur.

Si l'utilité en est reconnue, par suite de l'adhésion de nouveaux Offices à l'Arrangement, des statistiques spéciales peuvent être effectuées.

Les résultats de la statistique de mai 1921 seront valables exceptionnellement pour les années 1920 à 1923 inclusivement; ceux de la statistique d'octobre-novembre 1924 s'appliqueront aux années 1924 à 1926 et ainsi de suite.

3. Le compte E, accompagné des états partiels, des feuilles

d'envoi et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents est soumis à l'examen de l'Office correspondant dans le courant du mois qui suit celui pendant lequel la statistique a été tenue. Le résultat de cet examen est communiqué à l'Office qui a établi le compte, dans le délai d'un mois au plus tard à partir de la date de réception dudit compte.

4. Chaque Administration participant au service des boîtes avec valeur déclarée, établit, en outre, à la fin de l'année, un relevé spécial des sommes portées à son débit dans la colonne 8 des feuilles d'envoi, pous les droits non postaux à recouvrer sur les destinataires ou les expéditeurs desdites boîtes.

Ce relevé, accompagné des pièces justificatives, est soumis, dans le courant du premier mois de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte, à la vérification de l'Office correspondant, qui doit le renvoyer dans le délai d'un mois.

5. Les comptes E et, le cas échéant, les relevés spéciaux dont il est question au paragraphe précédent, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général par les soins de l'Administration créditrice, sauf autre arrangement à prendre par les Offices intéressés.

Le compte général doit être établi et transmis à l'Office correspondant au plus tard dans le courant de la première moitié du troisième mois de l'année qui suit celle en cause, et ce dernier Office doit renvoyer le compte, accepté ou avec observations, dans un délai d'un mois au plus après la réception.

6. Sauf autre arrangement entre les Offices intéressés, le payement du solde résultant du compte général doit être effectué sans frais pour l'Administration créditrice, au plus tard un mois après que ledit compte a été contradictoirement arrêté.

Passé ce délai, les soldes en retard sont productifs d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration du délai.

XV.

Communications de documents et de renseignements.

1. Les Administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement, savoir :

1o. le tarif des droits d'assurance applicable dans leur service aux lettres et aux boîtes de valeur déclarée pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 5 de l'Arrangement et de l'article I du présent Règlement;

2o. le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3o. le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent

les valeurs déclarées, par application de l'article premier de l'Arrangement.

2. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou de l'autre des trois points ci-dessus mentionnés doit être notifiée, sans retard, de la même manière.

XVI.

Propositions de modifications dans l'intervalle des Congrès.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions pour la modification ou l'interprétation du présent Règlement.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article ou de l'article XVII;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles II, III, VI, VII, VIII, IX, XI et XIII;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations participantes.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XVII.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne :
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :
EBERAN.

Pour la Belgique :
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge :
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour le Brésil :
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie :
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie :
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark :
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte :
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne :
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie :
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine :
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises :
G. DEMARTIAL.

Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques :
F. H. WILLIAMSON.
E. J. HARRINGTON.
E. L. ASHLEY FOAKES.

Pour l'Inde britannique :
G. R. CLARKE.

Pour la Nouvelle-Zélande :
R. B. MORRIS.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatémala :
JUAN J. ORTÊGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande :
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole) :
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay :
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas :
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse :
HUSSÉÏN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne :
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal :
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador :
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre :
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivante:

Article 1.

Dispositions préliminaires.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

Versement; montant maximum; transmissibilité.

1. En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais

chaque Administration a la faculté de recevoir et d'employer elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

2. Chaque Administration a la faculté de fixer le maximum des mandats qu'elle émet à condition que ce maximum n'excède pas 1000 francs-or.

Sauf arrangement contraire, le maximum des mandats payables dans un pays déterminé est le même que celui qui a été adopté par ce pays pour l'émission.

Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, dans une même localité, au profit du même bénéficiaire plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par le pays de destination, le bureau destinataire est autorisé à échelonner le payement des titres de telle façon que la somme payée au bénéficiaire dans une même journée n'excède pas ce maximum.

3. Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie du pays où le payement doit avoir lieu. A cet effet, l'Administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination.

L'Administration du pays d'origine détermine également, s'il y a lieu, le cours à payer par l'expéditeur, lorsque ce pays et le pays de destination possèdent le même système monétaire.

4. Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

Taxes; avis de payement; retrait et changement d'adresse; remise par exprès.

1. La taxe générale à payer par l'expéditeur pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent est fixée, pour les 100 premières unités monétaires à ½ unité monétaire par 50 unités monétaires ou fraction de 50 unités monétaires et, en outre, au delà des 100 premières unités monétaires à ½ unité monétaire par 100 unités monétaires ou fraction de 100 unités monétaires.

Sont exempts de toute taxe les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés entre les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations, ainsi que les mandats des Administrations postales destinés au

Bureau international de l'Union postale universelle et les mandats adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux.

2. L'Administration qui a délivré des mandats tient compte, à l'Administration qui les a acquittés, d'un droit de $\frac{1}{4}$ pour cent du montant total des mandats payés abstraction faite des mandats émis en franchise de taxe.

3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un des pays participant à l'Arrangement, entre un autre de ces pays et un pays non participant, peuvent être soumis, au profit de l'Office intermédiaire, à un droit supplémentaire, prélevé sur le montant du titre et représentant la quote-part du pays non participant.

4. Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du § 1 du présent article, sauf, toutefois, le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu, et le droit supplémentaire prévu par le § 3 ci-dessus.

5. L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de payement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées.

Toutefois, si cet avis n'est pas réclamé au moment de l'émission du mandat, l'expéditeur peut ultérieurement en faire la demande, mais dans le délai fixé par le § 6 de l'article 7 et moyennant payement d'un droit double de celui prévu à l'alinéa précédent.

6. L'expéditeur d'un mandat de poste peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances ordinaires par l'article 11 de la Convention principale, tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre.

7. L'expéditeur peut également demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, aussitôt après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées par l'article 15 de ladite Convention.

8. Est toutefois réservée à l'Office du pays de destination la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, lorsque ses règlements intérieurs le comportent.

Article 4.

Mandats télégraphiques.

1. Les mandats de poste peuvent être transmis par le télégraphe, dans les relations entre les Offices dont les pays sont reliés par

un télégraphe d'État ou qui consentent à employer à cet effet la télégraphie privée; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.

2. Les mandats télégraphiques peuvent, comme les télégrammes ordinaires et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de l'urgence, de la réponse payée, du collationnement et de l'accusé de réception, ainsi qu'aux formalités de la transmission par la poste ou de là remise par exprès, si le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination.
L'expéditeur doit indiquer, le cas échéant, le mode de transport à employer au delà des lignes télégraphiques (poste ou exprès).
Les mandats télégraphiques peuvent, en outre, donner lieu à des demandes d'avis de payement à délivrer et à expédier par la poste.
Les expéditeurs des mandats télégraphiques peuvent les faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances ordinaires par l'article 11 de la Convention principale, tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Le bureau destinataire ne peut toutefois donner suite aux demandes de modification d'adresse, qu'après réception de l'avis confirmatif.
Les expéditeurs des mandats télégraphiques peuvent ajouter à la formule réglementaire du mandat des communications pour le destinataire, pourvu qu'ils en payent le montant d'après le tarif.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer:
a. la taxe ordinaire des mandats de poste et, si un avis de payement est demandé, le droit fixe de cet avis;
b. la taxe du télégramme.

4. Le bénéficiaire d'un mandat télégraphique doit être avisé immédiatement et sans frais de l'arrivée du mandat; toutefois, lorsque son domicile se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, les frais de remise par exprès de l'avis, s'ils n'ont pas été payés par l'expéditeur, peuvent être perçus sur le destinataire.
Lorsque, au lieu de l'avis, l'Administration du pays de destination remet les fonds à domicile, il lui est loisible de percevoir, de ce chef, une taxe spéciale en tenant compte, le cas échéant, des frais d'exprès qui ont été payés par l'expéditeur.

5. Les mandats télégraphiques ne sont grevés d'aucuns frais autres que ceux prévus au présent article, ou qui peuvent être perçus en conformité des règlements télégraphiques internationaux.

Article 5.

Réexpédition.

1. Par suite du changement de résidence du bénéficiaire, les mandats ordinaires peuvent être réexpédiés d'un des pays participant à l'Arrangement sur un autre de ces pays, si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui d'origine un échange de mandats de poste sur la base du présent Arrangement.

La demande de réexpédition peut être formulée par l'expéditeur ou par le destinataire.

Le montant du mandat est converti par le bureau réexpéditeur en monnaie du pays de la nouvelle destination d'après le taux convenu pour les mandats à destination de ce pays et émanant du pays qui effectue la réexpédition. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition, mais le pays de la nouvelle destination touche en tout cas à son profit la quote-part de taxe qui lui serait dévolue si le mandat lui avait été primitivement adressé, même dans le cas où, par suite d'un arrangement spécial conclu entre le pays d'origine et le pays de la destination primitive, la taxe effectivement perçue serait inférieure à la taxe prévue par l'article 3 du présent Arrangement.

Toutefois, la conversion du montant n'est pas opérée quand le mandat est réexpédié sur le pays d'origine ou sur le pays de première destination. Suivant le cas, le titre est payé pour son montant primitif ou pour la somme versée en monnaie du pays d'origine et figurant aux indications de service.

2. Les mandats télégraphiques peuvent être réexpédiés sur une nouvelle destination par voie postale, aux mêmes conditions que les mandats ordinaires.

3. Si l'Administration du nouveau pays de destination entretient avec celle de la destination primitive un échange de mandats télégraphiques, la réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques peut, à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, être opérée par voie télégraphique sans attendre la réception de l'avis confirmatif, en ce qui concerne les mandats télégraphiques.

En pareil cas, le mandat original est quittancé par le bureau réexpéditeur et comptabilisé comme mandat payé, et les frais postaux et télégraphiques afférents au nouveau parcours sont déduits du montant à transmettre.

4. Les mandats ordinaires originaires de pays ne participant pas au présent Arrangement, mais entretenant un échange de mandats de poste avec un pays contractant, peuvent, si les Arrangements particuliers ne s'y opposent pas, être réexpédiés, par voie postale, de ce dernier pays sur un tiers pays

signataire de l'Arrangement. En pareil cas, le bureau réexpéditeur quittance le mandat original, le comptabilise comme mandat payé et établit un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

Article 6.

Décomptes.

1. Les Administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement sont soldés par l'Administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement. Sauf arrangement contraire, le payement du solde a lieu dans la monnaie que le pays créancier applique au payement des mandats de poste (article 2, § 3, ci-dessus).

2. A cet effet, et sauf autre arrangement, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3. En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais jusqu'au jour où le payement a lieu.

Ces intérêts sont calculés à raison de 7 % l'an et sont portés au débit de l'Administration retardataire sur le compte suivant.

Article 7.

Responsabilité; mandats non distribuables périmés.

1. Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payés aux destinataires ou à leurs ayants droit. Tout mandat qui n'a pu être payé au destinataire pour une cause quelconque doit être remboursé à l'expéditeur.

Tout mandat dont le montant a été inscrit au crédit du compte courant postal du destinataire en conformité des règles qui concernent le service des chèques postaux est considéré comme valablement payé.

Lorsqu'un mandat n'a pas atteints son but par suite d'une faute de service et doit pour cette raison être remboursé à l'expéditeur, celui-ci a droit, en outre, à la restitution des frais postaux de réclamation.

2. Lorsque le payement d'un mandat a été contesté, l'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Office d'émission ou à l'Office de payement dûment saisi d'une réclamation reconnue fondée.

S'il n'y a pas eu faute de sa part, l'Office qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer son recours contre l'Administration responsable du paiement sur faux acquit.

3. Pour dégager sa responsabilité à l'égard de tout mandat payé par lui, l'Office de destination doit être en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

4. Le réclamant doit être désintéressé le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. Ce délai peut être exceptionnellement dépassé lorsque malgré toute la diligence apportée par les Administrations dans l'examen d'une affaire, il n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer les responsabilités.

5. Lorsque l'Office d'origine a été saisi d'une réclamation par l'expéditeur et que l'Office de destination a laissé s'écouler une période d'une année sans donner de solution à l'affaire, ce dernier Office peut être mis en demeure d'avoir à rembourser le réclamant dans un délai qui lui est indiqué en tenant compte des distances. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet à l'expiration de ce délai, l'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office de destination.

L'Office de destination pour le compte duquel un payement est effectué, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, est tenu d'en rembourser le montant à l'Office expéditeur dans un délai de trois mois après la réception de l'avis dudit paiement. Le remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêt à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration du dit délai.

6. Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le payement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour de l'expiration de la validité normale du mandat ; passé ce terme, les Administrations cessent d'être responsables des payements sur faux acquits.

7. Les sommes encaissées par chaque Administration, en échange de mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats.

Article 8.

Législation des pays contractants ; unions restreintes.

Est réservé à chaque pays le droit d'appliquer, aux mandats de poste à destination ou en provenance d'autres pays, ses lois et règlements intérieurs, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Arrangement.

Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration du service.

Article 9.

Suspension extraordinaire du service.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 10.

Adhésions à l'Arrangement.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 26 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 11.

Désignation des bureaux participant à l'échange ; Règlement d'exécution.

1. Les Administrations des postes des pays contractants prennent les mesures nécessaires pour assurer autant que possible le payement des mandats dans toutes les localités de leurs pays respectifs.

2. Ces Administrations règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 6 et toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 12.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins deux Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par le § 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 6 et 14;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles précités;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu par l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 28 de la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 13.

Participation d'autres Administrations au service des mandats.

Les pays dans lesquels le service des mandats relève d'une Administration autre que celle des postes, peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

Il appartient à l'Administration chargée, dans ces pays, du service des mandats, de s'entendre avec l'Administration postale, pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement.

Cette dernière Administration lui servira d'intermédiaire pour

toutes ses relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article 14.

Durée de l'Arrangement ; ratification.

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1922.
2. Il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.
3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Gouvernements ou Administrations des parties contractantes.
4. Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil :
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie :
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark :
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte :
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne :
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen.
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:

WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:

D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Pologne:

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:

D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:

DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:

DR. OTOKAR RUŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:

GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay:

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats Unis de Vénézuela:

PEDRO EMILIO COLL.
S. BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

A titre provisoire chaque pays a la faculté de percevoir une taxe inférieure à celle prévue à l'article 3 du présent Arrangement.

II.

En ce qui concerne les taxes prévues par l'Arrangement, chaque pays est autorisé à les mettre en vigueur avant le 1er janvier 1922, à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois d'avance et, au besoin, par télégramme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne :
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine :
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche :
EBERAN.

Pour la Belgique :
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge :
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil :
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie :
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili :
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C GIANNINI
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RUŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay:
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:
PEDRO EMILIO COLL.
S. BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA.

Les soussignés, vu l'article 21 de la Convention principale et l'article 11 de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Récépissé.

Un récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement des sommes en échange desquelles un mandat de poste international est émis, doit être délivré sans frais au déposant, dans la forme adoptée par chaque Administration.

II.

Formules ; annotations admises ; adresse.

1. Les mandats de poste internationaux sont établis sur une formule conforme au modèle A annexé au présent Règlement.

Les formules doivent être confectionnées en carton résistant; leurs dimensions ne peuvent excéder 18¼ centimètres de longueur et 12¼ centimètres de largeur.
2. Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées en langue française doivent porter une traduction interlinéaire dans cette langue et les inscriptions que leur texte comporte doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères latins, suivant le cas, sans rature ni surcharge, même approuvées. L'indication du montant de la monnaie divisionnaire peut avoir lieu exclusivement en chiffres, mais quand il est fait usage de cette faculté, le chiffre représentant les unités de la monnaie divisionnaire est précédé d'un zéro lorsqu'il n'y a pas de dizaine. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises. Toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre.
3. Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules. Par contre, l'expéditeur a le droit d'ajouter, sur le coupon, des communications quelconques destinées au bénéficiaire du mandat.
4. Les mandats d'office et les mandats destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux doivent porter en tête les mots „En franchise de taxe", et le coupon latéral mentionner au verso le motif de l'envoi des titres.
5. L'adresse des mandats doit désigner le bénéficiaire avec précision, c'est-à-dire d'une façon permettant de déterminer clairement la personnalité de l'ayant droit. Les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

III.

Mandats télégraphiques.

1. Les mandats télégraphiques sont rédigés par le bureau de poste qui a reçu le dépôt des fonds et adressés au bureau de poste qui doit en opérer le payement.
2. Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, les mandats télégraphiques sont dressés en langue française.
Ils sont rédigés comme suit:
Indications éventuelles (en toutes lettres ou d'après les abréviations autorisées dans le service télégraphique).
Mandat. (No. postal d'émission.)
Postes. (Nom du bureau de poste de destination.)
(Avis de payement, s'il y a lieu.)
(Nom de l'envoyeur)—(montant de la somme transmise exprimé en chiffres et, en ce qui concerne les unités (franc, mark, etc.), en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.)

(Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, s'il est possible, de son domicile, avec mention obligatoire de l'un des mots: Madame ou Mademoiselle, devant le nom patronymique, même accompagné d'un prénom, d'un bénéficiaire féminin, sauf le cas où cette indication fait double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer clairement la personnalité de l'ayant droit.)

Les indications qui précèdent doivent toujours figurer sur les formules de mandats télégraphiques dans l'ordre ci-dessus. L'envoyeur et le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels quelconques.

Toutefois l'indication du nom de la résidence du bénéficiaire peut être omise dans le cas où ce nom est le même que celui du bureau de poste de destination.

Lorsque les mandats télégraphiques sont émis par les bureaux de poste de localités non dotées d'un service télégraphique, le lieu d'émission de ces mandats doit être indiqué dans les télégrammes immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante:

„Mandat . . . . . de . . . . ."

De même, les mandats télégraphiques originaires de localités pourvues de plusieurs bureaux de poste doivent porter la désignation précise du bureau de poste d'origine, lorsque ce bureau n'est pas chargé du service télégraphique.

3. Les divers Offices, pour leurs services respectifs, ont la faculté d'autoriser les bureaux télégraphiques de localités pourvues d'un ou de plusieurs bureaux de poste à recevoir de l'envoyeur et à payer au lieu de destination le montant des mandats télégraphiques.

4. La répétition partielle est obligatoire (répétition de bureau à bureau des noms propres et des nombres.)

5. Le bureau de poste expéditeur adresse sous enveloppe, à titre confirmatif et par le plus prochain courrier postal, au bureau de poste destinataire, un avis d'émission du mandat télégraphique, conforme ou analogue au modèle B annexé au présent Règlement. Cet avis est rattaché, par ce dernier bureau, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

IV.

Transmission.

1. Les mandats sont transmis à découvert.

2. L'insertion des mandats dans les dépêches est réglée par les dispositions de l'article XXII, § 1, du Règlement d'exécution de la Convention principale.

V.

Réexpédition ; renvoi.

1. Lorsqu'un mandat ordinaire est soumis à la réexpédition dont il est fait mention à l'article 5, § 1, de l'Arrangement le bureau réexpéditeur biffe, s'il y a lieu, d'un trait de plume les indications du montant du mandat de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. L'indication se trouvant sous la rubrique „somme versée" doit rester intacte. Après avoir réduit la valeur d'émission en monnaie du pays de la nouvelle destination, ledit bureau inscrit le montant résultant de la conversion en toutes lettres à un endroit convenable de la formule du mandat, mais autant que possible immédiatement au-dessus de l'indication primitive de ce montant en toutes lettres. La nouvelle inscription portée sur le mandat est signée par l'agent de service. Ce même procédé droit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

Toutefois, en cas de réexpédition sur le pays d'origine, ou sur le pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif ou y substitue le montant qui est inscrit, aux indications de service, en monnaie du pays d'origine.

La réexpédition des mandats télégraphiques par la voie postale (article 5, § 2, de l'Arrangement) est effectuée dans les mêmes conditions. Les mandats doivent être mis sous enveloppe. Les avis confirmatifs sont transmis également sous enveloppe dès leur réception par le bureau de première destination.

2. En cas de réexpédition par voie télégraphique d'un mandat ordinaire ou télégraphique (article 5, § 3, de l'Arrangement), le bureau de la première destination établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction de la taxe du télégramme et de la taxe postale. La taxe postale est calculée sur le montant du mandat original, défalcation faite du montant de la taxe du télégramme.

La conversion est effectuée, s'il y a lieu, conformément aux règles tracées par l'article précité. Le mandat original est quittancé par le bureau de la première destination et revêtu de la mention ci-après :

„Réexpédié le montant de.. à .., sous déduction de la taxe de.."

Après la réexpédition d'un mandat de poste ordinaire par voie télégraphique, le coupon de ce mandat est annexé à l'avis d'émission pour être remis au destinataire.

3. Les demandes de réexpédition ou de renvoi sont enregistrées, pour mémoire, par le premier bureau de destination, et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition d'un mandat dans les conditions prévues ci-dessus en donne avis au bureau d'émission.

VI.

Remise par exprès ; retrait : changement d'adresse.

Les dispositions des articles IX § § 5 et 6, XXVI § 4 et XXX du Règlement d'exécution de la Convention principale sont respectivement applicables, en cas de demande, soit de remise par exprès, soit de retrait ou de changement d'adresse d'un mandat de poste.

Toutefois, il n'est pas joint de fac-similé du mandat à la demande de retrait ou de changement d'adresse. La demande doit toujours indiquer le numéro, la date d'émission et le montant du mandat qu'elle concerne.

VII.

Mandats irréguliers; suspension provisoire du payement.

1. Les mandats de poste dont le payement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes:
1o. indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou domicile des bénéficiaires,
2o. différences ou omissions de noms ou de sommes,
3o. ratures ou surcharges dans les inscriptions,
4o. omissions de timbres, de signatures ou d'autres indications de service,
5o. indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle du pays de destination ou, le cas échéant, que la monnaie admise à cet effet par les Administrations correspondantes,
6o. emploi de formules non réglementaires,
sont régularisés par les soins de l'Administration qui les a émis.

2. A cet effet, les mandats sont renvoyés, le plus tôt possible, sous enveloppe au bureau d'origine à moins que le destinataire ayant été avisé, ne réclame l'application des dispositions du § 4 ci-après.

Toutefois, dans les rapports avec les pays d'outre-mer, l'Administration destinataire est autorisée à faire payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle admise, lorsqu'elle est en état d'effectuer la conversion au taux dont se sert l'Office d'émission, à condition d'en donner immédiatement avis à l'Administration qui a émis le mandat. Les risques résultant de la conversion erronée sont à la charge de l'Administration qui a effectué cette conversion.

3. Les mandats télégraphiques dont le payement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte ou pour une autre cause non attribuable au destinataire, donnent lieu à l'envoi au bureau d'origine d'un avis de service indiquant la cause du non-payement. Le bureau d'origine vérifie si l'irrégularité empêchant le payement ne provient pas d'une erreur impu-

table au service. Si cette irrégularité a été commise par le service, il la rectifie sur-le-champ par avis de service. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur, qui est admis à rectifier l'irrégularité par un avis de service taxé.

Les mandats télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été rectifiée dans un délai raisonnable au moyen d'un avis de service sont régularisés dans la forme prescrite pour les mandats de poste ordinaires.

4. Si le destinataire d'un mandat irrégulier ordinaire le désire et offre de payer tous les frais, les irrégularités qui s'opposent au payement de ce mandat peuvent être régularisées par la voie télégraphique, au moyen d'un avis de service taxé. Le mandat est, dans ce cas, conservé par le bureau de destination, lequel en opère la régularisation à la réception du télégramme rectificatif émanant du bureau d'origine, et joint ce télégramme au mandat régularisé.

5. Les mandats télégraphiques dont le titre confirmatif seul est parvenu, mais dont le télégramme fait défaut, ne doivent pas être payés au simple vu de la première de ces pièces. Avant tout, il y a lieu de réclamer le télégramme au moyen d'un avis de service télégraphique. Le bureau destinataire réclame également les avis d'émission qui ne lui seraient pas parvenus par premier courrier, après la date du mandat. Les avis d'émission manquants sont réclamés par des bulletins de vérification conformes ou analogues au modèle G annexé au Règlement d'exécution de la Convention principale.

6. Dans le cas où les télégrammes rectificatifs mentionnés au § 4 ci-dessus ont été motivés par une erreur imputable au service, la taxe de ces télégrammes doit être remboursée à qui de droit.

7. Les mandats (ordinaires et télégraphiques) refusés, de même que ceux dont les bénéficiaires sont inconnus, partis sans laisser d'adresse, ou partis pour des pays n'ayant pas adhéré à l'Arrangement, sont renvoyés immédiatement, par le bureau de destination, au bureau d'origine, après avoir été frappés du timbre ou revêtus de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article XXVII, § 4, du Règlement d'exécution de la Convention principale.

Les télégrammes-mandats renvoyés pour une cause quelconque ainsi que les avis d'émission y relatifs doivent être mis sous enveloppe.

VIII.

Durée de validité ; mandats non payés.

1. Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de leur émission. Ce délai est majoré de

quatre mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux, sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés.

2. Passé ce terme, ils ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'Administration qui les a émis et à la requête de l'Administration dont dépend le bureau destinataire.

3. Le visa pour date doit être inscrit sur le titre même, et donne au mandat une nouvelle durée de validité égale à celle prévue au § 1 du présent article.

4. Les mandats dont le payement n'a pas été réclamé en temps utile sont renvoyés, aussitôt après l'expiration du délai de validité ordinaire, par l'Administration qui en est dépositaire à l'Administration du pays d'origine.

IX.

Mandats non distribuables, perdus ou détruits.

1. Le remboursement des mandats non payés aux destinataires est effectué aux envoyeurs aussitôt que l'Administration du pays d'origine est rentrée en possession de ces mandats.

S'il s'agit de mandats télégraphiques, l'Administration du pays d'origine doit être en possession tant du mandat que de l'avis d'émission.

2. Les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, sur la démande de l'envoyeur ou du destinataire, par des autorisations de payement que délivre l'Administration du pays d'origine, après avoir constaté, d'accord avec l'Administration du pays de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié.

Les autorisations de payement ont une durée de validité égale à celle des mandats dont elles tiennent lieu.

Dans le cas, cependant, d'un mandat égaré ou perdu en cours de transmission, dont il serait demandé simultanément le remboursement par l'envoyeur, et le payement par le destinataire, l'autorisation serait délivrée au profit de l'envoyeur, auquel appartient la somme non payée au destinataire.

Aucune nouvelle taxe n'est exigée pour les autorisations de payement.

3. Lorsque le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit est réclamé par l'envoyeur, celui-ci doit fournir à l'appui de sa demande, son récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement.

L'Administration du pays d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'Office de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

X.

Payement des mandats télégraphiques.

Le payement des mandats télégraphiques doit avoir lieu sans attendre la réception de l'avis confirmatif.

XI.

Avis de payement.

1. Lorsque l'expéditeur d'un mandat ordinaire demande à recevoir avis du payement de ce mandat, le bureau d'origine appose sur le titre le timbre-poste représentant le droit fixe perçu de ce chef. Il annule ce timbre-poste par l'inscription très apparente des mots: „Avis de payement".

2. S'il s'agit d'un mandat télégraphique, le timbre-poste représentant la taxe due de ce chef est appliqué sur l'avis d'émission.

3. Le bureau payeur adresse le jour même du payement, au bureau d'origine, chargé d'en faire la remise au déposant, un avis conforme ou analogue au modèle C annexé au présent Règlement.

4. Lorsque, ultérieurement à l'émission d'un mandat, l'expéditeur demande à recevoir un avis de payement, le bureau d'origine reproduit sur une formule C, préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue à l'article 3, § 5, de l'Arrangement la description très exacte du mandat et transmet cette formule, sous enveloppe, au bureau de destination. Ce bureau, après avoir rempli la formule, la renvoie de la même manière.

Toutefois, l'Administration du pays d'origine des mandats a la faculté de prescrire à ses bureaux de lui communiquer, au préalable, les demandes d'avis de payement introduites plus d'un mois après l'émission du titre.

XII.

Réclamations de mandats non parvenus.

Pour les réclamations relatives à un mandat de poste ordinaire ou télégraphique non parvenu à destination, il est fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle D annexé au présent Règlement.

Les bureaux suivent pour l'instruction des réclamations et leur envoi les règles indiquées au § 4 de l'article précédent en ce qui concerne les avis de payement.

Lorsque le bureau destinataire est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre réclamé, il renvoie cette formule, complétée suivant le résultat des recherches, au

bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de payement contesté, la formule est transmise à l'Administration du pays d'origine par l'intermédiaire de l'Administration du pays destinataire.

Les formules D sont rédigées en français ou portent une traduction interlinéaire en cette langue. Elles doivent indiquer l'adresse complète du destinataire.

Elles sont transmises, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée.

Chaque Administration est libre de demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné par elle.

XIII.

Comptes mensuels.

1. Chaque Administration dresse, à la fin de chaque mois, pour chacune des autres Administrations, un compte particulier, conforme au modèle E annexé au présent Règlement, et sur lequel sont récapitulés, autant que possible par ordre chronologique et par ordre alphabétique des noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Office correspondant, pendant le mois précédent.

2. Elle inscrit également sur ce compte le montant du droit qui lui revient, en vertu du § 2 de l'article 3 de l'Arrangement, sur les mandats payés par ses bureaux.

Cette bonification s'opère sur les totaux du compte des mandats payés, abstraction faite des mandats émis en franchise de taxe.

3. Le compte particulier est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel le compte se rapporte, accompagné des mandats de poste et des mandats télégraphiques quittancés, ces derniers accompagnés autant que possible de leurs avis d'émission respectifs.

Les avis d'émission qui parviennent à l'Office de destination après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'Office d'origine annexés à l'un des comptes suivants.

4. A défaut de mandats payés un compte particulier négatif est adressé à l'Administration correspondante.

XIV.

Comptes généraux.

1. Immédiatement après la réception des comptes particuliers et sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail,

la balance est faite dans un compte général que dresse l'Administration créditrice, sauf autre arrangement entre les Offices intéressés, en se conformant pour la conversion des monnaies, s'il y a lieu, au § 2 de l'article 6 de l'Arrangement.

Les différences ultérieurement constatées sont reprises dans le premier compte particulier à intervenir. Elles sont négligées si leur montant total n'exède pas 50 centimes par compte.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte.

Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays situés hors d'Europe ou de ces pays entre eux.

Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

3. Sauf arrangement contraire, la différence formant le solde du compte est payée au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créditeur, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du payement restant à la charge de l'Office débiteur.

Ces traites peuvent être exceptionnellement tirées sur un autre pays, à la condition que les frais d'escompte soient à la charge de l'Office débiteur.

4. Le payement doit être effectué, au plus tard, quinze jour après réception du compte général indiquant les sommes reconnues exactes. Ce délai sera d'un mois pour les pays de l'Amérique du Sud.

Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs-or, a le droit de réclamer, même avant la clôture du compte, un acompte ou solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Le cas échéant, il doit être satisfait à sa demande dans le délai de huit jours.

En cas de non-payement de l'acompte dans ce délai, les prescriptions du § 3 de l'article 6 de l'Arrangement sont applicables.

XV.

Communications réciproques par l'intermédiaire du Bureau international.

1. Les Administrations des pays contractants doivent se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement, savoir:

1o. le maximum qu'elles adoptent, chacune dans sa monnaie respective, pour l'échange des mandats, en vertu de l'article 2, § 2, de l'Arrangement;

2o. le tarif et, s'il y a lieu, le taux de conversion monétaire ou le cours qu'elles appliquent en exécution de l'article 2, § 3, de l'Arrangement;
3o. la nomenclature de ceux de leurs bureaux respectifs qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats internationaux ou l'avis que tous leurs bureaux participent à ce service;
4o. un exemplaire du mandat qu'elles emploient;
5o. l'orthographe des noms de nombre, de 1 à 1000, qui peuvent être écrits en toutes lettres, dans leur langue respective, sur les mandats émis par elles;
6o. la durée des délais après lesquels leur législation respective attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le payement n'a pas été réclamé par les ayants droit;
7o. le cas échéant, l'avis de leur participation à l'échange des mandats télégraphiques;
8o. la liste des pays avec lesquels elles échangent des mandats de poste sur la base de l'Arrangement;
9o. la nomenclature des pays ne participant pas à l'Arrangement et pour lesquels elles peuvent servir d'intermédiaires pour l'échange des mandats de poste.
2. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.
Toutefois les modifications concernant les taux de conversion sont, en outre, notifiés immédiatement à l'Administration correspondante.

XVI.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.
2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.
3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:
1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles II, X et XVII du présent Règlement;
2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, III, IV, V, VI, IX et XI;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations participantes.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XVII.

Durée du Règlement.

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C GIANNINI
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou :

D. C. URREA.

O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Pologne :

W. DOBROWOLSKI.

MACIEJEWSKI.

DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :

JUVENAL ELVAS FLORIA DOSANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :

D. G. MARINESCO.

EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre :

DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.

S. P. TOUTOUNDJITCH.

DR. FRANYA PAVLITCH.

COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.

THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.

F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

o v . v

DR. OTOKAR RUZICKA.

v

VÁCLAV KUCERA.

Pour la Tunisie :

GÉRARD JAPY.

A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela :

PEDRO EMILIO COLL.

S. BARCELÓ.

A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES RECOUVREMENTS CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE CHILI, LA CHINE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ÉTHIOPIE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE, DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LA TURQUIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus dénommés, vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

Article 1.

Dispositions préliminaires.

L'échange des valeurs à recouvrer par la poste entre ceux des pays contractants dont les Administrations postales conviennent de ce charger réciproquement de ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

Papiers admis à l'encaissement ; maximum du montant ; protêts.

1. Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêts et de dividendes, titres amortis, et généralement toutes les valeurs commerciales ou autres, payables sans frais, et dont le montant total par envoi n'excède pas le maximum des mandats de poste émis par le pays de destination.

Les Administrations des postes de deux pays correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un maximum plus élevé. Toutefois, les Administrations qui ne pourraient se charger de l'encaissement des coupons d'intérêts ou de dividendes et de

titres amortis le notifieront aux autres Administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international.

2. Les Administrations des postes des pays contractants peuvent également se charger de faire protester les effets de commerce, de faire exercer des poursuites juridiques au sujets de créances et de prendre, d'un commun accord, les dispositions nécessaires au sujet de ce service.

Article 3.

Montant à recouvrer.

Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant des valeurs à recouvrer par la poste est exprimé en monnaie du pays chargé du recouvrement.

Article 4.

Expédition ; nombre des annexes.

1. L'envoi des valeurs à recouvrer est fait sous forme de pli recommandé adressé directement par le déposant au bureau de poste qui doit encaisser les fonds.

2. Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par un même bureau de poste sur des débiteurs différents, au profit d'une même personne.

Cependant le même envoi ne peut contenir ni des valeurs recouvrables sur plus de cinq débiteurs différents, ni des valeurs à différents jours d'échéance.

Article 5.

Taxe ; récépissé.

1. La taxe d'un envoi fait en conformité de l'article 4 précédent ne doit pas dépasser celle d'une lettre recommandée du poids de cet envoi. Cette taxe appartient en entier à l'Administration des postes du pays d'origine.

2. Un récépissé de l'envoi est remis gratuitement à l'intéressé au moment du dépôt.

Article 6.

Inadmissibilité de payements partiels.

Il n'est pas admis de payement partiel. Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est tenue comme refusée.

Article 7.

Droits d'encaissement et de présentation.

1. L'Administration chargée du recouvrement, prélève sur le montant de chaque valeur recouvrée un droit d'encaissement de 30 centimes.

2. Toute valeur qui demeure impayée après avoir été présentée à l'encaissement est passible d'une taxe de présentation de 20 centimes.

Les valeurs qui ne peuvent être mises en recouvrement par suite d'une irrégularité quelconque ou par suite d'un vice d'adresse et qui, pour l'un de ces motifs, doivent être renvoyées à l'expéditeur, ne sont pas soumises à cette taxe.

3. Le droit d'encaissement et la taxe de présentation prévus aux alinéas précédents ne donnent lieu à aucun décompte entre les Administrations intéressées.

Article 8.

Transmission du montant recouvré ; renvoi des valeurs non recouvrées.

1. La somme recouvrée, après déduction:

a. du droit d'encaissement, et, éventuellement, de la taxe de présentation prévus à l'article 7, §§ 1 et 2,

b. de la taxe ordinaire des mandats de poste et,

c. s'il y a lieu, des droits fiscaux appliqués aux valeurs et de la différence de cours,

est convertie, par le bureau qui a fait le recouvrement, en un mandat de poste au profit du déposant. Ce mandat lui est envoyé sans frais.

Les Administrations des postes des pays contractants peuvent se charger de verser en compte courant postal le montant des sommes recouvrées revenant à l'expéditeur.

2. Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées sont renvoyées en franchise de port au bureau de dépôt. La taxe prévue à l'article 7, § 2, est déduite du montant des valeurs recouvrées inscrites sur le même bordereau que les valeurs impayées. Lorsque la déduction de l'ensemble des taxes dues ne peut pas être intégralement opérée, ces taxes sont perçues sur l'expéditeur de l'envoi.

L'Administration chargée du recouvrement n'est tenue à aucune mesure conservatoire ou constatation de nature quelconque de non-payement.

Article 9.

Application des dispositions de l'Arrangement concernant les mandats.

1. Les dispositions de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste sont applicables, en tout ce qui n'est pas

contraire au présent Arrangement, aux mandats de poste délivrés en vertu de l'article 8 précédant, pour la liquidation des valeurs recouvrées par la poste.

Toutefois, les mandats de recouvrement qui n'ont pas été payés aux bénéficiaires pour un motif quelconque, ne sont pas remboursés à l'Office d'émission et le montant en revient définitivement à l'Administration du pays expéditeur des valeurs à recouvrer, après l'expiration du délai légal de prescription.

2. Ces mandats sont admis jusqu'au maximum fixé en vertu du premier paragraphe de l'article 2.

Article 10.

Retrait des recouvrements; rectification du bordereau.

Le déposant d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer peut, aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances ordinaires et recommandées par l'article 11 de la Convention principale :

1o. retirer l'envoi entier ou une ou plusieurs des valeurs y contenues, et

2o. faire rectifier, en cas d'erreur, les indications inscrites au bordereau accompagnant l'envoi,

aussi longtemps que la ou les valeurs en cause n'ont été ni payées par le ou les débiteurs, ni renvoyées ou réexpédiées par le bureau chargé du recouvrement.

Article 11.

Responsabilité.

1. La perte d'un pli recommandé contenant des valeurs à recouvrer engage la responsabilité du service postal envers l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'article 10 de la Convention principale pour les envois recommandés.

Il en est de même s'il s'agit de la perte du pli recommandé contenant les valeurs non encaissées retournées à l'expéditeur.

2. En cas de perte des valeurs au bureau chargé de l'encaissement avant leur présentation aux débiteurs, l'Administration responsable n'est tenue de rembourser aux déposants que le montant effectif du dommage causé. Le remboursement pour les valeurs perdues ne peut pas excéder le montant de l'indemnité prévue au paragraphe 1 ci–dessus.

3. Les sommes recouvrées régulièrement, déduction faite des taxes prévues à l'article 8, qu'elles aient ou non été converties en mandats de poste sont garanties à l'expéditeur des valeurs dans les conditions déterminées par l'article 7 de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste ou, le cas échéant, par l'article 7 de l'Arrangement concernant le service des virements postaux.

4. Si une valeur à recouvrer a été livrée au débiteur sans encaissement du montant du recouvrement l'expéditeur a droit à une indemnité qui ne pourra dépasser dans aucun cas le montant du recouvrement. Il en est de même, si la somme encaissée du débiteur est inférieure au montant de la valeur, à condition toutefois que le non-encaissement du montant total ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de l'expéditeur. Par le fait du payement l'Administration est subrogée dans tous les droits de l'expéditeur.

5. Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef de retards:

1o. dans la transmission ou présentation des valeurs à recouvrer,

2o. dans la transmission des mandats représentatifs des sommes encaissées ni dans l'inscription de ces sommes au crédit de comptes courants postaux,

3o. dans l'établissement du protêt ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application des dispositions de l'article 2, § 2.

6. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour du dépôt à la poste de l'envoi de recouvrement; passé ce délai, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

Article 12.

Unions restreintes.

Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue d'améliorer le service des recouvrements internationaux.

Article 13.

Législation intérieure.

En outre, le présent Arrangement ne porte pas atteinte à la législation intérieure des pays contractants, dans tout ce qui n'est pas prévu par cet Arrangement.

Article 14.

Application des dispositions du service intérieur.

1. Il est entendu qu'à défaut de dispositions formelles du présent Arrangement, chaque Administration a la faculté d'appliquer les dispositions régissant la matière dans son service intérieur.

2. Il est toutefois formellement interdit de percevoir, soit dans le pays d'origine, soit dans le pays de destination, une taxe ou rétribution quelconque autre que celles qui sont prévues par le présent Arrangement.

Article 15.

Suspension extraordinaire du service.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des recouvrements, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par voie télégraphique, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 16.

Bureaux participant au service ; Règlement d'exécution.

1. Les Administrations des postes des pays contractants admettent au service des recouvrements tous les bureaux chargés du service des mandats de poste internationaux.

2. Elles règlent, d'un commun accord, le mode du dépôt et de l'envoi des valeurs à recouvrer, ainsi que toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 17.

Adhésions à l'Arrangement.

Les Etats de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 18.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues par la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des recouvrements. Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins deux Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne

reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par le § 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 19 du présent Arrangement;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de l'article 16;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme prévue par la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 19.

Durée de l'Arrangement ; ratification.

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1922.

2. Il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse. Pendant cette dernière année, l'Arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Gouvernements ou Administrations des parties contractantes.

4. Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus dénommés ont signé le présent Arrangement à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:

D. G. MARINESCO.

EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:

DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAG. DIMITRIYEVITCH.

S. P. TOUTOUNDJITCH.

DR. FRANYA PAVLITCH.

COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.

THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

MENGOTTI.

F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:

DR. OTOKAR RŮŽIČKA.

VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:

GÉRARD JAPY.

A. BARBARAT.

Pour la Turquie:

MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant le service des recouvrements les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

La stipulation de l'article II du Protocole final de la Convention principale concernant la faculté pour chaque pays de fixer les équivalents des taxes dans sa monnaie intérieure, d'accord avec l'Administration des postes suisses, s'applique aussi aux taxes prévues à l'article 7 du présent Arrangement. Les équivalents doivent correspondre exactement à ceux fixés par le Règlement d'exécution de la Convention principale.

II.

En ce qui concerne les taxes et droits prévus par l'Arrangement, chaque pays est autorisé à les mettre en vigueur avant le 1er janvier 1922 à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois d'avance et, au besoin, par télégramme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Ethiopie :
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France :
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande :
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Luxembourg :
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole) :
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour les Pays-Bas :
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique :
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour la Pologne :
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLANCHIER.

Pour le Portugal :
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre :
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède :
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :
MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES RECOUVREMENTS CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE CHILI, LA CHINE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, L'ÉTHIOPIE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LA TURQUIE.

Les soussignés,

Vu les articles 21 de la Convention principale et 16, § 2, de l'Arrangement concernant le service des recouvrements,

Ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Conditions d'admission.

1. Toute valeur mise en recouvrement doit:

a. porter l'énonciation de la somme à recouvrer en toutes lettres (caractères latins) et en monnaie du pays de destination, sauf arrangement contraire entre les intéressés, celle du nom et de l'adresse du débiteur, ainsi que la signature pour acquit du déposant, s'il y a lieu ; pour les quittances simples, cette signature peut, si la législation du pays d'origine ne s'y oppose pas, être donnée au moyen d'une griffe ou être remplacée par l'indication imprimée du nom du créancier ;

b. avoir été soumise au droit de timbre dans le pays d'origine, si elle est sujette à ce droit;

c. être inscrite sur un bordereau conforme au modèle A annexé au présent Règlement ;

d. être adressée avec le bordereau de recouvrement au bureau de poste de destination, sous une enveloppe conforme ou analogue au modèle B annexé au présent Règlement et revêtue

de timbres-poste représentant la taxe fixée par l'article 5 de l'Arrangement.

2. Les annexes d'une valeur à recouvrer doivent y être attachées.

3. Les coupons d'intérêts ou de dividendes se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur. En dérogation à la prescription contenue sous la lettre *a* du § 1 ci-dessus, pour ce genre de valeurs, le montant à recouvrer peut être indiqué en chiffres.

II.

Annotations et communications interdites.

Il est interdit de consigner, sur le bordereau de recouvrement, d'autres annotations que celles que comporte la contexture de cette formule, ou de joindre aux valeurs à recouvrer des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur. Le cas échéant, il n'est pas tenu compte des annotations illicites consignées sur le bordereau de recouvrement; quant aux lettres ou notes séparées, elles sont traitées comme des correspondances non affranchies en provenance du pays d'origine du recouvrement et remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible; en cas de refus, elles font retour au pays d'origine comme des rebuts.

Les mêmes dispositions sont applicables aux valeurs portant des notes ne concernant pas l'objet du titre.

Ne tombent pas sous le coup de cette interdiction les pièces justificatives (connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc.) qui ne doivent être remises au débiteur qu'en cas de payement de la valeur qu'elles accompagnent.

III.

Dépôt des valeurs; affranchissement.

1. L'enveloppe contenant les valeurs à recouvrer, avec le bordereau de recouvrement, est fermée par l'expéditeur et déposée au guichet; elle doit porter le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur et être soumise à la formalité de la recommandation.

2. Si l'enveloppe a été trouvée à la boite, dûment affranchie, elle est traitée comme si elle avait été déposée au guichet. En cas de non-affranchissement ou d'affranchissement insuffisant, il n'est pas donné cours à l'envoi.

IV.

Vérification par le bureau de destination ; annexes manquantes.

1. Le bureau de destination fait l'ouverture du pli recommandé et vérifie le nombre des pièces jointes au bordereau de recouvrement, ainsi que leur montant. Le résultat de la vérification est constaté sur le bordereau de recouvrement.
2. Lorsque le nombre des pièces annoncé par le bordereau n'est pas trouvé dans l'enveloppe, le bureau de destination informe immédiatement du fait le bureau expéditeur, chargé d'en aviser le déposant ; il procède néanmoins au recouvrement des valeurs régulières, après avoir constaté le manquant en regard de l'inscription.

V.

Valeurs trouvées à la boîte.

Les valeurs insérées dans une enveloppe trouvée à la boîte (article III, § 2, ci-dessus) sont mises en recouvrement, alors même que le nom et l'adresse de l'envoyeur ne seraient pas indiqués, soit sur l'enveloppe, soit sur le bordereau de recouvrement, soit sur les valeurs elles-mêmes. Mais, dans ce cas, le bureau de destination, une fois le recouvrement opéré, s'il n'a pas pu recueillir, auprès du débiteur, les renseignements qui lui font défaut, prévient du fait l'Administration à laquelle il appartient. Celle-ci demande à l'Administration du pays d'origine le nom et l'adresse de l'envoyeur. Si cette dernière Administration n'est pas à même de fournir les renseignements demandés, elle en prévient l'Administration qui a fait opérer le recouvrement de la valeur. Celle-ci transmet alors le montant recouvré à l'Administration du bureau d'origine de l'envoi.

VI.

Présentation aux débiteurs.

Les valeurs sont présentées aux débiteurs le plus tôt possible et, s'il y a lieu, le jour de l'échéance.

VII.

Délai de payement ; renvoi ; remise à un tiers.

1. Les titres non payés à première présentation sont rapportés au bureau de poste chargé du recouvrement et laissés pendant un délai de sept jours à la disposition des débiteurs, qui peuvent

encore venir se libérer. Ils sont prévenus de ce fait par le facteur ou par le bureau destinataire.

Le délai de sept jours compte à partir du jour qui suit celui de la première présentation.

2. Lorsque le déposant a demandé par une annotation sur le bordereau qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou remis à des personnes nominativement désignées à cet effet, il doit être fait droit à sa demande.

VIII.

Transmission des sommes recouvrées.

1. Les sommes recouvrées, déduction faite des rétributions prévues à l'article 7, §§ 1 et 2, de l'Arrangement, des droits fiscaux, s'il y a lieu, et de la taxe ordinaire des mandats de poste, sont converties en un mandat de poste établi en conformité du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste et portant en tête le mot „Recouvrement". La taxe du mandat précité est calculée sur le total de la somme encaissée, après défalcation des susdites rétributions et, le cas échéant, des droits fiscaux perçus.

Dans le cas où les sommes recouvrées ont été inscrites au crédit d'un compte courant postal, par application des dispositions de l'article 8, § 1, de l'Arrangement, l'avis de crédit destiné au titulaire du compte doit également porter le mot „Recouvrement".

2. Les mandats qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'Office qui les détient et portés en compte à l'Office qui les a émis.

3. Les mandats qui ont été délivrés aux bénéficiaires et qui n'ont pas été encaissés sont remplacés par des autorisations de payement. Celles-ci sont dressées par l'Office qui a émis les mandats, dès qu'il a pu constater que les titres originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Elles sont quittancées par l'Office de destination et inscrites par lui au plus prochain compte qui en suit l'envoi.

IX.

Réexpédition; valeurs mal dirigées.

1. La réexpédition, dans l'intérieur du pays de destination, des valeurs à recouvrer, par suite de changement de résidence des destinataires est effectuée sans frais.

Il en est de même des titres qu'un bureau reçoit à l'adresse de personnes habitant un endroit de la localité desservi par un autre bureau.

2. Si la réexpédition comprend toutes les valeurs à recouvrer formant un même envoi, le bureau en mesure de les encaisser procède comme si les valeurs lui avaient été primitivement adressées. Il est fait mention de la réexpédition sur le bordereau spécial (voir article XII) de la manière suivante:
„Réexpédié par le bureau N. N."
3. Par contre, s'il s'agit d'un envoi contenant plusieurs valeurs recouvrables sur des débiteurs différents, dont une ou plusieurs pièces seulement sont réexpédiées dans les conditions indiquées au § 1 précédent, le bureau en cause doit envoyer sans frais la somme encaissée ou, à défaut, les valeurs impayées, au bureau auquel le bordereau (article I) a été adressé; ce dernier bureau reste seul chargé de la liquidation des comptes avec l'expéditeur.
4. En dehors des cas prévus ci-dessus, le bureau qui reçoit des valeurs recouvrables par un autre bureau les renvoie comme irrécouvrables. Toutefois, lorsque les valeurs composant un même envoi sont toutes recouvrables dans le pays de la destination primitive par un bureau autre que celui qui les a reçues, il est procédé conformément aux dispositions du § 2 du présent article.

X.

Retrait; rectification du bordereau.

Les dispositions de l'article XXX du Règlement d'exécution de la Convention principale sont applicables en cas de demande, soit de retrait, entièrement ou en partie; d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer, soit de rectification des indications erronées du bordereau accompagnant un envoi de l'espèce. Toutefois, chaque demande doit être accompagnée d'un duplicata dudit bordereau.

XI.

Valeurs irrécouvrables.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées au déposant dans la forme prévue par l'article XII ci-après.
Il est fait mention de la cause du non-recouvrement, sans autre constatation, soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur la deuxième partie du bordereau modèle A mentionné à l'article XII. Les bureaux se conforment, à cet égard, aux dispositions du § 4 de l'article XXVII du Règlement d'exécution de la Convention principale.

XII.

Renvoi des valeurs impayées; transmission des mandats de recouvrement; bordereaux de liquidation et duplicata.

1. Les valeurs impayées, ainsi que les mandats émis pour les valeurs encaissées, sont renvoyées au bureau de dépôt, accompagnées de la deuxième partie du bordereau modèle A, sur laquelle est établi le règlement de compte. Lorsque le montant du recouvrement doit être porté au crédit d'un compte courant postal, le bureau qui a effectué l'encaissement inscrit sur le bordereau, au-dessous du règlement de compte, la mention: „Porté au crédit du compte de chèques postaux No.... tenu par le bureau de chèques de.....". Les pièces visées ci-dessus sont placées sous une enveloppe conforme ou analogue au modèle C annexé au présent Règlement, et recommandées d'office. Dans le cas où l'envoi ne contient pas de valeur impayée, la recommandation d'office n'est pas nécessaire, et il y a lieu de biffer sur l'enveloppe (modèle C) les mots superflus. Dans les relations qui comportent, pour le service des mandats, l'intervention de bureaux d'échange, les envois prévus au présent paragraphe se font également par l'intermédiaire de ces bureaux.

2. La seconde partie du bordereau modèle A doit contenir:
a. l'empreinte du timbre à date du bureau chargé du recouvrement;
b. le nom et l'adresse du déposant et la date du dépôt;
c. le montant du mandat;
d. le montant détaillé des frais;
e. le montant des valeurs recouvrées ou non recouvrées et le nom du débiteur;
f. lorsque le montant du recouvrement a été porté au crédit d'un compte courant postal, l'indication prévue au § 1 ci-dessus.
Le bureau complète, le cas échéant, les indications que le déposant aurait omises.

3. Le total du mandat et des frais doit égaler le montant des valeurs recouvrées.

3*bis*. Lorsque des taxes sont à percevoir sur l'expéditeur (art. 8, § 2, de l'Arrangement) l'enveloppe modèle C est frappée de l'empreinte du timbre T et le montant total des taxes est indiqué en chiffres apparents sur le recto de l'enveloppe.

4. La réunion des sommes recouvrées et non recouvrées doit former le montant exact des valeurs originairement déposées.

5. Les indications inutiles du bordereau sont barrées.

6. Les bordereaux de liquidation manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

7. En cas de réclamation concernant des valeurs à recouvrer, un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit

être fourni par l'expéditeur, pour être transmis avec la réclamation au bureau de destination.

XIII.

Communications réciproques par l'intermédiaire du Bureau international.

1. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois, au moins, avant la mise à exécution de l'Arrangement, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des recouvrements, notamment en ce qui concerne l'encaissement des coupons d'intérêts ou de dividendes et des titres amortis.

2. Toute modification ultérieure devra être notifiée sans retard de la même manière.

XIV.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays contractant a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir :

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles I, II, III, VI, VIII, IX, X, XI et XV du présent Règlement;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles V, VII et XII;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées par une notification du Bureau international à toutes les Administrations participantes.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XV.

Durée du Règlement.

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les parties intéressées.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C GIANNINI
S. ORTISI.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RUŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE ET L'URUGUAY.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés,

Vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

Article 1.

Dispositions préliminaires.

Le service postal des abonnements aux journaux et publications périodiques entre ceux des pays contractants dont les Administrations postales s'entendent pour établir réciproquement ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

Réception des souscriptions.

Les bureaux de poste de chaque pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux et ouvrages périodiques publiés dans les divers pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.

Ce service s'étend également à des publications de tous autres pays, que certaines Administrations seraient en mesure de fournir.

Le présent Arrangement ne restreint en aucune manière l'application des dispositions de l'article 18, § 4 de la Convention principale.

Article 3.

Tarifs et périodes d'abonnement.

1. Le prix de l'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.
2. Les changements de tarifs doivent être notifiés à l'Administration centrale du pays destinataire ou à un bureau spécialement désigné à cet effet, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ils sont applicables aux abonnements qui sont souscrits pour cette période, mais n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours au moment de la notification des nouveaux tarifs.
3. Les abonnements ne peuvent être demandés que pour les périodes fixées aux listes officielles.

Article 4.

Responsabilité.

Les Administrations des postes, en se chargeant des abonnements à titre d'intermédiaires, n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs.

Elles ne sont tenues à aucun remboursement en cas de cessation ou d'interruption d'une publication en cours d'abonnement.

Article 5.

Bureaux d'échange.

Le service international des abonnements s'effectue par l'entremise de bureaux d'échange à désigner respectivement par chaque Administration.

Article 6.

Prix de livraison.

1. Chaque Administration fixe les prix auxquels elle fournit aux autres Administrations ses publications nationales et, s'il y a lieu, les publications de toute autre origine.

Toutefois, ces prix ne peuvent, dans aucun cas, être supérieurs à ceux qui sont imposés aux abonnés à l'intérieur, sauf addition, pour ce qui concerne les relations entre des pays non limitrophes, des droits de transit dus aux Offices intermédiaires (article 4 de la Convention principale).

2. Les droits de transit sont établis d'avance à forfait, en prenant pour base le degré de périodicité combiné avec le poids moyen des journaux.
3. Les prix courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans la publication mais qui ne font pas partie intégrante de celle-ci sont soumis à la taxe des imprimés; cette taxe doit être représentée au moyen de timbres-poste ou d'empreintes de machines à affranchir soit sur la bande ou l'enveloppe, soit sur l'imprimé lui-même.

Article 7.

Prix d'abonnement.

1. L'Administration des postes du pays destinataire fixe le prix à payer par le demandeur, en ajoutant au prix de livraison établi en vertu de l'article 6 précédent, telle taxe, droit de commission ou de factage qu'elle juge utile d'adopter, mais sans que ces redevances puissent dépasser celles qui sont perçues pour ses abonnements à l'intérieur. Elle y ajoute, le cas échéant, le droit de timbre fixé par la législation de son pays.
2. Le prix de livraison est converti, s'il y a lieu, par l'Office du pays de destination en sa monnaie. Si les Administrations ont adhéré à l'Arrangement concernant les mandats, la conversion se fait d'après le taux applicable aux mandats de poste, à moins qu'elles ne conviennent d'un taux moyen de conversion.

Article 8.

Exonération de mise en compte des taxes et droits.

Les taxes ou droits établis en vertu des articles 6 et 7 précédents ne donnent lieu à aucun décompte spécial entre les Offices correspondants.

Article 9.

Irrégularités.

Les Administrations postales sont tenues de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques dans le service des abonnements.

Article 10.

Comptes trimestriels.

1. Les comptes des abonnements fournis et demandés sont dressés trimestriellement. Après avoir été débattus et arrêtés

contradictoirement, ces comptes sont soldés en monnaie légale du pays créancier.

2. A cet effet et sauf entente contraire entre les Offices intéressés, la différence est liquidée, le plus tôt possible, par mandat de poste.

La créance la plus faible est, sauf autre arrangement, convertie en la monnaie de la créance la plus forte, conformément à l'article 6 de l'Arrangement concernant les mandats.

3. Les mandats de poste émis à cette fin ne sont soumis à aucun droit et ils peuvent excéder le maximum déterminé par cet Arrangement.

4. Les soldes en retard portent intérêt à 7 % l'an, au profit de l'Administration créditrice.

Article 11.

Unions restreintes.

Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir ou de conclure des Arrangements spéciaux en vue d'améliorer, de faciliter ou de simplifier le service des abonnements internationaux.

Article 12.

Adhésions à l'Arrangement.

Les pays de l'Union qui n'on pas pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 26 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 13.

Forme et délais des comptes ; Règlement d'exécution.

Les Administrations des postes des pays contractants arrêtent la forme des comptes désignés à l'article 10 précédent, fixent les époques auxquelles ils doivent être dressés et règlent toutes les autres mesures d'ordre et de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 14.

Application des dispositions du service intérieur.

Il est entendu qu'à défaut de dispositions formelles du présent Arrangement, chaque Administration a la faculté d'appliquer les dispositions régissant la matière dans son service intérieur.

Article 15.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues par la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des abonnements aux journaux.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins deux Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par le § 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 16 et 17 du présent Arrangement;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 13;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu par l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative selon la forme indiquée à l'article 28 de la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 16.

Durée de l'Arrangement.

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1922.

2. Il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit réservé, à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Le cas échéant, les abonnements courants devront être servis dans les conditions prévues par le présent Arrangement, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

Article 17.

Abrogation des dispositions antérieures ; ratification.

1. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions sur la matière convenues antérieurement entre les Gouvernements ou Administrations des parties contractantes.

2. Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratifications seront échangés à Madrid. Toutefois, chaque pays est autorisé à le mettre en vigueur avant le 1er janvier 1922 à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois d'avance et, au besoin, par télégramme.

3. En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la République de Colombie:
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :

E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Luxembourg:

G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):

GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):

M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour la Norvège:

SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour les Pays-Bas:

A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour la Pologne:

W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:

D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:

DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:

DR. OTOKAR RUZICKA.
VÁCLAV KUCERA.

Pour la Tunisie:

GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LE DANEMARK, L'ÉGYPTE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE ET L'URUGUAY.

Les soussignés, vu l'article 21 de la Convention principale et l'article 13 de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement:

I.

Bureaux d'échange.

Chaque Administration fait connaître aux autres Administrations intéressées les bureaux d'échange qu'elle a désignés pour les relations avec chacune d'elles.

II.

Relations entre les bureaux d'échange.

Les bureaux d'échange correspondent directement entre eux pour tout ce qui concerne le service des abonnements.

III.

Listes des journaux.

1. Les Administrations des postes en relation se communiquent réciproquement la liste (modèle A ci-annexé) des publications dont l'abonnement peut être servi par leur intermédiaire,

avec indication des conditions de souscription, du poids moyen en grammes de chaque publication et des prix de livraison, droit de transit compris. Les prix de livraison sont exprimés en monnaie légale du pays qui fournit les publications.

2. Les modifications à apporter, par la suite, à cette liste, sont notifiées immédiatement d'Office à Office, par l'entremise des bureaux d'échange à mesure que ces changements se produisent.

IV.

Tarif général.

Chaque Administration dresse, au moyen des listes fournies en exécution de l'article III précédent, un tarif général indiquant, par pays, les journaux, les conditions de l'abonnement et les prix à payer par l'abonné. Ces prix, établis conformément à l'article 7 de l'Arrangement, sont énoncés dans la monnaie légale du pays qui publie le tarif.

V.

Abonnements aux journaux ne figurant pas à la liste.

Dans le cas où il serait demandé un abonnement à une publication qui ne figurerait pas à la liste, il devrait en être référé à l'Office en cause par l'intermédiaire du bureau d'échange, à l'effet d'obtenir les renseignements nécessaires. Il pourra néanmoins être donné suite immédiatement à la demande d'abonnement, sous réserve du règlement de compte ultérieur avec l'intéressé, lequel sera tenu de déposer des arrhes, au besoin.

VI.

Périodes d'abonnement.

1. Les abonnements prennent cours:
pour un an, au 1er janvier;
pour six mois, au 1er janvier et au 1er juillet;
pour trois mois, au 1er janvier, au 1er avril, au 1er juillet et au 1er octobre.

Des exceptions à cette règle sont admises à l'égard des publications intermittentes ou temporaires; on s'y abonne pour la durée qu'elles comportent sans être tenu par les dates ci-dessus.

2. Les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour admettre des abonnements de quinze jours, d'un mois, d'un mois et demi, de deux mois et de deux mois et demi.

VII.

Liste des demandes d'abonnement.

1. Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échange récapitulent, sur une liste conforme au modèle B annexé au présent

Règlement, les demandes d'abonnement qui leur sont parvenues de l'intérieur.

Cette liste doit parvenir au bureau d'échange correspondant en temps utile, pour que celui-ci soit mis à même de faire servir les abonnements à la date pour laquelle ils ont été demandés.

2. Les demandes qui parviennent après l'envoi de la liste générale font l'objet de listes spéciales.

Il en est de même pour les demandes qui sont faites en dehors des périodes ordinaires de renouvellement.

Ces listes sont revêtues de numéros d'orde non interrompus pendant une année.

Chaque liste est terminée par une récapitulation des demandes antérieures, de manière à présenter par journal, le total général des abonnements à fournir à la demande d'un même bureau d'échange.

Les abonnés qui n'ont pas fait leur demande en temps utile n'ont aucun droit aux numéros parus depuis le commencement de l'abonnement.

Toutefois, à la demande de l'abonné, les Administrations intéressées prêtent leurs bons services pour fournir ces numéros en tant que ceux-ci peuvent être obtenus des éditeurs.

VIII.

Conditionnement et distribution des journaux.

1. Les journaux sont expédiés en paquets adressés, soit directement aux bureaux de destination, soit en bloc à des bureaux intermédiaires, selon que les Administrations en conviendront.

2. Les paquets doivent porter l'indication „Abonnements-poste" ou une mention équivalente.

3. La distribution est effectuée sur liste aux abonnés.

4. Par exception, les journaux devront être placés sous des bandes à l'adresse des abonnés, quand les bureaux d'échange du pays destinataire le demanderont. Le cas échéant, les bureaux d'échange du pays destinataire communiqueront les noms et adresses des abonnés aux bureaux d'échange du pays d'origine. Les bandes porteront la mention : „Abonnements-poste".

IX.

Irrégularités.

1. Les retards, interruptions, fausses directions ou irrégularités quelconques qui se produisent dans le service de l'abonnement sont signalés immédiatement, soit au bureau intermédiaire, ou, s'il y a lieu, au bureau d'origine, soit aux Administrations centrales qui l'auront demandé.

2. Il doit être donné suite sans retard aux réclamations.

X.

Réexpédition.

1. Les abonnés, en cas de changement de résidence, peuvent obtenir la mutation du journal pour l'intérieur du pays. Il peut être perçu de ce chef un droit spécial.

Si l'abonné transfère sa résidence d'un pays signataire de l'Arrangement dans un autre pays contractant il peut obtenir la mutation du journal pour le nouveau lieu de destination par l'intermédiaire des bureaux de poste d'échange. Il est loisible au pays du nouveau lieu de destination de percevoir de ce chef un droit spécial qui ne peut pas dépasser un franc.

2. Si l'abonné transfère sa résidence dans un pays non contractant, les numéros sont expédiés à l'adresse personnelle du destinataire dûment affranchis, soit par l'éditeur, après intervention des bureaux d'échange, soit par le bureau de première destination, moyennant payement préalable de l'affranchissement par l'abonné.

XI.

Publication interrompue ou supprimée d'un journal.

1. En cas d'interruption ou de cessation, de la part de l'éditeur, dans la publication d'un journal, les Administrations prêtent leurs bons offices à l'effet d'obtenir, autant que possible, le remboursement, aux abonnés, du prix du journal pour la période pendant laquelle l'abonnement n'a pas été servi.

2. Les offices se font connaître réciproquement les journaux frappés d'interdiction.

XII.

Comptes trimestriels.

1. Sauf arrangement contraire, dès que les commandes trimestrielles peuvent être considérées comme closes, et au plus tard le 20 du second mois du trimestre, chaque bureau d'échange dresse pour le bureau correspondant un compte particulier (modèle C) accompagné des bulletins (modèle B) comme pièces justificatives et sur lequel il inscrit, par ordre alphabétique et par période d'abonnement, en commençant par la durée la moins longue, les journaux fournis au bureau correspondant jusqu'à la date dudit compte, depuis la formation du compte précédent. En cas de besoin, un compte supplémentaire peut être établi dans le courant du troisième mois du trimestre.

Les abonnements demandés après la formation du compte particulier et, le cas échéant, du compte supplémentaire, sont portés au compte du trimestre suivant.

Les sommes dues pour la fourniture, aux abonnés, de numéros isolés de journaux ou pour l'envoi de journaux en cas de changement de résidence des abonnés, sont, à moins d'entente contraire, comprises, pour la liquidation dans les comptes trimestriels.

2. Sauf arrangement contraire, les comptes dressés de part et d'autre sont débattus et liquidés avant l'expiration du trimestre auquel ces comptes se rapportent. Ce délai est prolongé de 4 mois pour les pays hors d'Europe.

3. Les différences sont réglées dans le compte trimestriel suivant.

4. Au besoin, il peut être réclamé des acomptes mensuels.

XIII.

Communications réciproques par l'intermédiaire du Bureau international.

1. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des abonnements.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard de la même manière.

XIV.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays contractant a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

3. Pour deviner exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles I, II, III, IV, VII et XV du présent Règlement;

2o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles VI, VIII, IX, XI et XII;

3o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées par une notification

du Bureau international à toutes les Administrations participantes.
5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XV.

Durée du Règlement.
1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les parties intéressées.
Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA
GUS. COUSIÑO.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay:
ADOLFO AGORIO.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES VIREMENTS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE DANEMARK, L'ÉTHIOPIE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA TUNISIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés,

Vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

PREMIÈRE PARTIE.

RELATIONS ENTRE LES TITULAIRES DE COMPTES ET LES ADMINISTRATIONS.

Article 1.

Obligation des Administrations d'effectuer les virements.

1. Tout titulaire d'un compte courant postal dans l'un des pays participant au présent Arrangement peut ordonner des virements de son compte à un compte courant postal tenu dans un autre de ces pays.
2. Chaque Administration a la faculté de limiter le montant maximum des virements qu'un titulaire peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.
3. Chaque Administration peut appliquer les conditions imposées par le droit public de son pays, notamment en ce qui concerne l'exportation de capitaux.
4. Toute Administration de l'un des pays contractants est autorisée à suspendre, d'une manière générale ou partielle, le service des virements lorsque des circonstances exceptionnelles justifient cette mesure.

Article 2.

Taux de conversion.

Chaque Administration fixe elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays destinataire pour les virements ordonnés par les titulaires.

Article 3.

Taxes.

1. La taxe d'un virement ne doit pas excéder 1 0/00 de la somme virée. Chaque Administration a la faculté d'arrondir, le cas échéant, les fractions selon les convenances de son système monétaire. Elle peut aussi fixer un minimum de taxe qui ne doit pas dépasser 20 centimes-or ou l'équivalent correspondant aussi exactement que possible au pair de la monnaie des pays contractants.

2. L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne doit pas être soumise à une taxe supérieure à celle qui serait éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 4.

Avis de virements.

1. Le titulaire de compte doit joindre un avis à tout ordre de virement. Il peut utiliser le verso de cet avis pour une communication particulière destinée au bénéficiaire.

2. Chaque Administration a la faculté de percevoir sur le titulaire du compte débité une taxe pour les communications particulières qui figurent au verso des avis de virement, à condition, toutefois, que cette taxe existe dans son service intérieur.

La taxe reste acquise à l'Administration qui l'a perçue.

3. Les avis de virement sont toujours remis francs de port aux bénéficiaires.

Article 5.

Annulation des ordres de virements.

1. Les ordres de virements peuvent être annulés par le titulaire du compte débité tant que l'inscription au crédit du compte bénéficiaire n'a pas été effectuée.

2. La demande d'annulation doit être adressée par le titulaire du compte à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement.

3. Les conditions d'admission de cette demande sont fixées par

chaque Administration, suivant les dispositions qui régissent la matière dans son service intérieur.

Article 6.

Listes des titulaires de comptes.

Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Administration qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Administrations, aux prix déterminés par celles-ci dans leur service intérieur.

Article 7.

Responsabilité.

1. Les Administrations sont responsables des erreurs commises par leur service dans les inscriptions des virements au crédit des comptes courant postaux, ainsi que des indications erronées fournies par elles sur les listes de virements qu'elles transmettent aux autres Administrations. Toutefois, la responsabilité est limitée au remboursement du montant du virement.
2. Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef de retard dans la transmission et l'exécution des ordres de virements.
3. Le titulaire du compte débité doit adresser sa réclamation à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre de virement, sauf le cas où il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci. Le soin de rembourser incombe à l'Administration dûment saisie de la réclamation reconnue fondée, même s'il n'y a pas eu faute de sa part. Le remboursement doit avoir lieu le plus tôt possible.
4. La réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du jour où l'ordre de virement a été donné.

DEUXIÈME PARTIE.

RELATIONS ENTRE LES ADMINISTRATIONS.

Article 8.

Suspension temporaire du service.

L'Administration qui use de la faculté prévue au paragraphe 4 de l'article 1 concernant la suspension du service en doit immédiatement donner avis, au besoin, par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 9.

Attribution des taxes. Franchise.

1. Les taxes de virements restent acquises à l'Administration qui tient les comptes débités.

2. Sont exempts de toute taxe les virements d'office relatifs au service qui sont échangés entre les Administrations chargées du service des virements ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

Article 10.

Echange des virements.

1. Les Administrations chargées du service des virements se notifient réciproquement les noms des bureaux qu'elles ont désignés pour effectuer l'échange des listes de virements.

2. Elle se communiquent les virement une fois par jour ouvrable, au moyen de listes auxquelles sont joints les avis de virements destinés aux titulaires des comptes à créditer.

3. Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant des virements est exprimé sur les listes et sur les avis de virements en monnaie du pays où est tenu le compte à créditer.

Article 11.

Décomptes.

1. Les Administrations des pays contractants dressent, pour chaque jour ouvrable et pour chaque Administration participante, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements reçues et expédiées.

2. Le règlement des comptes ainsi établis est, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 4 ci-après, basé sur le principe de la compensation réciproque.

3. A cet effet, et sauf arrangement contraire, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte calculée d'après la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignées par chaque pays intéressé.

La compensation est effectuée journellement. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même décompte les totaux de plusieurs journées.

4. L'Administration qui, pour une raison quelconque, ne désire pas faire application de la compensation réciproque, peut déclarer qu'elle se libérera de la totalité des sommes dues.

5. Le solde débiteur est productif d'intérêt à partir d'un délai et à un taux à fixer d'un commun accord par les Administrations des pays contractants. Le taux de cet intérêt ne doit pas excéder 5 % l'an.

Article 12.

Paiement des soldes.

1. Chaque Administration peut entretenir auprès de l'Administration d'un pays contractant un avoir en monnaie de ce pays, destiné au règlement des sommes qu'elle peut devoir à cette dernière Administration, soit au titre du service des virements postaux, soit à tout autre titre. Si cet avoir ne suffit pas pour exécuter les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

2. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes qui lui sont dues. Le cas échéant, elle fixe la date à laquelle le payement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance. Si l'Administration débitrice n'a pas effectué le payement dans le délai prescrit, le taux de l'intérêt prévu au § 5 de l'article 11 précédent est augmenté de 2 % l'an à compter du sixième jour qui suit celui de l'échéance du délai visé ci-dessus.

3. L'avoir constitué par une Administration en vertu des dispositions du § 1, ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de cette Administration.

Article 13.

Echange des listes des titulaires de comptes.

Les Administrations des pays contractants se livrent, réciproquement et à titre gratuit, les listes de leurs titulaires de comptes qui sont nécessaires pour les besoins du service.

Article 14.

Droit de recours.

1. L'Administration à laquelle incombe le remboursement prévu à l'article 7 a, le cas échéant, le droit d'exercer son recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration dans le service de laquelle l'erreur à été commise.

2. Lorsque l'erreur est imputable aux deux Administrations, elles contribuent au remboursement par parts égales.

3. L'Administration à laquelle une réclamation a été présentée dans les conditions prévues à l'article 7, est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration dont la responsabilité a été établie. L'Administration qui, après une mise en demeure, n'a pas répondu dans le délai de six mois, est considérée comme ayant reconnu tacitement sa responsabilité.

4. L'Office responsable est tenu de désintéresser l'Office qui a effectué le remboursement dans un délai maximum de deux mois à compter de la date d'arrivée de la notification qui lui a été faite de ce remboursement. En cas de non-payement dans ce délai, l'Administration débitrice est redevable d'un intérêt moratoire de 7 % l'an, à partir de l'échéance dudit délai.

TROISIÈME PARTIE.

Article 15.

Règlement d'exécution et dispositions diverses.

1. Les Administrations des pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des listes et des avis de virements, la forme des comptes visés à l'article 11, et toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

2. Les dispositions des articles 21, 23, 25, 26 et 30 de la Convention principale sont applicables en ce qui concerne la législation intérieure, les Unions restreintes, les litiges à régler par arbitrage, les adhésions à l'Arrangement, la mise à exécution et la durée de l'Arrangement.

3. Les propositions formulées dans l'intervalle des Congrès sont traitées suivant les règles indiquées à l'article 28, paragraphes 1 et 2 de la Convention principale.

Pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1o. Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions de l'Arrangement;

2o. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement, hors le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans le premier cas, par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le deuxième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5. Toute nouvelle disposition ou toute modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. OTOKAR RŮŽIČKA.

VACLÁV KUČERA.

Pour la Tunissie:

GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant le service des virements postaux, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

1. La stipulation de l'article II du Protocole final de la Convention principale concernant la faculté pour chaque pays de fixer les équivalents qu'il juge convenable, s'applique aussi à la taxe de 20 centimes prévue à l'article 3 du présent Arrangement.
2. Par dérogation aux dispositions de l'article 15, § 2, concernant la date de mise en vigueur de l'Arrangement, chaque pays contractant notifiera aux autres pays adhérents la date à partir de laquelle il mettra le service en application.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne :
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche :
EBERAN.

Pour la Belgique :
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Danemark :
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Ethiopie :
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France :
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :

E. DELMATI.
T. C. GIANNINI.
S. ORTISI.

Pour le Japon :

S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :

S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :

S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Luxembourg :

G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :

GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour les Pays-Bas :

A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique :

JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie :

D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre :

DOUARCHE.

Pour le Territoire des Serbes, Croates et Slovènes :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :

GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES VIREMENTS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LE DANEMARK, L'ÉTHIOPIE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA TUNISIE.

PREMIÈRE PARTIE.

RELATIONS ENTRE LES TITULAIRES DE COMPTES ET LES ADMINISTRATIONS.

Article I.

Avis de virements.

1. A chaque ordre de virement doit être joint un avis (voir article VIII, § 1, ci-après).

2. Les avis de virements doivent être libellés par le titulaire du compte à débiter et contenir toutes les indications que comporte le texte de la formule. Le titulaire de compte peut indiquer le montant du virement en monnaie du pays de destination ou du pays d'origine. Dans ce dernier cas, le bureau qui reçoit l'ordre de virement ou le bureau d'échange opère la conversion et inscrit, à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du pays de destination.

Article II.

Demande d'annulation de virements.

1. La demande d'annulation d'un ordre de virement doit être formulée part écrit.

2. La transmission de l'avis de retrait auquel elle donne lieu par application des dispositions du § 1 de l'article III ci-après est effectuée sous pli recommandé dont l'affranchissement est à la charge du titulaire du compte débité.

3. Il peut aussi être fait emploi de la voie télégraphique. Dans ce cas, le montant du télégramme d'annulation prévu au § 2 de l'article III, ainsi que celui de l'affranchissement de la lettre confirmative de ce télégramme sont également à la charge du titulaire du compte débité.

DEUXIÈME PARTIE.

RELATIONS ENTRE LES ADMINISTRATIONS.

Article III.

Exécution des demandes d'annulation de virements.

1. La demande d'annulation d'un ordre de virement formulée par le titulaire de compte ou son mandataire donne lieu à l'établissement d'un avis de retrait. Cet avis est transmis sous pli recommandé au bureau d'échange du pays destinataire par le bureau d'échange du pays d'origine qui a donné cours au dit ordre de virement.
2. Dans le cas où l'annulation d'un ordre de virement doit être faite par la voie télégraphique, un télégramme de service taxé est transmis directement au bureau destinataire, détenteur du compte courant. Ce télégramme doit être confirmé immédiatement par lettre.
3. Lorsqu'une demande d'annulation d'un ordre de virement parvient au bureau d'échange destinataire par une voie autre que celle prévue ci-dessus, il n'en est pas tenu compte.
4. Lorsqu'un avis de retrait parvient au bureau destinataire après qu'a eu lieu l'inscription du virement au crédit du compte, le virement ne peut plus être annulé. Le bureau d'échange d'où émane l'avis de retrait en est aussitôt informé.

Article IV.

Notification des virements.

1. Les Administrations contractantes se communiquent réciproquement, en nombre suffisant pour satisfaire aux besoins du service, les spécimens des empreintes des timbres en usage dans les bureaux d'échange et des signatures des fonctionnaires qui ont qualité, dans chacun de ces bureaux, pour signer les listes de virements et les lettres d'envoi qui les accompagnent.
2. Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur une formule conforme au modèle B annexé au présent Règlement. Elles doivent contenir, pour chaque virement, toutes les indications que comporte le texte de la formule.

3. Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui l'a établie et doit être revêtue de la signature manuscrite du ou des fonctionnaires accrédités à cet effet. Le total d'une liste doit être arrêté en toutes lettres.
4. Lorsque, dans une même journée, plusieurs listes sont établies à destination du même bureau d'échange, elles portent un numéro d'ordre dont la série se renouvelle journellement.
5. Le total de chacune des listes destinées au même bureau d'échange est récapitulé sur une lettre d'envoi conforme au modèle C joint au présent Règlement.
6. Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires dont la signature est apposée sur les listes de virements. Elles portent un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.
7. Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements sont réunis en paquets clos et expédiés au bureau d'échange destinataire de telle façon qu'ils parviennent à ce dernier dans le plus court délai possible. Ces envois sont exemptés de l'affranchissement en timbres-poste et admis comme envois en franchise par application de l'article 13 § 3, de la Convention principale. Ils peuvent être soumis à la formalité de la recommandation d'office.
8. Si la demande en est faite expressément, les Administrations se communiquent réciproquement le taux de conversion qu'elles ont fixé pour les ordres de virements.

Article V.

Réception des virements.

1. A l'arrivée au bureau d'échange des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements, le bureau réceptionnaire procède à un examen approfondi de l'envoi. En cas de constatation d'une irrégularité quelconque ou d'une omission, il en donne connaissance au bureau d'échange expéditeur par lettre conforme au modèle D annexé au présent Règlement et en demande la rectification. Le bureau d'échange expéditeur doit répondre par le plus prochain courrier et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes.
2. Lorsqu'une différence est constatée entre le montant porté sur un avis de virement et l'inscription de ce montant sur la liste de virements correspondante, le bureau d'échange destinataire est autorisé à créditer le compte courant du bénéficiaire pour la somme la plus faible.
3. Lorsque, pour une cause quelconque, un ordre de virement ne peut pas être porté au crédit d'un compte, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste, ainsi que

celui de la lettre d'envoi correspondante, sont rectifiés à l'encre rouge.
Cette rectification est portée à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen de la lettre prévue au § 1 et l'avis se rapportant au virement non exécuté est joint à cette lettre.

Article VI.

Décomptes.

1. Les décomptes journaliers prévus à l'article 11 de l'Arrangement sont établis sur des formules conformes au modèle E annexé au présent Règlement.
2. Les décomptes sont transmis le plus tôt possible à l'Administration correspondante.
3. A la fin de chaque trimestre, chaque Administration créancière transmet aux Administrations débitrices, pour approbation, une récapitulation générale des comptes journaliers, des acomptes payés et, le cas échéant, des intérêts mis en compte. Le solde du compte général trimestriel est reporté sur le trimestre suivant.

Article VII.

Payement des soldes.

1. Sauf arrangement contraire, le payement des sommes dues au titre des virements postaux est effectué sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier sans aucune perte pour ce dernier, les frais de payement restant, le cas échéant, à la charge de l'Administration débitrice.
2. Les payements peuvent être faits par l'Administration débitrice à une banque spécialement désignée par l'Administration créancière et pour le compte de cette dernière.
3. Toute Administration de l'un des pays contractants peut également se faire ouvrir un compte courant postal, aux conditions ordinaires, par les autres Administrations participantes et demander, une fois pour toutes, à celles-ci d'imputer d'office sur l'actif de ce compte le montant des soldes débiteurs constatés à sa charge au titre du service des virements postaux.
Elle peut également faire imputer sur le même actif les soldes débiteurs de tous autres comptes postaux, télégraphiques ou téléphoniques.

Article VIII.

Formules; conditions d'établissement.

1. Les Administrations contractantes sont autorisées à utiliser comme avis de virement soit les formules de leur service inté-

rieur, soit une formule conforme au modèle A annexé au présent Règlement.
2. Les autres formules du service des virements qui ne sont pas imprimées en langue française doivent, sauf arrangement contraire, porter une traduction interlinéaire dans cette langue et les inscriptions que leur texte comporte doivent être formulées en caractères latins et en chiffres arabes.
3. Les formules peuvent être remplies soit à la main, soit à l'aide de la machine à écrire. Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises.

TROISIÈME PARTIE.

Article IX.

Propositions diverses et durée du Règlement.

1. Les dispositions de l'article XLIV, paragraphes 1 et 2, et de l'article XLV du Règlement d'exécution de la Convention principale sont applicables en ce qui concerne les propositions faites dans l'intervalle des réunions des Congrès et la durée du Règlement.
2. Pour devenir exécutoires les propositions doivent réunir les deux tiers des suffrages s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent Règlement et la simple majorité absolue s'il s'agit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.
3. Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.
4. Toute nouvelle disposition ou toute modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
T. H. PENTHÉROUDAKIS.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
T. C. GIANNINI
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DOSANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRESIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ETATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 21 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante :

Article 1.

Objet de la Convention.

1. Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis avec ou sans valeur déclarée jusqu'à concurrence

de 10 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes: Jusqu'à 1 kilogramme, de 1 à 5 kilogrammes et de 5 à 10 kilogrammes.
Par exception, il est loisible à chaque pays de n'accepter que les colis de la coupure de poids de 5 kilogrammes et de ne pas se charger des colis avec déclaration de valeur, ni des colis encombrants.
Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur, laquelle ne peut, en aucun cas, descendre au-dessous de 1000 francs.
Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.
2. Les Administrations des postes des pays correspondants peuvent convenir d'admettre les colis d'un poids de plus de 10 kilogrammes sur la base des dispositions de la Convention, sauf augmentation de la taxe et de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.
3. Le Règlement d'exécution détermine les autres conditions auxquelles les colis sont admis au transport.

Article 2.

Transit des colis.
1. La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des Offices qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 16 ci-après.
En conséquence, les diverses Administrations participant à la présente Convention peuvent s'expédier réciproquement des colis postaux par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles.
2. A moins d'arrangement contraire entre les Offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

Article 3.

Rétribution du transport.
1. L'Administration du pays d'origine est redevable envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 0 fr. 30 par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, de 0 fr. 50 par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes, et de 0 fr. 90 par colis de 5 à 10 kilogrammes.
2. En outre, s'il y a un ou plusieurs transports maritimes, l'Administration du pays d'origine doit, à chacun des Offices

dont les services participent au transport maritime, et, le cas échéant, pour chacun de ces services, un droit dont le taux est fixé par colis savoir:

ÉCHELONS DE DISTANCE	Colis jusqu'à 1 kilogramme	Colis jusqu'à 5 kilogrammes	Colis de 5 à 10 kilogrammes
Jusqu'à 500 milles marins.	0,15	0,25	0,45
de 501 à 1.000 —	0,25	0,40	0,75
de 1.001 à 2.000 —	0,40	0,60	1,10
de 2.001 à 3.000 —	0,50	0,80	1,45
de 3.001 à 4.000 —	0,60	1,00	1,80
de 4.001 à 5.000 —	0,70	1,20	2,15
de 5.001 à 6.000 —	0,80	1,40	2,50
de 6.001 à 7.000 —	0,90	1,60	2,85
de 7.001 à 8.000 —	1,00	1,80	3,20
de 8.001 à 9.000 —	(maximum)	2,00	3,55
de 9.001 à 10.000 —	„	2,20	3,90
c'est à dire, au delà de 1.000 milles marins, il convient d'ajouter . . . . par 1.000 milles ou fraction de 1.000 milles excédant.	„	0,20	0,35

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Toutefois, pour les colis jusqu'à 1 kilogramme le droit dû à chacun des Offices dont les services participent au transport maritime, ne doit pas excéder le taux de 1 franc par colis, sans égard aux parcours.

3. Les pays signataires de la présente Convention, qu'ils aient ou non le franc comme unité monétaire, ont la faculté, sous réserve d'aviser un mois au moins à l'avance, l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leurs taxes territoriales de départ et d'arrivée. La réduction ou la majoration sera valable pendant une période de six mois au minimum. La majoration ne pourra, en aucun cas, dépasser, pour chaque coupure de poids, les taxes normales correspondantes.

Toutefois, la taxe qui revient au pays d'origine ou de destination ne pourra dépasser la taxe perçue dans son service interne pour les colis de la même coupure de poids.

La même faculté de réduction ou de majoration de 100 $^0/_0$ au maximum, est accordée aux pays contractants, en ce qui concerne les droits applicables aux transports maritimes indiqués au paragraphe 2 si-dessus. Toutefois, la majoration ne peut être demandée que lorsqu'elle est appliquée aussi aux colis postaux du pays dont dépendent les services qui effectuent les transports maritimes, les relations entre ce pays et ses colonies étant exceptées.

4. Pour les colis encombrants, les bonifications fixées par les paragraphes 1 en 2 précédents sont augmentées de 50 pour cent.

5. Indépendamment des frais de transit précités, l'Administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance pour les colis avec valeur déclarée, envers chacune des Administrations dont les services participent au transport avec responsabilité et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs, à 0 fr. 05 pour transit territorial et à 0 fr. 10 pour transit maritime.

6. Les droits fixés en francs ou en centimes et prévus par la présente Convention, se rapportent au franc-or conforme au poids et au titre des monnaies d'or établis par la législation en vigueur dans les divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

Les équivalents des droits sont fixés, dans la monnaie des pays contractants, de la manière prévue à l'article II du Règlement d'exécution de la présente Convention.

Article 4.

Obligation de l'affranchissement.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Article 5.

Taxes et surtaxes ; avis de réception.

1. La taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant autant de fois 0 fr. 30 par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 50 centimes par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes et 90 centimes par colis de 5 à 10 kilogrammes, qu'il y a d'Offices, participant au transport territorial, avec addition, le cas échéant, pour les quotes-parts terminales (départ et arrivée) de la surtaxe prévue au § 3 de l'article 3. Il convient d'ajouter, s'il y a lieu, le droit maritime prévu à l'article 3, paragraphe 2, ainsi que la surtaxe maritime correspondante prévue au § 3 et les taxes, droits et surtaxes mentionnés dans les paragraphes ci-après.

2. Les colis encombrants sont soumis à une taxe additionnelle de 50 pour cent qui est arrondie, s'il y a lieu, par 5 centimes. Cette taxe additionnelle ne s'applique pas aux surtaxes prévues aux §§ 4 et 5 ci-après.

3. Pour les colis avec valeur déclarée, il est ajouté, par fraction indivisible de 300 francs:
a) un droit de 5 centimes par Administration participant au transport territorial;
b) un droit de 10 centimes par service maritime emprunté.
Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à l'Office d'origine la faculté de percevoir un droit autre que ceux indiqués ci-dessus, pourvu que le droit perçu sur l'expéditeur ne dépasse pas au total 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée.
Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure ont le droit de percevoir, de ce chef, pour les colis avec valeur déclarée, une surtaxe spéciale sans que le total de cette surtaxe et du droit d'assurance normal puisse dépasser le droit prévu à l'alinéa précédent.
Chaque pays d'origine a la faculté d'appliquer, à son profit, un droit d'expédition dont la quotité ne peut dépasser 50 centimes par colis avec valeur déclarée.
4. Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 0 fr. 25 par colis.
Exceptionnellement, cette surtaxe peut être élevée à 0 fr. 75 au maximum pour la République Argentine, l'Autriche, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Egypte (pour ce qui concerne les bureaux du Soudan), l'Equateur, la Finlande, la Grèce, le Guatémala, l'Indochine (pour divers bureaux du Laos indochinois), l'Inde britannique, le Nicaragua, la République de Panama, le Pérou, les Colonies portugaises d'Afrique (pour divers bureaux de l'Angola et du Mozambique), la Russie d'Europe et la Russie d'Asie prises chacune séparément, le Salvador, le Siam, la Suède, la Turquie d'Asie, l'Uruguay, le Venezuela; à 50 centimes pour la Bulgarie, la République d'Haïti et l'Islande; à 40 centimes pour la République Dominicaine, et à 1 fr. 50 pour les Colonies néerlandaises.
L'Ethiopie a la faculté d'appliquer provisoirement les surtaxes de 40 centimes, 1 fr. 25 et 1 fr. 70 respectivement, pour les colis de chacune des trois coupures de poids (1 kg., 1 à 5 kg., 5 à 10 kg.).
La République de Panama a la faculté d'appliquer provisoirement une surtaxe de 50 centimes pour le transport des colis à travers l'Isthme.
5. Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur et par colis à une surtaxe égale, à titre de bonification maritime, au droit maritime applicable au transport n'excédant pas 500 milles marins, et pour les colis de valeur déclarée, à un

droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction.

Tout colis postal avec déclaration de valeur en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction.

Il est loisible à l'Administration espagnole de percevoir une surtaxe de 0 fr. 25 pour le transport entre l'Espagne continentale d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la zone espagnole du Maroc, d'autre part, et de 0 fr. 50 pour le transport entre l'Espagne continentale et les îles Canaries.

Il est loisible à l'Administration portugaise de percevoir une surtaxe de 1 fr. 50 par colis jusqu'à 5 kilogrammes pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

6. L'envoyeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de cet objet en payant d'avance un droit fixe égal à la taxe d'une lettre de port simple. Le double de ce droit peut être perçu pour les avis de réception demandés postérieurement au dépôt du colis, ainsi que pour les demandes de renseignements, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de réception. Le double du dit droit peut être également perçu de l'expéditeur d'un colis tombé en rebut, au moment où il aura à remplir la formule d'avis de non-remise mentionnée à l'article XV du Règlement d'exécution.

Les droits sont acquis en entier à l'Administration du pays d'origine.

Article 6.

Bonifications aux Offices de destination et aux Offices intermédiaires.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis:

a. à l'Office destinataire, par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, le cas échéant, 30 centimes; par colis jusqu'au poids de 5 kilogrammes 50 centimes, et par colis de 5 à 10 kilogrammes 0,90, avec addition, s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux 5 premiers paragraphes de l'article 5 précédent et d'un droit de 0 fr. 05 pour chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée ainsi que du droit de remise à domicile par exprès prévu à l'article 9;

b. éventuellement à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

Article 7.

Droits de factage et de formalités en douane.

Il est loisible au pays de destination de percevoir, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 0 fr. 50 par colis. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, cette taxe est perçue du destinataire au moment de la livraison du colis. En outre, il est accordé aux Offices de destination la faculté de percevoir un droit de factage spécial qui ne peut dépasser 50 centimes, chaque fois qu'un colis est présenté au domicile du destinataire, après une première présentation infructueuse.

Article 8.

Colis contre remboursement.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service. Le maximum du remboursement est égal au maximum fixé pour les mandats de poste à destination des pays d'origine des colis.

Toutefois, chaque Office est obligé d'admettre en transit les colis contre remboursement, quel que soit le montant du remboursement.

2. Il est perçu sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement une taxe spéciale de 1 pour 100 du montant du remboursement.

L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir la taxe d'après les convenances de son système monétaire et de fixer un minimum de perception qui ne peut dépasser une demi-unité monétaire.

La taxe de 1 pour 100 est partagée entre l'Administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le Règlement d'exécution.

3. La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement, qui sont délivrés gratuitement.

Le montant d'un mandat de remboursement tombé en rebut reste à la disposition de l'Administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

A tous les autres égards, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, sous les réserves prévues au Règlement d'exécution.

4. La perte d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par l'article 16 ci-après pour les colis non grevés de remboursement.

Après la livraison de l'objet, l'Administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas, lors de la transmission à son service, les désignations prescrites, pour les colis grevés de remboursement, par le Règlement d'exécution.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste, sauf dans les cas prévus au 2de alinéa de l'article 17 de la présente Convention.

5. Les dispositions des §§ 5 et 6 de l'article 8 de la Convention principale s'appliquent également aux colis postaux grevés de remboursement.

Article 9.

Remise par exprès.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, dans les pays de l'Union dont les Administrations conviennent de se charger de ce service.

Ces envoys, qui sont qualifiés „exprès", sont soumis à une taxe spéciale ; cette taxe est fixée à 0 fr. 50 et doit être entièrement acquittée d'avance par l'expéditeur, en sus du port ordinaire, que le colis puisse, ou non, être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès dans le pays de destination. Elle fait partie des bonifications dévolues à ce pays.

2. Si un colis de l'espèce est, par suite de changement de domicile du destinataire, réexpédié à un autre pays sans que la remise par exprès ait été tentée, la taxe fixe payée par l'expéditeur est bonifiée au nouveau pays de destination, si celui-ci a consenti à se charger de la remise par exprès ; dans le cas contraire, cette taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination ; il en est de même lorsque les colis sont tombés en rebut.

3. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La taxe complémentaire prévue ci-dessus, reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut de l'objet ; elle est acquise à l'Administration qui l'a perçue.

4. La remise ou l'envoi d'un avis d'invitation au destinataire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

Article 10.

Colis urgents.

1. Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis ordinaire soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres. Ces colis, qualifiés d'urgents, sont remis par exprès au domicile du destinataire pourvu qu'ils ne portent pas la mention „poste restante". Il est perçu pour les colis urgents la triple taxe d'affranchissement des colis ordinaires du même poids et de la même destination ainsi que, le cas échéant, la taxe de remise par exprès. La taxe additionnelle pour les colis encombrants et les autres taxes accesoires ne sont perçues, le cas échéant, qu'à leur simple montant.

2. Pour les colis urgents, chaque Office participant au transport reçoit les bonifications qui lui reviennent d'après les dispositions du paragraphe précédent.

Article 11.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Les colis postaux, à l'exception des colis grevés de remboursement, destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toutes taxes prévues par la présente Convention, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis postaux expédiés en franchise ne donnent lieu ni aux bonifications prévues par les articles 3, 5, 6, 7 et 9 de la présente Convention, ni à payement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Article 12.

Interdiction de percevoir des droits autres que ceux prévus par la Convention; payement des droits de douane; perception d'arrhes.

1. Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les divers articles de ladite Convention.

Est accordée aux Offices de destination, la faculté de prélever des destinataires, un droit de magasinage pour les colis adressés

poste restante ou qui ne seraient pas retirés de la poste dans un délai stipulé par les règlements internes de ces pays. Le montant du droit en question est fixé par la législation intérieure de chaque pays et suit le colis en cas de réexpédition ou de retour à l'envoyeur au profit de l'Office qui a frappé le colis de ce droit.

2. Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis. Toutefois, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge les droits dont il s'agit, moyennant déclaration préalable au bureau de départ. Dans ce cas, ils doivent payer, sur la demande du bureau de destination, les sommes indiquées par ce bureau. Les bureaux d'expédition ont la faculté de percevoir des expéditeurs des arrhes suffisantes.

L'Administration qui fait opérer le dédouanement pour le compte de l'expéditeur, est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit spécial qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 7 précédent.

Article 13.

Retrait ou modification d'adresse; annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances, par l'article 11 de la Convention principale, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le payement du port dû pour la nouvelle transmission.

L'expéditeur d'un colis postal grevé de remboursement peut aussi faire annuler ou réduire le montant de ce remboursement; les demandes à cet effet sont transmises de la même manière que les demandes de retrait ou de modification d'adresse.

Article 14.

Réexpédition ; rebuts ; annulation des droits de douane.

1. La réexpédition d'un pays sur un autre de colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, ou refoulés par la douane, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les paragraphes 1 à 5 de l'article 5 à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

2. Lorsque le destinataire a demandé la réexpédition d'un colis postal dans le territoire du pays de destination même, il est loisible à l'Administration de ce pays de percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Cette taxe reste exigible au profit du pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire, en cas de renvoi du colis au pays d'origine.

Toutefois, l'expéditeur est autorisé à interdire au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, toute réexpédition qui pourrait être demandée par le destinataire.

3. Les Administrations contractantes s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis postaux renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 15.

Interdictions.

1. Sauf arrangement contraire entre les pays contractants, il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant:

a. des matières explosibles, inflammables ou dangereuses, des animaux ou insectes vivants, sauf les exceptions prévues au Règlement d'exécution ;

b. de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical, pour les pays qui les admettent à cette condition ;

c. des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres ;

d. des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

Il est également interdit d'expédier des pièces monnayées, des matières d'or et d'argent et d'autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

2. Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent

être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation ou ses règlements internes, à en disposer autrement.

Article 16.

Responsabilité.

1. Sauf le cas de force majeure et les cas prévus au § 1 de l'article 15 de la présente Convention, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur et, à défaut de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne provienne de la nature de l'objet et sans que cette indemnité puisse dépasser, pour les colis ordinaires, 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 25 francs per colis de 1 à 5 kilogrammes et 40 francs par colis de 5 à 10 kilogrammes, et pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur.

Ne sont pas pris en considération les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés.

L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature et qualité, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

Les Administrations des pays contractants s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits soient annulés sur les colis postaux perdus, spoliés ou avariés dans leur service. Toutefois, les droits dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et qu'il engage, par conséquent, la responsabilité des Administrations en cause. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de la poste, les frais postaux de réclamation sont restitués à l'expéditeur.

Le destinataire qui a pris livraison d'un colis spolié ou avarié, en faisant des réserves, a droit à l'indemnité réglementaire.

Le droit d'assurance reste acquis, dans tous les cas, aux Administrations postales.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, spoliation ou avarie a eu lieu.

Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur si les deux pays se chargent des risques, en cas de force majeur, quant aux colis avec valeur déclarée.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

4. Le payement de l'indemnité par l'Office expéditeur, doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Le dit Office a la faculté de différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai précité lorsqu'il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché ou sur l'importance du dommage ou lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

Toutefois, l'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payement est effectué, en conformité de l'alinéa précédent, est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité, dans le délai de trois mois après avis de payement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit par voie de décompte, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Le cas échéant, le montant de l'indemnité est repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire du premier Office de transit, qui se crédite à son tour sur l'Office suivant, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Office responsable. Passé ce délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêt à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration du dit délai.

Un Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité, doit, en outre,

prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.
5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du jour qui suit celui du dépôt du colis à la poste ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.
6. L'Administration pour le compte de laquelle est opéré le remboursement du montant de la valeur déclarée des colis non parvenus à destination est subrogée dans tous les droits du propriétaire.
7. Si la perte, la spoliation ou l'avarie a lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur quel territoire le fait s'est accompli, ou si, en cas de transmission globale des colis ordinaires, il ne peut être établi sur quel territoire un colis a été perdu, spolié ou avarié, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.
Pour les envois adressés bureau restant ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le pays de destination et dont les noms et qualités sont conformes aux indications de l'adresse.
8. Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit on pris livraison, ainsi que des colis dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

Article 17.

Déclaration frauduleuse.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse de cette nature, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.
Il en est de même pour les colis contenant des objets dont l'insertion est interdite dans les envois de l'espèce, aux termes de l'article 15 de la présente Convention.
Il n'y a pas contravention du fait de ne déclarer qu'une partie de la valeur du contenu d'un colis postal.

Article 18.

Suspension temporaire du service.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des colis postaux d'une manière géné-

rale ou partielle, à la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 19.

Législation intérieure.

La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente Convention.

Article 20.

Unions restreintes.

1. Les stipulations de la présente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration de service.

2. Toutefois, les Offices des pays participants à la présente Convention, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

Article 21.

Adhésions à la Convention.

1. Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 26 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la présente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de six mois, aucune objection n'a été présentée.

Article 22.

Règlement d'exécution.

Les Administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission

de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 23.

Congrès et Conférences.

La présente Convention est soumise aux conditions de revision déterminées par l'article 27 de la Convention principale.

Article 24.

Propositions de modification formulées dans l'intervalle des Congrès.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par, au moins, deux Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé au § 2 de l'article 28 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir savoir:

a. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 23 et 25 de la présente Convention;

b. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités;

c. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 28 de la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Article 25.

Durée de la Convention; abrogation des traités antérieurs; ratifications.

1. La présente Convention sera mise à exécution le 1er janvier 1922.

Toutefois, chaque pays est autorisé à mettre les nouveaux tarifs en vigueur à partir du 1er avril 1921, du 1er juillet 1921 ou du 1er octobre 1921, sous réserve de prévenir le Bureau international, au besoin par télégramme, deux mois à l'avance.

2. Elle aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit laissé à chaque partie contractante de se retirer de la présente Convention moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, les stipulations de la Convention concernant l'échange des colis postaux, conclue à Rome en 1906.

4. La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC. LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba:
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEONIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.
JOSÉ DE ESPAÑA.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie:
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises:
G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce:
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatémala:
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras:
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique:
G. R. CLARKE.

Pour l'Islande:
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes:
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSËIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre:
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.

F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. OTOKAR RŮŽIČKA.

VÁCLAV KUČERA.

Pour la Tunisie :

GÉRARD JAPY.

A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela :

PEDRO EMILIO COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, relativement à l'échange des colis postaux, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux et qui adhère à la Convention susmentionnée aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la Convention, spécialement pour organiser le service d'échange à la frontière.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

II.

Par exception aux dispositions du § 1 de l'article 2, des §§ 1 et 2 de l'article 3 et respectivement des §§ 1 et 4 de l'article 5 de la Convention:

1o. Le Gouvernement russe a la faculté de porter à 1 fr. 25 le droit de transit territorial pour la Russie d'Europe et pour celle d'Asie prises chacune séparément.

2o. Le Gouvernement ottoman a la faculté de porter à 2 francs 50 le droit de transit territorial pour les colis postaux qui doivent traverser la Turquie d'Asie.

3o. Le Gouvernement chinois a la faculté de porter à 1 franc 25 le droit de transit territorial pour les colis qui doivent traverser la Chine.

4o. Le Gouvernement argentin a la faculté d'appliquer une surtaxe de 1 franc 50 par colis, à titre de transit territorial, aux colis postaux qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin.

5o. Est appliquée pour le transport des colis postaux provenant ou à destination des bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes, une surtaxe ne dépassant

pas 1 franc 25 centimes par colis et, pour le transport des colis avec déclaration de valeur à destination ou provenant des mêmes bureaux, un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs.

6o. La République de Colombie, l'Equateur, le Pérou, les États-Unis de Venezuela et le Brésil ont la faculté de porter transitoirement:

a. à 1 franc le droit de transit territorial;

b. à 1 franc 25 la surtaxe à appliquer aux colis postaux originaires ou à destination de leur territoire.

7o. La Colonie du Congo belge a la faculté:

1o. d'appliquer aux colis postaux, pour leur parcours au delà de ses bureaux d'échange: une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis de son service intérieur;

2o. de limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur des colis postaux,

3o. de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par son territoire.

8o. La Perse et les Colonies portugaises d'Afrique ont la faculté de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par leur territoire. Cette faculté leur est accordée à titre provisoire.

9o. L'Inde britannique a la faculté d'appliquer aux colis postaux originaires de son pays à destination des autres pays, un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe à laquelle elle aurait droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à la Convention dans l'intervalle, jusqu'au prochain Congrès.

10o. Est réservée aux pays de l'Union la faculté de percevoir une surtaxe, qui ne peut dépasser 30 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, pour chaque envoi qui, à la demande de l'expéditeur, est transporté dans un coffre-forte flottant placé à bord d'un paquebot postal. La surtaxe est acquise au pays d'origine de l'envoi.

L'emploi de coffres-forts flottants est réglé de commun accord entre les Administrations qui conviennent d'assurer ce service dans leurs relations réciproques.

III.

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé pour les services maritimes dans le Règlement d'exécution.

Les Colonies néerlandaises ont la faculté de limiter provisoire-

ment à 0m 60 le maximum de dimension dans un sens quelconque et à 25 dm^3 le volume des colis postaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocol final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention, et ils l'ont signé sur un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque partie.

Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie:
W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica:
MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba:
JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark:
HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine:
LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte:
N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur:
LUIS ROBALINO DAVILA.
LEÓNIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne:
CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.
JOSÉ DE ESPAÑA.

Pour les colonies espagnoles:
BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie :
WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :
M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :
H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine :
ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises :
G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce :
P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatémala :
JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :
RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :
G. R. CLARKE.

Pour l'Islande :
HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :
E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises :
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA

Pour la République de Libéria :
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg :
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) :
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole) :
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua :
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège :
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama :
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSÉIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre.
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam:
PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
VACLÁV KUČERA.

Pour la Tunisie:
GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie:
MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay:
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:
PEDRO EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE,LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BBITANNIQUE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ETATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 21 de la Convention principale et l'article 22 de la Convention concernant l'échange des colis postaux, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de cette dernière Convention.

I.

Acheminement des colis postaux; communication des renseignements et documents relatifs à l'échange des colis-postaux.

1. Chaque Administration est obligée d'acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis pos-

taux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les Administrations postales des pays contractants qui entretiennent des services maritimes réguliers désignent, aux Offices des autres pays contractants, ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des colis postaux, en indiquant les distances.

3. Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir :

a) la nomenclature des pays pour lesquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaire pour le transport des colis postaux ;

b) les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services ;

c) le total des frais qui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'Office qui leur livre les colis.

4. Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis postaux et les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

5. Chaque Administration doit, en outre, faire connaître directement au premier Office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis postaux.

6. Chaque Administration doit communiquer aux Administrations contractantes la liste des objets, dont l'admission dans son pays n'est pas autorisée par les lois ou règlements.

II.

Equivalents des taxes.

1. En exécution de l'article 5, § 1 de la Convention concernant l'échange des colis postaux, les Administrations des pays contractants perçoivent leurs taxes d'après les équivalents qu'elles ont fixés, selon les indications du tableau ci-annexé (modèle O) et qu'elles doivent notifier au Bureau international, par l'intermédiaire de l'Administration des postes suisses.

2. En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'Administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses pour modifier les équivalents ; il appartient à cette dernière Administration de faire notifier la modification à tous les autres Offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Toute Administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

III.

Colis encombrants.

1. Sont considérés comme encombrants :

a. les colis dépassant 1 m. 50 dans un sens quelconque;

b. les colis dépassant, dans un sens, 1 mètre et, dans un autre sens, 50 centimètres;

c. les colis qui, par leur forme, leur volume ou leur fragilité ne se prêtent pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui demandent des précautions spéciales, tels que plantes et arbustes en paniers, cages vides ou renfermant des animaux vivants, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, meubles, vanneries, jardinières, voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, etc.

2. Les Administrations qui assurent des transports par mer ont la faculté de considérer comme encombrant tout colis qui emprunte ces transports et dont le volume dépasse 55 décimètres cubes, ou dont une des dimensions est supérieure à 1 m. 25.

3. En ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou de la dimension des colis postaux, la manière de voir du bureau expéditeur doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

IV.

Transport des cartouches et articles similaires.

Est réservée aux Administrations intéressées la faculté de s'entendre sur le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives et des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles.

Ces objets doivent être solidement emballés à l'intérieur et à l'extérieur dans des caisses ou des barils et être déclarés tant sur le bulletin d'expédition que sur l'envoi même.

V.

Conditionnement des colis.

1. Pour être admis au transport, tout colis doit:

1o. porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés au transport, les colis dont l'adresse est écrite au crayon à encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse des colis doit être écrite sur l'emballage même de l'envoi ou y être attachée solidement et de manière qu'elle ne puisse se détacher.

Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse;
2o. être emballé d'une manière qui réponde à la durée de transport et qui préserve assez efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation. L'emballage des colis pour les pays d'outre-mer doit être particulièrement solide et bien conditionné, en raison des nombreux transbordements et manipulations que doivent supporter ces envois; en particulier, lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable d'employer, pour l'emballage, des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'au moins un centimètre d'épaisseur. Toutefois, sont acceptés, sans emballage, les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide, muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer;
3o. être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
4o. en cas de déclaration de valeur, porter cette déclaration sur l'adresse dans la monnaie du pays d'origine, sans rature ni surcharge même approuvées. Le montant de cette déclaration doit, en outre, être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Office d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.
2. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant ou en carton ondulé de solide qualité), est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante ou protectrice. Cette dernière condition est obligatoire lorsque le premier récipient est particulièrement fragile.

VI.

Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition en carton résistant et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles B et C ci-joints. Les Administrations se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque destination.

L'expéditeur peut ajouter sur le coupon du bulletin d'expédition des communications relatives à l'envoi, à la condition toutefois que la législation du pays d'origine n'y soit pas contraire. Il a, en outre, la faculté d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il entend disposer du colis, au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination.

2. Un seul bulletin d'expédition et, si les lois douanières ne s'y opposent pas, une seule déclaration en douane peuvent servir à plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois, émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement ou avec déclaration de valeur, qui doivent être accompagnés chacun d'un bulletin séparé.

Toutefois, il est loisible à chaque pays d'exiger un bulletin et des déclarations en douane distincts pour chaque colis en provenance ou à destination de l'étranger.

3. Les formules de bulletins d'expédition et les déclarations en douane qui ne sont pas imprimées en langue française doivent porter une traduction interlinéaire dans cette langue.

4. Les bulletins d'expédition accompagnant les colis avec valeur déclarée doivent porter, pour chaque colis, l'empreinte du cachet qui a servi à fermer l'envoi, ainsi que l'indication de la valeur déclarée d'après les règles mentionnées sous le chiffre 4o. de l'article V du présent Règlement.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'Office d'origine, tant sur l'adresse du colis que sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée dans cette formule.

5. Les Administrations contractantes déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

VII.

Etiquettes distinctives.

1. Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle D ci-annexé et indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne peut employer, en même temps, deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

2. Le bulletin d'expédition est, en outre, frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

3. Les colis avec valeur déclarée ainsi que leur bulletin d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication „Valeur déclarée" en caractères latins.
4. Les colis grevés de remboursement ainsi que leur bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle D, annexé au Règlement d'exécution de la Convention principale.
5. Les colis à remettre par exprès sont, de même que leur bulletin d'expédition, frappés d'un timbre ou revêtus d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot „Exprès".
6. Les colis urgents et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette avec l'indication très apparente: „Urgent".
7. Lorsque les colis contiennent des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les étiquettes prescrites par les §§ 1, 3, 4, 5 et 6 précédents et les timbres-poste, s'il y en a d'apposés sur les colis, doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'emballage. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

VIII.

Colis francs de droits.

1. Les colis à remettre aux destinataires francs de droits ou francs de droits de douane seulement, doivent porter sur l'adresse ainsi que sur les bulletins d'expédition, une étiquette de couleur, avec l'indication, en gros caractères: „Franc de tous droits", ou „Franc de droits de douane seulement". La même indication doit être inscrite par les expéditeurs sur les bulletins d'expédition.
2. Tout colis expédié „franc de droits" est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle E ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur d'après la contexture de la formule. Un seul bulletin d'affranchissement peut servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis contre remboursement ou avec valeur déclarée, qui doivent être accompagnés chacun d'un bulletin séparé. Il est, d'ailleurs, loisible à tout pays d'exiger un bulletin d'affranchissement distinct pour chaque colis en provenance ou à destination de l'étranger.
Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché au bulletin d'expédition.
3. Après la livraison au destinataire, le bureau qui a effectué

le dédouanement pour le compte de l'expéditeur, remplit, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier accompagné des pièces justificatives, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau d'origine du colis.

Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins renvoyés de l'étranger soient transmis à un bureau déterminé.

Dans ce dernier cas, le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit par le bureau expéditeur du colis au recto du bulletin d'affranchissement.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'Administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'elle fixe elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral et confirmé par la signature de l'agent qui a opéré la conversion. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

5. Lorsqu'un envoi qui porte l'étiquette „Franc de droits" parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui de l'Administration dont il relève lui-même. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

6. Les bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulés par les soins de l'Office qui effectue le renvoi et être attachés aux bulletins d'expédition.

IX.

Mode de transmission des colis.

1. L'échange des colis postaux entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux et dans les locaux désignés par les Offices intéressés.

2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis postaux doivent suivre les

voies dont les Offices intéressés sont convenus ; ils sont livrés à découvert au premier Office intermédiaire. Les Offices intéressés peuvent s'entendre pour établir des échanges soit à découvert, soit en sacs, paniers ou compartiments clos avec feuilles de route directes.

Dans ce cas, lesdits Offices arrêtent d'un commun accord les mesures nécessaires pour l'échange des colis postaux et les opérations de comptabilité.

3. Toutefois, il est obligatoire de former des récipients clos lorsque le nombre des colis postaux est de nature à entraver les opérations d'une Administration intermédiaire d'après la déclaration de cette Administration.

Les récipients clos doivent être renvoyés vides à l'Office expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les Offices correspondants. Les paniers, sacs et autres récipients semblables, nécessaires à l'échange des colis, sont à la charge, à parts égales, des Offices qui s'en servent dans leurs rapports réciproques, sauf arrangement contraire.

4. Les Offices participant à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis ; ces Offices arrêtent également d'un commun accord les mesures nécessaires pour la comptabilité.

5. Lorsque des colis postaux sont retenus d'office en cours de transport, soit par la poste, soit par la douane, l'expéditeur doit être invité, par avis de non-remise, à donner ses instructions. Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire, dans les cas de force majeure, tels que grèves, inondations, etc.

X.

Feuille de route ; description des colis.

1. Les colis postaux sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle F annexé au présent Règlement, avec tous les détails que cette formule comporte. Toutefois les Offices correspondants peuvent s'entendre pour que les colis ordinaires ne soient inscrits sur les feuilles de route qu'en bloc, avec indication sommaire des montants à bonifier. Les bulletins d'expédition, les mandats de remboursement, les déclarations en douane et, le cas échéant, les autres documents exigés (tels que factures, certificats d'origine, de santé, etc.), ainsi que les bulletins E et les avis de réception, sont attachés à la feuille de route.

Les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant les feuilles de route.

2. Les colis postaux pour le service des prisonniers de guerre sont inscrits sur cette même feuille, mais sans aucune bonification.

3. Sauf arrangement contraire dans les relations par mer, les bureaux expéditeurs doivent numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche. Le dernier numéro d'une année écoulée doit être mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

XI.

Avis de réception.

1. Quand un colis postal est l'objet d'une demande d'avis de réception, le bureau d'origine inscrit à la main sur ce colis et sur son bulletin d'expédition, d'une manière très apparente, la mention „Avis de réception" ou y appose l'empreinte d'un timbre portant „A. R."

2. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.
Les avis de réception doivent être formulés en français ou porter une traduction interlinéaire en cette langue.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie, à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postal postérieurement au dépôt de cet objet, le bureau d'origine reproduit sur une formule d'avis de réception la description très exacte du colis (bureau d'origine, date de dépôt, numéro, suscription). Cette formule est attachée à une réclamation modèle N, préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue à l'article 5, § 6 de la Convention, et traitée selon les prescriptions de l'article XVI suivant, à cette exception près que, en cas de livraison régulière du colis auquel l'avis de réception se rapporte, le bureau de destination retire la formule N et renvoie l'avis de réception, dûment rempli, à l'origine, de la manière prescrite par le § 3 précédent.

5. Si un avis de réception, régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt, n'est pas parvenu dans les délais voulus au bureau d'origine, on procède, pour réclamer l'avis manquant, conformément aux règles tracées au § 4 précédent. Le bureau d'origine inscrit en tête la mention „Duplicata de l'avis de réception, etc.".

XII.

Vérification par les bureaux d'échange.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis postaux et des divers documents inscrits sur cette feuille et, s'il y a lieu, opère la constatation des manquants ou autres irrégularités au moyen d'une formule conforme au modèle G annexé au présent Règlement et en se conformant aux règles tracées par l'article IX du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les valeurs déclarées.

2. Les différences de peu d'importance en ce qui concerne le volume, la dimension et le poids ainsi que les irrégularités qui n'engagent évidemment pas la responsabilité des Administrations respectives, sont seulement signalées par bulletin de vérification.

3. Toutes les différences qui pourraient être relevées dans les bonifications et mises en compte doivent être signalées par bulletin de vérification au bureau expéditeur. Les bulletins de vérification régularisés doivent être annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections non appuyées par des pièces justificatives ne sont pas admises par la revision.

XIII.

Colis grevés de remboursement.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse le mot „Remboursement" écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, exprimé en caractères latins, sans rature ni surcharge, même approuvées. L'expéditeur doit indiquer sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse, également en caractères latins.

2. Tout colis expédié contre remboursement est accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle H annexé au présent Règlement. Ce mandat de remboursement, qui est attaché au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

3. Sauf entente contraire entre les Administrations d'origine

et de destination, les montants des mandats de remboursement sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

4. Immédiatement après avoir encaissé le remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire remplit la partie „Indications de service" du mandat de remboursement et, après y avoir apposé son timbre à date, renvoie ce mandat franc de port à l'adresse qui y est indiquée.

Les mandats de remboursement sont payés dans les conditions déterminées par chaque Administration en vue d'assurer le payement des montants des remboursements aux expéditeurs des colis.

5. Dans le cas où le destinataire ne paye pas le montant du remboursement dans un délai de sept jours dans les relations entre les pays d'Europe, et dans un délai de quinze jours dans les relations des pays d'Europe avec les pays hors d'Europe et de ces derniers pays entre eux, à partir du jour qui suit celui de l'arrivée du colis au bureau destinataire, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article XV, § 3, du présent Règlement.

Ces délais peuvent être étendus jusqu'à un maximum de 28 jours par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. L'expéditeur peut toutefois demander par une annotation libellée dans une langue connue dans le pays de destination, le renvoi immédiat des colis à son adresse, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation.

Les mandats afférents aux colis postaux grevés de remboursement qui, pour un motif quelconque sont renvoyés à l'origine, doivent être annulés par les soins de l'Office qui effectue le renvoi.

6. Lorsque les mandats afférents aux colis grevés de remboursement sont égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata au nom du bureau expéditeur.

Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont également remplacés par des duplicata ou des autorisations de payement, après constatation par les deux Administrations que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé.

7. Les mandats de remboursement dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le payement dans les délais de validité fixés par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant l'échange

des mandats, sont traités en conformité des dispositions des §§ 2 et 3 de l'article VIII du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des recouvrements.

8. Les dispositions des §§ 7 et 8 de l'article XIII du Règlement d'exécution de la Convention principale concernant les mandats indélivrables aux bénéficiaires ou non encaissés par ceux-ci s'appliquent également au service des colis postaux grevés de remboursement.

XIV.

Réexpédition.

1. Les colis postaux réexpédiés par suite de fausse direction sont acheminés par la voie la plus directe dont peut disposer l'Office réexpéditeur ; ils ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par ledit Office. Lorsque la réexpédition entraîne restitution des colis à l'Office expéditeur, le bureau d'échange réexpéditeur lui alloue les bonifications reçues, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si le montant bonifié à l'Office réexpéditeur est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, ou, si l'une des prohibitions prévues à l'article 15 de la Convention est constatée par le bureau d'échange d'entrée au cours des opérations d'échange, il est procédé de la même manière que si ce colis devait être restitué à l'Office expéditeur par suite de fausse direction.

2. Les colis postaux réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sont grevés, à la charge des destinataires, par l'Office distributeur, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier Office, à l'Office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des Offices intermédiaires.

L'Office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'Office intermédiaire ou sur l'Office de la nouvelle destination. Dans le cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier Office intermédiaire qui reçoit un colis postal réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'Office réexpéditeur, vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet objet ; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'Office suivant,

sa propre quote-part, cumulée avec celles dont il a tenu compte à l'Office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports etre les différents Offices participant au transport, jusqu'à ce que le colis postal parvienne à l'Office distributeur. Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis à réexpédier est acquittée au moment de la réexpédition, cet objet est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination, et remis sans taxe postale au destinataire.

3. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés, si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui d'origine un échange de colis grevés de remboursement. Les colis sont, dans le cas de réexpédition, accompagnés des mandats de remboursement créés par le service d'origine. L'Office de la nouvelle destination procède à l'égard de la liquidation du remboursement comme si le colis lui avait été directement expédié.

4. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition créé par le bureau d'origine.

Dans le cas où le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

XV.

Rebuts.

1. Lorsque les expéditeurs de colis tombés en rebut n'on pas indiqué sur le verso du bulletin d'expédition et sur l'envoi même la manière dont il doit être disposé de leur colis, l'Office de destination signale à l'Office d'origine, dans le plus court délai possible, les colis postaux tombés en souffrance. A cet effet, il est fait usage d'une formule conforme au modèle J ci-joint, libellée en français ou comportant une traduction interlinéaire dans cette langue. La disposition de l'expéditeur ne peut être qu'une de celles prévues au § 2 suivant.

En règle générale, les avis de non-remise sont échangés entre les bureaux de destination et d'origine. Toutefois, chaque Office peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. L'avis de non-remise doit indiquer, le cas échéant, le montant des frais de douane et autres dont le colis est déjà grevé et de ceux dont il pourrait être encore grevé en raison d'un magasinage prolongé.

Lorsque des colis postaux ayant donné lieu à un avis sont

retirés ou réexpédiés avant la réception des dispositions de l'expéditeur, le bureau d'origine doit en être informé immédiatement, à l'intention de l'envoyeur. Après réception des dispositions de l'expéditeur, ces dernières seules sont valables et exécutoires.

2. L'expéditeur d'un colis tombé en rebut peut demander:

a. que le colis lui soit immédiatement renvoyé;

b. que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée;

c. que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination, pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne;

d. que le destinataire primitif soit avisé encore une fois;

e. que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné;

f. qu'un colis grevé de remboursement soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ou contre payement d'une somme inférieure à celle indiquée originairement. Le procédé à suivre en ce qui concerne l'annulation ou le remplacement du mandat de remboursement est celui prescrit au § 2 de l'article XVII ci-après;

g. que le colis soit remis au destinataire sans perception des frais de douane ou des autres frais dont le colis est grevé.

Si l'expéditeur ne répond pas du tout ou exprime un désir non conforme aux demandes d'instruction qui lui ont été adressées par le bureau d'origine, l'Office de destination n'est pas tenu de lui adresser un nouvel avis; dans ces cas, le colis lui est renvoyé à l'expiration du délai fixé au § 3 suivant. Il en est de même si l'expéditeur refuse d'accepter l'avis de non-remise ou de payer le droit prévu par le § 6 de l'article 5 de la Convention.

Les colis postaux qui n'ont pu être remis aux destinataires pour une cause quelconque et dont les expéditeurs ont fait abandon pur et simple, ne sont pas renvoyés par l'Office destinataire, qui les traite conformément à sa législation intérieure.

3. Si dans le délai d'un mois, à partir de l'expédition de l'avis, le bureau de destination n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

Les colis gardés en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante sont considérés comme tombés en rebut après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination, sans, toutefois, que ce délai puisse dépasser quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et un mois dans les autres relations.

Le renvoi du colis doit avoir lieu immédiatement, si la demande

de l'expéditeur formulée, soit par une annotation préalable sur le bulletin d'expédition, soit en réponse à l'avis de non-remise modèle J, n'a pas pu être exécutée ou n'a pas abouti à la livraison du colis. Si l'expéditeur a ajouté à sa nouvelle disposition, une seconde instruction éventuelle (autre adresse, etc.), le colis n'est renvoyé que si cette disposition subsidiaire n'a eu, à son tour, aucun résultat.

4. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays non participant à la Convention concernant les colis postaux est traité comme rebut, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir.

Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention „Rebuts", dans la colonne d'observations.

Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Dans le cas où ces colis sont grevés d'autres frais que de taxes de renvoi, une spécification de ces frais doit être ajoutée sur le bulletin d'expédition.

5. Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit. En cas d'impossibilité de vente pour une cause quelconque, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. Il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent l'envoi. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais de l'envoi. Les frais non couverts par la vente tombent à la charge de l'expéditeur et sont repris sur l'Office d'origine.

XVI.

Réclamations.

1. Pour les réclamations de colis postaux, ou de mandats de remboursement non parvenus en retour, il est fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle N annexé au présent Règlement. L'Office du pays d'origine, transmet cette formule directement à l'Office de destination.

2. Toutefois, dans les relations avec les pays d'outre-mer et de ces pays entre eux, la réclamation est transmise de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi qui fait l'objet de la réclamation.

3. Dans le cas prévu au § 1 ci-dessus, lorsque l'Office destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis réclamé ou du mandat de remboursement, il renvoie cette formule, revêtue des renseignements que le cas comporte, à l'Office d'origine.
Lorsque le sort d'un colis qui a passé par plusieurs services ne peut être immédiatement constaté dans le service du pays de destination, l'Office destinataire renvoie la formule à l'Office d'origine. Celui-ci complète la formule en y indiquant les détails de la transmission au premier Office intermédiaire et l'adresse ensuite à cet Office qui y consigne les observations et l'envoie, éventuellement, à l'Office suivant. La réclamation se poursuit ainsi d'Office à Office jusqu'à ce que le sort de l'objet réclamé soit établi. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir, ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.
4. Dans le cas prévu au § 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'Office d'origine jusqu'à l'Office de destination. Chacun d'eux établit sur la formule les données de la transmission à l'Office suivant et l'envoie ensuite à celui-ci. Si les données de la transmission à l'Office suivant ne peuvent être établies, la formule est envoyée à l'Administration du pays de destination. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.
5. Les formules N sont rédigées en français ou portent une traduction interlinéaire en cette langue. Elles doivent être accompagnées, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'adresse. Ces formules sont transmises, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée. Chaque Administration est libre de demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, soit enfin directement au bureau de destination ou, si elle est seulement intéressée à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.

XVII.

Demandes de retrait, de changement d'adresse ou de dégrèvement du remboursement.

1. Les demandes de retrait de colis postaux et de changement d'adresse sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article XXX du Règlement d'exécution de la Convention principale.

2. En cas de demande de dégrèvement partiel d'un colis suivi de remboursement, un nouveau mandat de remboursement, établi pour le montant réduit, doit être joint à la demande. Les mandats de remboursement annulés ou remplacés sont détruits par les soins de l'Office destinataire des colis.

XVIII.

Comptabilité.

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même Office, un état, conforme au modèle K annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des Administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les taxes perçues par l'Office expéditeur, soit à son débit, pour la part revenant à l'Office réexpéditeur et aux Offices intermédiaires, en cas de réexpédition et de rebut, dans les taxes à recouvrer sur les destinataires.

2. Les états K sont ensuite récapitulés par les soins de la même Administration dans un compte L dont le modèle est également annexé au présent Règlement.

3. Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'Office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.
Les totaux ne doivent jamais être rectifiés. Les erreurs qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états de différence.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général trimestriel par les soins de l'Administration créditrice.
Les Administrations participantes ont, toutefois, la latitude de s'entendre entre elles pour n'opérer ce résumé que semestriellement ou annuellement.

5. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux Offices est payé par l'Office débiteur à l'Office créditeur de la manière prévue au § 1 de l'article XXXVI du Règlement d'exécution de la Convention principale, ainsi qu'au Protocole final dudit Règlement.

6. L'établissement, l'envoi et le payement des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts, à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

7. Est réservée, toutefois, aux Offices intéressés, la faculté de

prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

XIX.

Décompte des remboursements.

1. Sauf entente contraire entre les Offices intéressés, le décompte relatif aux remboursements payés par chaque Administration pour le compte d'une autre Administration est effectué au moyen d'annexes aux comptes particuliers (modèle M ci-joint) des mandats de poste de l'Administration créditrice pour l'Administration correspondante.

2. Dans ces comptes des remboursements, qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de l'inscription des mandats dans les registres de ce bureau. A la fin du compte, l'Administration qui l'a établi, déduit de la somme totale de sa créance ½ %, représentant la quote-part de l'Administration correspondante dans le droit de remboursement.

3. La somme finale du compte particulier des remboursements est ajoutée, autant que possible, à celle du compte particulier des mandats de poste pour le même exercise. La vérification et la liquidation de ces décomptes sont effectuées selon les règles fixées pour les décomptes des mandats de poste par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des mandats.

XX.

Décompte des droits figurant sur les bulletins d'affranchissement.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre, est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle E *bis*, ci-annexé, qui sont établis dans la monnaie du pays créditeur par l'Administration débitrice. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans les comptes, par ordre alphabétique des bureaux qui ont opéré le dédouanement en suivant l'ordre numérique qui leur a été donné par ces bureaux.

2 Le compte particulier, accompagné des bulletins réglés, est transmis à l'Administration créditrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel le décompte se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification de ces décomptes est effectuée d'après les règles fixées pour les décomptes des mandats de poste par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service desdits mandats.

4. Les décomptes de droits de douane donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, pour les Offices qui le demandent, ils sont annexés, soit aux comptes des mandats de poste, soit aux comptes L ou M desdits Offices.

XXI.

Communication de documents relatifs à l'échange des colis postaux.

1. Les Administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de la Convention, savoir:

a. les dispositions qu'elles auront prises en ce qui concerne la limite de poids, la déclaration de valeur, les colis encombrants, les remboursements, le nombre de colis qui peuvent être accompagnés d'une seule déclaration en douane et l'admission de communications manuscrites sur le bulletin d'expédition ;

b. s'il y a lieu, les limites de dimensions et de volumes prévues au § 2 de l'article III du présent Règlement ;

c. le tarif applicable dans leur service aux colis postaux pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 5 de la Convention concernant les colis postaux et de l'article I du présent Règlement;

d. les taxes terminales appliquées aux colis postaux ;

e. les noms des bureaux ou localités qui participeront à l'échange des colis postaux, ou l'avis que tous les bureaux participent à ce service ;

f. un extrait en langue allemande, anglaise, espagnole ou française, des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au transport des colis postaux.

2. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard des dispositions ci-dessus mentionnées doit être notifiée sans retard de la même manière.

XXII.

Propositions de modification du Règlement d'exécution.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 27 de la Convention principale, toute Administration d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

2. Toute proposition est soumise au procédé déterminé par l'article XLIV du Règlement d'exécution de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:
a. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article ou de l'article XXIII;
b. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles II, III, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV et XV;
c. la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 25 de la Convention principale.
4. Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations participantes.
5. Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XXIII.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention.

Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties contractantes.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

Pour l'Allemagne:
RONGE.
SCHENK.
ORTH.

Pour la République Argentine:
A. BARRERA NICHOLSON.

Pour l'Autriche:
EBERAN.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
TIXHON.
HUB. KRAINS.

Pour la colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
LUIS RODRIGUEZ.

Pour le Brésil:
ALCIBIADES PEÇANHA.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. STARTCHEFF.
N. BOSCHNAKOFF.

Pour le Chili:
A. DE LA CRUZ.
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.
GUS. COUSIÑO.

Pour la Chine:
LIOU FOU-TCHENG.

Pour la République de Colombie :

W. MAC LELLAN.
GABRIEL ROLDAN.

Pour la République de Costa-Rica :

MANUEL M. DE PERALTA.

Pour la République de Cuba :

JUAN IRURETAGOYENA.

Pour le Danemark :

HOLLNAGEL JENSEN.
HOLMBLAD.

Pour la République Dominicaine :

LEOPOLDO LOVELACE.

Pour l'Egypte :

N. T. BORTON.

Pour la République de l'Equateur :

LUIS ROBALINO DAVILA.
LEÓNIDAS A. YEROVI.

Pour l'Espagne :

CONDE DE COLOMBI.
JOSÉ DE GARCIA TORRES.
GUILLERMO CAPDEVILA.
JOSÉ DE ESPAÑA.
MARTIN VICENTE.
ANTONIO CAMACHO.

Pour les colonies espagnoles :

BERNARDO ROLLAND.
MANUEL G. ACEBO.

Pour l'Ethiopie :

WEULDEU-BERHANE.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
POUR M. GEORGES BONNET.
M. LEBON.
G. BLIN.
P. BOUILLARD.
BARRAIL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ.

Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine :

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres colonies françaises :

G. DEMARTIAL.

Pour la Grèce :

P. SCASSI.
TH. PENTHÉROUDAKIS.

Pour le Guatémala :

JUAN J. ORTEGA.
ENRIQUE TRAUMANN.

Pour la République d'Haïti :

LUIS MA. SOLÉR.

Pour la République du Honduras :

RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

Pour la Hongrie :

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

G. R. CLARKE.

Pour l'Islande :

HOLLNAGEL JENSEN.

Pour l'Italie et les colonies italiennes :

E. DELMATI.
S. ORTISI.

Pour le Japon:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour le Chosen:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:
S. NAKANISHI.
ARAJIRO MIURA.
Y. HIRATSUKA.

Pour la République de Libéria:
LUIS MA. SOLÉR.

Pour le Luxembourg:
G. FABER.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):
GÉRARD JAPY.
J. WALTER.

Pour le Maroc (zone espagnole):
M. AGUIRRE DE CARCER.
L. LÓPEZ-FERRER.
C. GARCIA DE CASTRO.

Pour le Nicaragua:
M. IG. TERAN.

Pour la Norvège:
SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

Pour la République de Panama:
J. D. AROSEMENA.

Pour le Paraguay:
FERNANDO PIGNET.

Pour les Pays-Bas:
A. W. KYMMELL.
J. S. VAN GELDER.

Pour les Indes néerlandaises:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour les colonies néerlandaises en Amérique:
WIGMAN.
W. F. GERDES OOSTERBEEK.
J. VAN DER WERF.

Pour le Pérou:
D. C. URREA.
O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

Pour la Perse:
HUSSÉIN KHAN ALAÏ.
C. MOLITOR.

Pour la Pologne:
W. DOBROWOLSKI.
MACIEJEWSKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

Pour les colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIA DO SANTA BARBARA.

Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

Pour la Roumanie:
D. G. MARINESCO.
EUG. BOUKMAN.

Pour le Salvador:
ISMAEL G. FUENTES.

Pour le Territoire de la Sarre.
DOUARCHE.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

DRAG. DIMITRIYEVITCH.
S. P. TOUTOUNDJITCH.
DR. FRANYA PAVLITCH.
COSTA ZLATANOVITCH.

Pour le Royaume de Siam :

PHRA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

MENGOTTI.
F. BOSS.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. OTOKAR RŮŽIČKA.

VACLÁV KUČERA.

Pour la Tunisie:

GÉRARD JAPY.
A. BARBARAT.

Pour la Turquie :

MÉHMÉD-ALI.

Pour l'Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela :

PEDRO EMILIO COLL.
BARCELÓ.
A. POSSE.

VERTALINGEN.

WERELD-POSTVEREENIGING

ALGEMEEN POSTVERDRAG

GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE PHILIPPIJNEN, DE OVERIGE EILANDEN IN HET BEZIT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE DOMINIKAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE EN DE SPAANSCHE KOLONIËN, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE GEBIEDEN, KOLONIËN EN PROTECTORATEN, BRITSCH-INDIË, HET GEMEENEBEST AUSTRALIË, CANADA, NIEUW-ZEELAND, DE ZUID-AFRIKAANSCHE UNIE, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven genoemde landen, in Congres bijeen te Madrid, hebben, krachtens art. 25 van het op den 26sten Mei 1906 te Rome gesloten Verdrag, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, gemeld Verdrag herzien, overeenkomstig de volgende bepalingen:

Artikel 1.

Omschrijving van de postvereeniging.

De landen tusschen welke dit Verdrag is gesloten, alsmede die landen, welke later tot het Verdrag zullen toetreden, vormen, onder de benaming van Wereldpostvereeniging, een enkel postgebied voor de wederzijdsche uitwisseling van brieven en andere stukken tusschen hunne postkantoren.

Artikel 2.

Zendingen, op welke het Verdrag van toepassing is.

De bepalingen van dit Verdrag hebben betrekking op de brieven, de briefkaarten — zoowel de enkele als die met betaald antwoord —, de gedrukte stukken van allerlei aard, de akten, en de monsters van koopwaren, uit eenig tot de Vereeniging behoorend land afkomstig en bestemd voor een ander tot die Vereeniging behoorend land. Zij zijn mede van toepassing op de uitwisseling per post van de hierboven genoemde stukken tusschen de landen der Vereeniging en landen, welke niet tot de Vereeniging behooren, telkens wanneer deze uitwisseling geschiedt door tusschenkomst van tenminste twee der toegetreden partijen.

Artikel 3.

Vervoer van brievenmalen tusschen aangrenzende landen; door derden bewezen diensten.

1. De Postadministratiën van aan elkaar grenzende landen of van landen, welke zonder tusschenkomst van een derde Postadministratie rechtstreeksche postgemeenschap met elkander kunnen onderhouden, stellen in gemeen overleg de voorwaarden vast betreffende het vervoer van hunne wederzijdsche brievenmalen over de grenzen of van de eene grens naar de andere.

2. Tenzij daaromtrent anders mocht zijn overeengekomen, geldt als door derden bewezen dienst: het vervoer tusschen twee landen, rechtstreeks over zee, door middel van tot een dier landen behoorende paketbooten of vaartuigen; dit vervoer wordt beheerscht door de bepalingen van het volgend artikel, dat mede van toepassing is op het vervoer, hetzij te water, hetzij over land, tusschen twee in hetzelfde land gelegen kantoren, indien het geschiedt door middel van een dienst, behoorende tot een ander land.

3. De hooge contracteerende partijen verbinden zich, uit hoofde van den postdienst, geen bijzondere verplichtingen op te leggen aan de tot eenig land der Vereeniging behoorende paketbooten, welke worden gebezigd voor het geregeld vervoer van brieven

en andere stukken, in ruil tegen voordeelen of voorrechten, welke, inzonderheid wat betreft de formaliteiten en werkzaamheden bij vertrek uit de havens of bij aankomst, ten gunste van eenige groep van koopvaardijschepen, welke ook, mochten bestaan of worden ingesteld.

Artikel 4.

Transit- en opslagkosten.

1. Binnen het geheele gebied der Vereeniging is vrijheid van transit gewaarborgd.

De Postadministratiën hebben het recht den postdienst te staken met elk land, dat het bij het vorig lid bepaalde niet mocht in acht nemen. Zij zijn gehouden om zoodanigen maatregel vooraf telegrafisch ter kennis te brengen van de betrokken Administratie.

2. De verschillende Postadministratiën der Vereeniging kunnen, door tusschenkomst van een of meer medecontractanten, al naar gelang van de behoeften van het verkeer en de eischen van den postdienst, elkaar wederkeerig zoowel gesloten brievenmalen, als stuksgewijze uit te wisselen stukken toezenden.

3. De stukken, welke in gesloten brievenmalen tusschen twee Postadministratiën der Vereeniging, door middel van de diensten van een of meer andere Postadministratiën der Vereeniging worden gewisseld, zijn, ten voordeele van elk der landen, waarover het vervoer plaats heeft, of welks diensten aan het vervoer deelnemen, aan de navolgende transitkosten onderworpen; te weten:

1o. wegens het vervoer over land:

a. 1 frank 50 centiemen per kilogram voor brieven en briefkaarten en 20 centiemen per kilogram voor andere stukken, indien de doorloopen afstand 3000 kilometer niet te boven gaat;

b. 3 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 40 centiemen per kilogram voor andere stukken, indien de doorloopen afstand meer dan 3000 kilometer bedraagt, doch 6000 kilometer niet te boven gaat;

c. 4 franken 50 centiemen per kilogram voor brieven en briefkaarten en 60 centiemen per kilogram voor andere stukken, indien de doorloopen afstand meer dan 6000 kilometer bedraagt, doch 9000 kilometer niet te boven gaat;

d. 6 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 80 centiemen per kilogram voor andere stukken, indien de doorloopen afstand 9000 kilometer te boven gaat.

2o. wegens het vervoer over zee:

a. 1 frank 50 centiemen per kilogram voor brieven en briefkaarten en 20 centiemen per kilogram voor andere stukken, indien

de afstand waarover het vervoer plaats vindt, niet meer bedraagt dan 300 zeemijlen. Het vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 300 zeemijlen geschiedt echter kosteloos, indien de betrokken Administratie wegens het vervoer van dezelfde brievenmalen reeds de vergoeding voor het landtransit ontvangt;

b. 4 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 50 centiemen per kilogram voor andere stukken, wegens vervoer over een afstand van meer dan 300 zeemijlen, tusschen landen van Europa, tusschen Europa en de havens van Afrika en Azië gelegen aan de Middellandsche Zee en aan de Zwarte Zee of tusschen die havens onderling, en tusschen Europa en Noord-Amerika. Dezelfde prijzen zijn van toepassing op het vervoer, binnen het geheele gebied der Vereeniging, tusschen twee havens van eenzelfden Staat, alsmede tusschen de havens van twee Staten, welke door middel van dezelfde scheepvaartlijn postverkeer onderhouden, indien de afstand over zee 1500 zeemijlen niet te boven gaat;

c. 8 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 1 frank per kilogram voor andere stukken, wegens alle vervoer, dat niet behoort tot de hierboven sub *a* en *b* genoemde gevallen.

Bij vervoer over zee door twee of meer Administratiën mogen de kosten van het geheele vervoer den prijs van 8 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 1 frank per kilogram voor andere stukken niet te boven gaan; die kosten worden in voorkomende gevallen tusschen de Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, verdeeld, naar evenredigheid van de doorloopen afstanden, behoudens andere schikkingen, welke tusschen de betrokken partijen kunnen worden getroffen.

4. Voor het in een havenplaats in opslag nemen van door een paketboot aangebrachte gesloten brievenmalen, welke bestemd zijn om weder door een andere paketboot te worden medegenomen, is ten bate van de Postadministratie, tot welker gebied de opslagplaats behoort, eene vergoeding van 50 centiemen per zak verschuldigd, mits deze Administratie geen betaling ontvangt voor een transitdienst over land of over zee. Het eenvoudig overbrengen van het eene schip naar het andere geeft evenwel geen recht op eenige betaling.

5. De brieven en andere stukken, welke stuksgewijze tusschen twee Administratiën der Vereeniging worden uitgewisseld, zijn per stuk en onverschillig hun gewicht of bestemming onderworpen aan de navolgende kosten van transit, te weten:

brieven	6	centiemen per stuk;
briefkaarten	2½	„ „ „;
overige stukken	2½	„ „ „.

6. De in dit artikel vermelde transitkosten zijn niet van toepassing op het vervoer binnen de Vereeniging, door middel van buitengewone diensten bijzonderlijk in het leven geroepen of onderhouden door eene Administratie op het verzoek van een of meer andere Administratiën. De voorwaarden, waaronder zoodanig vervoer plaats vindt, worden in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën vastgesteld.
Overal, waar het transit, zoowel over land als over zee, thans kosteloos of op voordeeliger voorwaarden geschiedt, wordt die toestand bestendigd.
7. De transit- en opslagkosten komen ten laste van de Administratie van het land van oorsprong.
8. De algemeene afrekening van deze kosten geschiedt volgens opnamen, welke eenmaal in de drie jaar plaats hebben gedurende een door het Reglement van uitvoering van dit Verdrag nader te bepalen tijdvak van 28 dagen.
9. Van alle kosten wegens transit over land of over zee zijn vrijgesteld de in de §§ 3 en 4 van artikel 13 van dit Verdrag vermelde brieven en andere stukken, de antwoord-briefkaarten, welke naar het land van oorsprong worden teruggezonden, de nagezonden of onjuist verzonden stukken, de onbestelbare stukken, de berichten van ontvangst, de postwissels en alle andere op den postdienst betrekking hebbende bescheiden.
10. Wanneer het jaarlijksch saldo van de afrekeningen der transit- en opslagkosten tusschen twee Administratiën 1000 franken niet te boven gaat, is de Administratie, die te betalen heeft, van elke betaling uit dien hoofde vrijgesteld.

Artikel 5.

Luchtvaartdiensten.

De luchtvaartdiensten, voor het vervoer van brieven en andere stukken tusschen twee of meer landen ingesteld, worden gelijkgesteld met de buitengewone diensten genoemd in artikel 4 § 6. De voorwaarden, waaronder dit vervoer plaats vindt, worden door de betrokken Administratiën in gemeen overleg vastgesteld. Echter zijn de transitkosten, vallende op elken door de lucht afgelegden afstand, dezelfde voor alle Administratiën, die, zonder bij te dragen in de bedrijfskosten, van dezen dienst gebruik maken.

Artikel 6.

Porten, aanvullingsporten en -rechten en algemeene voorwaarden van verzending.

1. De porten voor het vervoer per post binnen het geheele gebied der Vereeniging, daaronder begrepen de bestelling aan

de huizen der geadresseerden in die landen der Vereeniging, in welke de dienst der bestelling is of later zal worden geregeld, bedragen, bij vooruitbetaling:
1o. voor brieven, 50 centiemen voor het eerste gewicht van 20 gram en 25 centiemen voor elk gewicht van 20 gram of gedeelte van 20 gram boven het eerste gewicht van 20 gram;
2o. voor briefkaarten, 30 centiemen voor een enkele kaart of voor elk der beide deelen van een briefkaart met betaald antwoord;
3o. voor gedrukte stukken van allerlei aard, akten en monsters van koopwaren, 10 centiemen voor elk stuk of pakket, van een afzonderlijk adres voorzien, en voor elk gewicht van 50 gram of gedeelte van 50 gram, mits dat stuk of pakket geen brief, noch eenige schriftelijke bijvoeging bevat, welke het karakter heeft van eene briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard en het in dier voege ingepakt zij, dat een onderzoek van den inhoud gemakkelijk kan geschieden.
Het port voor akten bedraagt ten minste 50 centiemen en dat voor monsters ten minste 20 centiemen per zending.
Bij uitzondering worden stukken met opgewerkte punten of teekens, ten gebruike van blinden, toegelaten tegen een tarief van 5 centiemen voor elke zending en voor elk gewicht van 500 gram of gedeelte van 500 gram.
2. Boven de in de voorafgaande paragraaf vastgestelde porten kan voor elk stuk, waarvan het vervoer geschiedt door middel van diensten van Administratiën, die niet tot de Vereeniging behooren, of door middel van buitengewone diensten binnen de Vereeniging waarvoor afzonderlijke kosten verschuldigd zijn, een verhoogd port worden geheven naar evenredigheid van die kosten.
Wanneer in het tarief van frankeering voor enkele briefkaarten het bij het voorafgaande lid toegestane verhoogde port is begrepen, is datzelfde tarief van toepassing op elk der beide deelen van de briefkaarten met betaald antwoord.
Het land van bestemming mag voor de *poste restante* geadresseerde stukken een bijzonder verhoogd port heffen in overeenstemming met zijn binnenlandsche bepalingen. Het verhoogde port wordt niet ingevorderd ingeval van nazending of onbestelbaarheid van het stuk.
3. In geval van ongefrankeerde verzending of bij ontoereikende frankeering wordt van de geadresseerden der stukken een port van tweemaal het ontbrekende of te weinig betaalde bedrag geheven, met dien verstande, dat dit port niet minder mag bedragen dan 30 centiemen.
4. Andere stukken dan brieven en briefkaarten moeten ten minste gedeeltelijk gefrankeerd zijn.
De bevoegdheid tot het niet- of gedeeltelijk frankeeren geldt niet voor brieven en briefkaarten, noch voor andere stukken, waar-

van de frankeering klaarblijkelijk met opzet wordt nagelaten.
5. Het gewicht der brieven mag niet hooger zijn dan 2 kilogram; de afmetingen mogen langs elk der zijden niet meer bedragen dan 45 centimeter, of — voor zendingen in rolvorm — 10 centimeter middellijn en 75 centimeter lengte.
6. In pakketten met monsters van koopwaren mogen zich geen voorwerpen bevinden, welke handelswaarde bezitten; zulk een zending mag niet meer wegen dan 500 gram, ook mag hare lengte niet meer dan 30, hare breedte niet meer dan 20 en hare hoogte niet meer dan 10 centimeter bedragen; voor zendingen in rolvorm zijn deze maxima afmetingen: 30 centimeter in de lengte en 15 centimeter middellijn.
7. Pakketten met akten en pakketten met gedrukte stukken mogen niet meer dan 2 kilogram wegen, noch langs een hunner zijden een grootere afmeting hebben dan 45 centimeter. Zij kunnen echter voor het vervoer per post in rolvorm worden toegelaten, indien de middellijn niet meer dan 10 centimeter en de lengte niet meer dan 75 centimeter bedraagt.
Pakketten met z.g. *Braille*-stukken en afzonderlijk verzonden gedrukte boekdeelen mogen tot 3 kilogram wegen, zij mogen echter de voor de overige gedrukte stukken vastgestelde afmetingen niet te boven gaan.
8. Frankeerzegels en stukken met opgedrukt frankeerzegel, onverschillig of die zegels al dan niet zijn onbruikbaar gemaakt, alsmede alle gedrukte stukken, welke eene waarde vertegenwoordigen, zijn van de verzending tegen verlaagd tarief uitgesloten, behoudens de uitzonderingen, welke door het bij dit Verdrag behoorende Reglement van uitvoering zijn toegestaan.

Artikel 7.

Aangeteekende stukken; berichten van ontvangst; navragen.

1. De in artikel 6 genoemde stukken kunnen aangeteekend worden verzonden.
Echter kunnen de voor „Antwoord" bestemde gedeelten van briefkaarten niet worden aangeteekend door de oorspronkelijke afzenders van die zendingen.
2. Voor elke aangeteekende verzending is door den afzender verschuldigd:
1o. het gewone port volgens den aard der zending;
2o. een vast aanteekenrecht van ten hoogste 50 centiemen, daaronder begrepen het aan den afzender uit te reiken bewijs van terpostbezorging.
3. De afzender van een aangeteekend stuk kan een bericht van ontvangst van dat stuk bekomen, tegen betaling, bij de ter

postbezorging, van een vast recht van ten hoogste 50 centiemen. Het dubbele van dit recht kan worden gevorderd voor berichten van ontvangst, aangevraagd na de ter postbezorging van het stuk, en voor verzoeken om inlichting betreffende gewone of aangeteekende stukken.
Voor verzoeken om inlichting betreffende aangeteekende stukken wordt geen recht gevorderd, indien de afzender het bijzondere recht voor het verkrijgen van een bericht voor ontvangst reeds heeft voldaan.

Artikel 8.

Verrekenzendingen.
1. Aangeteekende stukken bezwaard met een verrekenbedrag, kunnen worden verzonden in het verkeer tusschen de landen, welker Administratiën overeenkomen dezen dienst in te voeren. Verrekenzendingen zijn onderworpen aan de behandeling en de porten en rechten voor aangeteekende stukken.
De afzender betaalt bovendien een vast recht wegens verrekening van 10 centiemen.
Het maximum bedrag der verrekening is gelijk aan dat geldende voor de postwissels naar het land van oorsprong der zending. Tenzij tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, wordt het verrekenbedrag uitgedrukt in de munt van het land van bestemming.
2. Onder hetzelfde voorbehoud moet het van den geadresseerde ingevorderd bedrag aan den afzender worden overgemaakt door middel van een postwissel na aftrek van een recht van invordering van 15 centiemen en van het gewone postwisselrecht, berekend naar het overschietend bedrag.
De verrekeningswissels, die om de een of andere reden niet aan de belanghebbenden zijn uitbetaald, worden niet aan het kantoor van afgifte terugbetaald; het bedrag daarvan komt, na verloop van den wettelijken geldigheidstermijn, ter beschikking van de Administratie van het land van oorsprong der verrekenzendingen. In alle andere opzichten gelden voor de verrekeningspostwissels de bepalingen der Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.
3. Voor het verlies van een verrekenzending is de postdienst jegens den afzender verantwoordelijk overeenkomstig de bepalingen bij artikel 10 van dit Algemeen Verdrag voor aangeteekende zendingen zonder verrekening vastgesteld.
4. De bedragen, welke op regelmatige wijze van den geadresseerde zijn ingevorderd, zijn, na aftrek van het postwisselrecht en het recht van invordering, aan den afzender gewaarborgd op de voorwaarden, welke door de Overeenkomst betreffende den

postwisseldienst zijn vastgesteld voor de per postwissel overgemaakte bedragen, behoudens het geval, bedoeld bij § 1, 2de lid, van artikel 10 van dit Algemeen Verdrag.

5. Indien de zending zonder invordering van het verrekenbedrag aan den geadresseerde is uitgereikt, heeft de afzender recht op eene schadevergoeding, tenzij de niet-invordering aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten. De schadevergoeding bedraagt in geen geval meer dan het bedrag der verrekening. Hetzelfde geldt indien het bedrag,dat van den geadresseerde is ingevorderd, minder bedraagt dan het aangegeven verrekenbedrag. Door betaling van de schadevergoeding treedt de Administratie in de rechten van den afzender voor elk mogelijk verhaal op den geadresseerde of op derden.

De verantwoordelijkheid rust op de Administratie van het land van bestemming, tenzij dit kan bewijzen, dat de niet-invordering van het verrekenbedrag of de invordering van een geringer bedrag is toe te schrijven aan het niet inachtnemen van een reglementaire bepaling door de Administratie van het land van oorsprong.

6. De Administratie van het land van afzending is bevoegd, om voor verrekenzendingen, waarvan het op regelmatige wijze van den geadresseerde ingevorderde bedrag niet aan den afzender is overgemaakt, dit bedrag aan den rechthebbende uit te betalen uiterlijk binnen een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop de navraag is ingediend. Deze betaling geschiedt voor rekening van de Administratie van bestemming. Schadevergoeding voor verrekenzendingen, welke zonder invordering van het opgegeven bedrag of tegen invordering van een geringer bedrag aan den geadresseerde zijn uitgereikt, alsmede voor zendingen, waarvan het verrekenbedrag op bedriegelijke wijze is ingevorderd, moet binnen denzelfden termijn door de Administratie van oorsprong aan den rechthebbende worden uitbetaald. De betaling voor rekening van de Administratie van bestemming geschiedt eveneens indien de aansprakelijkheid op die Administratie rust ingevolge het bepaalde bij § 5 van dit artikel. Hetzelfde geldt indien de Administratie van bestemming, na op regelmatige wijze met de zaak te zijn in kennis gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan. Deze termijn wordt gesteld op negen maanden in het verkeer met overzeesche landen. De tijd, benoodigd voor de toezending van de navraag aan de Administratie van bestemming en voor hare terugzending aan de Administratie van oorsprong, is in deze termijnen begrepen.

Bij wijze van uitzondering kan de Administratie van het land van afzending de schadeloosstelling van den afzender tot een later tijdstip opschorten, indien zij na afloop van den bovenge-

noemden termijn nog geen zekerheid heeft nopens het lot van de verrekenzending of de daarvoor te dragen verantwoordelijkheid.

De Administratie van bestemming is verplicht om aan de Administratie van afzending terug te betalen de bedragen, welke ingevolge het bepaalde bij § 5 van dit artikel zijn voorgeschoten.

Artikel 9.

Identiteitskaarten.

1. Elke Administratie is bevoegd, om aan personen, die dit verzoeken, identiteitskaarten af te geven, bestemd om als bewijsstukken te dienen bij alle door de postkantoren te verrichten handelingen.

Deze kaarten zijn geldig in alle landen der Vereeniging, behalve in die, welke verklaren niet tot dezen dienst toe te treden.

2. De Administratie, die een identiteitskaart afgeeft, is bevoegd uit dien hoofde een recht te heffen, hetwelk door middel van postzegels op de kaart moet worden verantwoord ; dit recht mag niet meer bedragen dan één frank.

3. De Administratiën zijn ontheven van elke aansprakelijkheid indien blijkt, dat de afgifte van eene postzending of de betaling van een wissel is geschied op vertoon van eene deugdelijke identiteitskaart.

4. De houder van een identiteitskaart is verantwoordelijk voor de gevolgen, welke kunnen voortspruiten uit verlies, ontvreemding of misbruik van de kaart.

5. De identiteitskaart is geldig gedurende twee jaar te rekenen van den dag van afgifte. Indien het uiterlijk van den houder tijdens den geldigheidsduur van de kaart zoodanig is gewijzigd, dat het niet meer overeenkomt met het portret of de persoonsbeschrijving, dan moet de kaart, zelfs voor het einde van dien termijn, worden vernieuwd.

Artikel 10.

Verantwoordelijkheid voor aangeteekende stukken.

1. Ingeval van verlies van een aangeteekend stuk, het geval van overmacht uitgezonderd, heeft de afzender recht op eene schadevergoeding van 50 franken.

De Administratiën zijn echter ontheven van elke verantwoordelijkheid voor het verlies van aangeteekende zendingen, waarvan de inhoud valt onder de verbodsbepalingen, bedoeld bij artikel 18, § 2, van dit Verdrag.

2. De landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht verantwoordelijkheid te aanvaarden, zijn bevoegd, om uit dien

hoofde van den afzender een verhoogd recht te heffen van ten hoogste 50 centiemen voor elke aangeteekende zending.

3. De verplichting tot betaling der schadevergoeding rust op de Administratie, waaronder het kantoor van afzending behoort. Deze Administratie heeft verhaal op de verantwoordelijke Administratie, d. w. z. op die Administratie, op welker gebied of in welker dienst het verlies heeft plaats gehad.

Indien een aangeteekend stuk, afkomstig van een ander land, verloren gaat ten gevolge van overmacht, op het grondgebied of in den dienst van een land, dat bereid is, ook in het bij de voorgaande paragraaf bedoeld geval, verantwoordelijkheid te aanvaarden, dan is het land, waar het verlies heeft plaats gehad, daarvoor verantwoordelijk tegenover de Administratie van afzending indien deze laatste ook harerzijds bereid is aan hare afzenders in geval van overmacht schadevergoeding te betalen.

4. Tot het tegendeel is bewezen, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het stuk zonder aanmerking in ontvangst heeft genomen en die, na in het bezit te zijn gesteld van alle reglementaire middelen voor het onderzoek, noch de uitreiking aan den geadresseerde, noch, indien hiertoe aanleiding bestaat, de regelmatige overgifte aan de volgende Administratie kan bewijzen. Voor zooveel betreft de poste-restante zendingen of die zendingen, welke op verzoek ter beschikking van de geadresseerden worden bewaard, houdt de verantwoordelijkheid op bij de uitreiking aan een persoon, die volgens de in het land van bestemming bestaande bepalingen zijne identiteit heeft bewezen en wiens naam en qualiteit overeenstemmen met de aanwijzingen van het adres.

5. De betaling van de schadevergoeding door de Administratie van afzending moet zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk binnen zes maanden te rekenen van den dag waarop de navraag is gedaan, geschieden. Deze termijn bedraagt negen maanden in het verkeer met overzeesche landen.

De Administratie van afzending is bevoegd om de regeling van de schadevergoeding tot na afloop van den vorengenoemden termijn uit te stellen, indien zij aan het einde van dezen termijn nog geen zekerheid heeft verkregen omtrent het lot van het vermiste stuk, of wanneer de vraag, of het verlies van de zending het gevolg is van overmacht, nog niet is beslist.

De Administratie van afzending is evenwel bevoegd den afzender schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie van doorzending of van bestemming, die, na op regelmatige wijze met de zaak te zijn in kennis gesteld, zes maanden (in het verkeer met overzeesche landen negen maanden) heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan.

De verantwoordelijke Administratie, of die voor welker rekening de betaling, overeenkomstig het voorgaande lid heeft plaats gehad, is gehouden om aan de Administratie van afzending het bedrag der schadevergoeding en, zoo noodig, de rente terug te betalen binnen drie maanden, nadat van de betaling is kennis gegeven. Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, welke te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel, hetzij in geld, gangbaar in het land dat te vorderen heeft. Na afloop van den termijn van drie maanden wordt het bedrag, dat aan de Administratie van afzending verschuldigd is, rentedragend, naar reden van 7 % 's jaars, te rekenen van den dag waarop die termijn verloopt.
Wanneer een Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld geworden, aanvankelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, dan moet die Administratie bovendien de bijkomende, uit de niet gerechtvaardigde vertraging der betaling voortspruitende kosten voor hare rekening nemen.
6. Navraag is slechts toegelaten binnen een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop het aangeteekende stuk is ter post bezorgd ; na afloop van dezen termijn heeft de aanvrager geen recht op eenige vergoeding.
7. Indien het verlies heeft plaats gehad tijdens het vervoer, zonder dat het mogelijk is te bepalen op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, dan wordt de schade door de betrokken Administratiën in gelijke deelen gedragen.
8. De verantwoordelijkheid der Administratiën houdt op, zoodra de rechthebbenden de aangeteekende stukken tegen ontvangbewijs hebben in ontvangst genomen, of indien de Administratiën geen rekenschap van de zendingen kunnen geven wegens vernietiging door overmacht van de dienstbescheiden.

Artikel 11.

Terugvordering van stukken; wijziging van het adres of van de verzendingsvoorwaarden.

1. De afzender is bevoegd om een stuk terug te vorderen of het adres daarvan te doen wijzigen, zoolang de uitreiking aan den geadresseerde nog niet heeft plaats gevonden.
2. Het hiertoe strekkend verzoek wordt per post of per telegraaf overgebracht, op kosten van den afzender, die daarvoor heeft te betalen :
1o. voor elk verzoek per post, het port en recht verschuldigd voor een aangeteekenden brief van enkelvoudig gewicht;
2o. voor elk verzoek per telegraaf, de seinkosten volgens het gewone tarief.

3. De afzender van een verrekenzending kan, op de voorwaarden, vastgesteld voor de verzoeken tot adreswijziging, geheele of gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag vragen.

Artikel 12.

Vaststelling van de met de frankmunt overeenkomende bedragen voor de te heffen porten en rechten en voor de afrekeningen.

Onder *frank*, zooals deze is aangenomen als grondslag voor de porten en rechten, wordt verstaan de gouden frank overeenkomstig het gewicht en het gehalte van de gouden munten volgens de wetgeving, geldende in de verschillende landen, welke die munteenheid hebben aangenomen.

In alle landen der Vereeniging worden de porten en rechten vastgesteld volgens eene waarde, welke in de tegenwoordige munt van elk land zoo nauwkeurig mogelijk overeenkomt met de waarde van den gouden frank.

Voor de onderlinge verevening van de saldi der wederzijdsche rekeningen door de postadministratiën van de verschillende landen ingevolge de bepalingen van dit Verdrag, wordt de gouden frank als grondslag genomen.

Artikel 13.

Frankeering der zendingen; antwoord-coupons; portvrijdom.

1. De frankeering van elke zending kan geschieden, hetzij door middel van postzegels, die in het land van oorsprong voor de frankeering van brieven en andere stukken van particulieren geldig zijn, hetzij door middel van afdrukken van frankeermachines, welke officieel zijn ingevoerd en onder onmiddellijk toezicht van de Administratie werken.

Als voldoende gefrankeerd worden beschouwd: antwoordbriefkaarten, voorzien van postzegels van het land, dat die kaarten heeft uitgegeven, stukken, welke voor hunne oorspronkelijke bestemming voldoende zijn gefrankeerd en waarvoor het aanvullingsport vóór de nazending is voldaan, alsmede de nieuwsbladen of pakken met nieuwsbladen, waarvan het adres de aanwijzing „Abonnements-poste" of eene hiermede overeenkomende aanwijzing draagt en waarvan de verzending geschiedt krachtens de bijzondere Overeenkomst betreffende de abonnementen op nieuwsbladen, bedoeld bij artikel 21 van dit Verdrag.

2. Antwoord-coupons kunnen worden verkocht in de landen, wier Administratiën zich hebben bereid verklaard dergelijke coupons uit te geven. De minimum-verkoopprijs van de antwoord-coupons is 50 centiemen per stuk, of de daarmede overeenkomende

waarde in de munt van het land, dat de coupons verkoopt. Deze coupon is in elk land der Vereeniging inwisselbaar tegen één of meer zegels, welke de waarde vertegenwoordigen van het port van een brief van enkelvoudig gewicht afkomstig van dat land en bestemd voor het buitenland. De inwisseling moet nochtans geschieden vóór het einde van de tweede maand volgende op de maand van uitgifte; deze termijn wordt met vier maanden verlengd in het verkeer met overzeesche landen. Het Reglement van uitvoering van het Verdrag stelt de overige voorwaarden voor deze inwisseling vast en regelt bepaaldelijk de tusschenkomst van het Internationaal Bureel bij den aanmaak, de verstrekking en de verantwoording van de bedoelde coupons.

3. De ambtelijke brieven en andere stukken betreffende den postdienst, gewisseld tusschen de Postadministratiën onderling, tusschen die Administratiën en het Internationaal Bureel, tusschen de postkantoren van de landen der Vereeniging en tusschen deze kantoren en de Administratiën, genieten vrijstelling van port.

4. Hetzelfde geldt voor brieven en andere stukken krijgsgevangenen betreffende, verzonden of ontvangen, hetzij rechtstreeks, hetzij bij wijze van bemiddeling, door de inlichtingsbureelen, welke eventueel voor die personen worden opgericht in oorlogvoerende landen of in onzijdige landen, welke oorlogvoerenden op hun grondgebied hebben toegelaten.
De brieven en andere stukken, bestemd voor krijgsgevangenen of door hen verzonden, met uitzondering van verrekenzendingen, zijn eveneens vrijgesteld van alle heffingen vanwege de posterijen, zoowel in de landen van oorsprong en van bestemming als in de tusschenliggende landen.

Oorlogvoerenden, die in een onzijdig land zijn toegelaten en aldaar geïnterneerd, worden voor zooveel betreft de toepassing van de bovenstaande bepalingen, met krijgsgevangenen gelijk gesteld.

5. De stukken, welke in volle zee in de brievenbus van een paketboot worden geworpen of welke worden ter hand gesteld aan de zich aan boord bevindende postambtenaren of aan de scheepsgezagvoerders kunnen, tenzij het tegendeel tusschen de betrokken Administratiën is overeengekomen, worden gefrankeerd met postzegels en volgens het tarief van het land, waartoe dat schip behoort of in dienst waarvan het staat. Indien de bezorging aan boord plaats heeft gedurende het oponthoud aan een der eindpunten van de lijn of op eene tusschenliggende aanlegplaats, is de frankeering alleen dan geldig, wanneer zij geschiedt door middel van postzegels en volgens het tarief van het land, in welks wateren het schip zich bevindt.

Artikel 14.

Toekenning van de porten en rechten.

1. Iedere Administratie behoudt ten volle de bedragen, die zij krachtens de verschillende artikelen van dit Verdrag heeft geheven, behoudens de vergoeding welke verschuldigd is voor de postwissels, bedoeld bij artikel 8, § 2, en met uitzondering van hetgeen den dienst der antwoord-coupons betreft. (art. 13).

2. Dientengevolge vindt uit dezen hoofde geen verrekening tusschen de verschillende Administratiën der Vereeniging plaats, behoudens de uitzonderingen, bedoeld bij § 1 van dit artikel.

3. Brieven en andere stukken kunnen noch in het land van oorsprong, noch in dat van bestemming, ten laste van de afzenders of van de geadresseerden met eenig ander port of recht vanwege de posterijen worden bezwaard dan bij dit Verdrag is bepaald.

Artikel 15.

Expressezendingen.

1. In de landen der Vereeniging, welke zich met dezen dienst wenschen te belasten, kunnen brieven en alle andere stukken op verzoek van de afzenders, door een bijzonderen bode, onmiddellijk na aankomst, ten huize van de geadresseerden worden uitgereikt.

2. Deze zendingen, „expresse-zendingen" genoemd, zijn onderworpen aan een bijzonder recht voor bezorging ten huize van den geadresseerde; dit recht is bepaald op één frank boven het gewone port en moet door den afzender ten volle bij vooruitbetaling worden voldaan. Het blijft ten voordeele van de Administratie van het land van oorsprong.

3. Indien de woning van den geadresseerde is gelegen buiten den kosteloozen bestellingskring van het kantoor van bestemming, dan mag dit kantoor een aanvullingsrecht heffen, tot een bedrag, gelijk aan het recht, dat in het binnenlandsch verkeer voor expresse-bestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmede overeenkomend bedrag in de munt van het land, dat het aanvullingsrecht heft.

Het hierboven bedoeld aanvullingsrecht blijft invorderbaar in geval van nazending of onbestelbaarheid van het stuk; het wordt behouden door de Administratie, die het heeft geheven.

4. Expresse-zendingen, waarvoor het vooruit te betalen port en recht niet ten volle is voldaan, worden als gewone stukken besteld, tenzij zij door het kantoor van oorsprong als expressezendingen zijn behandeld.

Artikel 16.

Nazending; onbestelbare stukken.

1. Wegens de verzending van poststukken aan een nader adres binnen het gebied der Vereeniging wordt geenerlei aanvullingsport geheven.

2. De terugzending wegens onbestelbaarheid van stukken geeft geene aanleiding tot teruggave van de transitkosten, welke, wegens het voorafgegaan vervoer van die stukken, aan tusschenliggende Administratiën toekomen.

3. De ongefrankeerde brieven en briefkaarten en de onvoldoend gefrankeerde stukken van allerlei aard, welke ten gevolge van nazending of onbestelbaarheid naar het land van oorsprong worden teruggezonden, worden aan de geadresseerden of de afzenders uitgereikt tegen betaling van de bedragen, waarmede zij bij de verzending of bij aankomst, of, wegens verdere verzending dan hunne oorspronkelijke bestemming, tijdens het vervoer, zijn belast.

Artikel 17.

Uitwisseling van gesloten brievenmalen met oorlogsschepen.

1. Er kunnen gesloten brievenmalen worden gewisseld tusschen de postkantoren van een der contracteerende landen en de commandanten van eskaders of oorlogsschepen van dat land, die zich in den vreemde ophouden of tusschen den commandant van een dezer eskaders of oorlogsschepen en den commandant van een ander eskader of oorlogsschip van hetzelfde land, zulks door middel van tot andere landen behoorende diensten te land of ter zee.

2. De stukken van allerlei aard, welke in die brievenmalen worden opgenomen, moeten uitsluitend zijn gericht aan of afkomstig zijn van de officieren en de verdere bemanning der schepen, welke de brievenmalen ontvangen of verzenden; de tarieven en de voorwaarden van verzending, daarop toepasselijk, worden door de Postadministratie van het land, waartoe de schepen behooren, volgens hare eigen reglementaire bepalingen vastgesteld.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders mocht zijn overeengekomen, is de Administratie, die de hierbedoelde brievenmalen verzendt of ontvangt, aan de tusschenkomende Administratiën transitkosten verschuldigd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.

Artikel 18.

Verbodsbepalingen.

1. Behoudens de in dit Verdrag en het Reglement van uitvoering genoemde uitzonderingen, worden zendingen, welke niet

voldoen aan de voor elke soort van stukken vastgestelde voorwaarden, niet verzonden.

2. Het is verboden te verzenden:

a. monsters en andere stukken, welke, door hunnen aard, gevaar voor de postambtenaren kunnen opleveren dan wel de brieven en andere stukken zouden kunnen verontreinigen of beschadigen;

b. ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen; dieren en insecten, levend of dood, behoudens de uitzonderingen genoemd in het Reglement van uitvoering van dit Verdrag;

c. monsters welke in zoodanig aantal door een zelfden afzender aan een zelfden geadresseerde worden verzonden, dat duidelijk de bedoeling blijkt, om de heffing van de aan het land van bestemming verschuldigde douanerechten te vermijden;

d. voorwerpen, welke aan in– of uitvoerrechten onderworpen zijn;

e. opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende middelen;

f. voorwerpen van onzedelijken aard;

g. voorwerpen van welken aard ook, waarvan de invoer of verspreiding in het land van oorsprong of van bestemming verboden is.

3. De stukken, vallende onder de verbodsbepalingen van dit artikel, welke ten onrechte ter verzending mochten zijn toegelaten, moeten aan het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Administratie van het land van bestemming, volgens de wetgeving of de binnenlandsche bepalingen van haar land, gerechtigd ware er anders over te beschikken.

Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen en voorwerpen van onzedelijken aard worden evenwel niet aan het kantoor van oorsprong teruggezonden, maar ter plaatse vernietigd, door de zorg van de Administratie, die de aanwezigheid opmerkt.

4. Overigens blijft onverkort het recht der Regeering van elk land der Vereeniging om op haar grondgebied geen vervoer of uitreiking te doen plaats hebben, zoowel van voorwerpen tegen verminderd port toegelaten, waaromtrent niet is voldaan aan de wetten, verordeningen of besluiten, die hunne uitgifte of verspreiding in dat land regelen, als van stukken van allerlei aard, welke op in het oog vallende wijze zijn voorzien van opschriften, teekeningen, enz., welke bij de in dat land van kracht zijnde wettelijke of administratieve bepalingen zijn verboden.

5. De hooge contracteerende partijen verbinden zich de noodige maatregelen te nemen of aan de wetgevende macht van haar land voor te stellen, ten einde te beletten en eventueel te straffen de insluiting van opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende middelen in de in artikel 2 van dit Verdrag genoemde zendingen.

Artikel 19.

Verkeer met niet tot de Vereeniging behoorende landen.

1. De Administratiën der Vereeniging, welke betrekkingen onderhouden met buiten de Vereeniging staande landen moeten aan alle andere Administratiën der Vereeniging hare medewerking verleenen:

1o. voor het overbrengen door hare tusschenkomst, hetzij stuksgewijze, hetzij in gesloten brievenmalen, indien deze wijze van overbrenging in onderling overleg tusschen de Administratiën van oorsprong en van bestemming van de brievenmalen is overeengekomen, van de brieven en andere stukken, bestemd voor of afkomstig van de niet tot de Vereeniging behoorende landen;

2o. voor de uitwisseling van brieven en andere stukken, hetzij stuksgewijze, hetzij in gesloten brievenmalen, over tot de bedoelde, buiten de Vereeniging staande landen behoorende gebieden of door tusschenkomst van tot die landen behoorende diensten;

3o. opdat de brieven en andere stukken buiten het gebied der Vereeniging, evenals binnen dat gebied, worden onderworpen aan de bij artikel 4 vastgestelde transitkosten.

2. De totale kosten wegens transit over zee, binnen en buiten de Vereeniging, mogen niet hooger zijn dan 15 franken per kilogram voor brieven en briefkaarten en 1 frank per kilogram voor andere stukken. In voorkomende gevallen worden deze kosten tusschen de Administratiën, die aan het vervoer hebben deelgenomen, verdeeld naar evenredigheid van de afstanden.

3. De kosten wegens land- of zeetransit, zoowel buiten de grenzen der Vereeniging als binnen het gebied der Vereeniging, voor de brieven en andere stukken, waarop dit artikel van toepassing is, worden op dezelfde wijze vastgesteld als de transitkosten voor de brieven en andere stukken, die tusschen landen der Vereeniging gewisseld worden door middel van de diensten van andere landen der Vereeniging.

4. De transitkosten voor de brieven en andere stukken bestemd voor buiten de Postvereeniging staande landen komen voor rekening van de Administratie van het land van oorsprong, welke de porten voor de frankeering van de bedoelde brieven en andere stukken in haren dienst vaststelt, met dien verstande dat deze porten niet lager mogen zijn dan het gewone tarief der Vereeniging.

5. De transitkosten voor de brieven en andere stukken, afkomstig uit buiten de Vereeniging staande landen, komen niet ten laste van de Administratie van het land van bestemming. Deze

Administratie reikt kosteloos uit de brieven en andere stukken, welke als volledig gefrankeerd zijn uitgeleverd; zij belast de ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde brieven en andere stukken volgens den regel, die in haar eigen dienst van toepassing is op de gelijksoortige zendingen bestemd voor het land van waar de bedoelde brieven en andere stukken afkomstig zijn.

6. Met betrekking tot de verantwoordelijkheid inzake aangeteekende stukken, worden de zendingen behandeld:

voor zooveel het vervoer binnen het gebied der Vereeniging betreft, volgens de bepalingen van dit Verdrag;

voor zooveel het vervoer buiten de grenzen der Vereeniging betreft, volgens de voorwaarden, bekend gemaakt door de Administratie der Vereeniging, welke haar tusschenkomst verleent.

Artikel 20.

Nagemaakte postzegels en zegelafdrukken.

De hooge contracteerende partijen verbinden zich de noodige maatregelen te nemen of aan de wetgevende macht van haar land voor te stellen, opdat straffen worden gesteld op het voor de frankeering van brieven en andere stukken bedriegelijk gebruik maken van nagemaakte of reeds gebruikte postzegels en afdrukken van frankeermachines. Zij verbinden zich mede maatregelen te nemen, of aan de wetgevende macht van haar land voorstellen te doen, om te verbieden en tegen te gaan het met bedriegelijke oogmerken vervaardigen, verkoopen, rondventen of verspreiden van vignetten en zegels, bij den postdienst in gebruik, welke op zoodanige wijze zijn nagemaakt of nagebootst, dat zij voor door de Administratie van een der toegetreden landen uitgegeven vignetten en zegels kunnen worden aangezien.

Artikel 21.

Diensten, welke het onderwerp uitmaken van bijzondere overeenkomsten.

De diensten der brieven en doosjes met aangegeven waarde, der postwissels, der postpakketten, der intevorderen waarden, en der abonnementen op nieuwsbladen, alsmede de post-girodienst maken het onderwerp uit van bijzondere overeenkomsten tusschen de verschillende landen of groepen van landen der Vereeniging.

Artikel 22.

Reglement van uitvoering; bijzondere overeenkomsten tusschen Administratiën.

1. De Postadministratiën van de verschillende tot de Vereeniging behoorende landen zijn bevoegd om in gemeen overleg,

door middel van een Reglement van uitvoering, alle noodige maatregelen van orde en van ondergeschikten aard vast te stellen.

2. De verschillende Administratiën kunnen bovendien onder elkander de noodige regelingen treffen omtrent onderwerpen, die niet de Vereeniging in haar geheel raken, mits die regelingen niet in strijd zijn met dit Verdrag.

3. Het staat nochtans aan de belanghebbende Administratiën vrij, zich onderling te verstaan nopens de vaststelling van een verlaagd tarief binnen een kring van 30 kilometers.

Artikel 23.

Binnenlandsche wetgeving; beperkte vereenigingen.

1. Dit Verdrag brengt geen wijziging in de wetgeving in elk land voor zooveel betreft al datgene, waarin door de bepalingen van dit Verdrag niet is voorzien.

2. Het beperkt niet het recht der contracteerende partijen tot het handhaven en sluiten van verdragen, en tot het handhaven of in het leven roepen van meer beperkte vereenigingen, met het doel om de tarieven te verlagen of andere verbeteringen in het postverkeer aan te brengen.

Artikel 24.

Internationaal Bureel.

1. Het onder den naam van Internationaal Bureel der Wereld-Postvereeniging ingesteld centraal kantoor, hetwelk staat onder het hooge toezicht van de Zwitsersche Postadministratie en waarvan de kosten door alle Administratiën der Vereeniging worden gedragen, blijft in stand.

2. Dit bureel blijft belast met het verzamelen, ordenen, bekend maken en rondzenden van de inlichtingen van allerlei aard, welke voor het internationaal postverkeer van belang zijn; met het uitbrengen van advies over twistvragen, wanneer de betrokken partijen zulks verlangen; met de voorbereidende behandeling van voorstellen tot wijziging van de Akten van het Congres; met het bekend maken van de aangenomen wijzigingen, en, in het algemeen, met het onderzoeken en in behandeling nemen van alle onderwerpen, waarmede het in het belang der Postvereeniging mocht worden gemoeid.

Artikel 25.

Geschillen te beslechten door scheidsrechterlijke uitspraak.

1. Ingeval van geschil tusschen twee of meer leden der Vereeniging omtrent de uitlegging van dit Verdrag, of omtrent de

verantwoordelijkheid, welke voor eene Administratie voortspruit uit de toepassing van dit Verdrag, wordt nopens het onderwerp van het geschil door scheidsrechters beslist. Te dien einde kiest ieder der betrokken Administratiën een ander lid der Vereeniging, dat bij de zaak geen rechtstreeksch belang heeft.
Voor het geval dat een van de betrokken Administratiën binnen 12 maanden, te rekenen van den dag volgende op dien van de eerste aanvraag, geen gevolg geeft aan een voorstel tot het uitlokken van scheidsrechterlijke uitspraak, kan het Internationaal Bureel, op daartoe ontvangen verzoek, op zijn beurt de aanwijzing van een scheidsrechter door de in gebreke blijvende Administratie uitlokken of er, ambtshalve, zelf een aanwijzen.
2. De scheidsrechters beslissen bij volstrekte meerderheid van stemmen.
3. Wanneer de stemmen staken, kiezen de scheidsrechters, tot oplossing van het geschil, eene andere Administratie, welke evenmin bij het geschil is betrokken.
4. De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op alle Overeenkomsten, gesloten krachtens art. 21 van dit Verdrag.

Artikel 26.

Toetreding tot het Verdrag.

1. De landen, die niet aan dit Verdrag hebben deelgenomen, kunnen op hun verzoek alsnog toetreden.
2. Deze toetreding wordt, langs den diplomatieken weg, medegedeeld aan de Regeering van den Zwitserschen Bond en, door die Regeering, aan alle landen der Vereeniging.
3. Zij brengt, rechtens, goedkeuring van alle bepalingen van dit Verdrag en het genot van alle daarbij vastgestelde voordeelen mede.
4. De Regeering van den Zwitserschen Bond bepaalt, in gemeen overleg met de Regeering van het betrokken land, het aandeel, dat door de Administratie van laatstbedoeld land in de kosten van het Internationaal Bureel moet worden bijgedragen, en, zoo noodig, de porten en rechten door die Administratie te heffen overeenkomstig het bepaalde bij artikel 12 van dit Verdrag.

Artikel 27.

Congressen en Conferentiën.

1. Tot het beleggen van een Congres van gevolmachtigden der contracteerende landen, dan wel van eene eenvoudige administratieve Conferentie, naar gelang van het gewicht der op te lossen vraagstukken, wordt overgegaan, wanneer het verzoek

daartoe wordt gedaan of goedgekeurd door ten minste twee derden der Regeeringen, resp. der Administratiën.

2. In elk geval wordt een Congres gehouden uiterlijk vijf jaren na den dag van inwerkingtreding van de door het jongste Congres vastgestelde Akten.

3. Elk land kan zich doen vertegenwoordigen, hetzij door een of meer afgevaardigden, hetzij door de delegatie van een ander land. Evenwel kan de delegatie van een land slechts belast worden met de vertegenwoordiging van twee landen, dat, hetwelk zij rechtstreeks vertegenwoordigt, daaronder begrepen.

4. Bij de beraadslagingen heeft elk land één stem.

5. Elk Congres bepaalt de plaats van samenkomst van het eerstvolgend Congres.

6. Voor de Conferentiën worden de plaatsen van samenkomst aangewezen door de Administratiën, op voorstel van het Internationaal Bureel.

Artikel 28.

Voorstellen in den tijd tusschen de samenkomsten.

1. Gedurende den tijd, die tusschen de samenkomsten verloopt, heeft elke Postadministratie van een land der Vereeniging het recht om aan de andere deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende de voor de Vereeniging geldende bepalingen.

Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, ondersteund worden door ten minste 2 Administratiën, die, waarvan het voorstel uitgaat, niet medegerekend. Wanneer het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt op de volgende wijze behandeld:

Een tijdsverloop van zes maanden wordt aan de Administratiën der Vereeniging gelaten om de voorstellen te onderzoeken en, zoo noodig, aan het Internationaal Bureel hare opmerkingen te doen toekomen. Amendementen worden niet toegelaten. Het Internationaal Bureel verzamelt de antwoorden en deelt deze aan de Administratiën mede, met uitnoodiging zich vóór of tegen te verklaren. Zij, die binnen zes maanden, te rekenen van den datum van het tweede rondschrijven van het Internationaal Bureel, waarbij haar de gemaakte opmerkingen zijn medegedeeld, hare stem niet hebben doen kennen, worden aangemerkt als zich te onthouden.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel

en van de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 20, 29, 30 en 31 betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van andere bepalingen van het Verdrag dan die van de vorengenoemde artikelen betreffen;

3o. de eenvoudige volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van het Verdrag betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen, door eene diplomatieke verklaring, door de Regeering van den Zwitserschen Bond op te maken en toe te zenden aan alle Regeeringen der contracteerende landen en in het derde geval, door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle Administratiën der Vereeniging.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

Artikel 29.

Protectoraten en koloniën binnen de Vereeniging.

Bij de toepassing van de artikelen 24, 27 en 28 hiervoren worden, als uitmakende een enkel land, respectievelijk als eene enkele Administratie beschouwd:

1o. de kolonie Belgisch Congo;
2o. het Britsch-Indische Rijk;
3o. het Gebied (Dominion) Canada;
4o. het Gemeenebest Australië met Britsch Nieuw Guinea;
5o. de Zuid Afrikaansche Unie;
6o. de overige gebieden (Dominions) en de gezamenlijke Britsche koloniën en protectoraten;
7o. de Philippijnen;
8o. alle gezamenlijke overige eilanden in het bezit van de Vereenigde Staten van Amerika, bestaande uit de Hawaï-eilanden, Porto-Rico, Guam en de Virginische eilanden van de Vereenigde Staten van Amerika;
9o. de gezamenlijke Spaansche koloniën;
10o. Algerië;
11o. de Fransche koloniën en protectoraten in Indo-China;
12o. de gezamenlijke overige Fransche koloniën;
13o. de gezamenlijke Italiaansche koloniën;
14o. Chosen;
15o. de gezamenlijke overige Japansche onderhoorigheden;
16o. Nederlandsche-Indië;
17o. de Nederlandsche koloniën in Amerika;
18o. de Portugeesche koloniën in Afrika;
19o. de Portugeesche koloniën in Azië en Oceanië.

Artikel 30.

Duur van het Verdrag.

Dit Verdrag treedt in werking op den 1sten Januari 1922 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht; elke contracteerende partij heeft echter het recht uit de Vereeniging te treden, mits van het voornemen daartoe, een jaar te voren, door hare Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond wordt kennis gegeven.

Elk land is nochtans bevoegd om de door den postdienst te heffen porten en rechten vóór bovengenoemd tijdstip in te voeren, mits daarvan tenminste één maand van te voren, zoo noodig telegrafisch, mededeeling worde gedaan aan het Internationaal Bureel.

Artikel 31.

Vervallen van vroegere Verdragen; bekrachtiging,

1. Te rekenen van den dag, waarop dit Verdrag in werking treedt, vervallen de bepalingen van het in 1906 te Rome gesloten Verdrag van de Wereld-Postvereeniging.

2. Dit Verdrag wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.

3. In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen dit Verdrag te Madrid onderteekend op den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen).

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van de Verdragen, door het Wereld-Postcongres van Madrid vastgesteld, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

De bepalingen van artikel 11 van het Verdrag zijn niet van toepassing op Groot-Britannië en op de Britsche gebieden (dominions), koloniën en protectoraten, alwaar de binnenlandsche wetgeving de terugvordering door den afzender van brieven en andere stukken niet toelaat.

II.

Elk land van de Vereeniging, onverschillig of het al dan niet den frank als munteenheid heeft, is bevoegd om in overleg met de Zwitsersche postadministratie, de porten en rechten vast te stellen, welke in zijn binnenlandsche munt overeenkomen met de bij dit Verdrag vastgestelde porten en rechten. Deze overeenkomstige waarden mogen niet hooger zijn dan het bedrag van de bij dit Verdrag vastgestelde porten en rechten, noch lager dan het bedrag der porten en rechten, welke op 1 October 1920 van kracht waren. Zij zullen echter kunnen worden gewijzigd in overeenstemming met de stijging of daling van de waarde van de wettelijke munt van het betrokken land, met dien verstande, dat ze niet lager mogen worden, dan de bij het inwerkingtreden van het Verdrag van Rome vastgestelde porten en rechten.

III.

Wanneer de in een land van kracht zijnde porten in vergelijking met de waarde van den gouden frank, zoo veel lager zijn dan die van een ander land, dat het voordeelig wordt de stukken bestemd voor eerstgenoemd land ongefrankeerd of ontoereikend gefrankeerd te verzenden, dan kan de Administratie van het andere land volledige frankeering van die stukken verplicht stellen.
De Administratie van het land, te wiens opzichte deze maatregel is genomen, is bevoegd deze wederkeerig en voor het zelfde tijdvak toe te passen op de voor het andere land bestemde stukken.
Elk land houdt de bevoegdheid om geen briefkaarten met betaald antwoord toe te laten in het verkeer met andere landen, wanneer het verschil tusschen de porten der twee landen van

dien aard is, dat het gebruik van die kaarten aanleiding kan geven tot misbruiken van de zijde van het publiek.

IV.

De landen van de Vereeniging hebben de bevoegdheid een aanvullingsport te heffen, dat 30 centiemen per 20 gram of gedeelte van 20 gram niet mag te boven gaan, voor elke zending, welke, op verzoek van den afzender, wordt vervoerd in een drijvende brandkast aan boord van een met postvervoer belaste paketboot. Het aanvullingsport wordt behouden door het land van afzending van het stuk. Het gebruik van drijvende brandkasten wordt in gemeen overleg geregeld door de Administratiën, welke overeenkomen om dezen dienst in hunne wederzijdsche betrekkingen te onderhouden.

V.

Er wordt akte genomen van de verklaring, door de Britsche delegatie namens hare Regeering afgelegd, houdende, dat deze Regeering aan Nieuw-Zeeland met de Cooks- en andere onderhoorige eilanden de stem heeft afgestaan, welke artikel 29, sub 6o., van het Verdrag toekent aan de andere gebieden (dominions) en aan de gezamenlijke Britsche koloniën en protectoraten.

VI.

Het protocol blijft open ten behoeve van de landen, wier vertegenwoordigers heden alleen het Hoofdverdrag of slechts een zeker aantal van de door het Congres vastgestelde Verdragen hebben onderteekend, ten einde hun de gelegenheid te geven tot de andere heden onderteekende Verdragen, dan wel tot een of meer daarvan, toe te treden.

VII.

Ingeval eene of meer der contracteerende partijen van de heden te Madrid onderteekende Verdragen het eene of andere Verdrag niet mochten bekrachtigen, zal dat Verdrag niettemin geldig zijn voor de Staten, die het wel hebben bekrachtigd.
In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan in den tekst der Verdragen zelf, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Spaansche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere partij worden uitgereikt.
Gedaan te Madrid den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT VAN UITVOERING VAN HET ALGEMEEN POSTVERDRAG, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE PHILIPPIJNEN, DE OVERIGE EILANDEN IN HET BEZIT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE EN DE SPAANSCHE KOLONIËN, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE ONDERHOORIGHEDEN, KOLONIËN EN PROTECTORATEN, BRITSCH-INDIË, DE COMMONWEALTH VAN AUSTRALIË, CANADA, NIEUW-ZEELAND, DE ZUID AFRIKAANSCHE UNIE, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op art. 22 van het den 30sten November 1920, te Madrid gesloten Algemeen Postverdrag, hebben namens hunne respectievelijke Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van bedoeld Verdrag, de navolgende regelen vastgesteld:

I.

Vervoer van brieven en andere stukken.

1. Iedere Administratie is verplicht om de gesloten brievenmalen en de stuksgewijze verzonden brieven en andere stukken,

die haar door eene andere Administratie worden uitgeleverd, te verzenden met de snelste gelegenheid, welke zij voor haar eigen zendingen bezigt. De Administratie van het land van oorsprong is echter bevoegd voor de door haar verzonden gesloten brievenmalen den te volgen weg aan te wijzen, mits het bezigen van dien weg voor eene Administratie, die hare tusschenkomst verleent, geen overmatige bijzondere kosten veroorzaakt. Als eene Administratie, door buitengewone omstandigheden, zich verplicht ziet de verzending van gesloten brievenmalen en van losse stukken, welke haar door eene andere Administratie worden uitgeleverd, tijdelijk te staken, dan is zij gehouden daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, kennis te geven aan de betrokken Administratie of Administratiën.

2. Aan de Administratiën, die gebruik maken van de bevoegdheid om, wegens de buitengewone kosten aan het vervoer langs zekere wegen verbonden, aanvullingsporten te heffen, staat het vrij om ontoereikend gefrankeerde brieven en andere stukken niet langs die wegen te verzenden.

II.

Uitwisseling in gesloten brievenmalen.

1. De uitwisseling van brieven en andere stukken in gesloten brievenmalen, tusschen de Administratiën der Vereeniging, wordt, in gemeen overleg en naar de behoeften van den dienst, tusschen de betrokken Administratiën geregeld.

2. Indien het eene uitwisseling betreft, welke door bemiddeling van een of meer andere landen moet plaats hebben, moeten de Administratiën dezer landen daarvan bijtijds worden verwittigd.

3. Het is overigens verplicht, gesloten brievenmalen te maken, telkens wanneer een der tusschenliggende Administratiën zulks verzoekt op grond van het feit, dat het aantal stuksgewijze uitgeleverde stukken zoodanig is, dat daardoor hare dienstuitvoering wordt belemmerd.

4. Indien een bestaande uitwisseling in gesloten brievenmalen tusschen twee Administratiën, door bemiddeling van een of meer andere landen, verandering ondergaat, geeft de Administratie, die de verandering heeft uitgelokt, daarvan kennis aan de Administratiën der landen, door wier bemiddeling die uitwisseling geschiedt.

III.

Buitengewone diensten.

1. De buitengewone diensten der Vereeniging, welke aanleiding geven tot bijzondere kosten, waarvan de vaststelling, bij artikel 4, § 6 van het Verdrag, aan overeenkomsten tusschen de betrok-

ken Administratiën is overgelaten, zijn uitsluitend die, welke voor het bespoedigd vervoer over land van de zoogenaamde Indische Mail worden onderhouden.

2. Het vervoer door de lucht wordt gelijk gesteld met de buitengewone diensten (artikel 5 van het Hoofdverdrag).

IV.

Vaststelling der porten en rechten.

1. De Administratiën van de landen der Vereeniging heffen hare porten en rechten volgens de ter uitvoering van artikel 12 van het Hoofdverdrag vastgestelde aequivalenten. Elke Administratie moet zich verstaan met de Zwitsersche Postadministratie, welke zorgt voor bekendmaking van de aequivalenten door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

Het Internationaal Bureel verstrekt aan de Administratiën een door genoemd Bureel samengestelde tabel, welke voor elk land aangeeft de aequivalenten van het port voor: een brief van enkelvoudig gewicht, elke volgende 20 gram van een brief, een briefkaart en de andere stukken per eenheid van 50 gram.

2. Wanneer wijziging van de aequivalenten noodzakelijk wordt geacht, moet de Administratie van het betrokken land handelen op de wijze als in de vorige paragraaf is aangegeven.

3. De breuken, welke ontstaan door aanvulling van het port der ontoereikend gefrankeerde stukken, door vaststelling der porten van de stukken met de landen buiten de Vereeniging uitgewisseld, of door samenvoeging der Vereenigingsporten met de bij art. 6 van het Verdrag bedoelde verhoogde porten, kunnen door de Administratiën, die de porten innen, tot ronde getallen worden aangevuld. Het uit dien hoofde bij te voegen bedrag mag echter in geen geval de waarde van een twintigste deel van den frank (vijf centiemen) te boven gaan.

V.

Uitzonderingen ten opzichte van het gewicht.

Bij wijze van uitzondering wordt aan de Staten, die wegens hun binnenlandsch stelsel den decimalen metrieken grondslag voor het gewicht niet kunnen aannemen, de bevoegdheid toegekend, daarvoor het ons *avoirdupois* (28,^{3465} gram) in de plaats te stellen, een ons gelijkstellende met 20 gram voor de brieven en 2 ons met 50 gram voor de andere stukken, en voorts, om zoo noodig de grens van het enkelvoudige port voor de nieuwsbladen tot 4 ons uit te breiden, doch onder de uitdrukkelijke voorwaarde, dat in dit laatste geval voor elk nummer van een nieuwsblad een geheel port worde geheven, ook dan wanneer meer dan één nieuwsblad in éene zending zijn samengevoegd.

VI.

Postzegels en zegelafdrukken.

1. De postzegels, welke de porteenheden der Vereeniging of de in de munt van elk land daarmede gelijkgestelde bedragen vertegenwoordigen, worden in de volgende kleuren vervaardigd:
de zegels, welke het enkelvoudige briefport vertegenwoordigen, in donkerblauw;
de zegels, welke het port voor een briefkaart vertegenwoordigen, in rood;
de zegels, welke het eerste port voor de overige stukken vertegenwoordigen, in groen.
De door de frankeermachines aangebrachte afdrukken moeten de aanwijzing van het land van oorsprong bevatten.
Zij moeten van helroode kleur zijn, onverschillig welke waarde zij vertegenwoordigen.

2. Op de postzegels en de zegelafdrukken moet eene aanwijzing voorkomen van hunne waarde overeenkomstig de tabel van de vastgestelde aequivalenten.
De aanwijzing van het aantal munteenheden in geheelen of breuken, dienende om deze waarde uit te drukken, geschiedt in arabische cijfers.

3. De postzegels mogen door middel van een doorslag-werktuig worden voorzien van een onderscheidend perforatiemerk (initialen of andere teekens), op de voorwaarden, welke worden gesteld door de Administratie, die de zegels heeft uitgegeven.

4. De Administratiën moeten het publiek aanbevelen om de postzegels vast te hechten in den rechterbovenhoek van de adreszijde.
De afdrukken van frankeermachines moeten eveneens op deze plaats worden aangebracht.

VII.

Antwoord-coupons.

1. De antwoord-coupons, waarvan het facultatief gebruik is geregeld bij artikel 13 van het Verdrag, zijn gelijk aan het als bijlage van dit Reglement opgenomen model A, en worden gedrukt door de zorgen van het Internationaal Bureel, op papier, dat in watermerk voorzien is van de woorden:

50 c. Union postale universelle. 50 c.

Iedere Administratie is bevoegd:
a. de coupons van een onderscheidend perforatiemerk te voorzien, dat het lezen van den tekst niet bemoeilijkt en niet van zoodanigen aard is, dat het onderzoek van deze waarden wordt belemmerd;

b. met de hand of langs werktuigelijken weg wijziging te brengen in den op de coupons aangegeven verkoopprijs.

2. Het Internationaal Bureel verschaft de coupons tegen den kostenden prijs aan de Administratiën, die er om verzoeken.

3. Elke Administratie verkoopt de coupons tegen den door haar te bepalen prijs, welke echter niet minder mag bedragen dan het minimum van 50 centiemen (goud), vastgesteld bij artikel 13 van het Verdrag.

4. De door het publiek aangeboden coupons worden ingewisseld tegen een of meer postzegels ter waarde van het enkelvoudige port voor een brief naar het buitenland.

5. Ten behoeve van eenzelfden persoon kunnen op één dag niet meer dan 10 coupons worden verkocht of ingewisseld.

6. Tenzij daaromtrent tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, worden de ingewisselde coupons eenmaal per halfjaar toegezonden aan de Administratiën, die ze hebben uitgegeven; de coupons gaan telkens vergezeld van een opgaaf van het totale aantal.

7. Zoodra twee Administratiën ten opzichte van het aantal in hunne wederzijdsche betrekkingen ingewisselde coupons tot overeenstemming zijn gekomen, wordt door elke dier twee Administratiën een lijst (model U), welke het verschuldigde of te vorderen saldo aanwijst, opgemaakt en toegezonden aan het Internationaal Bureel. Voor het opmaken van deze lijst wordt de waarde van de coupon berekend op 50 centiemen per stuk. Het Internationaal Bureel neemt het saldo op in eene halfjaarlijksche afrekening.

8. Indien in de betrekkingen tusschen twee Administratiën het halfjaarlijksche saldo niet meer bedraagt dan 25 franken, dan is de Administratie, die te betalen heeft, vrijgesteld van elke betaling uit dien hoofde, en wordt de lijst niet opgemaakt.

9. In geval twee Administratiën zijn overeengekomen eene bijzondere regeling te treffen, dan zenden zij geen lijst aan het Internationaal Bureel.

10. De Administratiën zijn gemachtigd, om, bij uitzondering en wegens bijzondere omstandigheden, de bij § 5 van dit artikel bedoelde beperkingen betreffende den verkoop en de inwisseling van de coupons, binnen de door haar vast te stellen grenzen buiten werking te stellen.

In dit geval brengen zij haar besluit ter kennis van het Internationaal Bureel, dat het mededeelt aan de Administratiën der Vereeniging.

VIII.

Verkeer met landen, die niet tot de Vereeniging behooren.

De Administratiën der Vereeniging, die betrekkingen onderhouden met landen, welke niet tot de Vereeniging behooren,

doen aan de andere Administratiën der Vereeniging eene opgave dier landen toekomen, met de navolgende aanwijzigingen:
1o. kosten van doorvoer over zee of over land, van toepassing op het vervoer buiten de grenzen der Vereeniging;
2o. opgave van de stukken, welke ter verzending zijn toegelaten;
3o. verplichte of vrijwillige frankeering;
4o. voor elke soort van stukken, de grens van de geldigheid der frankeering (tot de plaats van bestemming, tot de haven van ontscheping, enz.);
5o. de mate der geldelijke aansprakelijkheid voor aangeteekende stukken;
6o. de mogelijkheid om berichten van ontvangst toe te laten, en
7o. zooveel mogelijk, het tarief van frankeering, dat in het land buiten de Vereeniging van kracht is met betrekking tot de landen der Vereeniging.

IX.

Stempeling.

1. De uit de landen der Vereeniging afkomstige brieven en andere stukken worden op de adreszijde voorzien van eenen stempelafdruk, welke, zooveel mogelijk in Latijnsche letters, de plaats van oorsprong en de dagteekening der terpostbezorging aanwijst.

Alle geldige postzegels moeten onbruikbaar worden gemaakt. In plaatsen met meer dan één postkantoor moeten de stempels bestemd voor het onbruikbaar maken der postzegels, eene aanwijzing bevatten, waaruit blijkt op welk kantoor de stukken zijn terpostbezorgd.

2. De verkeerd gezonden stukken moeten op het kantoor, waar zij ten gevolge van een misvatting zijn ontvangen, worden voorzien van een afdruk van den dagteekeningsstempel. Deze verplichting rust niet alleen op de vaste kantoren, maar ook, voor zooveel mogelijk, op de diensten uitgevoerd in de middelen van vervoer.

3. De stempeling van de brieven en andere stukken, welke op de paketbooten in de losse bussen worden gestoken, of aan de zich aan boord bevindende postambtenaren, dan wel aan de gezagvoerders worden ter hand gesteld, geschiedt in de gevallen, bedoeld bij art. 13, § 5, van het Verdrag, door den zich aan boord bevindenden postagent of, indien er geen postagent aanwezig is, vanwege het postkantoor, waar die stukken worden afgegeven. In voorkomende gevallen voorziet dat kantoor de stukken van een afdruk van zijn gewonen dagteekeningsstempel, benevens, hetzij in handschrift, hetzij door middel van een stempel, van het woord „Paquebot".

4. De stukken, afkomstig uit niet tot de Vereeniging behoorende landen, worden door de eerste Administratie der Vereeniging, die ze ontvangt, op de adreszijde voorzien van een stempelafdruk, aanwijzende de plaats en de dagteekening dier ontvangst.
5. De brieven en andere stukken, waarvoor na de terpostbezorging port moet worden geheven, hetzij van den geadresseerde, hetzij, bij onbestelbaarheid, van den afzender, worden voorzien van den stempelafdruk T (te betalen port). Deze stempelafdruk wordt aangebracht door de Administratie van oorsprong, of, indien het stukken betreft, waarvan de frankeering ontoereikend is geworden tengevolge van nazending of onbestelbaarheid, door de nazendende Administratie. Stukken, afkomstig uit niet tot de Vereeniging behoorende landen, worden van den stempelafdruk T voorzien door de Administratie van het land, waar zij binnenkomen.
6. De per expresse te bestellen zendingen worden voorzien van een met het woord „Exprès" in vette letters bedrukte, doorschijnende strook van donkerroode kleur. De Administratiën zijn echter bevoegd, om deze strook te vervangen door een stempelafdruk.
Zendingen, welke door het kantoor van oorsprong zijn voorzien van de aanwijzing „Exprès", worden door een bijzonderen bode besteld, zelfs bij verzuimde of ontoereikende frankeering. In voorkomende gevallen is het uitwisselingskantoor van het land van bestemming gehouden de onregelmatigheid door middel van een bericht van bevinding ter kennis te brengen van het Hoofdbestuur van het land waartoe het kantoor van oorsprong behoort.
Dit bericht moet zeer nauwkeurig de herkomst en den datum van de terpostbezorging van de zending aangeven.
7. Alle stukken, welke niet van den stempelafdruk T zijn voorzien, worden, behoudens het geval van blijkbare vergissing, beschouwd als te zijn gefrankeerd, en dienovereenkomstig behandeld.
8. De postzegels, welke ten gevolge van een misvatting of van een verzuim in den dienst van het land van oorsprong niet zijn onbruikbaar gemaakt, moeten op de gebruikelijke wijze worden gestempeld door het kantoor, dat de onregelmatigheid opmerkt.

X.

Niet- of ontoereikende frankeering.

1. Op de niet- of ontoereikend gefrankeerde stukken wordt de Administratie van afzending door middel van een stempel of op andere wijze, in goed leesbare, in den rechterbovenhoek van de adreszijde te stellen cijfers, het van den geadresseerde te heffen bedrag in franken en centiemen vermeld.

2. Volgens deze aanwijzing worden de stukken door de Administratie van bestemming belast met het bedrag van het aangegeven port, overeenkomstig het bepaalde bij artikel 6, § 3, van het Verdrag.

3. Wanneer postzegels zijn gebezigd, die voor de frankeering niet geldig zijn, blijft de waarde dezer zegels geheel buiten rekening. Deze omstandigheid wordt aangeduid door het naast de postzegels te plaatsen cijfer nul (0).

XI.

Verpakking enz., van gewone en aangeteekende stukken.

1. Brieven of andere stukken, voorzien van een uit enkele letters bestaand of van een met potlood geschreven adres, inktpotlood uitgezonderd, worden niet ter aanteekening toegelaten. Het adres van *poste restante* verzonden stukken moet den naam aangeven van dengene voor wien het stuk is bestemd; het gebruik van enkele letters, cijfers, alleen voornamen, gefingeerde namen of overeengekomen teekens, onverschillig van welken aard, is voor deze stukken niet toegelaten.

2. Zendingen onder geheel doorschijnenden omslag of onder omslag met open venster zijn niet toegelaten.

De volgende bepalingen zijn van toepassing op de zendingen onder omslag met doorschijnend adresvlak:

a. het doorschijnend adresvlak moet een wezenlijk deel van den omslag uitmaken en evenwijdig zijn aan de zijde welke de grootste afmeting heeft, in dier voege, dat het adres van den geadresseerde in dezelfde richting komt; het moet zoodanig zijn geplaatst, dat het afdrukken van den dagteekeningstempel niet wordt belemmerd;

b. het vlak moet zoo doorschijnend zijn, dat de leesbaarheid van het adres, zelfs bij kunstlicht, volkomen is verzekerd; er moet op kunnen worden geschreven.

De onder omslag met doorschijnend adresvlak verzonden stukken zijn toegelaten ter aanteekening.

3. Behoudens de in de voorgaande paragrafen bedoelde uitzonderingen worden met betrekking tot aangeteekende stukken geene bijzondere voorwaarden omtrent de wijze van inpakking en sluiting gesteld. Elke Administratie heeft de bevoegdheid om op deze zendingen de voorschriften toe te passen welke in haren binnenlandschen dienst van kracht zijn.

4. De aangeteekende stukken moeten in den linkerbovenhoek van de adreszijde zijn voorzien van een etiket, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model B, vermeldende, in Latijnsche letters, den naam van het kantoor van oorsprong en het volgnummer, waaronder de zending in het register van dat kantoor is ingeschreven.

Aan de Administratiën, welker voorschriften voor het binnenlandsch verkeer zich vooralsnog tegen het gebruik van etiketten verzetten, wordt evenwel toegestaan om de toepassing van dezen maatregel uit te stellen en voort te gaan met het gebruik van stempels voor de aanwijzing van aangeteekende stukken.
De Administratiën, welke het etiket model B, niet hebben ingevoerd, zijn echter verplicht, om elke aangeteekende zending aan te wijzen door een volgnummer. Dit nummer moet worden vermeld in den linkerbovenhoek van de adreszijde. De nazendende Administratiën zijn verplicht om de zending aan te duiden door het oorspronkelijke nummer.
5. Ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde aangeteekende stukken worden, voor zooveel de ontbrekende frankeering betreft, behandeld als gewone stukken. De in beide gevallen verschuldigde porten worden geheven en behouden door het land, dat de stukken uitreikt.
6. Weldadigheidszegels mogen worden gehecht op de keerzijde van alle bij artikel 2 van het Verdrag bedoelde stukken.

XII.

Berichten van ontvangst wegens aangeteekende stukken.

1. De zendingen, waarvoor de afzender een bericht van ontvangst verlangt, moeten op in het oog springende wijze zijn voorzien van het opschrift „Avis de réception" of van den afdruk van een stempel met de letters: A. R.
2. Zij gaan vergezeld van een formulier ter grootte en van de stevigheid eener briefkaart, gelijk aan of overeenkomende met het hierbijgevoegd model C; dit formulier wordt opgemaakt door het kantoor van oorsprong of door een ander, door de afzendende Administratie aan te wijzen kantoor en, op degelijke wijze bevestigd buiten op het stuk, waarop het betrekking heeft. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.
De berichten van ontvangst moeten in het Fransch zijn gesteld, dan wel zijn voorzien van eene onder de regels gestelde Fransche vertaling.
3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier C, na het behoorlijk ingevuld te hebben, zonder omslag en portvrij aan het adres van den afzender van het stuk.
4. Wanneer de afzender een bericht van ontvangst voor een aangeteekend stuk vraagt na de terpostbezorging van dat stuk, vult het kantoor van oorsprong op een formulier C eene zeer nauwkeurige omschrijving in van het aangeteekende stuk (aard van het stuk, kantoor van oorsprong, dag van terpostbezorging, nummer, volledig adres van den geadresseerde).

Dit formulier wordt gehecht aan een navraagformulier, model I, hetwelk is voorzien van een postzegel, dat het recht voor een bericht van ontvangst vertegenwoordigt, en behandeld als is voorgeschreven bij artikel XXIX van dit Reglement, op deze uitzondering na, dat, ingeval van regelmatige uitreiking van de zending, waarop het bericht van ontvangst betrekking heeft, het formulier I door het kantoor van bestemming wordt achtergehouden en het formulier C, waarvan de keerzijde behoorlijk is ingevuld, door dat kantoor op de bij § 3 van dit artikel voorgeschreven wijze naar de plaats van afzending wordt teruggezonden.

5. Indien een bericht van ontvangst, dat op regelmatige wijze door den afzender bij de terpostbezorging is gevraagd, niet binnen den gestelden tijd is terugontvangen, dan wordt, voor het opvragen van het ontbrekende bericht, gehandeld overeenkomstig de in § 4 hiervoren aangegeven regelen. In dit laatste geval wordt niet opnieuw recht geheven en plaatst het kantoor van oorsprong in het hoofd van het formulier C de aanwijzing „Duplicata de l'Avis de réception, etc.".

6. De bijzondere voorschriften welke door de Administratiën worden gegeven ter uitvoering van artikel XXIX, § 5, van dit Reglement, voor de overbrenging van navragen betreffende aangeteekende stukken, zijn van toepassing op de verzoeken om berichten van ontvangst, welke worden ingediend nà de terpostbezorging van de aangeteekende stukken.

XIII.

Verrekenzendingen.

1. Aangeteekende zendingen met verrekening moeten op de adreszijde, op in het oog vallende wijze geschreven of gedrukt, de aanwijzing „Remboursement" dragen, gevolgd door de vermelding van het bedrag der verrekening. Het bedrag wordt uitgedrukt in Latijnsche letters, voluit en in cijfers, zonder schriftdelging of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. De afzender moet op de voor- of achterzijde zijn naam en adres eveneens in Latijnsche letters, vermelden.

2. De aangeteekende zendingen met verrekening moeten aan de adreszijde zijn voorzien van een oranjekleurig etiket, gelijk aan het als bijlage bij dit Reglement gevoegd model D.

3. De Postadministratiën kunnen zich belasten met de storting van het bedrag der ingevorderde gelden op eene postrekening van het land, waarvoor de zending is bestemd. De voorwaarden, de te heffen rechten en de andere onderdeelen van dezen dienst worden tusschen de betrokken Administratiën in gemeen overleg geregeld.

4. Indien de geadresseerde het bedrag der verrekening niet betaalt binnen 7 dagen in het verkeer tusschen landen van Europa, en binnen twee weken in het verkeer tusschen de landen van Europa met de landen buiten Europa en tusschen deze laatste landen onderling, te rekenen van den dag volgende op dien van aankomst op het kantoor van bestemming, wordt de zending naar het kantoor van oorsprong teruggezonden.
Deze termijnen kunnen door de Administratiën, wier wetgeving haar daartoe verplicht, tot ten hoogste 28 dagen worden uitgebreid. De afzender kan echter, door een aanteekening, gesteld in een in het land van bestemming bekende taal, de onmiddellijke terugzending van het stuk aan zijn adres verzoeken, ingeval de geadresseerde bij de eerste aanbieding weigert het verrekenbedrag te betalen.
5. Tenzij anders is overeengekomen, wordt voor het ingevorderde bedrag, na aftrek van het in artikel 8, § 2, van het Verdrag bedoelde recht van invordering en van het gewone recht voor postwissels, een postwissel opgemaakt, welke aan de voorzijde bovenaan de aanwijzing „Remb." draagt, doch overigens is ingericht overeenkomstig het Reglement van uitvoering op de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst. Op de strook van den wissel moeten worden vermeld de naam en het adres van den geadresseerde van de verrekenzending, alsmede de plaats en de dag van terpostbezorging van de zending.
6. Tenzij anders is overeengekomen, kunnen verrekenzendingen van een der aan dezen dienst deelnemende landen met nader adres naar een ander dier landen worden verzonden. Ingeval van nazending laat de Administratie het bedrag der verrekening, zooals dit door den afzender zelf is opgegeven, onveranderd. De Administratie van het laatste land van bestemming herleidt het bedrag der verrekening in hare munt naar den voor de postwissels geldenden koers; zij is voorts verplicht om voor het verrekenbedrag een postwissel naar het land van oorsprong op te maken.
7. De verrekeningspostwissels, waarvan uitreiking aan de rechthebbenden niet mogelijk is, worden na afloop van den geldigheidstermijn door de Administratie, die ze in bezit heeft, voor voldaan geteekend en in rekening gebracht aan de Administratie, welke ze heeft uitgegeven.
8. De verrekeningspostwissels, welke aan de rechthebbenden zijn uitgereikt, doch niet zijn ingevorderd, worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen worden opgemaakt door de Administratie, welke de postwissels heeft uitgegeven, zoodra zij heeft kunnen vaststellen, dat de oorspronkelijke wissels niet binnen den geldigheidstermijn zijn uitbetaald. Zij worden door de Administratie van bestemming

voor voldaan geteekend en door deze Administratie gebracht op de na de verzending eerstvolgende rekening.

XIV.

Briefkaarten.

1. De briefkaarten moeten, op de voorzijde bovenaan, zijn voorzien van het opschrift „Briefkaart", in de Fransche taal of van een in eene andere taal daarmede overeenkomend opschrift. Evenwel is dit opschrift niet verplicht voor de enkele briefkaarten, welke door de particuliere nijverheid worden in omloop gebracht.

De afmetingen der kaarten mogen 14 centimeter in de lengte en 9 centimeter in de breedte niet te boven gaan, noch minder bedragen dan 10 centimeter in de lengte en 7 centimeter in de breedte. De briefkaarten moeten open worden verzonden, d.w.z. zonder band of omslag.

De briefkaarten moeten zijn vervaardigd van karton of van papier van voldoende stevigheid om de behandeling niet te belemmeren.

2. De voor frankeering gebezigde zegels moeten, zooveel mogelijk, in den rechterbovenhoek van de adreszijde worden gehecht. Het adres van den geadresseerde, alsmede de aanwijzingen, welke op den postdienst betrekking hebben (aangeteekend, bericht van ontvangst, enz.) moeten voorkomen op de voorzijde, waarvan ten minste de rechterhelft bestemd is voor die aanwijzingen.

De afzender beschikt over de keerzijde en over de linkerhelft der voorzijde, behoudens het bepaalde bij de volgende paragraaf.

3. Het is aan het publiek verboden monsters van koopwaren of dergelijke voorwerpen bij de briefkaarten te voegen of daaraan vast te hechten.

Vignetten, photografieën, zegels van allerlei aard, adresstrooken of om te vouwen strooken, etiketten en uitknipsels van allerlei aard mogen op de kaarten worden geplakt, mits deze voorwerpen niet van zoodanigen aard zijn, dat zij het karakter van de briefkaarten wijzigen, van papier of een andere zéér dunne stof zijn vervaardigd en volkomen aan de kaart zijn vastgeplakt. Met uitzondering van de adresstrooken mogen deze voorwerpen alleen zijn gehecht aan de keerzijde of op het linkergedeelte van de adreszijde der briefkaarten.

4. De briefkaarten met betaald antwoord moeten aan de adreszijde, in de Fransche taal, als opschrift dragen, op het eerste gedeelte: „Carte postale avec réponse payée", op het tweede gedeelte: „Carte postale-réponse". Beide gedeelten moeten overigens, elk op zich zelf, voldoen aan de andere voorwaarden, wel-

ke voor enkele briefkaarten zijn vastgesteld; zij worden tegen elkander gevouwen en mogen op geenerlei wijze gesloten zijn. Het adres op de antwoord-briefkaart moet zich aan de binnenzijde van de tegen elkander gevouwen kaarten bevinden.

Het is den afzender van eene briefkaart met betaald antwoord geoorloofd om, hetzij in schrift, hetzij door opplakking van eene strook, zijn naam en zijn adres op de voorzijde van het voor antwoord bestemde gedeelte te vermelden.

De frankeering van het voor antwoord bestemde gedeelte door middel van het postzegel van het land, dat de kaart heeft uitgegeven, is alleen dan geldig, wanneer de beide deelen van de briefkaart met betaald antwoord aaneengehecht uit het land van oorsprong zijn ontvangen en wanneer het voor antwoord bestemde gedeelte wordt verzonden uit het land, waar de briefkaart per post is ontvangen, naar het vorenbedoelde land van oorsprong. Is aan deze voorwaarden niet voldaan, dan wordt de antwoordkaart behandeld als eene ongefrankeerde briefkaart.

5. Briefkaarten, welke, wat de voorgeschreven opschriften, de afmetingen, of den uitwendigen vorm betreft, niet aan de bij dit artikel voor deze soort stukken gestelde voorwaarden voldoen, worden behandeld als brieven.

XV.

Akten.

1. Onder akten worden verstaan en, als zoodanig, tegen het bij art. 6 van het Verdrag vastgestelde lagere port ter verzending toegelaten, alle geheel of gedeeltelijk met de hand geschreven of geteekende stukken en bescheiden, die niet het karakter dragen van eene briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, zooals: open brieven en briefkaarten van ouden datum, welke voor hun oorspronkelijk doel reeds hebben gediend; processtukken; alle ten overstaan van openbare ambtenaren opgemaakte akten; vrachtlijsten of cognossementen; rekeningen; sommige stukken van verzekering-maatschappijen; op gezegeld of ongezegeld papier geschreven afschriften of uittreksels van onderhandsche akten; geschreven partituren of muziekbladen; afzonderlijk verzonden handschriften van boekwerken of nieuwsbladen; oorspronkelijk en verbeterd schoolwerk met uitsluiting van elke aanwijzing, welke niet rechtstreeks op de uitvoering van het werk betrekking heeft.

2. De akten zijn, wat vorm en verpakking betreft, onderworpen aan de voor de gedrukte stukken vastgestelde bepalingen. (art. XVII van dit Reglement).

XVI.

Monsters.

1. Monsters van koopwaren worden alleen op de navolgende voorwaarden tegen het bij art. 6 van het Verdrag vastgestelde, lagere port ter verzending toegelaten:

Zij moeten zoodanig zijn verpakt in zakjes, doosjes of losse omslagen, dat de inhoud gemakkelijk kan worden onderzocht. Verpakking is niet vereischt bij voorwerpen uit één stuk, zooals stukken hout, metaal, enz., welke volgens handelsgebruik niet worden verpakt, mits in voorkomende gevallen, voor de vermelding van het adres en de aanhechting van de postzegels van een etiket wordt gebruik gemaakt.

Het is geoorloofd aan de buitenzijde van de zending of in de zending zelve met de hand of langs werktuigelijken weg naam, kwaliteit, beroep, en adres van afzender en geadresseerde te vermelden, alsmede den dag van afzending, de handteekening, het telefoonnummer, het telegramadres en de telegraaf-code, de post- of bankrekening van den afzender, een fabrieks- of handelsmerk, volgnummers, prijzen en aanwijzingen betreffende het gewicht, de maat, de afmetingen, en de beschikbare hoeveelheid, voorts de aanwijzingen, welke noodig zijn om de herkomst en den aard van de koopwaar aan te geven.

2. Glazen voorwerpen, vloeistoffen, oliën, vette stoffen, droog poeder, al dan niet gekleurd, alsmede levende bijen worden op den voet van monsters van koopwaren ter verzending toegelaten, mits zij op de volgende wijze zijn verpakt:

1o. Glazen voorwerpen moeten stevig zijn ingepakt (doozen van metaal, hout of gegolfd karton van stevige hoedanigheid), zóó, dat alle gevaar voor de brieven en andere stukken en de ambtenaren wordt voorkomen.

2o. Vloeistoffen, oliën en licht smeltbare stoffen moeten zijn verpakt in luchtdicht gesloten flesschen. Elke flesch moet zijn geplaatst in een afzonderlijke doos van hout of van gegolfd karton van stevige hoedanigheid, die van zaagsel, katoen of sponsachtige stof is voorzien in voldoende hoeveelheid, om, ingeval de flesch mocht breken, het vocht te kunnen opnemen. Eindelijk moet de doos zelf, indien ze van hout is, worden gesloten in een tweede koker van metaal, van hout met opgeschroefd deksel, van gegolfd karton van stevige hoedanigheid, of van sterk dik leder.

Wanneer echter een uit een uitgehold blok hout bestaande doos wordt gebezigd, die op de dunste plaats ten minste 2½ millimeter dik is en voorzien van een deksel, dan behoeft dit blok niet in een tweeden koker te zijn gesloten.

3o. Niet licht smeltbare vette stoffen, zooals zalf, zachte zeep, hars, enz., waarvan het vervoer minder bezwaar oplevert, moe-

ten, na van een eerste omhulsel (doos, linnen zak, perkament, enz.) te zijn voorzien, in een doos van hout, metaal of sterk dik leder zijn gesloten.

4o. Kleurstoffen als aniline enz., worden slechts toegelaten in doozen van stevig blik, welke zelve in houten doozen zijn gevat, terwijl de ruimte tusschen de twee verpakkingen is opgevuld met zaagsel; droog, ongekleurd poeder moet in metalen, houten of kartonnen doozen zijn gepakt. Deze zakken of doozen worden weder in een linnen of perkamenten zak gesloten.

5o. Monsters van vloeistoffen, vette stoffen, alsmede die, welke in minder stevige linnen of papieren omslagen zijn gesloten, moeten worden voorzien van een bij voorkeur perkamenten strook, waarop het adres van den geadresseerde, de frankeerzegels en de afdrukken van de dagteekeningstempels worden aangebracht. Het adres moet op het voorwerp zelf worden herhaald.

6o. Levende bijen moeten zijn verpakt in doozen, welke zoodanig zijn ingericht, dat alle gevaar is uitgesloten en nochtans de inhoud gemakkelijk kan worden onderzocht.

7o. Voorwerpen van welken aard ook, die zouden bederven indien ze op de in § 1 voorgeschreven wijze zouden zijn verpakt, kunnen bij uitzondering onder luchtdicht gesloten verpakking ter verzending worden toegelaten. In dit geval kunnen de betrokken Administratiën eischen, dat de afzender of de geaddresseerde het onderzoek naar den inhoud vergemakkelijkt, hetzij door opening van een of meer door die Administratiën aan te wijzen zendingen, hetzij op andere afdoende wijze.

3. Eveneens worden tegen het tarief der monsters toegelaten cliché's voor drukwerken, afzonderlijk te verzenden sleutels, afgesneden levende bloemen, de voorwerpen van natuurlijke historie (gedroogde of voor bederf bewaarde dieren en planten, monsters van delfstoffen, enz.), buisjes met serum en pathologische voorwerpen, welke onschadelijk zijn gemaakt door hunne wijze van bereiding en verpakking. Deze voorwerpen, met uitzondering van de door de officieel erkende laboratoria of instellingen in het algemeen belang verzonden wordende buisjes met serum, mogen niet worden verzonden met handelsoogmerken.

De verpakking moet in overeenstemming zijn met de algemeene voorschriften betreffende de monsters van koopwaren.

XVII.

Gedrukte stukken van allerlei aard.

1. Onder gedrukte stukken worden verstaan en, als zoodanig, tegen het bij art. 6 van het Verdrag vastgestelde lagere port

ter verzending toegelaten : nieuwsbladen en tijdschriften, ingenaaide of ingebonden boeken, vlugschriften, muziekstukken, visitekaartjes, adreskaarten, drukproeven met of zonder de daarbij behoorende handschriften, plaatwerken, fotografieën en albums met fotografieën, prenten, teekeningen, plattegronden, landkaarten, catalogussen, prospectussen, aankondigingen en berichten van verschillenden aard, welke gedrukt, gegraveerd, gesteendrukt of geautografeerd zijn, en, in het algemeen, alle op papier, perkament of karton, door middel van boekdruk, plaatdruk, steendruk of autografie, dan wel langs eenigen anderen, gemakkelijk te herkennen werktuigelijken weg vermenigvuldigde stukken, met uitzondering echter van de gecalqueerde en van die, welke met de schrijfmachine zijn vervaardigd.
Met gedrukte stukken worden gelijkgesteld de afdrukken van een met de pen of met de schrijfmachine vervaardigd origineel, wanneer zij door werktuiglijke vermenigvuldiging (kleurdruk, enz.) zijn verkregen; doch om tegen het lagere port te kunnen worden toegelaten, moeten die afdrukken ten kantore der posterijen worden aangeboden en wel bij ten minste twintig volkomen gelijkluidende, met elkander overeenstemmende exemplaren.
2. Tegen het lagere port kunnen niet worden verzonden de gedrukte stukken, die zijn voorzien van eenigerlei teekens, welke eene overeengekomen taal zouden kunnen vormen, noch, behalve de uitzonderingen, bepaaldelijk bij dit artikel toegestaan, die, waarvan de tekst na den druk is gewijzigd.
3. Het is geoorloofd:
a. buiten op of binnen in de zending of op het stuk zelf den naam, de kwaliteit, het beroep en het adres van den afzender en van den geadresseerde met de hand of langs werktuigelijken weg te vermelden, alsmede den dag van afzending, de handteekening, het telefoonnummer, het telegramdres, de telegraafcode, en de post- of bankrekening van den afzender ;
b. op gedrukte visitekaartjes, zoowel als op Kerstmis- en nieuwjaarskaarten, het adres van den afzender, zijn titel, alsmede wenschen, gelukwenschen, betuigingen van dank of van rouwbeklag of andere beleefdheidstermen, uitgedrukt in ten hoogste vijf woorden of door middel van algemeen gebruikelijke letters (p. f., enz.), met de hand bij te voegen ;
c. bij verbeterde drukproeven het handschrift te voegen en in die drukproeven veranderingen en bijvoegingen aan te brengen, welke op de correctie, den vorm en het drukken betrekking hebben. Bij gebrek aan ruimte, mogen deze bijvoegingen op afzonderlijke bladen worden aangebracht ;
d. drukfouten te verbeteren, ook in andere drukwerken dan drukproeven ;

e. sommige gedeelten van een gedrukten tekst door te halen;
f. door middel van strepen of onderstrepingen die woorden of gedeelten van den tekst te doen uitkomen, waarop men de aandacht wenscht te vestigen;
g. in prijscouranten, aanbiedingen van advertentiën, beursberichten, marktberichten, handelscirculaires en prospectussen, de cijfers, alsmede op berichten van aanstaand bezoek, den naam van den reiziger, den datum, het uur en den naam van de plaats welke hij denkt te bezoeken, alsmede de plaats waar hij te spreken is, met de pen of langs werktuigelijken weg te vermelden of te verbeteren;
h. op de aankondigingen betreffende het vertrek en de aankomst van schepen, den datum en het uur van dat vertrek en van die aankomst, alsmede de namen der schepen en der havens van vertrek en aankomst met de hand te vermelden;
i. op boeken, vlugschriften, nieuwsbladen, fotografieën, plaatwerken, muziekbladen en in het algemeen op alle voortbrengselen van letterkunde of kunst, die gedrukt, gegraveerd, gesteendrukt of geautografeerd zijn een geschreven opdracht te stellen, bestaande uit een eenvoudige beleefdheidsuitdrukking, alsmede de factuur, die op het toegezonden voorwerp betrekking heeft, er bij te voegen;
j. modeplaten, landkaarten, enz., te kleuren;
k. bij uitknipsels van nieuwsbladen en tijdschriften, den titel, den datum, het nummer en het adres van de uitgave, waaruit zij genomen zijn, met de hand of langs werktuigelijken weg aan te geven;
l. op bestel en- inteekenbiljetten, betrekking hebbende op uitgaven van den boekhandel, boeken, nieuwsbladen, plaatwerken, muziekstukken, met de hand de gevraagde of aangeboden werken te vermelden, en de gedrukte mededeelingen geheel of gedeeltelijk door te halen of te onderstrepen.
4. De gedrukte stukken moeten zoodanig zijn ingepakt, dat ze gemakkelijk kunnen worden onderzocht. Zij moeten worden verzonden hetzij onder kruisband, op rollen, tusschen bordpapier, in kokers, welke aan beide uiteinden open zijn, of onder open omslag, hetzij met een gemakkelijk los te maken bindtouw omwonden, dan wel slechts toegevouwen, mits zoodanig, dat geen gevaar bestaat voor inschuiving van andere stukken.
5. Adreskaarten en alle gedrukte stukken in den vorm en van de stevigheid van eene niet gevouwen kaart kunnen zonder kruisband of omslag of zonder samenbinden of toevouwen, worden verzonden.
6. Kaarten, voorzien van het opschrift, „Carte postale", of van de vertaling daarvan in eenige andere taal, zijn toegelaten tegen het tarief der gedrukte stukken, mits zij voldoen aan de alge-

meene voorwaarden in dit artikel voor deze soort zendingen vastgesteld. Die, welke niet voldoen aan deze voorwaarden, worden beschouwd als briefkaarten en als zoodanig behandeld, behoudens eventueele toepassing van het bepaalde bij § 5 van artikel XIV van dit Reglement.

XVIII.

Gemengde zendingen.

Het is geoorloofd in één zending monsters van koopwaren, gedrukte stukken, en akten samen te voegen, doch onder voorbehoud:

1o. dat elk stuk op zich zelf de daarvoor vastgestelde grenzen, wat gewicht en afmetingen betreft, niet overschrijde;

2o. dat het gezamenlijk gewicht der zending 2 kilogram niet te boven ga. (Deze beperking geldt niet voor stukken in blindenschrift);

3o. dat het port ten minste 50 centiemen bedraagt, indien de zending akten bevat en ten minste 20 centiemen, indien zij uit gedrukte stukken en monsters bestaat.

XIX.

Adviezen.

1. De adviezen, welke worden gevoegd bij tusschen twee kantoren der Vereeniging gewisselde brievenmalen, zijn ingericht overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model E. Zij worden verzonden in blauwe omslagen met het opschrift „Feuille d'avis" in vette letters.

2. In den rechterbovenhoek wordt het aantal zakken of pakketten vermeld, waaruit de zending, waarop het advies betrekking heeft, bestaat.

Tenzij anders is overeengekomen, moeten de kantoren van afzending de adviezen in den linkerbovenhoek voorzien van een volgnummer, waarbij men voor elk kantoor van afzending en voor elk kantoor van bestemming jaarlijks eene doorloopende reeks vormt; onder het nummer wordt de verzendingsweg aangegeven en in geval van vervoer over zee de naam van de paketboot of van het vaartuig waarmede de brievenmaal wordt vervoerd.

Elke brievenmaal moet een afzonderlijk volgnummer dragen, zelfs dan wanneer het een aanvullingsbrievenmaal mocht betreffen, waarbij wordt gebruik gemaakt van denzelfden verzendingsweg, dezelfde paketboot of hetzelfde vaartuig als voor de gewone brievenmaal.

Bij de eerste verzending van elk jaar moet het advies, behalve van het volgnummer van de brievenmaal ook zijn voorzien van dat van de laatste brievenmaal van het vorige jaar.

3. In het hoofd van het advies moet vermeld worden het gezamenlijk aantal der aangeteekende stukken en der pakketten of zakken, waarin die stukken zijn vervat. Door middel van een stempel, een etiket of een geschreven aanwijzing, moet voorts de aanwezigheid worden aangeduid van zendingen, welke per expresse zijn te bestellen.
4. De aangeteekende stukken worden in de rubriek I van het advies stuksgewijs ingeschreven met de navolgende bijzonderheden: den naam van het kantoor van oorsprong en het nummer, waaronder het stuk op dat kantoor is ingeschreven, of: den naam van het kantoor van oorsprong, den naam van den geadresseerde en de plaats van bestemming.
5. Er kan gebruik worden gemaakt van een of meer bijzondere, afzonderlijke lijsten, hetzij ter vervanging van rubriek I van het advies, hetzij als vervolg-advies.
Indien men meer dan één lijst gebruikt, dan moeten deze lijsten van volgnummers worden voorzien. Het aantal aangeteekende stukken, dat op één lijst mag worden ingeschreven, is beperkt tot 30.
Het aantal der op de lijsten ingeschreven aangeteekende stukken, het aantal lijsten en het aantal pakketten of zakken, waarin deze stukken zijn vervat, moeten worden ingevuld op het advies.
6. In rubriek II worden, volgens de aanwijzingen van het formulier, de gesloten brievenmalen vermeld, welke in de rechtstreeksche zending, waarop het advies betrekking heeft, zijn opgenomen.
7. Onder het hoofd „Indications de service" worden de open dienstbrieven en de mededeelingen of aanbevelingen van het kantoor van afzending, welke op den dienst der uitwisseling betrekking hebben, zoomede het aantal der teruggezonden ledige zakken vermeld.
8. Indien het in eenig verkeer wordt noodig geoordeeld om andere tabellen of rubrieken op het advies aan te brengen, dan kan dit in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën geschieden.
9. Wanneer een uitwisselingskantoor geen enkel stuk aan een kantoor, waarmede het in betrekking staat, heeft uit te leveren, zendt het niettemin een brievenmaal in den gewonen vorm, welke alleen het advies bevat, voorzien van eene aanwijzing dat niets te verzenden is.
10. Wanneer gesloten brievenmalen door eene Administratie aan eene andere worden uitgeleverd, om door middel van koopvaardijschepen te worden vervoerd, dan moet zij het aantal of het gewicht der brieven en andere stukken op het advies en op het adres van die brievenmalen vermelden, indien de met de inscheping belaste Administratie zulks verzoekt.

XX.

Vervoer van aangeteekende stukken.

1. De aangeteekende stukken, en, in voorkomende gevallen, de bijzondere lijsten, bedoeld bij artikel XIX, § 5, worden bijeengevoegd in een of meer afzonderlijke pakketten of zakken, welke zoodanig moeten zijn ingepakt of gesloten en verzegeld dan wel geplombeerd, dat de inhoud goed verzekerd zij.

De aangeteekende stukken worden in elk pakket gerangschikt in de volgorde hunner inschrijving. Bezigt men meer dan één afzonderlijke lijst, dan moet elke lijst zijn samengebonden met de aangeteekende stukken, waarop zij betrekking heeft.

In geen geval mogen de aangeteekende stukken door elkander met de gewone stukken worden verzonden.

2. De afzonderlijke omslag, welke het advies bevat, wordt door middel van een kruislings gebonden touw bevestigd op de buitenzijde van het pakket met aangeteekende stukken. Zijn de aangeteekende stukken in een zak gesloten, dan bevestigt men genoemden omslag aan den hals van den zak.

Is er meer dan een pakket of zak met aangeteekende stukken aanwezig, dan wordt elk volgende pakket of zak van eene etiket voorzien dat den aard van den inhoud aanduidt.

De pakketten of zakken met aangeteekende stukken worden in het midden van de brievenmaal geplaatst en wel zoodanig, dat daarop de aandacht valt van den ambtenaar, die haar opent.

3. De boven omschreven wijze van inpakking en verzending der aangeteekende stukken is alleen van toepassing op het gewone verkeer. Voor het meer belangrijke verkeer worden door de betrokken Administratiën, in gemeen overleg, bijzondere voorschriften gegeven. In beide gevallen evenwel blijft aan het de hoofden der kantoren van uitwisseling voorbehouden om buitengewone maatregelen te nemen, indien de te verzenden aangeteekende stukken, door hunnen aard, vorm of omvang, zich niet leenen voor insluiting in de brievenmaal.

XXI.

Overbrenging van expressestukken.

1. De gewone expresse-stukken worden in een afzonderlijken bundel bijeengevoegd en door het uitwisselingskantoor gesloten in den omslag met het advies van de brievenmaal.

Indien in de brievenmaal stukken, als de hierbedoelde, aanwezig zijn, welke wegens hun aantal, hunnen vorm of hunne afmetingen, niet bij het advies konden worden gevoegd, dan geeft men dit aan door een in den bundel op te nemen strook. Deze stukken worden bijeengevoegd in een of meer afzonderlijke bundels,

voorzien van een etiket, waarop met vette letters de aanwijzing „Exprès" voorkomt; zij worden opgenomen in den zak, welke het advies bevat.
2. De aangeteekende expresse-stukken worden in de gewone volgorde opgenomen onder de overige aangeteekende stukken met de aanwijzing „Exprès" in de kolom „Observations", achter elke inschrijving.

XXII.

Samenstelling der brievenmalen.

1. Als algemeene regel geldt, dat de stukken, waaruit de brievenmaal bestaat, naar hunnen aard moeten worden gerangschikt en bij elkander gebonden, terwijl de gefrankeerde stukken van de ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde worden gescheiden.
Brieven, welke sporen dragen van geopend of beschadigd te zijn, moeten worden voorzien van eene vermelding van dat feit en van een afdruk van den dagteekeningstempel van het kantoor, dat de omstandigheid heeft opgemerkt.
De zonder omslag verzonden postwissels worden tot een afzonderlijk pakket vereenigd, na onderverdeeling, indien daartoe aanleiding bestaat, in zooveel bundels als er landen van bestemming zijn. Het uitwisselingskantoor neemt dit pakket op in den omslag met het advies der brievenmaal of, indien dit niet mogelijk is, in den zak, welke dat advies bevat.
2. Bij verzending over land worden de brievenmalen, na met touw te zijn opgebonden, ingepakt in stevig papier van voldoende hoeveelheid om beschadiging van den inhoud te voorkomen, vervolgens uitwendig met touw opgebonden en gesloten door middel van een in lak afgedrukt zegel van het kantoor of geplombeerd. Voorts worden zij voorzien van een gedrukt opschrift, hetwelk in kleine letters den naam van het kantoor van afzending, en in grootere den naam van het kantoor van bestemming vermeldt: „de...... pour.....".
Bij verzending over zee worden de brievenmalen gesloten in zakken, welke behoorlijk dichtgemaakt, verzegeld of geplombeerd en van een opschrift voorzien worden. Op gelijke wijze wordt gehandeld met over land verzonden brievenmalen indien haar omvang dit noodig maakt. In het verkeer tusschen landen, welke zulks overeenkomen, mogen brievenmalen, welke alleen een advies bevatten, uit een in papier verpakt pakket bestaan.
3. Voor brievenmalen in zakken moeten de etiketten van linnen, leder of perkament zijn of van papier, geplakt op een plankje. Het opschrift moet op leesbare wijze het kantoor van oorsprong en dat van bestemming aangeven en in het verkeer met over-

zeesche landen, den datum van afzending en het nummer van de zending. In het verkeer tusschen aan elkander grenzende landen kan van etiketten van stevig papier worden gebruik gemaakt.

4. Wanneer het aantal of de omvang der zendingen het gebruik van meer dan een zak eischt, dan moeten zooveel mogelijk afzonderlijk zakken worden gebezigd:

a. voor brieven en briefkaarten;

b. voor de overige stukken.

Ongeacht het aantal of den omvang der zendingen moeten eveneens zooveel mogelijk afzonderlijke zakken worden gebezigd, wanneer de Administratie van een land, dat zijn tusschenkomst verleent of van het land van bestemming zulks verzoekt.

Wanneer afzonderlijke zakken worden gebezigd moet elke zak eene aanwijzing van den inhoud dragen.

Het pakket of de zak met aangeteekende stukken wordt in een der zakken met brieven geplaatst.

De zak, welke het advies bevat, wordt aangeduïd door de op in het oog vallende wijze op het etiket aangebrachte letter F.

5. Het gewicht van elken zak mag 30 kilogram niet te boven gaan.

6. De zakken moeten per keerende post ledig aan het land van oorsprong worden teruggezonden, tenzij daaromtrent tusschen de met elkander in verbinding staande Administratiën anders is overeengekomen.

De terugzending van de ledige zakken behoort te geschieden tusschen de uitwisselingskantoren der met elkander in verbinding staande landen, welke te dien einde, na voorafgaand overleg, door de betrokken Administratiën worden aangewezen.

De ledige zakken moeten opgerold en in behoorlijke pakken worden samengebonden; in voorkomende gevallen moeten de voor de adresstrooken bestemde plankjes in de zakken worden gedaan.

Indien de pakketten worden teruggezonden door tusschenkomst van een ander uitwisselingskantoor dan dat, waarvan de zakken zijn ontvangen, behooren de pakketten te worden voorzien van een opschrift, aanwijzende den naam van laatstbedoeld kantoor.

Indien de terug te zenden ledige zakken niet te talrijk zijn, kunnen zij worden opgenomen in de zakken met brieven en andere stukken; in het tegenovergestelde geval moeten zij afzonderlijk worden opgenomen in verzegelde zakken, welke zijn te adresseeren aan de betrokken uitwisselingskantoren. De adresstrooken moeten de aanwijzing „Sacs vides" dragen.

XXIII.

Onderzoek van de brievenmalen.

1. Het uitwisselingskantoor, dat een brievenmaal ontvangt, verzekert zich of de inschrijvingen op het advies en, in voorkomende gevallen, op de lijst der aangeteekende stukken juist zijn.

De brievenmalen moeten in goeden staat worden uitgeleverd. Nochtans mag de aanneming van een brievenmaal niet wegens haar slechten staat worden geweigerd. Betreft het eene brievenmaal bestemd voor een ander kantoor dan dat, hetwelk haar in ontvangst nam, dan moet zij opnieuw worden ingepakt, waarbij de oorspronkelijke verpakking zooveel mogelijk moet behouden blijven. Deze nieuwe inpakking wordt voorafgegaan door een onderzoek van den inhoud, indien kan worden vermoed, dat deze niet ongeschonden is gebleven.

2. Indien het uitwisselingskantoor misvattingen of verzuimen opmerkt, brengt het onmiddellijk op de adviezen of lijsten de noodige verbeteringen aan, daarbij zorg dragende, dat de onjuiste aanwijzingen in dier voege met de pen worden doorgehaald, dat de oorspronkelijke inschrijvingen kunnen worden onderkend.

3. Deze verbeteringen geschieden door twee ambtenaren. Het geval van blijkbare vergissing uitgezonderd, is aan die veranderingen meer waarde te hechten dan aan de oorspronkelijke inschrijvingen.

4. Het kantoor van bestemming maakt een bericht van bevinding op, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model G, dat onverwijld, ambtshalve aangeteekend, aan het kantoor van afzending wordt gezonden.

In het geval, bedoeld bij § 1 van dit artikel, wordt een afschrift van het bericht van bevinding in de opnieuw ingepakte brievenmaal gesloten.

5. Het kantoor van afzending zendt het bericht, na onderzoek, en in voorkomende gevallen van zijne opmerkingen voorzien, terug.

6. Wanneer eene brievenmaal, een of meer aangeteekende stukken, het adviës of de bijzondere lijst ontbreekt, dan wordt dit feit onmiddellijk in den vereischten vorm door twee ambtenaren van het kantoor van bestemming gestaafd en, door middel van een ambtshalve aangeteekend te verzenden bericht van bevinding, ter kennis van het afzendend uitwisselingskantoor gebracht.

Wanneer echter het ontbreken van eene brievenmaal het gevolg is van eene gemiste aansluiting van de posten, behoeft het bericht van bevinding niet aangeteekend te worden verzonden.

Indien het geval daartoe aanleiding geeft, kan aan het uitwisselingskantoor van afzending bovendien per telegram worden kennis gegeven, op kosten van de Administratie, welke het telegram verzendt. Tegelijkertijd wordt door het kantoor van bestemming, met inachtneming van dezelfde bepalingen als voor het oorspronkelijke, een duplicaat van het bericht van bevinding gezonden aan de Administratie, waaronder het kantoor van afzending behoort; betreft het de niet-bevinding van een of meer aangeteekende stukken, van het advies of van de bijzondere lijst der aangeteekende stukken, dan moet dit duplicaat vergezeld gaan van den zak of van den omslag en van het zegel of loodje van het pakket der genoemde stukken of, indien dit pakket zelf niet is aangetroffen, van den zak, van het touw, van het etiket en van het zegel of loodje van de brievenmaal.

Zoodra eene brievenmaal welke aan het kantoor van oorsprong of aan een tusschenkantoor als vermist was gemeld, terecht komt, behoort aan datzelfde kantoor een tweede bericht van bevinding te worden gezonden, waarbij de ontvangst van die brievenmàal wordt medegedeeld

Wanneer het ontbreken van een brievenmaal op den geleidebrief (pas) voldoende is toegelicht en indien deze brievenmaal met de eerstvolgende post ten kantore van bestemming aankomt, dan is het opmaken van een bericht van bevinding niet noodig.

7. Indien eene gesloten brievenmaal verloren gaat, dan zijn de bij het vervoer betrokken Administratiën, binnen de grenzen der bepalingen van art. 10 van het Verdrag, verantwoordelijk voor de aangeteekende stukken, welke de brievenmaal bevatte, mits de niet-ontvangst hun zoo spoedig mogelijk is medegedeeld.

8. Wanneer het kantoar van bestemming, met de eerstvolgende post na het onderzoek, aan het kantoor van afzending geen bericht heeft doen toekomen, waarbij van het bevinden van eenige fout of onregelmatigheid werd kennis gegeven, dan geldt het ontbreken van dat stuk, zoolang het bewijs van het tegendeel niet is geleverd, als bericht van ontvangst van de brievenmaal en haren inhoud.

XXIV.

Uitwisseling van brievenmalen met oorlogsschepen.

1. Van de uitwisseling van gesloten brievenmalen tusschen eene Postadministratie der Vereeniging en eskaders of oorlogsschepen van dezelfde nationaliteit of tusschen eskaders of oorlogsschepen van dezelfde nationaliteit onderling moet, zoo mogelijk vooraf, worden kennis gegeven aan de Administratiën, welke voor het vervoer hare tusschenkomst verleenen.

2. Het adres van deze brievenmalen wordt ingericht als volgt *(in de Fransche taal):*

Van het kantoor te . . . .

Aan { het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te . . . .
het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te . . . . }

(Land)

of

Van { het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te . . . .
het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te . . . . }

Aan het kantoor te . . . .

(Land)

of

Van het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te . . . .

Van het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te . . . .

Aan { het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te . . . .
het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam) van het oorlogsschip) te . . . . }

(Land)

3. De brievenmalen, welke zijn bestemd voor of afkomstig van eskaders of oorlogsschepen, worden, behoudens aanwijzing op het adres van een bijzonderen verzendingsweg, verzonden langs den snelsten weg en op denzelfden voet als de tusschen postkantoren gewisselde brievenmalen.

Wanneer de voor een eskader of voor een oorlogsschip bestemde brievenmalen los worden verzonden, houdt de kapitein van de met het vervoer daarvan belaste paketboot ze ter beschikking van den commandant van het eskader of van het schip, waarvoor ze zijn bestemd, voor het geval deze onderweg aan de paketboot aflevering van die brievenmalen mocht komen vragen.

4. Indien de schepen zich niet op de plaats van bestemming bevinden op het oogenblik van aankomst van de aan hen gerichte brievenmalen, worden deze op het postkantoor bewaard, in afwachting dat zij door den geadresseerde afgehaald of naar een ander punt opgezonden worden. De opzending kan worden verzocht, hetzij door de Postadministratie van oorsprong, hetzij door den commandant van het eskader of het schip, waarvoor de brievenmaal bestemd is, dan wel door een Consul van dezelfde nationaliteit.

5. Indien brievenmalen, als de bedoelde, zijn voorzien van het opschrift: „Aux soins du Consul de. . . . .", dan worden zij afgegeven aan het Consulaat van het land van oorsprong. Op verzoek van den Consul kunnen zij later weder in den postdienst worden opgenomen en verzonden naar de plaats van afzending of naar eene andere bestemming.

6. De voor een oorlogsschip bestemde brievenmalen worden, tot op het oogenblik der uitreiking aan den commandant van dat oorlogsschip, beschouwd als transitzendingen, ook al zouden zij oorspronkelijk zijn geadresseerd aan een postkantoor of aan een Consul, wien de zorg voor de verdere verzending is opgedragen. Zij worden dus niet beschouwd als aan haar adres te zijn bezorgd, zoolang zij niet zijn afgeleverd aan het oorlogsschip, waarvoor zij bestemd zijn.

XXV.

Identiteitskaarten.

1. De Administratiën van de contracteerende landen wijzen, ieder voor zooveel haar betreft, de postkantoren of de takken van postdienst aan, welke worden belast met de uitgifte van identiteitskaarten.

2. Deze kaarten worden opgemaakt op een formulier, overeenkomende met het bij dit reglement gevoegde model F. De formulieren voor de identiteitskaarten worden tegen betaling verstrekt door het Internationaal Bureel. Zij worden gesteld in de taal van het land, dat de kaart uitgeeft; zij zijn, in voorkomende gevallen, onder de regels voorzien van eene Fransche vertaling.

3. Bij de aanvraag moet de aanvrager zijn portret overleggen en zijne identiteit bewijzen. De ambtenaar, die de aanvraag in ontvangst neemt houdt hiervan aanteekening in een register; hij plakt daarna het door den belanghebbende verstrekte portret op de tweede bladzijde van de kaart, hecht vervolgens, half op dit portret en half op de kaart, het postzegel dienende ter verantwoording van het recht, en maakt het zegel onbruikbaar door een zeer duidelijken afdruk van den dagteekeningstempel. Vervolgens brengt hij een afdruk van dien stempel of van zijn ambtszegel aan op de voorzijde van de kaart en stelt daarop in Latijnsche letters alle andere aanwijzingen, die het formulier aangeeft (volgnummer van het register, datum van beëindiging van den geldigheidsduur, voornaam en naam, beroep en woonplaats van den houder benevens zijn signalement, met, in voorkomende gevallen, eene Fransche vertaling onder de regels). Daarna verzoekt hij den persoon, te wiens name de kaart is gesteld, om op de daarvoor aangegeven plaats zijne handteekening te zetten, waarna hijzelf de kaart teekent. Hij reikt deze

vervolgens aan den belanghebbende uit tegen betaling van het verschuldigde recht. Alle aanwijzingen behooren met inkt te worden geschreven.

Elk land behoudt echter de bevoegdheid om de op den internationalen dienst betrekking hebbende identiteitskaarten, volgens het model F, uit te geven in overeenstemming met de regelen, welke worden toegepast op de in zijn binnenlandschen dienst in gebruik zijnde kaarten.

XXVI.

Verzending aan een nader adres.

1. Ter uitvoering van art. 16 van het Verdrag, en behoudens de in de hierna volgende paragraaf 2 bedoelde uitzonderingen, worden de brieven en andere stukken van allerlei aard, welke binnen de Vereeniging zijn geadresseerd aan personen, die van woonplaats zijn veranderd, door de Administratie, die ze uitreikt, behandeld alsof zij rechtstreeks van de plaats van oorsprong naar de plaats der nieuwe bestemming geadresseerd waren.

2. Ten opzichte van zendingen uit den binnenlandschen dienst van een der landen der Vereeniging, welke, ten gevolge van verzending aan een nader adres, in den dienst van een ander land der Vereeniging overgaan of van zendingen, welke worden verzonden tusschen twee landen der Vereeniging, die voor hun onderling verkeer een lager port dan het gewone Vereenigingsport hebben aangenomen, maar welke, ten gevolge van verzending aan een nader adres, overgaan in den dienst van een derde land der Vereeniging, ten opzichte waarvan het gewone Vereenigingsport geldt of eindelijk van zendingen, oorspronkelijk vervoerd tusschen plaatsen van twee aan elkaar grenzende diensten, waarvoor een verlaagd port bestaat, maar die met nader adres naar andere plaatsen van die landen der Vereeniging of naar een ander land der Vereeniging worden verzonden, gelden de navolgende regelen:

1o. Ongefrankeerde zendingen en die, welke voor hare oorspronkelijke bestemming ontoereikend waren gefrankeerd, worden door de Administratie die ze uitreikt, belast met het port, dat verschuldigd is voor rechtstreeks van het punt van oorsprong naar de plaats der nieuwe bestemming verzonden zendingen van denzelfden aard.

2o. Zendingen, welke voor hare oorspronkelijke bestemming behoorlijk waren gefrankeerd en waarvoor, alvorens zij met nader adres werden verzonden, het voor het verdere vervoer verschuldigde aanvullingsport vóór de nadere verzending niet is gekweten, worden door de Administratie, welke ze uitreikt,

naar haren aard belast met een port, gelijkstaande met het verschil tusschen het reeds betaalde frankeergeld, en dat, hetwelk zou zijn geheven, indien de zendingen oorspronkelijk naar de nieuwe bestemmingsplaats waren geadresseerd.
3o. Zendingen, welke oorspronkelijk van een binnenlandsch adres in een land der Vereeniging waren voorzien en volgens de binnenlandsche regeling voldoende waren gefrankeerd, worden beschouwd als stukken, welke toereikend waren gefrankeerd voor hunne oorspronkelijke bestemming.
4o. Zendingen, welke oorspronkelijk binnenslands zijn verzonden onder genot van vrijstelling van port, worden door de Administratie, die ze uitreikt, belast met het port, dat van toepassing is op gefrankeerde zendingen van denzelfden aard, welke rechtstreeks van het punt van oorsprong worden verzonden naar de plaats van de nieuwe bestemming.
3. Indien, in de bovengenoemde gevallen, de zendingen vóór de ontvangst door de met de uitreiking belaste Administratie, een ander land hebben doorloopen, voor hetwelk de Administratie van oorsprong een hooger port heft dan dat, geldende in het verkeer met het land, dat de stukken uitreikt, dan zijn de zendingen onderworpen aan het hoogere port.
4. Het bedrag van de van den geadresseerde te heffen porten moet door de Administratie welke nazendt, in franken en centiemen naast de postzegels worden aangegeven, of indien deze ontbreken, naast den stempelafdruk van het kantoor van oorsprong. Het aanvullingsport, waarmede expressestukken, ingevolge de bepalingen van artikel 15, § 3 van het Hoofdverdrag, kunnen zijn belast, moet in elk geval door de Administratie, welke nazendt, in franken en centiemen op de vorengenoemde plaats worden aangegeven.
5. Verkeerd gezonden stukken van allerlei aard worden onverwijld, langs den snelsten weg, naar hunne bestemming verzonden.
6. Gewone of aangeteekende stukken van allerlei aard, welke wegens onvolledige of onjuiste adresseering ter aanvulling of verbetering van het adres aan de afzenders zijn teruggezonden, worden, indien zij met aangevuld of verbeterd adres opnieuw ter post worden bezorgd, niet als zendingen aan een nader adres, maar als geheel nieuwe zendingen beschouwd; voor deze zendingen is dientengevolge opnieuw port verschuldigd.

XXVII.

Onbestelbare stukken.

1. De om welke reden ook onbestelbare brieven en andere stukken moeten onmiddellijk, hetzij afzonderlijk, hetzij in een

bijzonderen bundel met strook „Rebuts", naar het land van oorsprong worden teruggezonden. De termijn, gedurende welken ter beschikking van de geadresseerden gehouden of „poste restante" geadresseerde stukken bewaard blijven, wordt geregeld door de bepalingen van het land van bestemming. Die termijn mag echter zes maanden in het verkeer met overzeesche landen en twee maanden in het verkeer met andere landen niet te boven gaan; de terugzending naar het land van oorsprong moet binnen korteren termijn geschieden indien de afzender zulks op den omslag heeft verzocht bij een in het land van bestemming bekende taal geschreven aanteekening.

2. De onbestelbare aangeteekende stukken worden evenwel teruggezonden aan het kantoor van uitwisseling van het land van oorsprong alsof het betrof aangeteekende stukken bestemd voor dat land.

3. Bij wijze van uitzondering, kunnen twee met elkander in betrekking staande Administratiën, in gemeen overleg, eene andere wijze van terugzending der onbestelbare stukken toepassen. Zij kunnen ook overeenkomen om elkander wederkeerig vrij te stellen van de terugzending van de ontoereikend gefrankeerde „chain-letters" (zoogenaamde „sneeuwbalbrieven"), welke door den geadresseerde geweigerd zijn, als de Administratie van bestemming, na raadpleging van den geadresseerde, heeft vastgesteld dat de betrekkelijke zendingen werkelijk „chain-letters" zijn.

Waardelooze onbestelbare gedrukte stukken, worden nimmer naar de plaats van oorsprong teruggezonden, tenzij de afzender, door eene buiten op het stuk gestelde aanteekening, de terugzending daarvan heeft verzocht.

4. Alvorens de stukken, welke om eenigerlei reden niet zijn uitgereikt, aan de Administratie van oorsprong terug te zenden, moet het kantoor van bestemming de reden van de niet-uitreiking op de adreszijde van die stukken, in den volgenden vorm, duidelijk en beknopt, in de Fransche taal vermelden: inconnu (onbekend), refusé (geweigerd), en voyage (op reis), parti (vertrokken), non reclamé (niet opgevraagd), décédé (overleden), of een dergelijk woord. Deze vermelding geschiedt door middel van een stempel of door het opplakken van een etiket. Elke Administratie is bevoegd, om hieraan toe te voegen de vertaling van de reden der niet-uitreiking in haar eigen taal, alsmede alle andere aanwijzingen, die zij wenschelijk mocht achten.

Het kantoor van bestemming moet vervolgens de plaats van de eerste bestemming doorhalen en naast den afdruk van den dagteekeningstempel van het kantoor van afzending de aanwijzing „retour" stellen.

5. Indien stukken, welke in een land der Vereeniging met

bestemming naar eene plaats in dat land zijn ter post bezorgd, zijn verzonden door inwoners van een ander land, en ten gevolge van niet-uitreiking en onbestelbaarheid, naar het buitenland moeten worden verzonden om aan de afzenders te worden teruggegeven, dan worden zij als internationale zendingen beschouwd.
De Administratie, welke die stukken terugzendt, en de Administratie, welke ze uitreikt, passen op die stukken de bepalingen toe der §§ 2, 3 en 4 van art. XXVI van dit Reglement.
6. Stukken voor zeelieden en andere personen, welke zijn gezonden aan het adres van een Consul en door dezen aan het postkantoor ter plaatse als niet opgevraagd worden teruggegeven, moeten worden behandeld op de wijze als in § 1 of in § 2 voor onbestelbare stukken in het algemeen is voorgeschreven. Het bedrag der porten, welke voor die stukken van den Consul zijn ingevorderd, moet hem dan tegelijkertijd door dat postkantoor worden terugbetaald.

XXVIII.

Navragen betreffende gewone stukken, welke hunne bestemming niet hebben bereikt.

1. Aan elke navraag, betreffende een gewoon stuk, dat zijne bestemming niet heeft bereikt, wordt op de volgende wijze gevolg gegeven:
1o. Een formulier, ingericht overeenkomstig het hierbij gevoegd model H, wordt uitgereikt aan den persoon die de navraag doet, met verzoek om, zoo nauwkeurig mogelijk, het gedeelte, dat hem aangaat, in te vullen.
2o. Het kantoor, waar de navraag is gedaan, zendt het formulier rechtstreeks naar het andere betrokken kantoor. Die toezending geschiedt ambtshalve en zonder begeleidend schrijven.
3o. Laatstbedoeld kantoor doet het formulier aan den geadresseerde of aan den afzender, naar omstandigheden, voorleggen, met verzoek om omtrent een en ander inlichtingen te verschaffen.
4o. Nadat het met die inlichtingen is aangevuld, wordt het formulier ambtshalve teruggezonden aan het kantoor, dat het heeft opgemaakt.
5o. Wordt de klacht gegrond bevonden, dan wordt zij toegezonden aan het Hoofdbestuur, om te dienen als grondslag voor het verdere onderzoek.
6o. Het formulier wordt, tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, in de Fransche taal gesteld, of is voorzien van eene vertaling in het Fransch.
2. Elke Administratie kan, bij eene daartoe aan het Internatio-

naal Bureel gerichte kennisgeving, vorderen, dat de navragen, welke op haren dienst betrekking hebben, worden toegezonden aan haar Hoofdbestuur of aan een daartoe bepaaldelijk door haar aangewezen kantoor.

XXIX.

Navragen betreffende aangeteekende stukken.

1. Voor navragen betreffende aangeteekende stukken wordt gebruik gemaakt van een formulier ingericht als of overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model I. De Administratie van het land van oorsprong zendt dit formulier rechtstreeks aan de Administratie van bestemming.

2. De Administratiën van oorsprong en van bestemming kunnen evenwel in gemeen overleg de navraag van kantoor tot kantoor doen verzenden langs denzelfden weg, als die, welke is gebezigd voor de zending, waarop de navraag betrekking heeft.

3. Indien, in het hierboven bij § 1 bedoelde geval, de Administratie van bestemming afdoende inlichtingen kan verschaffen omtrent het lot van de zending, waarop de navraag betrekking heeft, zendt zij het formulier, na dit van de vereischte inlichtingen te hebben voorzien, terug aan de Administratie van oorsprong.

Wanneer het lot van eene zending, welke stuksgewijze door verschillende diensten is behandeld, in het land van bestemming niet onmiddellijk kan worden vastgesteld, zendt de Administratie van bestemming het formulier terug aan de Administratie van oorsprong. Deze vult het formulier aan met de gegevens betreffende de verzending aan de eerste Administratie van doorvoer. Zij zendt het formulier vervolgens aan laatstgenoemde Administratie, welke het voorziet van hare bemerkingen en het, zoo noodig, doorzendt aan de volgende Administratie. De navraag gaat aldus van Administratie tot Administratie, totdat is gebleken wat van het stuk, waarop de navraag betrekking heeft, geworden is. De Administratie, welke het stuk aan den geadresseerde heeft doen uitreiken, of die in voorkomende gevallen, nòch de uitreiking, nòch de regelmatige doorzending aan eene andere Administratie kan aantoonen, vermeldt deze omstandigheid op het formulier en zendt dit terug aan de Administratie van oorsprong.

4. In het geval, bedoeld bij § 2 van dit artikel, worden de nasporingen voortgezet van af de Administratie van oorsprong tot aan die van bestemming. Elke Administratie vermeldt op het formulier de gegevens betreffende de doorzending aan de volgende Administratie, en zendt het vervolgens aan deze toe. De Administratie, welke het stuk aan den geadresseerde heeft

uitgereikt of die eventueel nòch de uitreiking, nòch de regelmatige doorzending aan eene andere Administratie kan aantoonen, maakt van deze omstandigheid eveneens melding op het formulier en zendt dit terug aan de Administratie van oorsprong.

5. De formulieren I zijn gesteld in de Fransche taal of zijn voorzien van eene onder de regels gestelde Fransche vertaling van den tekst. Zij moeten het volledig adres van den geadresseerde weergeven en, zooveel mogelijk, vergezeld gaan van een fac-simile van den omslag of van het adres van de zending. Zij worden zonder begeleidend schrijven onder gesloten omslag verzonden. Het staat aan iedere Administratie vrij om, bij eene aan het Internationaal Bureel gerichte kennisgeving, te verlangen, dat de op haren dienst betrekking hebbende navragen worden toegezonden, hetzij aan haar Hoofdbestuur, hetzij aan een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor, hetzij eindelijk rechtstreeks aan het kantoor van bestemming of, indien men alleen als land van doorvoer bij de zaak is betrokken, aan het kantoor van uitwisseling, waaraan de zending is uitgeleverd. De formulieren I met de bijlagen moeten in elk geval door de Administratie van oorsprong van het vermiste stuk worden terug ontvangen binnen een termijn, welke, te rekenen van de dagteekening der navraag, zes maanden niet mag te boven gaan. Deze termijn wordt in het verkeer met overzeesche landen gesteld op negen maanden.

6. De bovenstaande bepalingen zijn niet van toepassing op gevallen van berooving, vermissing, enz. van een brievenmaal, welke gebeurtenissen eene meer uitvoerige briefwisseling tusschen de Administratiën vereischen.

XXX.

Terugvordering van stukken, en wijziging van adressen of verzendingsvoorwaarden.

1. Voor verzoeken om terugzending of verzending aan een nader adres van stukken, alsmede voor verzoeken om verbetering van adressen moet de afzender gebruik maken van een formulier, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model J. Bij de indiening van dit verzoek aan het postkantoor moet de afzender zijne identiteit bewijzen en, wanneer dit te pas komt, het bewijs van terpostbezorging vertoonen. Nadat het identiteitsbewijs is geleverd, waarvoor de Administratie van het land van oorsprong de aansprakelijkheid aanvaardt, handelt men als volgt :

1o. Indien het verzoek per post moet worden overgebracht, dan wordt het formulier, vergezeld van een fac-simile van den om-

slag of van het adres van de zending, rechtstreeks, per aangeteekenden brief, aan het kantoor van bestemming gezonden.
2o. Indien het verzoek langs telegrafischen weg moet geschieden, dan wordt het formulier overgebracht bij den telegraafdienst, welke is belast met overbrenging van den inhoud naar het postkantoor van bestemming.
Betreft het een adres-verbetering, dan moet het telegrafisch verzoek per eerstvolgende gelegenheid worden bevestigd door een per post overgebracht verzoek, dat moet zijn vergezeld van het bovenbedoelde fac-simile.
2. Bij ontvangst van het formulier J of van het telegram, dat daarvoor in de plaats treedt, wordt het aangeduide stuk door het kantoor van bestemming opgezocht en geeft dat kantoor aan het verzoek het noodige gevolg.
Indien het echter eene verandering van adres betreft, welke langs telegrafischen weg is verzocht, dan bepaalt het kantoor van bestemming zich er toe, den brief op te houden, en wacht met aan het verzoek te voldoen tot de ontvangst van het vereischte fac-simile.
Indien het stuk niet wordt gevonden, indien het reeds aan den geadresseerde is uitgereikt, of indien het telegrafisch verzoek niet duidelijk genoeg is om met zekerheid het aangewezen stuk te kunnen onderscheiden, dan wordt zulks dadelijk medegedeeld aan het kantoor van oorsprong, dat den belanghebbende hiermede in kennis stelt.
3. Tenzij anders is overeengekomen, wordt het formulier J in het Fransch gesteld of voorzien van eene onder de regels gestelde Fransche vertaling en wordt, ingeval van de telegraaf wordt gebruik gemaakt, het telegram gesteld in de Fransche taal.
4. Eene eenvoudige verbetering van het adres (zonder wijziging van naam of hoedanigheid van den geadresseerde) kan ook rechtstreeks door den afzender aan het kantoor van bestemming worden gevraagd, d.w.z. zonder toepassing van de voor eigenlijke adreswijziging voorgeschreven maatregelen.
5. Elke Administratie kan, bij eene daartoe aan het Internationaal Bureel gerichte kennisgeving, vorderen, dat, voor zooveel zij daarbij is betrokken, de toezending van de verzoeken geschiede door tusschenkomst van haar Hoofdbestuur of van een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor.
Wanneer de verzending van de verzoeken geschiedt door tusschenkomst van de Hoofdbesturen, dan wordt met de aanvragen, welke rechtstreeks door de kantoren van oorsprong aan die van bestemming worden gericht in zoover rekening gehouden, dat de betrekkelijke stukken tot de ontvangst van het verzoek van het Hoofdbestuur ten kantore bewaard blijven.

De Administratiën, die van de, bij het eerste lid van deze paragraaf bedoelde bevoegdheid gebruik maken, nemen voor hare rekening de kosten, welke kunnen voortvloeien uit de overbrenging in haren dienst, per post of per telegraaf, van de met het kantoor van bestemming te wisselen berichten.

Het gebruik van de telegraaf is verplicht, indien de afzender zelf daarvan heeft gebruik gemaakt en het kantoor van bestemming per post niet tijdig kan worden gewaarschuwd.

XXXI.

Gebruik van vermoedelijk valsche of vervalschte postzegels of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines.

Onder voorbehoud van toepassing van de bepalingen, welke de wetgeving in elk land vordert, ook waar dit voorbehoud niet uitdrukkelijk in de bepalingen van dit artikel is opgenomen, wordt voor de vaststelling van het voor frankeering gebruik maken van valsche of vervalschte postzegels of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines op de volgende wijze te werk gegaan:

a. Wanneer op eene zending de aanwezigheid van een valsch of vervalscht (nagemaakt of reeds voor frankeering gediend hebbend) postzegels of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines bij de afzending wordt opgemerkt door eene Administratie, bij wier wetgeving onmiddellijke inbeslagneming van de zending niet is voorgeschreven, dan wordt aan het bedoelde zegel op geenerlei wijze iets veranderd en wordt de zending, onder een aan het kantoor van bestemming geadresseerden omslag, ambtshalve aangeteekend, doorgezonden.

b. Van deze handeling wordt onverwijld aan de Administratiën van de landen van oorsprong en van bestemming kennis gegeven door middel van een bericht, ingericht overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model K. Een exemplaar van dit bericht wordt bovendien toegezonden aan het kantoor van bestemming, in den omslag, welke het van het vermoedelijk valsche of vervalschte postzegel voorziene stuk bevat.

c. De geadresseerde wordt opgeroepen om de overtreding vast te stellen.

Uitreiking van de zending geschiedt alleen dan, wanneer de geadresseerde of zijn gemachtigde het verschuldigde port betaalt, bereid is den naam en het adres van den afzender mede te deelen en, na van den inhoud te hebben kennis genomen, het stuk in zijn geheel, zoo het niet van het corpus delicti is te scheiden, dan wel dat gedeelte van het stuk (omslag, strook, gedeelte van den brief, enz.), waarop het adres en de afdruk of het zegel, waarmede misbruik vermoed wordt te zijn begaan, voorkomen, ter beschikking van de posterijen te stellen.

d. Van den uitslag van de oproeping van den geadresseerde wordt een proces-verbaal opgemaakt, ingericht overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model L, en waarin het voorgevallene, zooals niet-verschijning, weigering om het stuk in ontvangst te nemen, het te openen of den naam van den afzender mede te deelen, enz., wordt vermeld. Dit verbaal wordt door den postambtenaar en den geadresseerde van de zending of diens gemachtigde onderteekend; indien door laatstgenoemde de onderteekening wordt geweigerd, dan wordt van deze weigering melding gemaakt ter plaatse voor de onderteekening bestemd.

Het proces-verbaal wordt met de bewijsstukken, ambtshalve aangeteekend, toegezonden aan de Postadministratie van het land van oorsprong, welke aan de hand van deze stukken, indien daartoe aanleiding bestaat, de zaak verder doet vervolgen overeenkomstig de bepalingen van hare binnenlandsche wetgeving.

XXXII.

Statistiek der transitkosten.

1. De statistische opnamen, tot uitvoering van de artikelen 4 en 19 van het Verdrag, voor de afrekening der voor doorvervoer binnen de Vereeniging en buiten de grenzen der Vereeniging verschuldigde kosten, geschieden eenmaal in de drie jaar overeenkomstig het bepaalde bij de volgende artikelen, beurtelings gedurende de eerste acht en twintig dagen van de maand Mei of gedurende de 28 dagen, welke volgen op 14 October.

De statistiek van Mei 1921 zal bij uitzondering van toepassing zijn op de jaren 1920 tot en met 1923; de statistiek van October—November 1924 zal van toepassing zijn op de jaren 1924 tot en met 1926 en zoo vervolgens.

2. Voor het geval dat een land, hetwelk een belangrijk verkeer heeft, tot de Vereeniging toetreedt, kunnen de landen der Vereeniging, waarvan de belangen, wat de betaling van de transitkosten betreft, tengevolge van die omstandigheid eene wijziging mochten ondergaan, eene bijzondere statistische opname verlangen, welke uitsluitend op het nieuw toegetreden land betrekking heeft.

3. Indien de loop der stukken een belangrijke wijziging ondergaat en voor zooveel deze wijziging een of meer tijdvakken van te zamen ten minste twaalf maanden omvat, verstaan de daarbij betrokken Administratiën zich met elkander inzake herziening van de daarmee verband houdende rekeningen wegens transitkosten.

In dat geval worden de door de Administratiën van afzending te betalen bedragen vermeerderd, verminderd of verdeeld in

overeenstemming met de in werkelijkheid voor den doorvoer gebezigde diensten, met dien verstande dat de totale gewichten, welke den grondslag voor de nieuwe rekeningen vormen, over het algemeen dezelfde moeten zijn als die van de brievenmalen, welke gedurende het in § 1 van dit artikel genoemde tijdvak voor statistische opnamen zijn verzonden. Zoo noodig kan eene bijzondere statistiek worden gehouden om de verdeeling van die gewichten tusschen de verschillende diensten, welke hunne tusschenkomst verleenden, te regelen. Een wijziging in den loop der stukken wordt niet als belangrijk aangemerkt dan wanneer zij eene wijziging van de transitkosten voor het daarmee verband houdende vervoer van meer dan 10 000 franken 's jaars ten gevolge heeft.

Ook kan bij uitzondering eene bijzondere statistische opname worden geëischt voor het vaststellen van nieuwe totaalgewichten, welke als grondslag voor de nieuwe rekeningen moeten dienen, wanneer de totaalgewichten van het betrokken vervoer tenminste met 100 % vermeerderd of met 50 % zijn verminderd en nieuwe rekeningen daardoor eene wijziging van meer dan 10 000 franken per jaar zouden ondergaan.

XXXIII.

Gesloten brievenmalen.

1. Van de in gesloten brievenmalen tusschen twee Administratiën der Vereeniging of tusschen een Administratie der Vereeniging en een niet daartoe behoorende Administratie, over het grondgebied of door middel van de diensten van een of meer andere Administratiën gewisselde stukken, wordt een staat opgemaakt, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model M, met inachtneming van de navolgende bepalingen.

Gedurende elk tijdvak der statistiek moeten voor de „brieven en briefkaarten" en de „overige stukken" afzonderlijke zakken of pakketten worden gebezigd. Deze zakken of pakketten zijn respectievelijk te voorzien van een etiket „L. C." en „A. O.". Wanneer de omvang der brievenmalen dit toelaat, kunnen de afzonderlijke zakken of pakketten worden samengevoegd in een enkelen verzamelzak, welke moet zijn voorzien van een etiket „S. C.".

Met afwijking van het bepaalde bij de artikelen XXI en XXII van dit Reglement, is elke Administratie bevoegd om gedurende het tijdvak der statistiek, andere aangeteekende en expressestukken dan brieven en briefkaarten op te nemen in een der voor de overige stukken bestemde zakken of pakketten met vermelding van deze omstandigheid op het advies; indien echter in overeenstemming met evengenoemde artikelen XXI en

XXII deze stukken zijn opgenomen in een zak of pakket met brieven, dan worden zij voor de gewichts-statistiek beschouwd deel uit te maken van de zending brieven.

2. Wanneer de te volgen verzendingsweg en de te bezigen vervoerdiensten voor de gedurende het tijdvak van de statistiek te verzenden brievenmalen onbekend of onzeker zijn, moet de Administratie van oorsprong op verzoek van de Administratie van bestemming voor elke brievenmaal een staat opmaken overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model T. Deze staat moet achtereenvolgens onmiddellijk worden doorgezonden aan de verschillende diensten, die aan het vervoer van de brievenmalen deelnemen; deze diensten vermelden achtereenvolgens de op den doorvoer betrekking hebbende inlichtingen op dezen staat, welke daarna als bijlage van den staat, model M, wordt teruggezonden aan de Administratie van oorsprong.

3. Voorzooveel de brievenmalen van een land der Vereeniging voor een ander land der Vereeniging betreft, vermeldt het afzendend uitwisselingskantoor op het advies voor het uitwisselingskantoor, waarvoor de brievenmaal is bestemd, het bruto gewicht der brieven en briefkaarten, alsmede dat der overige stukken, onverschillig vanwaar zij afkomstig of waarheen zij bestemd zijn. Met gewichtsgedeelten tot en met 500 gram wordt geen rekening gehouden; gewichtsgedeelten van meer dan 500 gram worden afgerond tot een kilogram. In het brutogewicht is begrepen het gewicht der verpakking, maar niet dat der ledige zakken, welke in afzonderlijke zakken zijn verpakt, dat der zakken, welke alleen bevatten stukken vrij van alle transitkosten (artikel 4, § 9, van het Verdrag), dat der brievenmalen, welke alleen een blanco advies bevatten (artikel XIX, § 9, van het Reglement), of dat der verzamelzakken, bedoeld bij § 1 van dit artikel.

Ingeval noch het bruto gewicht der brieven en briefkaarten, noch dat der overige stukken 500 gram te boven gaat, is aan het hoofd van het advies de aanwijzing „Poids brut ne dépasse pas 500 grammes" te stellen. Deze aanwijzingen worden geverifieerd door het uitwisselingskantoor van bestemming. Indien dit kantoor vaststelt, dat het werkelijk gewicht der brieven en briefkaarten of der overige stukken meer dan 50 gram hooger resp. meer dan 50 gram lager is dan het maximum- of het minimum gewicht (welke zouden kunnen leiden tot het op het advies ingeschreven afgeronde gewicht), dan verbetert dat kantoor deze aanwijzingen en meldt het de vergissing onmiddellijk aan het uitwisselingskantoor van afzending door middel van een bericht van bevinding. Indien de bevonden gewichtsverschillen binnen de evengenoemde grenzen blijven, dan worden de aanwijzingen van het kantoor van afzending niet gewij-

zigd en wordt er uit dezen hoofde geen bericht van bevinding gezonden.

4. Zoodra mogelijk na afloop van de statistische opnamen worden ten kantore van bestemming staten (model M) opgemaakt in evenveel exemplaren als het getal der betrokken Administratiën, die van de plaats van afzending daaronder begrepen. Deze staten worden door de uitwisselingskantoren, waar ze zijn opgemaakt, gezonden aan de uitwisselingskantoren van de Administratie, welke het vervoer moet betalen, teneinde te worden voorzien van het bewijs van goedkeuring. Nadat de staten zijn goedgekeurd, worden ze door laatstbedoelde kantoren overgebracht bij het Hoofdbestuur, waaronder deze kantoren behooren, hetwelk is belast met de verdeeling van de staten over de betrokken Administratiën.

Indien deze staten door de uitwisselingskantoren van de Administratie, welke te betalen heeft, niet zijn ontvangen binnen een tijdsverloop van vier maanden (zes maanden in het verkeer met overzeesche landen), te rekenen van den dag van afzending van de laatste in de statistiek op te nemen brievenmaal, dan worden zij vervangen door de gegevens van de kantoren van afzending.

Deze kantoren maken de staten (model M) in het benoodigde aantal op, stellen daarop de aanwijzing: „Les relevés M du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire", en zenden ze aan het Hoofdbestuur, waaronder zij behooren, hetwelk is belast met de verdeeling van deze staten over de betrokken Administratiën.

5. Wat betreft de gesloten brievenmalen, welke tusschen een land der Vereeniging en een daartoe niet behoorend land door tusschenkomst van een of meer Administratiën der Vereeniging worden gewisseld, maken de uitwisselingskantoren van het land der Vereeniging, voor de verzonden of ontvangen brievenmalen, een staat (model M) op, welken zij toezenden aan de Administratie, waar de brievenmalen de Vereeniging verlaten of binnenkomen.

Deze Administratie stelt hiervan, na afloop van het tijdvak der statistische opnamen een algemeenen staat samen en wel in zooveel exemplaren, als er Administratiën bij betrokken zijn, zich zelve en de Administratie, welke heeft te betalen, inbegrepen.

Een exemplaar van dezen verzamelstaat wordt toegezonden aan laatstgenoemde Administratie alsmede aan elk der Administratiën, welke hebben deelgenomen aan het vervoer der brievenmalen.

6. Zoo spoedig mogelijk na elk statistiek tijdvak zenden de Administratiën, welke door tusschenkomst van andere landen

brievenmalen hebben verzonden, de lijst hiervan aan de verschillende Administratiën van welker tusschenkomst zij hebben gebruik gemaakt.
Indien die lijst transit-brievenmalen bevat, welke volgens het bepaalde in § 3 van dit artikel geen aanleiding geven tot het opmaken van een staat (model M), wordt dit toegelicht door eene aanwijzing, als b.v. „Sacs vides", „Dépêches se composant uniquement d'une feuille d'avis négative", „Rebuts" of „Poids ne dépasse pas 500 grammes".
De gesloten brievenmalen, afkomstig van verder gelegen landen, welke in de transit-brievenmalen worden doorgezonden en ingeschreven in rubriek II van het advies, vermeldt men in eene afzonderlijke rubriek van de lijst.
Voor de brievenmalen, wegens de bewaring waarvan in een havenplaats volgens het bepaalde bij artikel 4, § 4 van het Verdrag aan de daarmede belaste Administratie betaling is verschuldigd, maakt deze Administratie, voor elk land van oorsprong afzonderlijk, een dagstaat op overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model P *bis*, bevattende de aanwijzingen betreffende de brievenmalen, welke van het betrokken land gedurende het tijdvak van 28 dagen van de statistiek der transitkosten zijn ontvangen; de data van afzending of doorzending van de bedoelde brievenmalen blijven hierbij buiten beschouwing.
De op de dagstaten vermelde gegevens worden voor elk land van oorsprong verzameld op een staat, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model P *ter*, welke, vergezeld van de daarbij behoorende staten model P *bis*, wordt gezonden aan het Hoofdbestuur van het betrokken land.
De verzamelstaat P *ter* wordt, na te zijn goedgekeurd door het Hoofd van de Administratie van het land, dat heeft te betalen, met de staten model P *bis* toegezonden aan het Hoofdbestuur van de Administratie, waaronder de plaats van bewaring behoort.
7. Op de Administratiën van de landen, waartoe oorlogsschepen behooren, rust de verplichting om staten (model M) op te maken betreffende de brievenmalen welke door die schepen zijn verzonden of ontvangen. De brievenmalen, welke gedurende het tijdvak der statistiek aan het adres van oorlogsschepen worden verzonden, moeten zijn voorzien van etiketten met den datum van afzending.
Wanneer deze brievenmalen worden nagezonden geeft de Administratie, welke nazendt, hiervan kennis aan de Administratie van het land, waartoe het schip behoort.

XXXIV.

Stuksgewijs verzonden stukken.

1. De gewone en aangeteekende stukken, alsmede de brieven

met aangegeven waarde, afkomstig van het land zelf of van verder gelegen landen, welke gedurende een statistiektijdvak stuksgewijs worden verzonden, worden door het afzendende uitwisselingskantoor op de hieronder aangegeven wijze op het advies vermeld:

Stuksgewijs uitgeleverde stukken.	Aantal.
Brieven.	
Briefkaarten.	
Overige stukken.	

De stukken, welke volgens het bepaalde bij artikel 4, § 9, van het Verdrag van alle kosten wegens transit zijn vrijgesteld, worden niet in deze cijfers begrepen.

2. Bij gebreke van stuksgewijs te verzenden stukken vermeldt het afzendende kantoor in het hoofd van het advies:
„Pas de correspondances à découvert".

3. De inschrijvingen op de adviezen worden door het uitwisselingskantoor van bestemming onderzocht. Indien dit kantoor verschillen van meer dan vijf brieven, briefkaarten of andere stukken opmerkt, verbetert het de inschrijvingen op het advies en meldt het de vergissing onmiddellijk aan het kantoor van afzending door middel van een bericht van bevinding. Indien het bevonden verschil binnen de genoemde grens blijft, worden de aanwijzingen van het kantoor van afzending niet gewijzigd en wordt er geen bericht van bevinding gezonden. Na afloop van de statistische opnamen, maakt het uitwisselingskantoor van bestemming staten (model O) in enkelvoud op en zendt deze onverwijld aan het Hoofdbestuur, waaronder het behoort.

XXXV.

Rekening wegens transitkosten.

1. De gewichten der gesloten brievenmalen, het aantal stuksgewijs verzonden stukken en, in voorkomende gevallen, de aantallen in een havenplaats bewaarde zakken dienen, na vermenigvuldiging met 13, tot grondslag van bijzondere rekeningen, in franken en centiemen de jaarlijksche transitkosten aange-

vende, welke aan elke Administratie toekomen. Voor het geval, dat dit vermenigvuldigingscijfer niet zou overeenkomen met de periodieke uitvoering van den dienst of indien gedurende het tijdvak der statistische opnamen buitengewone verzendingen hebben plaats gevonden, wordt door de betrokken Administratiën in gemeen overleg een ander vermenigvuldigingscijfer vastgesteld. De rekeningen worden door de zorg van de Administratie welke heeft te vorderen opgemaakt; deze doet ze toekomen aan de Administratie, welke moet betalen. Het aangenomen vermenigvuldigingscijfer geldt telkens voor het geheele tijdvak der statistiek.

2. Ten einde rekening te houden met het gewicht der zakken en der verpakking en met de soorten van stukken, welke overeenkomstig het bepaalde bij artikel 4, § 9 van het Verdrag zijn vrijgesteld van alle kosten wegens transit, wordt van het totaalbedrag van de rekening der gesloten brievenmalen 10% afgetrokken.

3. De bijzondere rekeningen worden uit de gegevens van de staten (modellen M, O en *Pbis*), in tweevoud opgemaakt overeenkomstig de modellen N, P en *Pter*, welke bij dit Reglement zijn gevoegd, en zoo spoedig mogelijk, uiterlijk binnen 12 maanden na afloop van het tijdvak der statistiek, gezonden aan de Administratie, welke heeft te betalen.

4. Indien de Administratie, welke de rekening heeft toegezonden, binnen het tijdsverloop van 6 maanden na de verzending geene opmerking tot verbetering heeft ontvangen, wordt de rekening beschouwd als rechtens te zijn aangenomen.

5. Tenzij daaromtrent tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, wordt de algemeene afrekening van de kosten wegens land- en zeetransit opgemaakt door het Internationaal Bureel.

6. Zoodra de bijzondere rekeningen tusschen twee Administratiën zijn goedgekeurd of beschouwd als rechtens te zijn aangenomen (§ 4 van dit artikel), zendt elke der beide Administratiën onverwijld aan het Internationaal Bureel een staat (model Q), aangevende de totale bedragen dier rekeningen. Bij ontvangst van dezen staat (model Q) van eene Administratie, geeft het Internationaal Bureel hiervan kennis aan de andere betrokken Administratie.

Ingeval van verschil tusschen met elkander verband houdende opgaven van twee Administratiën, noodigt het Internationaal Bureel deze uit, zich met elkander te verstaan en de ten slotte vastgestelde bedragen aan het Bureel mede te deelen.

Ingeval slechts één van de Administratiën den staat (model Q) mocht hebben verstrekt, worden de gegevens van deze Administratie als juist aangenomen, tenzij de daarmede verband

houdende staat van de Administratie, welke dezen te laat inzond, nog tijdig voor het opmaken van de eerstvolgende jaarlijksche afrekening door het Internationaal Bureel zij ontvangen.
In het geval, bedoeld bij § 4 van dit artikel, moeten de staten zijn voorzien van de aanwijzing: „Aucune observation de l'Office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire".
Ingeval twee Administratiën mochten zijn overeengekomen eene bijzondere regeling te treffen, wordt de staat voorzien van de aanwijzing: „Compte réglé à part- à titre d'information"; deze staat wordt niet opgenomen in de algemeene afrekening. De genoemde aanwijzing wordt weggelaten in het geval bedoeld bij artikel 4, § 10 van het Hoofdverdrag.
7. Het Internationaal Bureel geeft uitvoering aan de vrijstellingen bedoeld bij artikel 4, § 10 van het Hoofdverdrag en geeft daarvan kennis aan de betrokken Administratiën.
8. Aan het einde van elk jaar maakt het Internationaal Bureel uit staten, welke het tot op dat oogenblik heeft ontvangen en die, welke worden beschouwd als rechtens te zijn aangenomen, een jaarlijksche afrekening op van de transitkosten. Deze afrekening wijst aan:
a. het totaal van het debet en credit van elke Administratie;
b. het door elke Administratie te betalen of te ontvangen saldo, uitmakende het verschil tusschen het totaal van het debet en dat van het credit;
c. de bedragen, verschuldigd door de Administratiën, die moeten betalen;
d. de bedragen te ontvangen door de Administratiën, die hebben te vorderen.
De totalen van de tweeërlei saldo's, bedoeld onder de letters *a* tot *d*, moeten noodwendig gelijk zijn.
Het Internationaal Bureel verricht het noodige om het getal der betalingen, welke door de betrokken Administratiën moeten worden gedaan, zooveel mogelijk te beperken.
9. De jaarlijksche afrekeningen moeten zoo spoedig mogelijk en uiterlijk voor het einde van het eerste kwartaal van het jaar, volgend op dat, waarin de afrekeningen werden opgemaakt, door het Internationaal Bureel worden toegezonden aan de Administratiën van de Vereeniging.

XXXVI.

Afrekening wegens transitkosten.

1. Het jaarlijksch saldo van de afrekening van het Internationaal Bureel of van de bijzondere regelingen is een saldo, uitgedrukt in gouden franken. Het wordt door de Administratie, welke heeft te betalen, aan de Administratie welke heeft te vorderen,

uitbetaald in goud of door middel van wissels op zicht op de hoofdstad of op eene handelsstad van het land, dat heeft te vorderen.
Indien de betaling geschiedt door middel van wissels dan worden deze getrokken in de munt van het land, dat te vorderen heeft, tot een zoodanig bedrag als volgens den wisselkoers op den dag van aankoop overeenkomt met de hoeveelheid gouden franken, welke het te betalen saldo uitmaakt.
Deze wissels kunnen ook op een ander land worden getrokken mits zij dezelfde overeenkomstige waarde vertegenwoordigen en de disconto-kosten worden gedragen door de Administratie welke heeft te betalen.
2. De betaling van het jaarlijksch saldo moet binnen den kortst mogelijken tijd plaats vinden en uiterlijk vóór het einde van een termijn van 4 maanden, te rekenen van den dag van verzending van de afrekening door het Internationaal Bureel, voor de landen in Europa en van 5 maanden voor de overige landen. Na het verstrijken van dien termijn is wegens de sommen, welke een Administratie aan een andere heeft te betalen, een rente verschuldigd van 7 ten honderd per jaar, te rekenen van den dag waarop de bedoelde termijn is verstreken.

XXXVII.

Verdeeling van de kosten van het Internationaal Bureel.

1. De gemeenschappelijke kosten van het Internationaal Bureel mogen, per jaar, de som van 300 000 Zwitsersche franken niet te boven gaan, daaronder niet begrepen de bijzondere kosten, voortspruitende uit de bijeenkomst van een Congres, van een Conferentie of van een commissie.
2. De Zwitsersche Postadministratie houdt toezicht op de uitgaven van het Internationaal Bureel, doet de noodige voorschotten, en stelt de jaarlijksche rekening vast; deze rekening wordt aan alle andere Administratiën medegedeeld.
3. Voor de verdeeling van de kosten worden de landen der Vereeniging gerangschikt in zeven klassen; door elke klasse wordt naar evenredigheid van een zeker aantal eenheden bijgedragen, te weten:

1e klasse,	25	eenheden
2e „	20	„
3e „	15	„
4e „	10	„
5e „	5	„
6e „	3	„
7e „	1	eenheid.

4. Deze coëfficienten worden vermenigvuldigd met het aantal landen van elke klasse, en de som der aldus verkregen producten wijst het aantal eenheden aan, waardoor het totaal der kosten moet worden gedeeld. De uitkomst van deze deeling vertegenwoordigt het eenheidsbedrag der kosten.

5. De landen der Vereeniging worden, ten aanzien van de verdeeling van de kosten, gerangschikt als volgt:

1e klasse: Duitschland, Argentinie (Republiek), China, de Vereenigde Staten van Amerika, Ethiopië, Frankrijk, Groot-Britannië, Britsch-Indië, de Australische bond (Commonwealth of Australia), Canada, de Zuid-Afrikaansche unie, de gezamenlijke overige Britsche gebieden (dominions), koloniën en protectoraten, Italië, Japan, Polen, Rusland, Turkije;

2e klasse: Spanje, Mexico;

3e klasse: Oostenrijk, België, Brazilië, Egypte, Griekenland, Hongarije, Nederland, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Algerië, de Fransche koloniën en protectoraten in Indo-China, de gezamenlijke overige Fransche koloniën, de gezamenlijke eilanden in het bezit van de Vereenigde Staten van Amerika met uitzondering van de Philippijnen, Nederlandsch-Indië;

4e klasse: Chosen, Denemarken, Finland, Noorwegen, Portugal, de Portugeesche koloniën in Afrika, de Portugeesche koloniën in Azië en Oceanië;

5e klasse: Bulgarije, Chili, Columbia, Marokko (met uitzondering van de Spaansche zône), Marokko (de Spaansche zône), Peru, Tunis;

6e klasse: Bolivia, Costa-Rica, Cuba, de Dominicaansche Republiek, Ecuador, Guatemala, Haïti, de Republiek Honduras, Luxemburg, de Republiek Nicaragua, de Republiek Panama, Paraguay, Perzië, de Republiek Salvador, het Saargebied, het Koninkrijk Siam, Uruguay, Venezuela, de Nederlandsche koloniën in Amerika;

7e klasse: de Onafhankelijke Congo-Staat, de Spaansche nederzettingen in de golf van Guinea, de gezamenlijke Italiaansche koloniën, de gezamenlijke Japansche onderhoorigheden, behalve Chosen, Liberia, de Philippijnen, de Republiek San-Marino.

XXXVIII.

Mededeelingen aan het Internationaal Bureel.

1. Het Internationaal Bureel is aangewezen tot het verleenen van tusschenkomst voor alle geregelde en algemeene bekendmakingen, welke voor het internationaal verkeer van belang zijn.

2. De Administratiën, welke deel uitmaken van de Vereeniging,

moeten elkander bepaaldelijk, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, doen toekomen:
1o. de opgave der verhoogde porten, welke zij, krachtens art. 6 van het Verdrag, boven het Vereenigingsport heffen als kosten voor vervoer met buitengewone middelen, alsmede de lijst der landen, ten opzichte van welke die verhoogde porten worden geheven, en, waar dit te pas komt, eene aanwijzing van de wegen, die tot deze heffing aanleiding geven;
2o. een verzameling van hare postzegels en model-afdrukken van hare officieel ingevoerde frankeermachines in drievoud, met opgave, wanneer dit te pas komt, van den dag, te rekenen waarvan de postzegels der vroegere uitgiften ophouden geldig te zijn;
3o. de mededeeling of zij gebruik zullen maken van de aan de Administratiën toegekende bevoegdheid, om sommige algemeene bepalingen van het Verdrag en van dit Reglement al dan niet toe te passen;
4o. de mededeeling van de verlaagde tarieven, welke zij, hetzij krachtens bijzondere overeenkomsten, gesloten ingevolge artikel 23 van het Verdrag, hetzij ter uitvoering van artikel 22 van het Verdrag, hebben ingevoerd, met opgaaf van het verkeer, waarop die verlaagde tarieven van toepassing zijn;
5o. in voorkomende gevallen, de lijst van de postkantoren, die zij beheeren in landen, welke niet tot de Vereeniging behooren;
6o. de lijst van de voorwerpen, waarvan de in- of doorvoer verboden is, en van die, waarvan vervoer in hare respectievelijke diensten voorwaardelijk is toegelaten. Deze lijst moet de bedoelde voorwerpen afzonderlijk vermelden naar gelang van de wijze van verzending, te weten:
a. per „brievenpost" (brieven, gedrukte stukken, monsters);
b. als „postpakket" (in het verkeer tusschen contracteerende en niet contracteerende landen), en
c. facultatief, op eenige andere wijze (door tusschenkomst van de postadministratiën of van andere ondernemingen van vervoer);
7o. de lijst van de onder haar behoorende paketvaartlijnen, waarover de andere Administratiën kunnen beschikken, met aanwijzing van de vaart, de dienstregelingen en den afstand tusschen de havens, welke door de schepen worden aangedaan.
3. Van elke wijziging, welke ten opzichte van een of ander der bovengenoemde zeven punten intreedt, wordt onverwijld op dezelfde wijze mededeeling gedaan.
4. Het Internationaal Bureel ontvangt ook van alle Administratiën der Vereeniging twee exemplaren van alle bescheiden, welke door die Administratiën worden uitgegeven, zoowel die betreffende den binnenlandschen dienst als die, welke op den internationalen dienst betrekking hebben.

XXXIX.

Algemeene statistiek.

1. Elke Administratie verstrekt aan het Internationaal Bureel een zoo volledig mogelijke verzameling van statistische gegevens in den vorm van tabellen overeenkomstig de als bijlagen bij dit Reglement gevoegde modellen R en S. De tabellen R worden toegezonden aan het einde van de maand Juli van elk jaar. De in de gedeelten I, II en IV van die tabel vervatte opgaven worden echter slechts éénmaal in de 3 jaar verstrekt. De tabellen S worden eveneens eenmaal in de 3 jaar en op hetzelfde tijdstip toegezonden. De verstrekte opgaven hebben steeds betrekking op het voorafgaande jaar.
2. Van dienstverrichtingen, welke in registers worden aangeteekend, worden volgens die aanteekeningen periodieke verzamelstaten bijgehouden.
3. Voor zooveel de overige handelingen betreft, wordt elk jaar eene telling en bloc gehouden van de stukken van allerlei aard, zonder dat onderscheid wordt gemaakt tusschen brieven, briefkaarten, gedrukte stukken, akten en monsters van koopwaren, en ten minste om de drie jaren een telling, waarbij een splitsing wordt gemaakt van de verschillende soorten van stukken. Voor de dagelijks voorkomende verzendingen vinden de statistische opnamen plaats gedurende eene week, voor de nietdagelijks voorkomende verzendingen gedurende vier weken. Elke Administratie is bevoegd om deze statistieken op te maken gedurende de tijdvakken, welke zooveel mogelijk het gemiddelde van haar postverkeer weergeven.
In den tijd, welke er verloopt tusschen de bijzondere statistische opnamen, vindt de splitsing van de verschillende soorten stukken plaats volgens verhoudingscijfers, ontleend aan de voorafgegane bijzondere statistiek.
4. Het Internationaal Bureel is belast met het doen drukken en ronddeelen van de statistiek formulieren, welke door elke Administratie moeten worden ingevuld. Aan dit Bureel is tevens opgedragen om aan de Administratiën, die dit verzoeken, alle noodige aanwijzingen te verstrekken nopens de te volgen regelen, ten einde zooveel mogelijk eenheid in de statistische opnamen te verzekeren.

XL.

Werkkring van het Internationaal Bureel.

1. Het Internationaal Bureel maakt voor elk jaar eene algemeene statistiek op.
2. Het stelt, met behulp van de te zijner beschikking gestelde

bescheiden een bijzonder tijdschrift samen in de Duitsche, Engelsche, Spaansche en Fransche talen.
3. Het Internationaal Bureel geeft eene officieele verzameling uit van alle mededeelingen van algemeen belang betreffende de uitvoering van het Verdrag en van dit Reglement in elk land der Vereeniging, overeenkomstig de inlichtingen welke worden verstrekt ingevolge het bepaalde bij art. XXXVIII van dit Reglement. Latere wijzigingen worden in halfjaarlijksche aanvullingsbladen bekend gemaakt. Wanneer echter, in spoedeischende gevallen, eene Administratie van een in haren dienst plaats gehad hebbende verandering, uitdrukkelijk onmiddellijke bekendmaking verzoekt, maakt het Internationaal Bureel deze wijziging bekend door middel van een afzonderlijk rondschrijven. Soortgelijke verzamelingen, betreffende de uitvoering van de bijzondere Overeenkomsten van de Vereeniging, kunnen door het Internationaal Bureel worden uitgegeven op verzoek van de aan die Overeenkomsten deelnemende Administratiën.
4. Alle door het Internationaal Bureel uit te geven stukken worden aan de Administratiën der Vereeniging rondgedeeld, naar evenredigheid van het bij artikel XXXVII van dit Reglement voor elk harer aangewezen aantal bijdragings-eenheden.
5. De boven het bedoelde getal door deze Administratiën aangevraagde exemplaren worden afzonderlijk, tegen den kostenden prijs, betaald.
6. Het Internationaal Bureel staat verder te allen tijde ter beschikking van de leden der Vereeniging, tot het verstrekken van de bijzondere inlichtingen, welke zij over aangelegenheden, het internationaal postverkeer betreffende, mochten behoeven.
7. Het Internationaal Bureel stelt het voorbereidend onderzoek in nopens aanvragen tot wijziging of uitlegging van de voor de Vereeniging geldende bepalingen. Het maakt den uitslag van elk zoodanig onderzoek bekend; geene aangenomen wijziging of gevallen beslissing mag worden ten uitvoer gebracht dan ten minste drie maanden na de bekendmaking.
8. Het Internationaal Bureel zorgt voor het vaststellen der saldo's en voor de betaling van de afrekeningen van allerlei aard tusschen de Administratiën der Vereeniging, welke verklaren van de tusschenkomst van dat Bureel te willen gebruik maken, overeenkomstig de bepalingen van artikel XLI van dit Reglement.
9. Het Internationaal Bureel bereidt de werkzaamheden der Congressen of Conferentiën voor. Het zorgt voor de noodige afschriften en voor het drukken der stukken, voor het opstellen en ronddeelen van de amendementen, processen-verbaal en andere gegevens.
10. De Directeur van dit Bureel woont de zittingen van de

Congressen of Conferentiën bij en neemt deel aan de beraadslagingen; hij is echter niet stemgerechtigd.
11. Hij brengt over zijn beheer een jaarlijksch verslag uit, dat aan alle Administratiën der Vereeniging wordt medegedeeld.
12. De officieele taal van het Internationaal Bureel is het Fransch.
13. Het Internationaal Bureel is belast met de uitgave van eene alphabetische naamlijst van alle postkantoren der wereld; de kantoren, welke belast zijn met nog niet algemeen ingevoerde diensten, worden in deze lijst afzonderlijk aangeduid. De naamlijst wordt bijgehouden door middel van aanvullingsbladen of op eenige andere door het Internationaal Bureel doelmatig geoordeelde wijze.
De bij deze paragraaf bedoelde naamlijst wordt, op aanvraag, aan de Administratiën geleverd tegen den kostenden prijs.
14. Het Internationaal Bureel is belast met den aanmaak en met de verstrekking van de antwoord-coupons, bedoeld bij artikel 13, § 2, van het Hoofdverdrag, alsmede met het vereevenen van de rekeningen betreffende dezen dienst, als bedoeld bij artikel VII van dit Reglement.
15. Het is mede belast met den aanmaak en de verstrekking van de identiteitskaarten, bedoeld bij artikel 9 van het Hoofdverdrag en artikel XXV van dit Reglement, en eveneens met het opmaken en verstrekken van de tabel der æquivalenten, bedoeld bij artikel IV van dit Reglement.

XLI.

Algemeen afrekeningsbureel der Vereeniging.

1. Het Internationaal Bureel der Wereld-Postvereeniging is belast met het vaststellen der saldo's en met de verevening der afrekeningen van allerlei aard, betreffende den internationalen postdienst tusschen de Administratiën van de landen der Vereeniging.
De Administratiën, die voor dezen afrekeningsdienst de medewerking van het Internationaal Bureel wenschen in te roepen, plegen te dien einde overleg, zoowel met elkander als met dit Bureel.
Ondanks hare toetreding, behoudt elke Administratie het recht, om voor sommige takken van dienst afzonderlijke afrekeningen te doen plaats hebben en de afdoening daarvan met hare correspondenten naar goedvinden te regelen, zonder van de tusschenkomst van het Internationaal Bureel gebruik te maken.
Overeenkomstig het bepaalde bij het vorige lid bepaalt zij zich tot mededeeling aan het Internationaal Bureel voor welke takken van dienst en voor welke landen zij de diensten van het Bureel verlangt.

Op verzoek van de belanghebbende Administratiën kunnen de afrekeningen wegens den telegraafdienst ook aan het Internationaal Bureel worden opgegeven, om in de verrekening der saldo's te worden opgenomen.
De Administratiën, die gebruik maken van de tusschenkomst van het Internationaal Bureel voor het vaststellen der saldo's en de afdoening der rekeningen kunnen hiermede ophouden drie maanden na het tijdstip, waarop zij dit voornemen ter kennis van het Bureel hebben gebracht.

2. Nadat de afzonderlijke rekeningen behandeld en in gemeen overleg vastgesteld zijn, doen de Administratiën, die moeten betalen, aan de Administratiën, die hebben te vorderen, voor elke soort van dienstverrichtingen eene schuldbekentenis in franken en centiemen toekomen tot een bedrag gelijkstaande met het verschil der beide afzonderlijke rekeningen, met aanduiding van het onderwerp en van het tijdvak, waarop de vordering betrekking heeft.

Wat den dienst der postwissels betreft, moet echter de schuldbekentenis door de Administratie, welke te betalen heeft, worden overgemaakt, zoodra hare eigen afzonderlijke rekening opgemaakt en die van de andere Administratie ontvangen is, zonder den afloop van het onderzoek in onderdeelen af te wachten. Later ontdekte verschillen worden opgenomen in de eerstvolgende rekening.
Tenzij anders is overeengekomen, moet de Administratie, die ten behoeve van hare binnenlandsche comptabiliteit algemeene rekeningen mocht verlangen, deze zelve opmaken en onderwerpen aan de goedkeuring der andere Administratie.
De Administratiën kunnen overeenkomen om in haar onderling verkeer een ander stelsel toe te passen.

3. Elke Administratie zendt maandelijks of, indien bijzondere omstandigheden zulks wenschelijk maken, driemaandelijks aan het Internationaal Bureel een staat, aanwijzende haar *Credit* wegens de bijzondere afrekeningen, alsmede het gezamenlijk bedrag der sommen, welke zij van elk der contracteerende Administratiën heeft te vorderen; elke op dezen staat voorkomende vordering moet zijn belegd met eene schuldbekentenis van de Administratie, welke heeft te betalen.
Deze staat moet uiterlijk den 19den van elke maand of van de eerste maand van elk kwartaal bij het Internationaal Bureel zijn ingekomen; is dit niet het geval, dan worden de gegevens eerst begrepen in de afrekening van de volgende maand of van het volgend kwartaal.

4. Het Internationaal Bureel onderzoekt de juistheid der staten door vergelijking met de schuldbekentenissen. Indien verbete-

ring noodig is, dan wordt daarvan kennis gegeven aan de betrokken Administratiën.
Het *Debet* van elke Administratie aan eene andere wordt op een verzamelstaat overgebracht; het gezamenlijk bedrag, dat elke Administratie te betalen heeft, wordt verkregen door optelling van de verschillende kolommen van dezen verzamelstaat.
5. Het Internationaal Bureel maakt uit de bijzondere staten en de verzamelstaten eene algemeene balans op, aanwijzende:
a. het gezamenlijk bedrag van het *Debet* en van het *Credit* van elke Administratie;
b. het nadeelig of het voordeelig saldo van elke Administratie, vertegenwoordigende het verschil tusschen het gezamenlijk bedrag van het *Debet* en dat van het *Credit;*
c. de bedragen, door een deel der leden van de Vereeniging aan eene Administratie of door deze laatste aan de andere partij te betalen.
De gezamenlijke bedragen van elk der twee soorten van saldo's, onder *a* en *b* genoemd, moeten noodwendig aan elkander gelijk zijn.
Er wordt zooveel mogelijk zorg gedragen, dat elke Administratie, om hare schuld te kwijten, slechts een of twee afzonderlijke betalingen heeft te doen.
Eene Administratie, die in den regel van eene andere Administratie een hooger bedrag dan 50 000 frank heeft te vorderen, heeft echter het recht betaling bij voorschot te eischen.
Deze voorschotbetalingen worden, zoowel door de Administratie die te vorderen heeft, als door de Administratie, die betalen moet, vermeld aan den voet der bij het Internationaal Bureel in te dienen staten (zie § 3).
6. De schuldbekentenissen (zie § 3), welke met de staten aan het Internationaal Bureel worden toegezonden, worden voor elke Administratie afzonderlijk bij elkander gevoegd.
Zij dienen tot grondslag voor het opmaken van de eindafrekening van elk der betrokken Administratiën. In deze eindafrekening zijn te vermelden:
a. de bedragen voortvloeiende uit de bijzondere afrekeningen wegens de verschillende verzendingen;
b. het gezamenlijk bedrag der sommen, voortvloeiende uit alle bijzondere afrekeningen met elk der betrokken Administratiën;
c. de totalen der sommen, aan alle Administratiën, die te vorderen hebben, wegens elken tak van dienst verschuldigd, alsmede het gezamenlijk bedrag van het geheel. Dit gezamenlijk bedrag moet gelijk zijn aan het totaal van het *Debet*, dat op den verzamelstaat voorkomt.
Aan den voet van de eind-afrekening wordt het verschil vast-

gesteld tusschen het gezamenlijk bedrag van het *Debet* en het gezamenlijk bedrag van het *Credit*, volgens de staten, welke door de Administratiën aan het Internationaal Bureel zijn toegezonden (zie § 3). Het zuiver bedrag van het *Debet* of van het *Credit* moet gelijk zijn aan het nadeelig of voordeelig saldo, voorkomende op de algemeene balans. Bovendien geeft de eind-afrekening de wijze van betaling aan, dat wil zeggen: zij wijst de Administratiën aan, aan wie de betaling door de Administratie, die in schuld is, moet geschieden.

De eind-afrekeningen moeten door het Internationaal Bureel uiterlijk den 22sten van elke maand aan de betrokken Administratiën zijn toegezonden.

7. De betaling der wegens eene eind-afrekening door eene Administratie aan eene andere verschuldigde sommen geschiedt zoo spoedig mogelijk en uiterlijk 14 dagen na ontvangst van de eind-afrekening, door de Administratie, die te betalen heeft. Voor de overige voorwaarden van betaling gelden de bepalingen van artikel XXXVI, § 1, van dit Reglement. Het bepaalde bij § 2 van genoemd artikel is van toepassing bij niet-betaling van het saldo binnen den vastgestelden termijn.

De nadeelige of voordeelige saldo's, welke het bedrag van 500 frank niet te boven gaan, kunnen op de eind-afrekening van de volgende maand worden overgebracht, mits de betrokken Administratiën maandelijks met het Internationaal Bureel in verbinding staan. Deze overbrenging wordt vermeld op de verzamelstaten en in de eind-afrekeningen voor de Administratiën, die betalen moeten, en voor die, welke hebben te ontvangen. De Administratie, die heeft te betalen, zendt, in voorkomende gevallen, eene schuldbekentenis tot het verschuldigde bedrag aan de Administratie, die te ontvangen heeft, ter opneming in den eerstvolgenden staat.

XLII.

Taal.

1. De adviezen, de tabellen, de staten en andere formulieren, in hare wederzijdsche betrekkingen bij de Administratiën der Vereeniging in gebruik, moeten in de Fransche taal zijn gesteld, al dan niet voorzien van een tusschen de regels gestelde vertaling in een andere taal, tenzij de betrokken Administratiën daaromtrent onderling anders mochten overeenkomen.

2. Ten opzichte van de briefwisseling over dienstzaken, wordt de bestaande staat van zaken gehandhaafd, tenzij terzake later in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën een andere regeling wordt getroffen.

XLIII.

Gebied der Vereeniging.

1. Als behoorende tot de Wereldpostvereeniging worden aangemerkt:

1o. alle door de landen der Vereeniging in landen buiten de Vereeniging gevestigde postkantoren;

2o. het vorstendom Liechtenstein, als staande onder de Zwitsersche Postadministratie;

3o. de Faroëreilanden en Groenland, als deel uitmakende van Denemarken;

4o. de Spaansche bezittingen op de Noordkust van Afrika, als deel uitmakende van Spanje; de Republiek Andorra, als staande onder de Spaansche Postadministratie;

5o. het vorstendom Monaco, als staande onder de Fransche Postadministratie;

6o. Basoetoland, als staande onder de Postadministratie der Zuid-Afrikaansche Unie;

7o. Walvischbaai, als deel uitmakende van de Zuid-Afrikaansche Unie;

8o. de Noordsche postkantoren, gevestigd op de eilanden Spitsbergen, als staande onder de Postadministratie van Noorwegen.

2. Gedurende het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten geven de Administratiën van de landen der Vereeniging, die in landen buiten de Vereeniging postkantoren vestigen, welke als tot de Vereeniging behoorende moeten worden aangemerkt, daarvan, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, kennis aan de Administratiën van alle andere landen der Vereeniging.

XLIV.

Tusschentijdsche voorstellen.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten heeft de Postadministratie van elk land der Vereeniging het recht om aan de andere aan het Verdrag deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende de bepalingen van dit Reglement.

2. Elk voorstel wordt op de volgende wijze behandeld:

Een tijdsverloop van zes maanden wordt aan de Administratiën gelaten om de voorstellen te onderzoeken en om, in voorkomende gevallen, aan het Internationaal Bureel hare opmerkingen te doen toekomen. Amendementen worden niet toegelaten. De antwoorden worden door de zorg van het Internationaal Bureel bijeenverzameld en aan de Administratiën medegedeeld, met uitnoodiging zich vóór of tegen te verklaren. De Administratiën,

die hare stem niet hebben uitgebracht binnen zes maanden, te rekenen van de dagteekening van het tweede rondschrijven van het Internationaal Bureel, houdende mededeeling van de gemaakte opmerkingen, worden geacht zich buiten stemming te houden.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij betreffen eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel en van de artikelen III, IV, VIII, XXX, XXXI, XXXII, XXXVI en XLV;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging betreffen van de bepalingen der artikelen I, II, V, VI, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XX, XXIII, XXIV, XXVI, XXXV, XXXIX, XLI, XLII en XLIII;

3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van andere bepalingen dan die hiervoren genoemd, of de uitlegging van de verschillende bepalingen van het Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij art. 25 van het Verdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle Administratiën der Vereeniging.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

XLV.

Duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop het Verdrag van den 30sten November 1920 in werking treedt. Het zal voor denzelfden tijd als dat Verdrag gelden, tenzij het door de belanghebbende partijen, in gemeen overleg, mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag, door het Wereld-Postcongres van Madrid vastgesteld, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Bij betaling van het in artikel XXXVI bedoelde saldo door middel van wissels, wordt het te betalen bedrag op de volgende wijze berekend:

1o. voor zooveel de betalingen betreft aan een land, waar de bankbiljetten op zicht tegen goud inwisselbaar zijn en waar de uitvoer van goud vrij is, wordt het bedrag van het saldo herleid in de munt van het land, dat te vorderen heeft, volgens de pariteit van de gouden munten;

2o. voor de betalingen aan een ander land wordt het saldo, tenzij terzake tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, volgens de pariteit van de gouden munten herleid in de munt van een land, waar aan de in het vorige lid bedoelde voorwaarden wordt voldaan. Daarna kan het door deze herleiding verkregen bedrag naar omstandigheden worden omgezet, hetzij in de munt van het land, dat te vorderen heeft, hetzij, bij uitzondering, in die van een ander land. In beide gevallen wordt als basis voor de herleiding aangenomen de wisselkoers op den dag van aankoop van den wissel.

II.

Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de antwoord-coupons van de nominale waarde van 25 centiemen, welke op den dag van in werking treden van het Verdrag van Madrid nog in het bezit zijn van de Postadministratiën, worden verkocht tegen een door de Administratie die ze uitgeeft te bepalen prijs, met dien verstande, dat deze prijs niet minder mag bedragen dan 25 centiemen (goud).

Deze coupons, evenals die, welke verkocht zijn vóór het in werking treden van het Verdrag van Madrid en die na dien datum mochten worden aangeboden, worden ingewisseld tegen één of meer postzegels ter waarde van de helft van het enkelvoudig port voor een brief naar het buitenland.

Voor het opmaken van den staat, bedoeld bij artikel VII, § 7,

van het Reglement, wordt de waarde van deze coupons gesteld op 25 centiemen per stuk.

De Administratiën, welke, op grond van de bij artikel 30 van het Hoofdverdrag verleende bevoegdheid, hare porten vóór den 1sten Januari 1922 verhoogen, zijn mede bevoegd om met ingang van den dag der portverhooging het bepaalde bij het 2de lid van dit artikel te doen toepassen.

III.

Het Internationaal Bureel is gemachtigd om de voorhanden antwoord-coupons, welke reeds gedeeltelijk gedrukt zijn, op te gebruiken, nadat daarin de wijzigingen en aanvullingen zullen zijn aangebracht, welke noodig zijn geworden door de besluiten tot wijziging van het Reglement van uitvoering van het Verdrag van Rome.

IV.

De identiteitsboekjes, welke vóór het inwerking treden van dit Reglement zijn uitgegeven, blijven tot het einde van den termijn van 3 jaar geldig in het verkeer tusschen de landen, welke de bijzondere Overeenkomst van Rome hebben onderteekend; zij mogen niet worden vernieuwd.

V.

De Administratiën, welke wegens de onstandvastige waarde van hare munt de æquivalenten van de porteenheden der Vereeniging niet definitief kunnen vaststellen, zijn, bij uitzondering, niet verplicht om de bepalingen van artikel VI, § 1, van het Reglement van uitvoering, betreffende de kleur der zegels nauwgezet op te volgen.

VI.

Bij uitzondering zullen de bepalingen van de artikelen XXXII, XXXIII, XXXIV en XXXV van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag van toepassing zijn op de statistiek van Mei 1921.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan waren opgenomen in den tekst van het Reglement zelf, waarop het betrekking heeft, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk worden bewaard in de archieven van de Spaansche Regeering en in afschrift worden uitgereikt aan elk der partijen.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN BRIEVEN EN DOOSJES MET AANGEGEVEN WAARDE, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, SPANJE, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE GEBIEDEN, KOLONIËN EN PROTECTORATEN, BRITSCH-INDIË, NIEUW-ZEELAND, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS EN TURKIJE.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven vermelde landen, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

Art. 1.

Omvang van de Overeenkomst; maximum gewicht der doosjes.

1. Er kunnen uit een van de hierboven vermelde landen naar een ander van die landen, brieven met geldswaardig papier en doosjes met juweelen en kostbaarheden, waarvan de waarde is aangegeven, onder verzekering van het aangegeven bedrag worden verzonden.
De deelneming aan den dienst der verzending van doosjes met aangegeven waarde is beperkt tot het verkeer tusschen diegene

der toegetreden landen, welker Administratiën zijn overeengekomen dien dienst in hun onderling verkeer in te voeren.
2. Het maximum gewicht der doosjes is vastgesteld op 1 kilogram voor elke zending.
3. De verschillende Administratiën hebben de bevoegdheid in hunne onderlinge betrekkingen voor de aangegeven waarde een maximum te bepalen, dat in geen geval minder mag bedragen dan 10000 franken voor elke zending; de verschillende Administratiën, die hare tusschenkomst voor het vervoer verleenen, zijn slechts aansprakelijk tot het bedrag van het maximum, dat zij voor zich hebben aangenomen.

Art. 2.

Verrekenzendingen.

1. Brieven en doosjes met aangegeven waarde kunnen worden belast met verrekening op de voorwaarden vastgesteld bij art. 8, §§ 1 en 2, van het Hoofdverdrag. Op deze stukken zijn van toepassing de behandeling, alsmede de porten en rechten der zendingen met aangegeven waarde van de soort, waartoe zij behooren.
2. Het verlies van een brief of doosje met aangegeven waarde, belast met verrekening, heeft voor den postdienst eene aansprakelijkheid tengevolge, als omschreven in het hierna volgende art. 12.
3. De bedragen, welke op regelmatige wijze van den geadresseerde zijn ingevorderd, worden, na aftrek van de rechten, bedoeld bij art. 8, § 4, van het Hoofdverdrag, den afzender gewaarborgd, op de voorwaarden, welke in de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst voor per postwissel overgemaakte bedragen zijn vastgesteld, behalve in de gevallen voorzien in art. 9 van deze Overeenkomst.
4. De bepalingen van art. 8, §§ 5 en 6, van het Hoofdverdrag, zijn eveneens van toepassing op zendingen met aangegeven waarde, belast met verrekening.

Art. 3.

Vervoer der zendingen met aangegeven waarde.

1. Op het grondgebied van elk der toegetreden landen is vrijheid van transit gewaarborgd.
Hetzelfde geldt voor het vervoer over zee, bewerkstelligd of verzekerd door de Administratiën der toegetreden landen, althans voor zoover deze Administratiën in staat zijn de verantwoordelijkheid voor de waarden, aan boord der paketbooten of vaartuigen, waarvan zij gebruik maken, op zich te nemen.

2. Tenzij daaromtrent anders tusschen de Administratiën van oorsprong en van bestemming wordt overeengekomen, geschiedt de uitlevering der aangegeven waarden tusschen landen, die niet aan elkander grenzen, stuksgewijze en langs de wegen, welke voor de verzending van gewone stukken worden gebezigd.

3. De uitwisseling van brieven en doosjes met aangegeven waarde tusschen twee landen, die voor hun gewoon postverkeer gebruik maken van de tusschenkomst van een of meer niet aan deze Overeenkomst deelnemende landen of van diensten over zee, waarvoor geene verantwoordelijkheid wordt aanvaard, zal afhankelijk zijn van het treffen van bijzondere maatregelen, welke de Administratiën van de landen van oorsprong en van bestemming zullen beramen: zooals het gebruik maken van een omweg, de verzending in gesloten brievenmalen, enz.

Art. 4.

Port en recht van verzekering.

1. Aan de Administratiën, door wier tusschenkomst vervoer van brieven met aangegeven waarde, hetzij stuksgewijze, hetzij in gesloten brievenmalen plaats heeft, worden door de Administratie van oorsprong de in art. 4 van het Hoofdverdrag vastgestelde transitkosten uitgekeerd.
Voor zooveel betreft de doosjes met aangegeven waarde, zijn de transitkosten verschuldigd, volgens het in het Hoofdverdrag voor de *overige stukken* vastgestelde tarief.

2. Behalve deze kosten is door de Administratie van het land van oorsprong, als recht van verzekering, aan de Administratie van het land van bestemming, en, in voorkomende gevallen, aan elk der Administratiën, die onder waarborg van verantwoordelijkheid aan het landvervoer deelnemen, een evenredig recht te vergoeden van 5 centiemen voor elk aangegeven bedrag van 300 franken of gedeelte van 300 franken.

3. Indien er onder gelijken waarborg vervoer over zee plaats heeft is de Administratie van oorsprong bovendien aan elk der aan dat vervoer deelnemende Administratiën een recht van verzekering voor vervoer over zee verschuldigd van 10 centiemen voor elk aangegeven bedrag van 300 franken of gedeelte van 300 franken.

4. De afrekening wegens deze rechten vindt plaats op den grondslag van drie-jaarlijks, gedurende een tijdvak van 28 dagen gehouden opnamen, te regelen bij het in art. 16 van deze Overeenkomst bedoelde Reglement van uitvoering.

Art. 5.

Porten en rechten.

1. Het port en recht voor de brieven en doosjes met aangegeven waarde moet bij vooruitbetaling worden voldaan en is samengesteld als volgt:

1o. voor de brieven, uit het port en het vaste recht verschuldigd voor een aangeteekenden brief van hetzelfde gewicht en voor dezelfde bestemming, welk port en recht geheel ten voordeele blijven van de afzendende Administratie; voor de doosjes, uit een port van 20 centiemen voor elk 50 gram, met een minimum van 1 frank, en het vaste aanteekenrecht. Dit port en recht blijft eveneens geheel ten voordeele van de Administratie van afzending;

2o. voor de brieven en de doosjes, uit een evenredig recht van verzekering voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken der aangegeven waarde, bedragende evenveel malen 5 centiemen als er Administratiën zijn, welke aan het vervoer over land deelnemen, eventueel vermeerderd met het recht van verzekering wegens vervoer over zee, bedoeld bij art. 4, § 3, van deze Overeenkomst.
De Administratie van oorsprong is echter bevoegd om een ander recht dan het hierboven vermelde te heffen, mits het van den afzender geheven recht in totaal 50 centiemen voor elke 300 franken van de aangegeven som niet te boven ga;

3o. de landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht, verantwoordelijkheid te aanvaarden, zijn bevoegd om, uit dien hoofde, een bijzonder recht te heffen, met dien verstande dat het totaal van dit bijzondere recht en van het normale verzekeringsrecht, het recht, bedoeld in het vorige lid, niet mag overschrijden.

2. De afzender van eene zending met aangegeven waarde ontvangt daarvoor, bij de terpostbezorging, kosteloos een beknopt ontvangbewijs.

3. Het is aan het land van bestemming geoorloofd, voor de bestelling van doosjes met aangegeven waarde en voor de inklaring en vrijmaking een recht te heffen, waarvan het totaal bedrag 50 centiemen per zending niet mag te boven gaan, alsmede een recht van bewaring, voor alle zendingen met aangegeven waarde, welke poste-restante zijn geadresseerd, of die niet zijn in ontvangst genomen binnen den volgens de binnenlandsche bepalingen van dat land vastgestelden termijn. Het bedrag van dit recht wordt door de binnenlandsche wetgeving van elk land vastgesteld en is niet invorderbaar ingeval van nazending of bij onbestelbaarheid van de zending.

Brieven en doosjes met aangegeven waarde mogen, vanwege de posterijen, met geen andere rechten ten laste van de geadresseerden worden belast, dan die, bedoeld bij de verschillende artikelen van deze Overeenkomst.

4. De toegetreden landen, onverschillig of zij al dan niet den frank tot munteenheid hebben, heffen de in § 1 van dit artikel bedoelde porten en rechten:

1o. voor zooveel betreft het port en het vaste aanteekenrecht der brieven en doosjes met aangegeven waarde, volgens de in hunne respectievelijke munten vastgestelde æquivalenten voor de porten en rechten der briefpostzendingen;

2o. voor zooveel betreft het recht van verzekering van brieven en doosjes met aangegeven waarde, volgens den maatstaf welken zij hebben vastgesteld en door tusschenkomst van de Zwitsersche postadministratie ter kennis hebben gebracht van het Internationaal Bureel.

Art. 6.

Vrijstelling van port en recht.

1. De brieven met aangegeven waarde, welke tusschen de Postadministratiën onderling dan wel tusschen die Administratiën en het Internationaal Bureel worden gewisseld, zijn vrijgesteld van port, vast recht en recht van verzekering, onder de voorwaarden, vastgesteld bij art. 13, § 3, van het Hoofdverdrag.

2. Dit is mede het geval met de brieven en doosjes met aangegeven waarde, niet bezwaard met verrekening, verzonden of ontvangen door krijgsgevangenen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van de inlichtings-bureelen, bedoeld bij § 4 van bovenaangehaald artikel 13.

3. Wegens de zendingen met aangegeven waarde, welke onder genot van vrijstelling worden verzonden, zijn niet verschuldigd de vergoedingen, bedoeld bij artikel 4 van deze Overeenkomst.

Art. 7.

Berichten van ontvangst en verzoeken om inlichting.

1. De afzender van eene zending met aangegeven waarde kan, op de voorwaarden, welke bij art. 7, § 3, van het Hoofdverdrag voor aangeteekende stukken zijn vastgesteld, bericht van de uitreiking van de zending aan den geadresseerde verlangen, of, nà de terpostbezorging, inlichtingen vragen omtrent het lot van zijne zending.

2. De opbrengst van het recht wegens de berichten van ont-

vangst en, in voorkomende gevallen, van de verzoeken om inlichting omtrent het lot der zendingen, blijft geheel ten voordeele van de Administratie van het land, dat het heft.

Art. 8.

Verzoeken om terugvordering of adreswijziging; opheffing van het verrekenbedrag; expresse-bestelling.

1. De afzender van eene zending met aangegeven waarde kan, zoolang zij niet aan den geadresseerde is uitgereikt, deze terugvorderen, of het adres daarvan doen wijzigen, ten behoeve van nadere verzending, hetzij binnen het land van oorspronkelijke bestemming, hetzij naar een der contracteerende landen, op de voorwaarden en met het voorbehoud, bij art. 11 van het Hoofdverdrag voor de gewone en aangeteekende stukken vastgesteld De afzender van eene zending met aangegeven waarde kan op de voorwaarden, vastgesteld voor de verzoeken om adreswijziging, geheele of gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag verzoeken.

2. Hij kan eveneens verlangen dat de uitreiking ten huize van den geadresseerde geschiede, dadelijk na aankomst, door een bijzonderen bode, op de voorwaarden en onder het voorbehoud, vastgesteld bij art. 15. van meergenoemd Verdrag.
Indien de binnenlandsche bepalingen zulks medebrengen is de Administratie, waartoe de plaats van bestemming behoort, echter bevoegd, in plaats van de zending zelve, een bericht van aankomst van de zending per expresse te doen uitreiken.

Art. 9.

Verboden verzendingen.

1. Valsche aangifte van waarde hooger dan de werkelijke waarde, welke in een brief of in een doosje is gesloten, is verboden. In geval van zoodanige valsche aangifte verliest de afzender elk recht op vergoeding, onverminderd de gerechtelijke vervolging, welke de wetgeving van het land van oorsprong mocht medebrengen.
Dit laatste is mede van toepassing indien brieven met aangegeven waarde, voorwerpen bevatten, waarvan de insluiting in zoodanige zendingen is verboden volgens het bepaalde bij § 2 van dit artikel.
Aangifte van een gedeelte der in een brief of doosje gesloten waarde is niet verboden.

2. Het is verboden in brieven met aangegeven waarde in te sluiten:
a. gemunt geld;

b. voorwerpen welke aan douanerechten zijn onderworpen, met uitzondering van geldswaardig papier;
c. gouden en zilveren voorwerpen, edelgesteenten, juweelen en andere kostbaarheden;
d. opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende middelen. Echter is dit verbod niet van toepassing op zendingen van dezen aard, welke voor medische doeleinden in den vorm van doosjes met aangegeven waarde worden verzonden, voor de landen die ze op deze voorwaarde toelaten;
e. voorwerpen, waarvan de invoer of het vervoer in het land van bestemming is verboden.
Het is verboden in doosjes met aangegeven waarde, boven en behalve de sub *e* vermelde voorwerpen, in te sluiten: brieven of schriftelijke mededeelingen, welke het karakter hebben van briefwisseling, gangbare munten, bankbiljetten of eenigerlei andere waarde aan toonder, titels en stukken, behoorende tot de categorie akten.
Echter is het geoorloofd in te sluiten: de open factuur, alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, alsmede een afschrift van het adres van het doosje, met vermelding van het adres van den afzender.
De stukken, welke ten onrechte ter verzending mochten zijn toegelaten, moeten naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Administratie van het land van bestemming, volgens hare wetgeving of hare binnenlandsche voorschriften, bevoegd mocht zijn om ze aan de geadresseerden uit te reiken.
Nochtans moeten zonder uitzondering naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, de stukken, waarvan het adres slechts uit initialen bestaat of waarvan het adres met potlood is geschreven.

Art. 10.

Nazending.

1. Wegens brieven en doosjes met aangegeven waarde, welke tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, binnen het land van bestemming, worden nagezonden is geen bijkomend port of recht verschuldigd.
2. Ingeval van nazending naar een ander der contracteerende landen dan dat van bestemming, worden wegens die nazending de rechten van verzekering, bedoeld bij art. 4, §§ 2 en 3, dezer Overeenkomst, van den geadresseerde geheven, ten behoeve van elke Administratie, die aan het nieuwe vervoer deelneemt.
3. Nazending ten gevolge van onjuiste verzending of van onbestelbaarheid geeft geene aanleiding tot heffing van eenig aanvullingsport of -recht vanwege de posterijen ten laste van het publiek.

Art. 11.

Douanerechten; waarborg; fiscale rechten en keurloonen.

1. De doosjes met aangegeven waarde zijn onderworpen aan de wetgeving van het land van oorsprong of van het land van bestemming, voor zooveel betreft, bij den uitvoer: de teruggaaf van waarborgrechten, en bij den invoer: de uitoefening van de diensten van toezicht op den waarborg en der douane.

2. De fiscale rechten en keurloonen, bij den invoer verschuldigd, worden van de geadresseerden ingevorderd bij de uitreiking.

Indien een doosje met aangegeven waarde, tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, weigering of om eenige andere reden wordt nagezonden naar een ander land, dat aan den dienst deelneemt, dan wel wordt teruggezonden naar het land van oorsprong, worden de hierbedoelde kosten, voor zooveel zij bij den wederuitvoer niet terugbetaald worden, van de eene Administratie op de andere verhaald, ten einde van den geadresseerde of van den afzender te worden ingevorderd.

Art. 12.

Verantwoordelijkheid.

1. De aansprakelijkheid van de Administratiën, welke deelnemen aan het vervoer — hetzij stuksgewijs, hetzij in gesloten brievenmalen — van brieven of doosjes met aangegeven waarde, is beperkt tot de in de volgende paragrafen aangegeven grenzen. Hetzelfde geldt met betrekking tot het door de Administratiën der toegetreden landen uitgevoerde of verzekerde vervoer over zee, mits deze Administratiën in staat zijn de aansprakelijkheid te aanvaarden voor de waarden aan boord van de paketbooten of schepen, waarvan zij gebruik maken.

2. Wanneer een brief of doosje met aangegeven waarde is verloren geraakt, beroofd of beschadigd, het geval van overmacht en de gevallen bedoeld in § 1 van art. 9 van deze Overeenkomst uitgezonderd, heeft de afzender of, bij ontstentenis van dezen, de geadresseerde recht op eene schadevergoeding overeenkomende met het werkelijke bedrag van het verlies, de berooving of de schade, tenzij de schade veroorzaakt is door schuld of nalatigheid van den afzender of voorkomt uit den aard van het stuk en met dien verstande, dat de schadevergoeding in geen geval het bedrag der aangegeven waarde kan te boven gaan. Indirecte schade óf niet behaalde winsten blijven buiten beschouwing. Ingeval van verlies der zending of van algeheele vernietiging van den inhoud en indien betaling van de schadevergoeding aan den afzender plaats vindt, dan heeft deze bovendien recht

op teruggave van de kosten van verzending en van de vanwege de posterijen geheven kosten van navraag, als deze navraag het gevolg was van eene in den postdienst begane onregelmatigheid. Het recht van verzekering wordt echter door de Postadministratiën behouden.

3. De verplichting tot het uitbetalen van de schadevergoeding rust op de Administratie, waartoe het kantoor van afzending behoort. Aan deze Administratie blijft voorbehouden het verhaal op de verantwoordelijke Administratie, dat wil zeggen op die Administratie, op wier gebied of in wier dienst het verlies, de beschading of de berooving heeft plaats gehad.

Wanneer een brief of een doosje met aangegeven waarde is verloren geraakt, beroofd of beschadigd ten gevolge van overmacht, is de Administratie, op wier gebied of in wier dienst het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad, daarvoor verantwoordelijk tegenover de Administratie van afzending, indien beide landen bereid zijn tot betaling van schadevergoeding ingeval van overmacht voor zendingen met aangegeven waarde.

4. Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het stuk, zonder aanmerking te maken heeft in ontvang genomen en, na in het bezit te zijn gesteld van alle reglementaire middelen van onderzoek, nóch de uitreiking aan den geadresseerde, nóch, indien hiertoe aanleiding bestaat, de regelmatige overgifte aan de volgende Administratie kan bewijzen.

5. De betaling van de schadevergoeding door de Administratie van afzending moet zoo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen zes maanden te rekenen van den dag, waarop de navraag is gedaan, geschieden. Deze termijn bedraagt negen maanden in het verkeer met overzeesche landen.

De Administratie van afzending is bevoegd om bij uitzondering de regeling van schadevergoeding tot na afloop van den vorengenoemden termijn uit te stellen, indien zij aan het einde van dezen termijn nog geen zekerheid heeft verkregen omtrent het lot van het vermiste stuk of omtrent de belangrijkheid van de schade, of indien de vraag, of het verlies der zending het gevolg is van overmacht, nog niet is beslist.

De Administratie van afzending is evenwel bevoegd om den afzender schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie van doorzending of van bestemming welke, na op regelmatige wijze met de zaak te zijn in kennis gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan.

Deze termijn wordt uitgebreid tot negen maanden voor de overzeesche landen.

De verantwoordelijke Administratie, of die voor welker rekening de betaling overeenkomstig het voorgaande lid is geschied, is verplicht om aan de Administratie van afzending het bedrag der schadevergoeding en, in voorkomende gevallen, de rente terug te betalen binnen drie maanden nadat van de betaling is kennis gegeven. Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, welke te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel, hetzij in geld, gangbaar in het land dat te vorderen heeft. Na afloop van den termijn van drie maanden, wordt het bedrag dat aan de Administratie van afzending verschuldigd is, rentedragend, naar reden van 7% 's jaars, te rekenen van den dag, waarop de bedoelde termijn verloopt.

Wanneer eene Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld geworden, aanvankelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, dan moet die Administratie bovendien alle bijkomende uit de niet gerechtvaardigde vertraging der betaling voortspruitende kosten voor hare rekening nemen.

6. Navraag is slechts toegelaten binnen een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop de zending met aangegeven waarde is ter post bezord; na afloop van dezen termijn heeft de aanvrager geen recht op eenige vergoeding.

7. De Administratie, voor wier rekening de terugbetaling van het bedrag der niet ter bestemming gekomen aangegeven waarden is bewerkstelligd, treedt in alle rechten van den eigenaar.

8. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad tijdens het vervoer zonder dat het mogelijk is te bepalen op het grondgebied òf in den dienst van welk land het feit is geschied, dan wordt de schade door de betrokken Administratiën in gelijke deelen gedragen. Is echter de berooving of de beschadiging vastgesteld in het land van bestemming dan rust op de Administratie van dit land de verplichting om te bewijzen, dat nòch de verpakking, nòch de sluiting van het stuk eenige zichtbare onregelmatigheid vertoonde en dat het gewicht niet afweek van dat hetwelk bij de terpostbezorging werd vastgesteld.

Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad op het grondgebied of in den dienst van eene Administratie van doorzending, welke niet is toegetreden tot deze Overeenkomst, wordt de schade door de andere Administratiën in gelijke deelen gedragen. In dit geval is de afzender gehouden op authentieke wijze het bewijs te leveren dat de inhoud der zending volledig, ongeschonden en zorgvuldig verpakt was.

9. De verantwoordelijkheid der Administratiën voor aangegeven waarden houdt op zoodra de rechthebbenden de zendingen

waarin die waarden waren gesloten, tegen ontvangbewijs hebben in ontvangst genomen, tenzij deze onmiddellijk een klacht indienen en hunne goede trouw kunnen bewijzen in geval van latere aangifte van de schade. De verantwoordelijkheid der Administratiën houdt eveneens op met betrekking tot zendingen waarvan zij geen rekenschap kunnen geven tengevolge van vernietiging door overmacht van de dienstbescheiden.

Art. 13.

Wetgeving der contracteerende landen; bijzondere overeenkomsten.

1. Aan elk land is het recht voorbehouden om op de zendingen met aangegeven waarde, bestemd voor of afkomstig uit andere landen, zijne in het binnenlandsch verkeer geldende wetten of reglementen toe te passen, voor zooveel daarvan door deze Overeenkomst niet wordt afgeweken.

2. De bepalingen van deze Overeenkomst laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden en te sluiten, alsmede om, met het oog op de verlaging van de porten en rechten of op het aanbrengen van andere verbeteringen in den dienst, vereenigingen van meer beperkten omvang in stand te houden en in het leven te roepen.

3. In het verkeer tusschen Administratiën, die zich daaromtrent hebben verstaan, kunnen de afzenders van doosjes met aangegeven waarde, de douanerechten en andere niet vanwege de posterijen geheven wordende rechten, waaraan de zending in het land van bestemming mocht zijn onderworpen, voor hunne rekening nemen, mits zij hiertoe vooraf ten kantore van terpostbezorging den wensch te kennen geven en onder verplichting om, op de aanvrage van het kantoor van bestemming, de door dit kantoor opgegeven te betalen.

De Administratie, welke de inklaring en vrijmaking voor rekening van den afzender doet uitvoeren, is bevoegd uit dien hoofde een bijzonder recht te heffen, dat 25 centiemen per doosje niet mag overschrijden. Dit recht is onafhankelijk van dat, bedoeld bij art. 5, § 3.

Art. 14.

Tijdelijke staking van den dienst.

Elk van de Administratiën der contracteerende landen is bevoegd om, wanneer buitengewone omstandigheden zoodanigen maatregel rechtvaardigen, den dienst der aangegeven waarden, zoowel wat de verzending als wat de ontvangst betreft, tijdelijk

geheel of gedeeltelijk te staken, mits daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, aan de belanghebbende Administratie of Administratiën worde kennis gegeven.

Art. 15.

Toetredingen.

De landen der Vereeniging, die geen deel hebben genomen aan deze Overeenkomst, kunnen op hun verzoek en op de wijze als ten opzichte van de toetreding tot de Wereld-Postvereeniging bij art. 26 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven, alsnog toetreden.

Art. 16.

Reglement van uitvoering.

De Postadministratiën der contracteerende landen regelen de wijze van verzending der brieven en doosjes met aangegeven waarde en stellen alle andere maatregelen van ondergeschikten aard of van orde vast, welke voor de uitvoering van deze Overeenkomst worden vereischt.

Art. 17.

Voorstellen in den tijd tusschen de Congressen.

1. Gedurende den tijd, die verloopt tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 27 van het Hoofdverdrag, heeft elke Postadministratie van een der contracteerende landen het recht om aan de andere Administratiën, die aan deze Overeenkomst deelnemen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende den dienst der brieven en doosjes met aangegeven waarde.

Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, ondersteund worden door ten minste twee Administratiën, die, waarvan het voorstel uitgaat, niet medegerekend. Wanneer het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, § 2, van het Hoofdverdrag.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12 en 18 betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging be-

treffen van andere bepalingen van deze Overeenkomst dan die van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 17, en 18;
3o. de eenvoudige volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst betreffen, behoudens het geval van geschil, bedoeld bij art. 25 van het Hoofdverdrag.
4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen, door eene diplomatieke verklaring, en in het derde geval door eene kennisgeving langs administratieven weg, op de wijze als bij artikel 28 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.
5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

Art. 18.

Duur van de Overeenkomst; vervallen van vroegere bepalingen.

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten Januari 1922 en heeft denzelfden duur als het Hoofdverdrag, onverminderd het aan elk land voorbehouden recht, om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe, een jaar te voren, door zijne Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond wordt kennis gegeven.
Voor zooveel de porten en de rechten van verzekering betreft, is elk land echter bevoegd, deze in te voeren vóór bovengenoemd tijdstip, mits daarvan tenminste één maand van tevoren, zoo noodig telegrafisch, mededeeling wordt gedaan aan het Internationaal Bureel.
2. Te rekenen van den dag, waarop deze Overeenkomst in werking treedt, komen alle bepalingen van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van brieven en doosjes met aangegeven waarde, in 1906 te Rome gesloten, te vervallen.
3. Deze Overeenkomst wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.
In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig, onderteekend.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening der Overeenkomst betreffende de uitwisseling van brieven en doosjes met aangegeven waarde, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Met afwijking van de bepaling van paragraaf 3 van artikel 1 der Overeenkomst, welke 10 000 franken vaststelt als grens, beneden welke het maximum van aan te geven waarde in geen geval mag worden bepaald, is overeengekomen, dat elk land dit maximum kan verminderen tot 5 000 franken òf tot het in zijn binnenlandschen dienst aangenomen bedrag, indien dit lager is dan 5 000 franken.

II.

Met afwijking van de bepalingen van art. 4, § 4, der Overeenkomst, blijft, voor zooveel betreft de verzekeringsrechten, wegens de zendingen met aangegeven waarde, het staken van de afrekening wegens deze rechten, neergelegd in de circulaire van het Internationaal Bureel te Bern, van den 17den Januari 1916 No. 270/17, voorloopig gehandhaafd.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan in den tekst der Overeenkomst zelve, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Spaansche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere partij worden uitgereikt.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN BRIEVEN EN DOOSJES MET AANGEGEVEN WAARDE, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, SPANJE, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE GEBIEDEN, KOLONIËN EN PROTECTORATEN, BRITSCH-INDIË, NIEUW-ZEELAND, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS EN TURKIJE.

De ondergeteekenden, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag en op art. 16 van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van brieven en doosjes met aangegeven waarde, hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de vermelde Overeenkomst, de navolgende maatregelen vastgesteld:

I.

Regeling van den dienst.

1. De Postadministratiën van de toegetreden landen, die geregelde diensten over zee onderhouden, ter voorziening in het vervoer der gewone brieven en andere stukken, binnen het gebied der Vereeniging, doen aan de Administratiën der andere toegetreden landen eene opgave van diegene der bedoelde diensten, waarvan voor het vervoer van brieven en doosjes

met aangegeven waarde, onder waarborg van verantwoordelijkheid, kan worden gebruik gemaakt.

2. De Administratiën der contracteerende landen, die rechtstreeksche betrekkingen onderhouden, doen elkander, door middel van tabellen, ingericht overeenkomstig het hierbijgevoegd model A, mededeeling van:

1o. de naamlijst der landen, waarheen brieven en doosjes met aangegeven waarde door hare bemiddeling kunnen worden vervoerd;

2o. de wegen welke, voor het vervoer van de bedoelde zendingen, op haar gebied of door hare diensten openstaan;

3o. het bedrag der rechten van verzekering, welke haar door de Administratie, die haar brieven of doosjes stuksgewijze uitlevert, moeten worden vergoed, voor elke bestemming afzonderlijk.

3. De Administratiën van de landen buiten Europa en de Turksche Administratie hebben de bevoegdheid om den dienst der zendingen met aangegeven waarde tot sommige kantoren te beperken. De Administratiën, die van deze bevoegdheid gebruik maken, moeten aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën de lijst doen toekomen van hare kantoren, voor welke zendingen met aangegeven waarde kunnen worden toegelaten.

4. Door middel van de tabellen A, welke zij van de met haar in betrekking staande Administratiën heeft ontvangen, bepaalt iedere Administratie welke wegen voor de verzending van hare zendingen met aangegeven waarde moeten worden gebruikt, alsmede welke rechten van de afzenders zijn te heffen, in verband met de voorwaarden, waarop het tusschen-vervoer plaats heeft.

5. Iedere Administratie moet rechtstreeks aan de eerste Administratie, welke hare tusschenkomst verleent, mededeelen, voor welke landen zij voornemens is aan die Administratie brieven en doosjes met aangegeven waarde stuksgewijze uit te leveren.

II.

Voorwaarden van verpakking.

1. De brieven met aangegeven waarde worden slechts ter verzending toegelaten in een omslag, gesloten door middel van in fijn lak afgedrukte onderling volkomen overeenstemmende zegels, welke op eenigen afstand van elkander geplaatst zijn, een bijzonder kenteeken vertoonen en in voldoend aantal zijn aangebracht om al de vouwen van den omslag voldoende vast te hechten. Het is verboden omslagen met gekleurde randen of met doorschijnend adresvlak te bezigen.

2. Elke brief moet voorts in zoodanigen staat zijn, dat niet aan den inhoud kan worden geraakt, zonder den omslag of de zegels uitwendig en op duidelijk zichtbare wijze te schenden.

3. De voor de frankeering gebezigde postzegels en, indien aanwezig, de etiketten, welke op den postdienst betrekking hebben, moeten op eenigen afstand van elkander worden opgeplakt, opdat zij niet kunnen dienen om schending van den omslag te verbergen. Zij mogen evenmin over de beide zijden van den omslag worden omgevouwen, zóó dat zij den rand bedekken.

Het is verboden op de brieven met aangegeven waarde andere etiketten te plakken dan die, welke op den postdienst betrekking hebben.

4. De juweelen en kostbaarheden moeten gesloten zijn in houten of metalen doosjes van voldoende stevigheid, welke 30 centimeter in lengte, 10 centimeter in breedte en 10 centimeter in hoogte niet te boven gaan; de wanden der houten doosjes moeten ten minste 8 millimeter dik zijn.

5. Kruislings om de doosjes met aangegeven waarde moet een stevig touw zonder knoopen zijn gebonden, waarvan de beide uiteinden zijn vereenigd onder een in fijn lak afgedrukt zegel, dat een bijzonder kenteeken moet vertoonen. De doosjes moeten bovendien aan de vier zijvlakken zijn verzegeld met onderling volkomen overeenstemmende zegels. Het boven- en het ondervlak moeten met wit papier zijn bekleed, ten einde daarop het adres, de aangifte der waarde en de poststempels te vermelden of af te drukken.

6. Niet toegelaten zijn de brieven en doosjes met aangegeven waarde, voorzien van een adres in enkele letters of van een met potlood geschreven adres en evenmin die, in het adres waarvan op het oogenblik van terpostbezorging doorhalingen of overschrijvingen voorkomen.

III.

Aanduiding van het bedrag der waarde; douaneverklaringen.

1. De aangifte der waarde moet geschieden in de munt van het land van oorsprong en door den afzender op het adres van de zending voluit in letters en in cijfers worden geschreven, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

2. Het bedrag van de aangegeven waarde moet bovendien door den afzender of de Administratie van oorsprong in gouden franken worden herleid. De uitkomst van de herleiding moet worden vermeld door nieuwe cijfers, geplaatst naast of onder

die, welke het bedrag van de aangifte in de munt van het land van oorsprong aangeven. Deze bepaling geldt niet in het rechtstreeksch verkeer tusschen landen, die eenzelfde munt hebben.
3. De doosjes met aangegeven waarde moeten, in het verkeer met de landen, waar het gebruik van dergelijke verklaringen noodig is, vergezeld zijn van douaneverklaringen, gelijk aan of overeenkomende met het hierbijgevoegd model B. De betrokken Administratiën behooren de Administratiën, waarmede zij in betrekking staan, te dien aanzien in te lichten, met aanduiding van het aantal douaneverklaringen, dat bij elke zending is te voegen.
4. De vrij van rechten uit te reiken doosjes moeten zijn voorzien van een gekleurd etiket met de aanwijzing „Franc de droits" in vette letters. Zij gaan vergezeld van een advies wegens franco-uitreiking, dat stevig aan de douaneverklaringen wordt gehecht.
De bepalingen van de artikelen VIII en XX van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag betreffende de uitwisseling van postpakketten zijn van toepassing op de vrij van rechten uit te reiken doosjes, behalve voor de administratiën, die verklaren niet te kunnen overgaan tot de bij die artikelen bedoelde wijze van afrekening en die in verband daarmede gehouden zijn de bepalingen aan te geven, die zij in bedoeld opzicht zullen toepassen.

IV.

Expresse-bestelling; bericht van ontvangst; verzoeken om terugvordering of adreswijziging; zendingen bezwaard met verrekening.

De bepalingen van artikel 15 van het Hoofdverdrag, zoomede die van de artikelen XII en XXX van het Reglement ter uitvoering van dat Verdrag, zijn respectievelijk van toepassing met betrekking tot verzoeken om expresse-bestelling, om bericht van ontvangst en die om terugvordering of wijziging van het adres van een brief of doosje met aangegeven waarde.
De bepalingen van artikel XIII van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag zijn van toepassing op brieven en doosjes met aangegeven waarde, welke met verrekening zijn bezwaard.

V.

Valsche aangiften.

Wanneer omstandigheden, van welken aard ook, of klachten van belanghebbenden het feit eener valsche aangifte van een bedrag, hooger dan dat, hetwelk in een brief of in een doosje is ingesloten, aan het licht brengen, wordt daarvan aan de

Administratie van het land van oorsprong, zoo spoedig mogelijk, en, in voorkomende gevallen, onder toezending der stukken betreffende het onderzoek als bewijs, mededeeling gedaan.

VI.

Aanduiding van het gewicht der zendingen; dagteekeningstempel.

1. Van elken brief of van elk doosje met aangegeven waarde wordt door de Administratie van oorsprong het juiste gewicht, in grammen, in den linkerbovenhoek van de adreszijde vermeld.
2. De zending wordt, daarenboven, door het kantoor van oorsprong op de adreszijde voorzien van eenen afdruk van den dagteekeningstempel van dat kantoor, alsmede c. q. van een afdruk voor den bijzonderen stempel, welke in het land van oorsprong voor de brieven of doosjes met aangegeven waarde mocht in gebruik zijn.
3. Het kantoor van bestemming drukt, bij ontvangst, zijn dagteekeningstempel op de keerzijde af.

VII.

Wijze van vervoer der zendingen; uitwisselingskantoren.

1. Het vervoer der zendingen met aangegeven waarde tusschen aan elkander grenzende of door middel van een rechtstreekschen dienst over zee met elkander verbonden landen, heeft plaats door die uitwisselingskantoren, welke de beide met elkander in betrekking staande Administratiën in gemeen overleg daarvoor aanwijzen.
2. In het verkeer tusschen landen, die door een of meer tusschenliggende diensten zijn gescheiden, moeten de brieven en doosjes met aangegeven waarde steeds den kortsten weg volgen en stuksgewijze aan de eerste Administratie van doorvoer worden uitgeleverd, indien deze Administratie in staat is het vervoer, op den voet van het bepaalde bij art. I van dit Reglement, te verzekeren.
3. Aan de met elkander in betrekking staande Administratiën wordt evenwel de bevoegdheid toegekend om zich onderling en met de tusschenliggende Administratiën te verstaan, hetzij omtrent eene uitwisseling van aangegeven waarden in gesloten brievenmalen, door middel der diensten van een of meer tusschenliggende, al dan niet tot de Overeenkomst toegetreden landen, hetzij omtrent het verzekeren van de stuksgewijze verzending langs onwegen, in geval aan deze wijze van verzending, langs den kortsten weg, de waarborg der verantwoordelijkheid niet over den geheelen loop is verzekerd.

VIII.

Adviesljsten; samenstelling der pakketten; opneming in de brievenmalen.

1. De brieven en doosjes met aangegeven waarde worden door het afzendend kantoor van uitwisseling stuksgewijs ingeschreven op eene afzonderlijke advieslijst, ingericht overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model C, met vermelding van alle bijzonderheden, welke dat formulier aangeeft.
De kolommen 6, 7 en 8 der genoemde adviezen worden slechts ingevuld gedurende het tijdvak der statistiek, bedoeld bij artikel 4 van de Overeenkomst.
Naast de inschrijving der stukken, waarvan expresse-bestelling wordt verlangd, moet in de kolom „Observations" de aanwijzing „Exprès" worden gesteld.
2. De brieven en doosjes met aangegeven waarde maken met de advieslijst een of twee afzonderlijke pakketten uit, welke met touw opgebonden en in stevig papier worden gewikkeld en daarna uitwendig met touw samengebonden en op alle vouwen van een afdruk van het zegel, in fijn lak, van het afzendend uitwisselingskantoor worden voorzien. Deze pakketten dragen tot opschrift de woorden „valeurs déclarées" of „lettres de valeur déclarée" en „boîtes de valeur déclarée".
In plaats van tot een eigenlijk pakket te worden vereenigd, kunnen de brieven met aangegeven waarde worden opgenomen in een omslag van sterk papier, gesloten door middel van zegelafdrukken in lak.
3. Van de aanwezigheid of van het niet aanwezig zijn van zulke pakketten in eene brievenmaal, welke zendingen met aangegeven waarde kan bevatten, wordt in de daartoe aan de voorzijde van het advies bestemde rubriek melding gemaakt, hetzij door de aanwijzing van het aantal dier pakketten, hetzij door de aanwijzing „Néant".
4. Het pakket of de pakketten met aangegeven waarde worden door een kruislings gebonden touw met het pakket der aangeteekende stukken samengevoegd en in het midden der brievenmaal opgenomen; aan deze aldus samengevoegde pakketten wordt de bijzondere omslag, waarin het advies is gesloten, aan de buitenzijde vastgehecht.
Als men echter een zak bezigt voor de aangeteekende stukken dan wordt het pakket of worden de pakketten met aangegeven waarde in dien zak opgenomen.
5. Zoo dikwijls een van twee Administratiën, die met elkander in betrekking staan, splitsing verlangt, worden de doosjes met aangegeven waarde op afzonderlijke formulieren C ingeschreven en ook afzonderlijk ingepakt.

6. De berichten van ontvangst der zendingen met aangegeven waarde worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel XII van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.
7. De bepalingen van dit artikel kunnen in gemeen overleg voor het verkeer tusschen twee met elkander in betrekking staande Administratiën worden gewijzigd, wanneer die bepalingen met de bij een hunner geldende regelingen niet mochten vereenigbaar zijn.

IX.

Onderzoek der pakketten; verschillende onregelmatigheden.

1. Bij ontvangst van een pakket met aangegeven waarde onderzoekt het kantoor van uitwisseling van het land van bestemming in de eerste plaats of het pakket, hetzij wat aangaat zijn toestand of uiterlijke samenstelling, hetzij wat betreft de vervulling der formaliteiten, waaraan het vervoer ingevolge het vorig artikel is onderworpen, geenerlei onregelmatigheid vertoont.
2. Dit kantoor gaat vervolgens over tot het bijzonder onderzoek der zendingen met aangegeven waarde zelve, met vaststelling, in voorkomende gevallen, van hetgeen ontbreekt of van andere bevonden onregelmatigheden en verbetert de advieslijsten, overeenkomstig de regelen bij art. XXIII van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag voor de aangeteekende stukken vastgesteld.
3. Het ontbreken van een stuk, eene verandering in de schrifturen of eenige andere onregelmatigheid, waarbij de verantwoordelijkheid der betrokken Administratiën is gemoeid, wordt vastgesteld door middel van een proces-verbaal, dat, vergezeld van de omslagen, touwen en zegels van het pakket, alsmede van den zak, waarin het is verzonden, ambtshalve aangeteekend, aan het Hoofdbestuur van het land, waartoe het kantoor van uitwisseling van afzending behoort, wordt opgezonden, onverminderd de onmiddellijke toezending van een bericht van bevinding aan dat kantoor. Een dubbel van het proces-verbaal wordt tegelijkertijd gezonden aan het Hoofdbestuur, waaronder het uitwisselingskantoor van bestemming behoort, of aan eenig ander door dit Hoofdbestuur aangewezen besturend lichaam.
4. Onverminderd de toepassing der bepalingen van paragraaf 3, moet het kantoor van uitwisseling, dat van een kantoor, waarmede het rechtstreeks in betrekking staat, eene zending ontvangt, welke onvoldoende ingepakt of beschadigd is, deze doorzenden, na ze, als het te pas komt, opnieuw te hebben

ingepakt, waarbij de oorspronkelijke verpakking zooveel mogelijk in haar geheel moet worden gelaten. In zoodanige gevallen moet het gewicht van de zending worden vastgesteld vóór en nà de nieuwe inpakking en op den omslag zelf van het voorwerp worden aangegeven.

X.

Nazending; onbestelbaarheid.

1. Verkeerd gezonden brieven en doosjes met aangegeven waarde worden langs den kortsten weg, waarover de betrokken Administratie kan beschikken, naar de plaats hunner bestemming doorgezonden.

Moeten dientengevolge de gemelde zendingen aan de afzendende Administratie worden teruggezonden, dan worden, als het voorkomt gedurende het tijdvak der statistiek, de op de advieslijst van die Administratie ingeschreven vergoedingen geschrapt en de zendingen door het terugzendend kantoor van uitwisseling voor memorie aan het kantoor, waarmede het in betrekking staat, uitgeleverd, nadat van de misvatting, door middel van een bericht van bevinding, is mededeeling gedaan.

In het tegenovergesteld geval en indien de rechten, aan de Administratie van nadere verzending te goed gedaan, ontoereikend zijn om haar aandeel in die rechten en de kosten der nieuwe verzending, welke te haren laste komen, te dekken, crediteert die Administratie zich voor het verschil door het op de advieslijsten van het afzendend kantoor van uitwisseling aan haar te goed gedaan bedrag te verhoogen. De reden dezer verbetering wordt aan bedoeld kantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

2. De brieven en doosjes met aangegeven waarde, welke, ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden, met nader adres naar een der contracteerende landen worden verzonden, worden door de Administratie, die nader verzendt, van den stempelafdruk T voorzien en door de Administratie, die ze uitreikt, ten laste van den geadresseerde bezwaard met een port, vertegenwoordigend het recht, dat aan laatstgemelde Administratie en, waar dit te pas komt, aan ieder der Administratiën van doorvoer toekomt.

In dit laatste geval brengt de eerste Administratie van doorvoer, die gedurende het tijdvak der statistiek een aan een nieuw adres verzonden brief of doosje met aangegeven waarde ontvangt, aan de Administratie waaraan het de zending uitlevert, het bedrag van haar recht in rekening. Indien de laatstbedoelde, op haar beurt, slechts eene Administratie van doorvoer is, verhaalt zij op de volgende Administratie, haar eigen recht te za-

men met dat, hetwelk haar door de voorgaande is in rekening gebracht. Deze handeling wordt voortgezet in het verkeer tusschen de verschillende aan het vervoer deelnemende Administratiën, totdat de zending aan de Administratie, die haar moet uitreiken, is uitgeleverd.

Indien evenwel de rechten, voor het verder vervoer van zulk eene zending verschuldigd, op het oogenblik der nadere verzending worden voldaan, is die zending te behandelen alsof zij rechtstreeks van het land, dat nader verzendt, naar dat van nieuwe bestemming ware geadresseerd, en is zij zonder betaling van port aan den geadresseerde uit te reiken.

3. Een brief of doosje met aangegeven waarde, waarvan de geadresseerde naar een niet tot deze Overeenkomst toegetreden land is vertrokken, wordt onmiddellijk als onbestelbaar naar het land van oorsprong teruggezonden, om weder aan den afzender te worden uitgereikt, tenzij de Administratie van eerste bestemming in staat mocht zijn de zending aan den geadresseerde te doen toekomen.

4. De zendingen met aangegeven waarde, die, om welke reden ook, onbestelbaar zijn, worden, van weerszijden, door tusschenkomst van de betrokken kantoren van uitwisseling, zoo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen de termijnen, vastgesteld in het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag, teruggezonden.

Deze zendingen worden voor memorie ingeschreven op de bijzondere lijst C, met de vermelding „Rebuts" in de kolom voor de aanmerkingen, en opgenomen in het pakket met het opschrift „Valeurs déclarées".

5. Indien doosjes met aangegeven waarde, welke ten gevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde naar een ander land zijn gezonden of welke onbestelbaar zijn, met bijkomende kosten van onderzoek zijn belast, die bij de nazending niet worden teruggegeven, dan wordt het bedrag dier kosten in kolom 8 van het advies ten laste gebracht van de Administratie, waaraan de toezending geschiedt, met beknopte vermelding daarachter, in kolom 9, van den aard der hierbedoelde kosten (stempelkosten, keurloon, enz.), welke van den geadresseerde of den afzender zijn in te vorderen.

XI.

Verantwoordelijkheid.

Zoolang het tegendeel niet is bewezen, is de Administratie, die een brief of een doosje met aangegeven waarde aan eene andere Administratie heeft uitgeleverd, van alle verantwoordelijkheid ten opzichte van deze waarden ontheven, wanneer

het kantoor van uitwisseling, waaraan de brief of het doosje is uitgeleverd, niet met de eerstvolgende post na het onderzoek aan de afzendende Administratie een proces-verbaal heeft doen toekomen, wegens het ontbreken of de schending, hetzij van het geheele pakket met aangegeven waarden, hetzij van den brief of van het doosje zelf.

XII.

Navragen omtrent niet aangekomen zendingen.

Met betrekking tot navragen betreffende brieven en doosjes met aangegeven waarde, welke hunne bestemming niet hebben bereikt, gedragen de Administratiën zich naar de bepalingen van artikel XXIX van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag, betreffende navragen omtrent aangeteekende stukken.

XIII.

Transitkosten.

De bedragen, welke, krachtens de eerste paragraaf van art. 4 der Overeenkomst, aan elk der betrokken Administratiën voor het land- of zeetransit van de brieven en doosjes met aangegeven waarde zijn verschuldigd, worden berekend op den voet van het bepaalde bij de artikelen XXXII tot XXXV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

XIV.

Statistiek; rekeningen; betaling van de saldo's.

1. Iedere 3 jaar, gedurende de voor de algemeene statistiek bij artikel XXXII van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag bedoelde tijdvakken van 28 dagen, doet iedere Administratie door elk harer kantoren van uitwisseling en voor alle van de kantoren van uitwisseling van eenzelfde Administratie ontvangen zendingen, een staat opmaken, ingericht overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model D, aanwijzende de sommen in haar credit of debet op elke adviesljst ingeschreven. Onder het credit wordt opgenomen haar eigen aandeel en dat van ieder der betrokken Administratiën in de door de afzendende Administratie geheven rechten van verzekering; onder het debet het aandeel in de van de geadresseerden of van de afzenders te heffen postale rechten toekomend aan de Administratiën, die hare tusschenkomst verleenen, in geval van nazending of van terugzending als rebut.
2. De bedragen der staten D worden vervolgens door de zorg van dezelfde Administratie overgebracht op eene rekening,

ingericht overeenkomstig het insgelijks bij dit Reglement gevoegd model E, van welke rekening de totalen worden vermenigvuldigd met 13, ten einde het jaarlijksch bedrag der vergoedingen vast te stellen. Voor het geval, dat dit vermenigvuldigcijfer niet overstemt met de periodieke uitvoering van den dienst, of in geval van buitengewone verzendingen gedurende het tijdvak der statistische opname, zullen de betrokken Administratiën zich verstaan omtrent de aanneming van een ander vermenigvuldigcijfer.
Indien men het, ten gevolge van de toetreding van nieuwe Administratiën tot de Overeenkomst, noodig oordeelt, kunnen bijzondere statistische opnamen worden gehouden.
De uitkomsten van de statistiek van Mei 1921 zullen bij uitzondering gelden voor de jaren 1920 tot en met 1923; die van de statistiek van October—November 1924 zullen van toepassing zijn op de jaren 1924 tot 1926 en zoo vervolgens.
3. De rekening E, vergezeld van de bijzondere staten, de advieslijsten en, zoo die er zijn, van de daarop betrekking hebbende berichten van bevinding, wordt aan het onderzoek van de andere Administratie onderworpen in den loop van de maand, volgende op die gedurende welke de statistische opname is gehouden.
De uitslag van dat onderzoek wordt aan de Administratie, die de rekening heeft opgemaakt, medegedeeld binnen den tijd van ten hoogste een maand, te rekenen van den dag der ontvangst van de bedoelde rekening.
4. Iedere Administratie, die deelneemt aan den dienst der doosjes met aangegeven waarde, maakt bovendien aan het einde des jaars een bijzonderen staat op van de bedragen, welke in kolom 8 der advieslijsten in haar debet zijn gebracht wegens de van de geadresseerden of van de afzenders der genoemde doosjes in te vorderen niet-postale rechten.
Deze staat, vergezeld van de bewijsstukken, wordt in den loop van de eerste maand van het jaar, volgende op dat waarop hij betrekking heeft, onderworpen aan het onderzoek van de andere Administratie, die hem binnen eene maand moet terugzenden.
5. De rekeningen E en, in voorkomende gevallen, de bijzondere rekeningen bedoeld in de vorige paragraaf, worden, na van weerszijden onderzocht en goedgekeurd te zijn, door de zorg van de Administratie, die te vorderen heeft, in eene algemeene rekening samengevat, tenzij tusschen de betrokken Administratiën anders wordt overeengekomen.
De algemeene rekening moet uiterlijk in den loop van de eerste helft der derde maand van het jaar, volgende op dat waarover zij loopt, opgemaakt en aan de andere Administra-

tie toegezonden worden; deze laatste moet de rekening uiterlijk binnen één maand na de ontvangst, goedgekeurd of met hare opmerkingen, terugzenden.

6. Tenzij tusschen de betrokken Administratiën anders mocht zijn overeengekomen, moet de betaling van het saldo, uit de algemeene rekening voortvloeiende, zonder kosten voor de Administratie, die te vorderen heeft, geschieden, en wel uiterlijk één maand nadat die rekening met wederzijdsche goedvinden is vastgesteld.

Na dien termijn is ten bate van de Administratie, die te vorderen heeft, van het nog niet betaalde saldo een rente van 7 pct. 's jaars verschuldigd, te rekenen van den dag, waarop de termijn is verstreken.

XV.

Mededeeling van stukken en van inlichtingen.

1. De Administratiën doen elkander, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel en ten minste drie maanden vóór het in werking treden van de Overeenkomst, de navolgende opgaven, enz. toekomen:

1o. het tarief der rechten van verzekering in haren dienst van toepassing op de brieven en doosjes met aangegeven waarde, voor elk der contracteerende landen, vastgesteld overeenkomstig art. 5 van de Overeenkomst en van art. I van dit Reglement;

2o. den afdruk van den bijzonderen stempel voor de aangegeven waarden, indien een zoodanige stempel in haren dienst wordt gebezigd;

3o. het maximum-bedrag tot hetwelk zij, met toepassing van art. 1 der Overeenkomst, aangifte van waarde toelaten.

2. Elke latere wijziging, ten aanzien van het eene of andere der drie bovengemelde punten, wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

XVI.

Voorstellen tot wijziging in den tijd tusschen de Congressen.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij art. 27 van het Hoofdverdrag, heeft de Postadministratie van elk land der Vereeniging het recht aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen tot wijziging of tot uitlegging van dit Reglement.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel XLIV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel of van artikel XVII betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging der artikelen II, III, VI, VII, VIII, IX, XI en XIII betreffen;

3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de andere artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

XVII.

Duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst in werking treedt. Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het in gemeen overleg tusschen de belanghebbende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTWISSELDIENST GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, SPANJE, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven vermelde landen.

Gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgeseld:

Artikel 1.

Inleidende bepalingen.

Het overmaken van gelden door middel van postwissels tusschen die contracteerende landen, wier Administratiën overeenkomen om dezen dienst in werking te brengen, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel 2.

Storting; maximum-bedrag; bevoegdheid tot overdracht.

1. In beginsel wordt vastgesteld, dat het bedrag der postwissels in specie door de afzenders gestort en aan de belang-

hebbenden uitbetaald moet worden; doch iedere Administratie heeft de bevoegdheid om daarvoor elk soort van papieren geld, dat in haar land wettig betaalmiddel is, in ontvangst te nemen en zelve te bezigen, mits, in voorkomende gevallen, met het koersverschil rekening worde gehouden.

2. Elke Administratie is bevoegd het maximumbedrag der postwissels, welke zij afgeeft, vast te stellen, mits bedoeld maximum het bedrag van 1000 gouden franken niet te boven gaat.

Tenzij anders wordt overeengekomen, is het maximum van de postwissels, in een bepaald land betaalbaar, hetzelfde als dat, hetwelk door dat land is aangenomen voor de afgifte.

Wanneer eenzelfde afzender denzelfden dag, op eenzelfde plaats, ten behoeve van denzelfden geadresseerde, verschillende postwissels heeft doen afgeven, waarvan het totaal bedrag het maximum, aangenomen door het land van bestemming, te boven gaat, dan is het kantoor van bestemming bevoegd de uitbetaling der stukken met zoodanige tusschenpoozen te doen geschieden, dat de aan den belanghebbende op eenzelfden dag uitbetaalde som dit maximum niet overschrijdt.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders is overeengekomen, wordt het bedrag van elken wissel uitgedrukt in de specie-munt van het land, waar de betaling moet plaats hebben. Te dien einde bepaalt de Administratie voor het land van oorsprong zelve, wanneer het te pas komt, den maatstaf van herleiding harer munt in de speciemunt van het land van bestemming.

De Administratie van het land van oorsprong bepaalt, zoo noodig, eveneens den door den afzender te betalen koers, indien dit land en het land van bestemming hetzelfde muntstelsel hebben.

4. Aan elk der contracteerende landen is het recht voorbehouden om den eigendom der postwissels, uit een ander van die landen afkomstig, binnen zijn eigen grondgebied vatbaar te verklaren voor overdracht door middel van endossement.

Artikel 3.

Recht; bericht van betaling; terugvordering en adreswijziging; bestelling per expresse.

1. Het door den afzender voor elke, krachtens het vorig artikel bewerkstelligde overmaking van gelden, te betalen algemeene recht bedraagt, voor de eerste 100 munteenheden ½ munteenheid voor elke 50 munteenheden of gedeelte van 50 munteenheden en daarboven ½ munteenheid voor elke 100 munteenheden of gedeelte van 100 munteenheden boven de eerste 100 munteenheden.

De dienstpostwissels, betrekking hebbende op den postdienst, welke tusschen de Postadministratiën of de daaronder behoorende kantoren verzonden worden, zijn van elk recht vrijgesteld, evenals de postwissels van de Postadministratiën bestemd voor het Internationaal Bureel der Wereld-Postvereeniging en de postwissels geadresseerd aan of verzonden door krijgsgevangenen.

2. De Administratie, die postwissels heeft afgegeven, keert aan de Administratie, die ze heeft uitbetaald, een recht uit ad ¼ pct. van het totaal bedrag der uitbetaalde postwissels, na aftrek van de postwissels, welke vrij van recht zijn uitgegeven.

3. De wissels, welke door tusschenkomst van een der aan de Overeenkomst deelnemende landen verzonden worden tusschen een ander dier landen en een daaraan niet deelnemend land, kunnen, ten voordeele van de Administratie, die hare tusschenkomst verleent, worden onderworpen aan een aanvullingsrecht, dat van het bedrag van den postwissel wordt ingehouden en het aandeel van het niet deelnemend land vertegenwoordigt.

4. De postwissels en de daarop gestelde kwijtingen, alsmede de aan de afzenders uitgereikte bewijzen van storting, kunnen, ten laste van de afzenders of van de geadresseerden der gelden, aan geen ander recht of port, hoe ook genaamd, boven het krachtens § 1 van dit artikel geheven recht, onderworpen worden, met uitzondering van het bestelgeld voor de betaling aan huis, waar dit te pas komt, en het aanvullingsrecht, bedoeld bij § 3 hiervoren.

5. De afzender van een postwissel kan een bericht van betaling van dien wissel verkrijgen, door vooruitbetaling, geheel ten voordeele van de Administratie van het land van oorsprong, van een recht, gelijk aan dat, hetwelk in bedoeld land wordt geheven voor de berichten van ontvangst wegens aangeteekende brieven en andere stukken.

Indien dit bericht niet gevraagd wordt op het oogenblik van uitgifte van een wissel, kan de afzender het later vragen, maar alleen binnen het tijdvak vastgesteld bij § 6 van artikel 7 en dan tegen betaling van een recht, gelijk aan het dubbel van dat bedoeld in de voorgaande alinea.

6. De afzender van een postwissel kan, zoolang de geadresseerde, hetzij den wissel zelf, hetzij het bedrag van den wissel niet in ontvangst heeft genomen, dien terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud, bij art. 11 van het Hoofdverdrag voor de brieven en andere stukken vastgesteld.

7. De afzender kan eveneens, op de voorwaarden, vastgesteld bij art. 15 van genoemd Verdrag, verlangen, dat, dadelijk na aankomst van den postwissel, deze ten huize van den geadres-

seerde worde uitbetaald door een opzettelijk daarmede te belasten persoon.
8. De Administratie van het land van bestemming is echter bevoegd om, in plaats van de gelden, een bericht van aankomst van den postwissel, of wel den postwissel zelf, per expresse te doen bestellen, wanneer hare reglementen op den binnenlandschen dienst dit medebrengen.

Artikel 4.

Telegrafische postwissels.

1. In het verkeer tusschen de Administratiën van landen, die door middel van een Staatstelegraaf zijn verbonden of die de telegraaf eener bijzondere onderneming daartoe willen gebruiken, kunnen de postwissels door middel van de telegraaf worden overgebracht; zij worden alsdan telegrafische postwissels genoemd.
2. Voor telegrafische postwissels kan, evenals voor gewone telegrammen en op dezelfde voorwaarden, worden verlangd: dringende overbrenging, betaald antwoord, collationneering, bericht van ontvangst, alsook bestelling per post of per bode, wanneer de geadresseerde woonachtig is buiten den kosteloozen bestellingskring van het kantoor van bestemming.
De afzender moet, in voorkomende gevallen, de wijze van overbrenging buiten de telegraaflijnen aangeven (post of bode.)
Voor telegrafische postwissels kan bovendien bericht van betaling worden gevraagd, dat door de post wordt afgegeven en verzonden.
De afzenders van telegrafische postwissels kunnen, zoolang de geadresseerde, hetzij den wissel zelf, hetzij het bedrag van den wissel niet in ontvangst heeft genomen, dien terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud, bij art. 11 van het Hoofdverdrag voor de brieven en andere stukken vastgesteld. Het kantoor van bestemming mag evenwel geen gevolg geven aan verzoeken om verandering van adres dan na ontvangst van het bericht van afgifte.
De afzenders van telegrafische postwissels kunnen aan het voorgeschreven formulier van den wissel mededeelingen voor den geadresseerde toevoegen, mits zij daarvoor het volgens tarief verschuldigde betalen.
3. De afzender van een telegrafischen postwissel heeft te betalen:
a. het gewone recht voor postwissels, zoomede, indien een bericht van betaling verlangd wordt, het vaste recht voor dat bericht;
b. de kosten van het telegram.

4. De geadresseerde van een telegrafischen postwissel behoort onmiddellijk en kosteloos te worden in kennis gesteld met de aankomst van den wissel; wanneer hij evenwel woonachtig is buiten den kosteloozen bestellingskring van het kantoor van bestemming, dan kunnen de kosten wegens bestelling van dit bericht per bode, indien deze niet door den afzender zijn betaald geworden, van den geadresseerde worden ingevorderd.
Wanneer de Administratie van het land van bestemming, in plaats van de kennisgeving, het bedrag bestelt, is zij bevoegd, uit dezen hoofde, een bijzonder recht te heffen, daarbij, zoo noodig, rekening houdende met de door den afzender betaalde bodekosten.
5. De telegrafische postwissels kunnen met geen andere kosten bezwaard worden dan die, welke bij dit artikel zijn vastgesteld of welke overeenkomstig de internationale telegraafreglementen kunnen worden geheven.

Artikel 5.

Nazending.

1. Bij verandering van woonplaats van den geadresseerde kunnen gewone postwissels worden nagezonden uit een der tot de Overeenkomst toegetreden landen naar een ander dier landen indien het land van nadere bestemming met dat van oorsprong een postwisselverkeer op den voet van deze Overeenkomst onderhoudt.
Het verzoek om nazending kan worden gedaan door den afzender of door den geadresseerde.
Het bedrag van den wissel wordt door het kantoor van nazending herleid in de munt van het land van nadere bestemming, volgens den maatstaf aangenomen voor de wissels bestemd voor dat land en afkomstig uit het land, dat de nazending bewerkstelligt. Er wordt voor die nazending geenerlei aanvullingsrecht geheven, maar de Administratie van het land van nieuwe bestemming ontvangt in elk geval het aandeel in het recht, dat haar zou zijn toegekend, indien de postwissel oorspronkelijk voor haar bestemd ware geweest, ook dan wanneer, op grond eener bijzondere overeenkomst tusschen het land van oorsprong en dat van oorspronkelijke bestemming, het werkelijk geheven recht minder zou bedragen dan dat, bedoeld bij artikel 3 van deze Overeenkomst.
Evenwel vindt geene herleiding plaats van het bedrag als de wissel wordt nagezonden naar het land van afzending of naar het land van eerste bestemming. Naar omstandigheden wordt het oorspronkelijk bedrag van den titel uitbetaald of de som, gestort in de munt van het land van oorsprong en aangegeven onder de dienstaanwijzingen.

2. Telegrafische postwissels kunnen per post op dezelfde voorwaarden als gewone postwissels naar eene nieuwe bestemming worden nagezonden.
3. Als de Administratie van het nieuwe land van bestemming met dat van oorspronkelijke bestemming een dienst van telegrafische postwissels onderhoudt, kan de nazending van gewone of telegrafische postwissels, op verzoek van den afzender of van den geadresseerde, per telegraaf geschieden, zonder, voor zooveel telegrafische postwissels betreft, de ontvangst van het bericht van afgifte af te wachten. In zoo'n geval wordt de oorspronkelijke wissel door het kantoor dat nazendt als voldaan onderteekend en verantwoord als een uitbetaalde wissel en worden de kosten, welke voor de verder–verzending aan de posterijen en de telegrafie toekomen, van het over te maken bedrag afgetrokken.
4. De gewone postwissels, afkomstig uit landen welke niet zijn toegetreden tot deze Overeenkomst, doch wel een postwisselverkeer onderhouden met een contracteerend land, kunnen, wanneer de bijzondere overeenkomsten daartegen geen bezwaar opleveren, door middel van de post worden nagezonden van uit laatstgenoemd land naar een derde land, hetwelk tot deze Overeenkomst is toegetreden. Het kantoor van nazending onderteekent, in een dergelijk geval, den oorspronkelijken postwissel als voldaan, verantwoordt dezen als een uitbetaalde wissel, en maakt een nieuwen wissel op, waarbij het recht in mindering wordt gebracht van het over te maken bedrag.

Artikel 6.

Afrekeningen.

1. De Postadministratiën der contracteerende landen maken, op de tijdstippen bij het hiernavolgende Reglement vastgesteld, rekeningen op, waarin alle door hare kantoren uitbetaalde sommen worden opgenomen; deze rekeningen worden, na van weerszijden onderzocht en vastgesteld te zijn, door de Administratie, die blijkt aan eene andere Administratie schuldig te zijn, binnen den daarvoor bij hetzelfde Reglement vastgestelden termijn, voldaan. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, geschiedt de betaling van het saldo in de munt, welke het land, dat te vorderen heeft, toepast bij de betaling der postwissels. (Zie artikel 2, § 3, hierboven).
2. Tenzij anders mocht zijn overeengekomen, wordt, te dien einde, wanneer de postwissels in verschillende munt zijn uitbetaald, de kleinste vordering tot dezelfde munt als de grootste vordering herleid, waarbij als grondslag voor de herleiding wordt aangenomen de gemiddelde officieele wisselkoers in het

land dat schuldig is, gedurende het tijdperk waarop de rekening betrekking heeft.

3. Indien het saldo eener rekening niet binnen de daarvoor gestelde termijnen is betaald, is voor het bedrag van dat saldo rente verschuldigd, te rekenen van den dag, waarop gezegde termijnen zijn verstreken, tot aan den dag waarop de betaling plaats heeft. Deze rente wordt berekend tegen 7% 's jaars en ten laste van de Administratie, die achterstallig is, in de volgende rekening opgenomen.

Artikel 7.

Verantwoordelijkheid; vervallen onbestelbare wissels.

1. De sommen, waarvoor postwissels zijn afgegeven, worden aan hen, die ze gestort hebben, gewaarborgd tot op het oogenblik, waarop ze behoorlijk aan de geadresseerden, of aan de rechtverkrijgenden van dezen zijn uitbetaald. Elke postwissel, die, om welke reden ook, niet aan den geadresseerde is kunnen worden uitbetaald, moet aan den afzender worden terugbetaald. Elke postwissel waarvan het bedrag is tegoed geschreven op de postrekening van den geadresseerde, overeenkomstig de voorschriften betreffende den postcheque-dienst, wordt beschouwd als geldig te zijn uitbetaald.

Wanneer een postwissel zijn bestemming niet heeft bereikt ten gevolge van een dienstfeil, en deswege aan den afzender moet worden terugbetaald, heeft deze bovendien aanspraak op teruggaaf van de bij de indiening der klacht betaalde postale rechten.

2. Wanneer de betaling van een postwissel wordt ontkend, rust de verplichting om den reclamant schadeloos te stellen op de Administratie van afgifte, of op de Administratie van uitbetaling, welke behoorlijk is in kennis gesteld met een gegrond bevonden klacht.

Indien harerzijds geen feil is begaan, heeft de Administratie, die den reclamant schadeloos heeft gesteld, het recht om verhaal te nemen op de Administratie, welke aansprakelijk is voor de uitbetaling op valsche voldaanteekening.

3. Om van de aansprakelijkheid ten opzichte van eenigen door haar betaalden postwissel te worden ontslagen, behoort de Administratie van bestemming te kunnen bewijzen, dat de betaling is geschied onder de waarborgen, bij hare binnenlandsche reglementen voorgeschreven.

4. De reclamant moet zoo spoedig mogelijk worden schadeloos gesteld, en uiterlijk binnen den tijd van een jaar, te rekenen van den dag van indiening der klacht. Deze termijn kan bij uitzondering worden overschreden, indien deze, ondanks allen

door de Administratiën bij het onderzoek eener zaak aangewenden ijver, niet voldoende is geweest om de aansprakelijkheid te kunnen vaststellen.

5. Wanneer bij de Administratie van oorsprong een klacht is ingediend door den afzender, en wanneer de Administratie van bestemming een tijdvak van een jaar heeft laten verloopen zonder de zaak tot oplossing te brengen, dan kan laatstgenoemde Administratie worden aangemaand tot terugbetaling aan den reclamant, binnen een termijn, welke haar wordt ter kennis gebracht en waarbij wordt rekening gehouden met de afstanden. Indien aan de aanmaning aan het einde van dezen termijn geen gevolg is gegeven, is de Administratie van oorsprong bevoegd om den afzender schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie van bestemming.

De Administratie van bestemming voor wier rekening eene betaling heeft plaats gehad overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande alinea, is gehouden het bedrag daarvan aan de Administratie van afzending terug te betalen, binnen een termijn van drie maanden na de ontvangst der kennisgeving van bedoelde betaling. De terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, die te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel, hetzij in specie, welke in het land, dat te vorderen heeft, in omloop is. Na verloop van den termijn van drie maanden wordt het aan de Administratie van afzending verschuldigde bedrag rentegevend, naar reden van 7 pct. per jaar, te rekenen van den dag, op welken de bedoelde termijn afloopt.

6. Nochtans worden klachten over de uitbetaling van een postwissel aan een niet-rechthebbende slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien waarop de gewone geldigheid van den wissel verstreken is; na dien termijn houden de Administratiën op verantwoordelijk te zijn voor uitbetalingen op valsche voldaanteekening.

7. De sommen, welke bij elke Administratie gestort zijn in ruil voor postwissels, waarvan het bedrag niet door de rechthebbenden, binnen de door de wetten of reglementen van het land van oorsprong gestelde termijnen is opgeëischt, vervallen voor goed aan de Administratie, die de postwissels heeft afgegeven.

Artikel 8.

Wetgeving der contracteerende landen; vereenigingen van beperkten omvang.

Aan elk land blijft voorbehouden het recht, om op de postwissels bestemd voor, of afkomstig uit andere landen, zijn binnenlandsche wetten en reglementen toe te passen, voorzoover daarvan niet wordt afgeweken door deze Overeenkomst.

De bepalingen van deze Overeenkomst laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden of te sluiten, alsmede om vereenigingen van meer beperkten omvang in stand te houden en in het leven te roepen, met het doel om het recht te verlagen of om eenige andere verbetering in den dienst te brengen.

Artikel 9.

Buitengewone staking van den dienst.

Iedere Administratie is bevoegd om, wanneer buitengewone omstandigheden een zoodanigen maatregel rechtvaardigen, den dienst der internationale postwissels tijdelijk geheel of gedeeltelijk te staken, mits daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, aan de belanghebbende Administratie of Administratiën worde kennis gegeven.

Artikel 10.

Toetredingen tot de Overeenkomst.

De landen der Vereeniging, die geen deel hebben genomen aan deze Overeenkomst, kunnen daartoe op hun verzoek toetreden op de wijze als ten opzichte van de toetreding tot de Wereld-Postvereeniging is voorgeschreven bij art. 26 van het Hoofdverdrag.

Artikel 11.

Aanwijzing van de kantoren, welke aan de uitwisseling deelnemen; Reglement van uitvoering.

1. De Postadministratiën der contracteerende landen nemen de noodige maatregelen om de betaling van postwissels in alle plaatsen van hun land zooveel mogelijk te verzekeren.
2. Zij regelen den vorm en de wijze van verzending der postwissels, den vorm der in artikel 6 bedoelde rekeningen, en alle andere maatregelen van ondergeschikten aard of van orde, voor het verzekeren van de uitvoering dezer Overeenkomst vereischt.

Artikel 12.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij art. 27 van het Hoofdverdrag, heeft de Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht, aan de andere Administratiën, die aan deze Overeenkomst deelnemen, door tus-

schenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende den dienst der postwissels te doen.
Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, ondersteund worden door ten minste twee Administratiën, die waarvan het voorstel uitgaat niet medegerekend. Als het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig § 2 van art. 28 van het Hoofdverdrag.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:
1o. alle stemmen, als zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en der artikelen 1, 2, 3, 4, 6 en 14 betreffen;
2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging der bepalingen van andere dan de vorengenoemde artikelen betreffen;
3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging der bepalingen van deze Overeenkomst betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen door eene diplomatieke verklaring, en, in het derde geval, door eene kennisgeving langs administratieven weg, op de wijze als bij artikel 28 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.
5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

Artikel 13.

Deelneming van andere Administratiën aan den dienst der wissels.

De landen, waar de dienst der wissels onder eene andere Administratie dan die der posterijen behoort, kunnen aan de uitwisseling volgens de bepalingen van deze Overeenkomst deelnemen. De Administratie, welke in die landen belast is met den dienst der wissels, behoort zich met de Administratie der posterijen te verstaan, om de volledige uitvoering van alle bepalingen van de overeenkomst te waarborgen.
Laatstgenoemde Administratie zal haar bemiddeling verleenen voor alle briefwisseling met de Postadministratiën van de overige contracteerende landen en voor die met het Internationaal Bureel.

Artikel 14.

Duur van de Overeenkomst; bekrachtiging.

1. Deze Overeenkomst zal in werking treden op den 1sten Januari 1922.

2. Zij zal denzelfden duur hebben als het Hoofdverdrag, onverminderd het recht, aan elk land voorbehouden, om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe, een jaar te voren, door zijne Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worde kennis gegeven.

3. Te rekenen van den dag, waarop deze Overeenkomst in werking treedt, komen alle bepalingen waaromtrent te voren tusschen de verschillende Regeeringen of Administratiën der contracteerende partijen is overeengekomen, te vervallen.

4. Deze Overeenkomst wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.

In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig onderteekend.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Voorloopig heeft elk land de bevoegdheid om een recht te heffen, lager dan dat bedoeld in artikel 3 van deze Overeenkomst.

II.

Elk land is bevoegd de rechten, bedoeld in de Overeenkomst, vóór den 1sten Januari 1922 te doen in werking treden, mits daarvan ten minste een maand te voren, en zoo noodig, telegrafisch, kennis gevende aan het Internationaal Bureel.
In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben alsof de bepalingen daarvan in den tekst van de Overeenkomst zelf, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Regeering van Spanje worden nedergelegd en in afschrift aan iedere partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTWISSELDIENST, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, SPANJE, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag en op art. 11 van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van bedoelde Overeenkomst, de navolgende maatregelen vastgesteld:

I.

Ontvangbewijs.

Een bewijs van ontvangst of van storting der gelden, in ruil waarvoor een internationale postwissel is afgegeven, wordt kosteloos aan den afzender uitgereikt, in den vorm, door iedere Administratie daarvoor vastgesteld.

II.

Formulieren; toegelaten mededeelingen; adres.

1. Voor de internationale postwissels wordt een formulier gebezigd, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement

gevoegd model A. De formulieren moeten zijn vervaardigd uit stevig karton; hunne afmetingen mogen 18½ centimeter in de lengte en 12½ centimeter in de breedte niet te boven gaan.

2. De formulieren voor postwissels, welke niet in de Fransche taal zijn gedrukt, worden onder de regels van eene Fransche vertaling voorzien, en de invulling moet, volgens de aanwijzingen op het formulier, geschieden in Arabische cijfers en in Latijnsche letters, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

De aanduiding van het bedrag der pasmunt behoeft alleen in cijfers te geschieden, doch indien van deze bevoegdheid wordt gebruik gemaakt, moet, als er geen tiental is, het cijfer, dat de eenheden van de pasmunt vertegenwoordigt, worden voorafgegaan door een nul.

Invulling met potlood is verboden. Dienstaanwijzingen mogen echter met inktpotlood worden gesteld.

3. Het is verboden om op de postwissels andere aanwijzingen te doen dan voor de invulling der formulieren vereischt worden. Daarentegen heeft de afzender het recht, op de strook mededeelingen van allerlei aard te schrijven, bestemd voor den geadresseerde van den postwissel.

4. Op dienstpostwissels en op de postwissels bestemd voor krijgsgevangenen of door hen verzonden, moeten bovenaan de woorden „En franchise de taxe" staan, en op de keerzijde van de zijstrook moet de reden van de zending van het geld vermeld worden.

5. Het adres der postwissels behoort den rechthebbende nauwkeurig aan te wijzen, d. w. z. op een wijze, welke veroorlooft de persoonlijkheid van den rechthebbende duidelijk vast te stellen.

Verkorte adressen en telegramadressen zijn niet toegelaten.

III.

Telegrafische postwissels.

1. De telegrafische wissels worden opgemaakt door het postkantoor, alwaar de gelden zijn gestort, en geadresseerd aan het postkantoor, dat ze moet uitbetalen.

2. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders is overeengekomen, worden de telegrafische postwissels in de Fransche taal opgemaakt. De invulling geschiedt als volgt:

Aanwijzingen naar omstandigheden (voluit of volgens de bij den telegraafdienst toegelaten verkortingen).

Mandat. (Volgnummer van afgifte van het postkantoor.)

Postes. (Naam van het postkantoor van bestemming.)

Bericht van betaling, wanneer dit te pas komt.)
(Naam van den afzender) — (bedrag van de overgemaakte som, uitgedrukt in cijfers, en, voor zooveel betreft de geheelen (frank, mark, enz.), voluit in letters, in de munt van het land van bestemming.)
(Nauwkeurige aanwijzing van den rechthebbende, van diens woonplaats, en, zoo mogelijk, van diens woning, met verplichte vermelding van een der woorden: Madame of Mademoiselle voor den familienaam, zelfs indien deze vergezeld gaat van een voornaam van een vrouwelijke rechthebbende, behoudens het geval, dat deze aanwijzing overtollig is door de vermelding van eene hoedanigheid, een titel, eene betrekking of een beroep, waardoor duidelijk de persoon van den rechthebbende wordt aangewezen.)
De voorafgaande aanwijzingen moeten op de formulieren der telegrafische postwissels steeds in de boven aangegeven volgorde voorkomen. De afzender en de rechthebbende mogen niet worden aangeduid door eene afkorting of door een of ander overeengekomen woord.
Evenwel kan de aanwijzing van den naam der woonplaats des geadresseerden worden weggelaten, in het geval dat deze naam dezelfde is als die van het postkantoor van bestemming.
Wanneer telegrafische postwissels zijn afgegeven door postkantoren in plaatsen, waar geen telegraafdienst bestaat, moet de plaats van afzending van die postwissels in de telegrammen onmiddellijk na het volgnummer van afgifte van het postkantoor worden vermeld als volgt:
„Mandat . . . . . . de . . . ."
Eveneens moeten de telegrafische postwissels, afkomstig uit plaatsen, waar meerdere postkantoren bestaan, eene nauwkeurige aanwijzing bevatten van het postkantoor van oorsprong, als dit kantoor niet tevens met den telegraafdienst is belast.

3. De verschillende Administratiën zijn bevoegd de telegraafkantoren, in plaatsen waar een of meer postkantoren bestaan te machtigen tot het van den afzender in ontvangst nemen, alsmede tot het ter plaatse van bestemming uitbetalen van het bedrag van telegrafische postwissels.

4. Gedeeltelijke collationneering (collationneering van kantoor tot kantoor van de eigennamen en getallen) is verplicht.

5. Het afzendend postkantoor zendt onder omslag, met de eerstvertrekkende post, als bewijsstuk, aan het kantoor van bestemming een bericht van afgifte van den telegrafischen wissel, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model B.

Dit bericht wordt door laatstgenoemd kantoor vastgehecht aan

den door den rechthebbende voor voldaan geteekenden postwissel.

IV.

Verzending.

1. De postwissels worden niet in omslag verzonden.
2. De opneming van de postwissels in de brievenmalen is geregeld bij artikel XXII, § 1, van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

V.

Na- en terugzending.

1. Wanneer een gewone postwissel, overeenkomstig artikel 5, § 1, van de Overeenkomst, aan een nader adres moet worden verzonden, haalt het met de nazending belaste kantoor, zoo noodig, de aanwijzingen omtrent het bedrag van den postwissel, met de pen door, in dier voege echter dat het oorspronkelijk ingevulde leesbaar blijve. De aanwijzing welke zich bevindt in de rubriek „somme versée" moet onveranderd blijven. Na de waarde van het gestorte bedrag in de munt van het land van nieuwe bestemming te hebben herleid, vermeldt genoemd kantoor het aldus verkregen bedrag, voluit in letters, op eene daarvoor geschikte plaats van het formulier, doch zooveel mogelijk onmiddellijk boven de oorspronkelijke aanwijzing in letters van dat bedrag. De nieuwe inschrijving op den wissel wordt door den ambtenaar van dienst onderteekend. Dezelfde handelwijze wordt gevolgd bij latere nazendingen.

Bij nazending naar het land van oorsprong, of naar het land van eerste bestemming herstelt echter het kantoor dat nazendt het oorspronkelijk bedrag weder of stelt er voor in de plaats het bedrag, ingeschreven onder de dienstaanwijzingen in de munt van het land van oorsprong.

De nazending van telegrafische postwissels per post (art. 5 § 2, van de Overeenkomst) geschiedt op gelijke wijze. De postwissels moeten onder omslag worden verzonden. De berichten van afgifte worden van hun ontvangst door het kantoor van eerste bestemming af, eveneens onder omslag overgebracht.

2. Bij nazending per telegraaf van een gewonen of telegrafischen postwissel (art. 5, § 3, van de Overeenkomst), maakt het kantoor van eerste bestemming een telegrafischen postwissel op, tot het bedrag, dat overblijft na aftrek van de kosten van het telegram en van het postwisselrecht. Het postwisselrecht wordt berekend in verhouding tot het bedrag van

den oorspronkelijken wissel, na aftrek van het bedrag der kosten van het telegram.

Indien noodig vindt de herleiding plaats overeenkomstig de regelen, aangegeven in het vorig artikel. De oorspronkelijke wissel wordt door het kantoor van eerste bestemming als voldaan onderteekend en voorzien van de volgende verklaring:

„Réexpédié le montant de . . . . . à . . . . . . , sous déduction de la taxe de . . . . ”

Nadat de telegrafische nazending van een gewonen postwissel is geschied, wordt de strook van dezen postwissel gehecht aan het bericht van afgifte, ten einde aan den geadresseerde te worden overhandigd.

3. De verzoeken om nadere verzending of terugzending worden door het kantoor van oorspronkelijke bestemming, en, wanneer dit te pas komt, door de verdere kantoren van bestemming voor memorie ingeschreven. Het kantoor, dat een postwissel onder de bovenvermelde voorwaarden naar een nader adres verzendt, geeft daarvan kennis aan het kantoor van afgifte.

VI.

Expresse-bestelling; terugvordering; adreswijziging.

De bepalingen van de artikelen IX §§ 5 en 6, XXVI § 4 en XXX van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag zijn respectievelijk van toepassing, ingeval, hetzij expresse-bestelling, hetzij terugzending of verandering van het adres van een postwissel wordt verzocht.

Evenwel wordt bij het verzoek om terugzending of verandering van het adres geen fac-similé van den postwissel gevoegd.

Het verzoek behoort steeds aan te duiden het nummer, den dag van afgifte, en het bedrag van den wissel, waarop het betrekking heeft.

VII.

Onregelmatigheden in postwissels; voorloopige opschorting van de uitbetaling.

1. De postwissels, waarvan de uitbetaling door een der navolgende oorzaken niet heeft kunnen plaats vinden:

1o. onjuiste, onvolledige of twijfelachtige aanduiding van den naam of de woonplaats der rechthebbenden,

2o. verschillen of weglatingen ten aanzien van namen of bedragen,

3o. doorhalingen of overschrijvingen van het ingevulde gedeelte,

4o. het ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen,

5o. vermelding van het uit te betalen bedrag in een andere munt dan die van het land van bestemming, of, in voorkomende gevallen, dan de munt, welke te dien einde door de met elkander in betrekking staande Administratiën is aangenomen,

6o. het bezigen van formulieren, welke niet aan de voorschriften voldoen,

worden door de zorg van de Administratie, die ze heeft afgegeven, verbeterd.

2. Te dien einde worden de postwissels, zoo spoedig mogelijk, onder omslag teruggezonden aan het kantoor van oorsprong, tenzij de geadresseerde, na te zijn ingelicht, de toepassing verlangt van de bepalingen van § 4 van dit artikel.

In het verkeer met overzeesche landen evenwel is de Administratie van bestemming bevoegd om de postwissels, waarvan het bedrag is aangeduid in een andere munt dan de toegelatene, te doen uitbetalen, wanneer zij in staat is de herleiding te bewerkstelligen naar den maatstaf, waarvan de Administratie van afgifte zich bedient, mits hiervan dadelijk kennis gevende aan de Administratie welke den postwissel heeft afgegeven.

De nadeelen eener onjuiste herleiding zijn ten laste van de Administratie, welke deze herleiding heeft bewerkstelligd.

3. Wanneer telegrafische postwissels, wegens onvolledig of onjuist adres of wegens een andere oorzaak, waaraan de geadresseerde geen schuld heeft, niet kunnen worden uitbetaald, moet aan het kantoor van oorsprong een dienstbericht worden gezonden, met opgave van de reden der niet-uitbetaling. Het kantoor van oorsprong onderzoekt of de onregelmatigheid, welke de uitbetaling verhindert, wellicht is te wijten aan een dienstfeil. Indien dit het geval is verbetert dit kantoor het terstond door middel van een dienstbericht. In het tegenovergestelde geval waarschuwt het den afzender, die bevoegd is de onregelmatigheid te verbeteren door middel van een betaald dienstbericht.

Telegrafische postwissels, welker onregelmatigheid binnen redelijken tijd niet is hersteld door middel van een dienstbericht, worden op de voor gewone postwissels voorgeschreven wijze verbeterd.

4. De onregelmatigheden, welke de uitbetaling van een gewonen postwissel verhinderen, kunnen, indien de geadresseerde dit verlangt en bereid is alle kosten te betalen, langs telegrafischen weg worden hersteld, door middel van een betaald dienstbericht. De postwissel wordt in dat geval bewaard door het kantoor van bestemming, dat, na ontvangst van het door het kantoor van oorsprong afgezonden telegram tot wijziging, de

verbetering aanbrengt, en dat telegram voegt bij den verbeterden wissel.

5. Telegrafische postwissels, waarvan alleen het bericht van afgifte is ontvangen, maar waarvan het telegram ontbreekt, mogen in geen geval alleen op zicht van eerstbedoeld stuk worden uitbetaald. Vóór alles, moet het telegram worden opgevraagd per diensttelegram. Het kantoor van bestemming vraagt eveneens de berichten van afgifte op, welke niet per eerste post, na den datum van afgifte van den postwissel, zijn ontvangen. De berichten van afgifte welke ontbreken, worden opgevraagd door middel van berichten van bevinding, gelijk aan of overeenkomende met het model G, als bijlage gevoegd bij het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag.

6. Wanneer de in § 4 hierboven genoemde telegrammen tot wijziging een gevolg zijn van eene door den dienst begane misvatting, worden de kosten van die telegrammen aan den rechthebbende teruggegeven.

7. Postwissels (gewone en telegrafische) welke geweigerd zijn, evenals die waarvan de rechthebbenden onbekend, dan wel vertrokken zijn zonder adres achter te laten of zich hebben begeven naar landen, welke niet tot de Overeenkomst zijn toegetreden, worden onmiddellijk door het kantoor van bestemming aan het kantoor van oorsprong teruggezonden, na voorzien te zijn van een afdruk van den stempel of van de etiket welker gebruik in art XXVII, § 4, van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.

Telegrafische postwissels, welke om de eene of andere reden worden teruggezonden, moeten, evenals de daarop betrekking hebbende berichten van afgifte, onder omslag worden verzonden.

VIII.

Geldigheidsduur; onuitbetaalde postwissels.

1. De postwissels zijn geldig tot het einde der eerste maand volgende op die, waarin zij zijn afgegeven. Tenzij daaromtrent tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, wordt deze termijn, in het verkeer met de landen buiten Europa of tusschen die landen onderling, met vier maanden verlengd.

2. Na dien termijn kunnen zij niet worden uitbetaald dan op een visum voor dagteekening van de Administratie, die ze heeft afgegeven, en op verzoek van de Administratie, waaronder het kantoor van bestemming behoort.

3. Het visum voor dagteekening moet op den wissel zelf worden gesteld en geeft dezen een nieuw tijdvak van geldigheid, gelijk aan dat, hetwelk bij § 1 van dit artikel is bepaald.

4. Postwissels, welke niet binnen den daarvoor bepaalden tijd ter uitbetaling zijn aangeboden, worden dadelijk na het verstrijken van den gewonen geldigheidsduur, door de Administratie, die ze onder hare berusting heeft, aan de Administratie van het land van oorsprong teruggezonden.

IX.

Onbestelbare, vermiste of vernietigde postwissels.

1. Postwissels, waarvan de uitbetaling aan de geadresseerden niet heeft plaats gehad, worden, zoodra de Administratie van het land van oorsprong weder in het bezit daarvan is, aan de afzenders terugbetaald.
Indien het telegrafische postwissels betreft, moet de Administratie van het land van oorsprong in het bezit zijn zoowel van den wissel als van het bericht van afgifte.
2. In het ongereede geraakte, vermiste of vernietigde postwissels kunnen, op verzoek van den afzender of van den geadresseerde, worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling, af te geven door de Administratie van het land van oorsprong, nadat zij in overleg met de Administratie van het land van bestemming heeft vastgesteld, dat de postwissel noch uitbetaald, noch terugbetaald, noch nagezonden is.
De machtigingen tot uitbetaling hebben een geldigheidsduur, gelijk aan dien der postwissels, welker plaats zij innemen.
Als evenwel van een tijdens het vervoer in het ongereede geraakten of vermisten postwissel gelijktijdig de terugbetaling door den afzender en de uitbetaling door den geadresseerde mocht worden gevraagd, dan wordt de machtiging tot uitbetaling afgegeven ten voordeele van den afzender aan wien het aan den geadresseerde niet uitbetaald bedrag behoort.
Voor machtiging tot uitbetaling is geenerlei nieuw recht verschuldigd.
3. Als door den afzender terugbetaling wordt verlangd van een postwissel, welke in het ongereede geraakt, vermist of vernietigd is, moet hij, ter ondersteuning van zijn verzoek, zijn bewijs van ontvangst of van storting overleggen.
De Administratie van het land van oorsprong staat de terugbetaling toe, na zich verzekerd te hebben, dat de Administratie van bestemming den postwissel niet heeft uitbetaald, noch uitbetalen zal.

X.

De uitbetaling van telegrafische postwissels behoort te geschieden, zonder het bericht van bevestiging af te wachten.

XI.

Uitbetaling van telegrafische postwissels. Bericht van betaling.

1. Indien de afzender van een gewonen postwissel daarvan een bericht van uitbetaling wenscht te ontvangen, voorziet het kantoor van oorsprong dien wissel van een postzegel, het deswege geheven vaste recht vertegenwoordigende. Het maakt dat postzegel onbruikbaar door de duidelijk geschreven woorden: „Avis de payement".
2. Als het een telegrafischen postwissel betreft, wordt het postzegel, dat het uit dien hoofde verschuldigd recht vertegenwoordigt, op het bericht van afgifte gehecht.
3. Door het kantoor van uitbetaling wordt op den dag zelf, waarop de betaling plaats heeft, een bericht, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model C, gezonden aan het kantoor van oorsprong, dat voor de uitreiking aan den afzender heeft zorg te dragen.
4. Wanneer, na de afgifte van den postwissel, de afzender verzoekt een bericht van uitbetaling daarvan te mogen ontvangen, dan wordt ten kantore van oorsprong op een formulier C, vooraf voorzien van postzegels, het recht bedoeld in art. 3, § 5 van de Overeenkomst vertegenwoordigende, zeer nauwkeurig de postwissel omschreven en dit formulier, onder omslag, verzonden aan het kantoor van bestemming. Dit kantoor zendt het formulier, na het ingevuld te hebben, op dezelfde wijze terug. Echter heeft de Administratie van het land van oorsprong van den postwissel de bevoegdheid aan hare kantoren voor te schrijven, haar vooraf mededeeling te doen van de verzoeken om bericht van uitbetaling, aangenomen meer dan een maand na uitgifte van den titel.

XII.

Klachten betreffende niet terechtgekomen postwissels.

Voor de klachten betreffende gewone of telegrafische postwissels, welke hunne bestemming niet hebben bereikt, wordt gebruik gemaakt van een formulier, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegde model D.
Voor de behandeling en verzending der klachten volgen de kantoren de voorschriften gegeven in § 4 van het voorafgaand artikel, betreffende de berichten van uitbetaling.
Wanneer het kantoor van bestemming in staat is afdoende inlichtingen te verschaffen over het lot van het gereclameerde stuk, dan zendt het dit formulier, aangevuld naar gelang van den uitslag van het onderzoek, terug aan het kantoor, dat de klacht heeft in ontvangst genomen. In geval het onderzoek

vruchteloos bleef, of de uitbetaling wordt betwist, wordt het formulier toegezonden aan de Administratie van het land van oorsprong door bemiddeling van de Administratie van het land van bestemming.

De formulieren D worden in het Fransch gesteld, of zijn onder de regels voorzien van een vertaling in die taal. Zij behooren het volledig adres van den geadresseerde te bevatten. Zij worden, zonder geleidebrief, onder gesloten omslag verzonden.

Het staat iedere Administratie vrij om, door eene aan het Internationaal Bureel gerichte mededeeling te verzoeken, de klachten, welke haren dienst betreffen, te zenden hetzij aan hare centrale Administratie, hetzij aan een bijzonderlijk daartoe door haar aangewezen kantoor.

XIII.

Maandelijksche rekeningen.

1. Iedere Administratie maakt aan het einde van elke maand, voor ieder van de andere Administratiën, een bijzondere rekening op, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model E, waarin, zooveel mogelijk chronologisch gerangschikt en naar alphabetische volgorde van de namen der kantoren van afgifte, worden opgenomen alle postwissels, door hare kantoren voor rekening van de andere Administratie gedurende de voorafgaande maand uitbetaald

2. Zij vermeldt insgelijks op die rekening het bedrag van het recht, dat haar, krachtens het bepaalde bij § 2 van artikel 3 van de Overeenkomst, wegens de door hare kantoren uitbetaalde postwissels, toekomt.

Deze vergoeding wordt berekend naar het gezamenlijk bedrag van de rekening der uitbetaalde postwissels, na aftrek van de postwissels, welke met vrijstelling van recht zijn afgegeven.

3. De bijzondere rekening wordt, uiterlijk bij het einde der maand volgende op die, waarop de rekening betrekking heeft, aan de Administratie, die te betalen heeft, toegezonden, onder bijvoeging van de voor voldaan geteekende gewone en telegrafische postwissels, de laatste zooveel mogelijk vergezeld van de daarop betrekking hebbende berichten van afgifte.

De berichten van afgifte, welke de Administratie van bestemming bereiken na verzending van de rekening, waarop de bijbehoorende telegrafische postwissels zijn ingeschreven, worden aan de Administratie van oorsprong teruggezonden bij een der volgende rekeningen.

4. Wanneer geen uitbetaalde postwissels voorhanden zijn, wordt eene negatieve rekening aan de betrokken Administratie toegezonden.

XIV.

Algemeene rekeningen.

1. Dadelijk na de ontvangst van de bijzondere rekeningen en zonder den afloop van het onderzoek in bijzonderheden af te wachten, wordt de balans vastgesteld in eene algemeene rekening, welke, tenzij daaromtrent anders tusschen de betrokken Administratiën wordt overeengekomen, door de Administratie, die te ontvangen heeft, is op te maken, met inachtneming, bij herleiding der munten, waar dit tepas komt, van het bepaalde bij § 2 van artikel 6 der Overeenkomst.

De later vastgestelde verschillen worden hersteld door opneming in de eerstvolgende bijzondere rekening. Zij worden verwaarloosd, wanneer hun totaalbedrag 50 centiemen per rekening niet te boven gaat.

2. De algemeene rekening moet zijn vastgesteld binnen een tijdsverloop van twee maanden na het einde der maand, waarop zij betrekking heeft. Die termijn bedraagt vier maanden in het verkeer met de buiten Europa gelegen landen, of tusschen die landen onderling.

Evenwel kunnen de Administratiën zich onderling verstaan omtrent het driemaandelijks, halfjaarlijks of jaarlijks opmaken van de algemeene rekening.

3. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt het verschil, dat het saldo der rekening uitmaakt, betaald door middel van wissels op zicht, getrokken op de hoofdplaats, of op eene handelsplaats van het land, dat te vorderen heeft, in de munt van dat land en zonder dat het daarbij eenig verlies lijdt; de kosten der betaling blijven ten laste van de Administratie, die te betalen heeft.

Deze wissels kunnen, bij wijze van uitzondering, op een ander land worden getrokken, onder voorwaarde, dat de kosten van het disconteeren komen ten laste van de Administratie, die te betalen heeft.

4. De betaling moet, uiterlijk veertien dagen na ontvangst van de algemeene rekening, welke de bedragen aanwijst, die als juist zijn erkend, plaats hebben. Deze termijn zal voor de landen van Zuid-Amerika eene maand zijn. Iedere Administratie, die van eene andere eene hoogere som dan 30,000 gouden franken te vorderen heeft, heeft het recht om, zelfs vóór de afsluiting der rekening, betaling bij voorschot te verlangen, tot een bedrag van drievierden harer vordering. In voorkomende gevallen moet aan dat verlangen binnen acht dagen worden voldaan. In geval van niet-betaling van het voorschot binnen dat tijdvak, zijn de voorschriften van § 3 van art. 6 van de Overeenkomst van toepassing.

XV.

Wederkeerige mededeelingen door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

1. De Administratiën der contracteerende landen moeten elkander wederkeerig, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, ten minste drie maanden vóór het in werking treden der Overeenkomst, mededeelen:

1o. het maximum, ieder in hare bijzondere munt, dat zij krachtens artikel 2, § 2, der Overeenkomst, voor de uitwisseling van postwissels aannemen;

2o. het tarief en, wanneer het te pas komt, den maatstaf van herleiding der munt, of den koers, dien zij ter uitvoering van artikel 2, § 3 der Overeenkomst toepassen;

3o. de namen der kantoren, die tot het afgeven en uitbetalen van internationale postwissels zijn gemachtigd, of de mededeeling, dat alle kantoren aan dien dienst deelnemen;

4o. een exemplaar van het postwisselformulier, dat zij bezigen;

5o. de spelling der getallen van 1 tot 1000, welke voluit geschreven in hare taal, op de door haar afgegeven postwissels kunnen voorkomen;

6o. den termijn waarna, volgens hare wetgeving, het bedrag der postwissels, waarvan de uitbetaling niet door de rechthebbenden is gevorderd, voorgoed aan den Staat vervalt;

7o. het bericht harer deelneming aan de uitwisseling van telegrafische postwissels, zoo dit te pas komt;

8o. eene lijst der landen, waarmede postwissels worden uitgewisseld, op den voet van deze Overeenkomst;

9o. de lijst van de landen, niet aan de Overeenkomst deelnemend en voor welke zij hare tusschenkomst knnnen verleenen voor de uitwisseling van postwissels.

2. Elke verandering, welke later ten opzichte van een of ander der bovengenoemde punten mocht voorkomen, wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

Nochtans worden de veranderingen den maatstaf van herleiding betreffende bovendien onmiddellijk medegedeeld aan de betrokken Administratie.

XVI.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 27 van het Hoofdverdrag, heeft de Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht, aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende de bepalingen van dit Reglement.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel XLIV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel en der artikelen II, X en XVII van dit Reglement betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging der bepalingen van de artikelen I, III, IV, V, VI, IX en XI betreffen;

3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de andere artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

XVII.

Duur van het Reglement.

1. Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst in werking treedt.

2. Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het, in gemeen overleg, tusschen de belanghebbende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentien honderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN DIENST DER INVORDERING VAN GELDEN OP QUITANTIËN EN HANDELSPAPIER, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, CHILI, CHINA, DENEMARKEN, EGYPTE, ETHIOPIË, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS EN TURKIJE.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven genoemde landen, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld.

Art. 1.

Inleidende bepalingen.

De uitwisseling van waarden ter invordering door de post, tusschen die contracteerende landen, wier Postadministratiën overeenkomen zich wederzijds met dien dienst te belasten, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

Art. 2.

Ter invordering toegelaten stukken; maximum-bedrag; protesten.

1. Ter invordering worden toegelaten: quitantiën, rekeningen, orderbriefjes, wissels, rente- en dividendcoupons, afgeloste stukken, en in 't algemeen alle handels- of ander papier, hetwelk zonder kosten betaalbaar is, en waarvan het totaal bedrag per zending het maximum-bedrag, vastgesteld voor de door het land van bestemming afgegeven postwissels, niet te boven gaat.

De Postadministratiën van twee met elkander in betrekking staande landen kunnen, in gemeen overleg, een hooger maximum aannemen.

De Administratiën echter, die zich niet mochten kunnen be-

lasten met de invordering van coupons en afgeloste stukken, geven daarvan, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, aan de andere betrokken Administratiën kennis.
2. De Postadministratiën der contracteerende landen kunnen zich eveneens belasten met het doen protesteeren van handelspapier, het doen instellen van gerechtelijke vervolgingen wegens schuldvorderingen, en het, in gemeen overleg, nemen van de noodige maatregelen met betrekking tot dien dienst.

Art. 3.

In te vorderen bedrag.

Het bedrag der door de post in te vorderen waarden wordt, tenzij tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, opgegeven in de munt van het land, dat met de invordering is belast.

Art. 4.

Verzending; getal der bijlagen.

1. De verzending van de ter invordering bestemde waarden geschiedt aangeteekend, rechtstreeks door den bewaargever aan het postkantoor, dat de gelden moet invorderen.
2. Dezelfde zending mag meerdere, door hetzelfde postkantoor, van verschillende schuldenaren, ten bate van denzelfden persoon, in te vorderen waarden bevatten.
Nochtans mag dezelfde zending geen waarden bevatten, welke van meer dan vijf verschillende schuldenaren moeten worden ingevorderd en evenmin waarden, die op verschillende dagen vervallen.

Art. 5.

Recht; bewijs van ontvangst.

1. Het port en recht voor eene zending, overeenkomstig het voorafgaand artikel 4, mag dat voor een aangeteekenden brief van het gewicht van die zending niet te boven gaan. Dit port en recht is geheel ten voordeele van de Postadministratie van het land van oorsprong.
2. Aan den belanghebbende wordt, bij de terpostbezorging, kosteloos een bewijs van ontvangst uitgereikt.

Art. 6.

Gedeeltelijke betalingen niet toegelaten.

Gedeeltelijke betaling is niet toegelaten. Elke waarde moet in

haar geheel en in eens worden voldaan, anders wordt de betaling beschouwd als te zijn geweigerd.

Art. 7.

Rechten van invordering en van aanbieding.

1. De met de invordering belaste Administratie heft van het bedrag van elk ingevorderd stuk een invorderingsrecht van 30 centiemen.

2. Voor elke waarde, welke onbetaald blijft, nà ter invordering te zijn aangeboden, is een recht van aanbieding van 20 centiemen verschuldigd.

De waarden, welke tengevolge van eenige onregelmatigheid, of van een fout in 't adres niet kunnen worden ingevorderd, en die om een van deze redenen aan den afzender moeten worden teruggezonden, zijn niet aan dit recht onderhevig.

3. Wegens de rechten van invordering en van aanbieding, bedoeld in de voorgaande leden, heeft tusschen de betrokken Administratiën geen afrekening plaats.

Art. 8.

Overmaking van het ingevorderd bedrag; terugzending der niet ingevorderde waarden.

1. Het ingevorderd bedrag wordt na aftrek:

a. van het recht van invordering en eventueel van dat van aanbieding, bedoeld in art. 7, §§ 1 en 2,

b. van het gewone postwisselrecht, en,

c. indien het te pas komt, van de voor de waarden betaalde belasting en van het koersverschil,

door het kantoor, dat geeft ingevorderd, omgezet in een postwissel ten name van den bewaargever. Deze wissel wordt hem kosteloos toegezonden.

De Postadministratiën der contracteerende landen kunnen zich belasten met de storting op een postrekening van het bedrag van de aan den afzender toekomende ingevorderde gelden.

2. De waarden, welke men niet heeft kunnen invorderen, worden vrachtvrij aan het kantoor van terpostbezorging teruggezonden.

Het recht bedoeld in art. 7, § 2, wordt afgetrokken van het bedrag der ingevorderde waarden, die op hetzelfde borderel als de niet-betaalde waarden ingeschreven staan. Wanneer het totaal-bedrag der verschuldigde rechten niet in zijn geheel kan worden afgetrokken, worden deze rechten van den afzender der zending geheven. De met de invordering belaste Administratie is niet verplicht tot het nemen van eenigen conser-

vatoiren maatregel of tot het op eenigerlei wijze doen staven van de niet-betaling.

Art. 9.

Toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst betreffende de postwissels.

1. Op de, krachtens het voorgaande art. 8, afgegeven postwissels, ter verevening van door de post ingevorderde waarden, zijn de bepalingen van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst van toepassing, voor zoover zij niet in strijd zijn met de tegenwoordige Overeenkomst.
Postwissels, ter overmaking van ingevorderde gelden, welke om de eene of andere reden niet aan de belanghebbenden zijn uitbetaald, worden echter niet terugbetaald aan de Administratie van uitgifte; het bedrag daarvan komt, na het verstrijken van den wettelijken verjaringstermijn, ter beschikking van de Administratie van het land van afzending der in te vorderen waarden.
2. Deze postwissels zijn toegelaten tot het, krachtens de eerste paragraaf van artikel 2, vastgesteld maximum.

Art. 10.

Terugvordering van in te vorderen waarden; verbetering van het borderel.

De bewaargever van eene zending, inhoudende in te vorderen waarden, kan, op de voorwaarden en met het voorbehoud, bij artikel 11 van het Hoofdverdrag voor gewone en aangeteekende stukken vastgesteld:
1o. de geheele zending of een of meer der ingesloten waarden terugvorderen, en
2o. misvattingen doen verbeteren in de aanwijzingen, gesteld op het borderel, dat de zending vergezelt,
zoolang de betrekkelijke waarde of waarden noch betaald, noch door het kantoor, met de invordering belast, terug- of nagezonden zijn.

Art. 11.

Verantwoordelijkheid.

1. Indien een aangeteekende omslag, inhoudende in te vorderen waarden, verloren gaat, is de dienst der posterijen tegenover den afzender verantwoordelijk, op de voorwaarden, bij art. 10 van het Hoofdverdrag voor aangeteekende zendingen bepaald. Hetzelfde geldt wanneer het betreft het verlies van den aangeteekenden omslag, inhoudende de niet-ingevorderde waarden, welke aan den afzender worden teruggezonden.

2. Wanneer de waarden verloren gaan op het kantoor, hetwelk met de invordering is belast, vóór de aanbieding der waarden aan de schuldenaren, dan is de verantwoordelijke Administratie slechts verplicht aan de afzenders het werkelijk bedrag der schade te vergoeden. De vergoeding voor de verloren waarden mag het bedrag van de schadeloosstelling, bedoeld in § 1 hierboven, niet overschrijden.
3. De regelmatig ingevorderde bedragen, ongeacht of zij al dan niet in postwissels zijn omgezet, worden, na aftrek van de rechten, bedoeld in art. 8, aan den afzender der waarden gewaarborgd, onder de voorwaarden vastgesteld bij art. 7 van de Overeenkomst, betreffende den postwisseldienst of, eventueel, bij art. 7 van de Overeenkomst betreffende den Post-Girodienst.
4. Wanneer een in te vorderen waarde aan den schuldenaar is afgegeven zonder invordering van het te innen bedrag, dan heeft de afzender recht op eene schadevergoeding welke in geen geval het te innen bedrag kan te boven gaan. Hetzelfde geldt wanneer het van den schuldenaar geinde bedrag lager is dan het bedrag van de waarde, echter alleen, indien de niet-invordering van het geheele bedrag niet te wijten is aan een fout of een nalatigheid van den afzender.
Door de betaling treedt de Administratie in alle rechten van den afzender.
5. De Administratiën dragen geenerlei verantwoordelijkheid wegens vertragingen:
1o. in de overkomst of aanbieding van de in te vorderen waarden;
2o. in de overkomst van de wissels die wegens de geinde bedragen zijn opgemaakt, nòch in de beschrijving van deze bedragen op de postrekeningen;
3o. in het doen protesteeren, of in het instellen van gerechtelijke vervolgingen waarmede zij zich op grond van de bepalingen van art. 2 § 2 mochten hebben belast.
6. De aanvraag wordt slechts toegelaten binnen het tijdsverloop van één jaar, te rekenen van den dag volgende op dien waarop de zending met in te vorderen waarden is ter post bezorgd; is die termijn verstreken, dan heeft de aanvrager geen recht op eenige vergoeding.

Art. 12.

Beperkte vereenigingen.

De bepalingen van deze Overeenkomst laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden of te sluiten, alsmede om vereenigingen van

meer beperkten omvang te handhaven en in het leven te roepen, met het doel om verbetering te brengen in den internationalen dienst der invordering van gelden.

Art. 13.

Binnenlandsche wetgeving.

Bovendien brengt deze Overeenkomst geen wijziging in de wetgeving in elk der contracteerende landen ten opzichte van alle onderwerpen, waarin door deze Overeenkomst niet is voorzien.

Art. 14.

Toepassing van de bepalingen van den binnenlandschen dienst.

1. Voor zoover deze Overeenkomst geen bepaalde voorschriften geeft omtrent eenig onderdeel, heeft iedere Administratie de bevoegdheid om de daarvoor in haren binnenlandschen dienst bestaande bepalingen toe te passen.
2. Nochtans is het ten stelligste verboden, om, hetzij in het land van oorsprong, hetzij in het land van bestemming, eenig ander port of recht, van welken aard ook, te heffen dan die welke in deze Overeenkomst zijn genoemd.

Art. 15.

Buitengewone staking van den dienst.

Iedere Administratie is bevoegd om, wanneer buitengewone omstandigheden een zoodanigen maatregel rechtvaardigen, den dienst der invordering van waarden tijdelijk, geheel of gedeeltelijk te staken, mits daarvan onmiddellijk, zoo noodig langs telegrafischen weg, aan de belanghebbende Administratie of Administratiën wordt kennis gegeven.

Art. 16.

Kantoren, welke aan den dienst deelnemen; Reglement van uitvoering.

1. De Postadministratiën der contracteerende landen stellen alle kantoren, welke met den internationalen postwisseldienst zijn belast, open voor den dienst der invordering van waarden.
2. Zij regelen, in gemeen overleg, de wijze van terpostbezorging en van verzending der in te vorderen waarden, en stellen alle andere voor de uitvoering van deze Overeenkomst vereischte maatregelen van ondergeschikten aard en van orde vast.

Art. 17.

Toetredingen tot de Overeenkomst.

De landen der Vereeniging, die niet aan deze Overeenkomst hebben deelgenomen, kunnen daartoe, op hun verzoek, en op de wijze als ten opzichte van de toetreding tot de Wereld-Postvereeniging bij het Hoofdverdrag is voorgeschreven, toetreden.

Art. 18.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bij het Hoofdverdrag bedoeld, heeft de Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht, aan de andere aan deze Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen, betreffende den dienst der invordering van waarden.

Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, worden ondersteund door ten minste twee Administratiën, die, waarvan het voorstel uitgaat, niet medegerekend. Wanneer het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van § 2 van artikel 28 van het Hoofdverdrag.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, als zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17 en 19 van deze Overeenkomst betreffen;

2o. twee derden der stemmen, als zij eene wijziging van de bepalingen van artikel 16 betreffen;

3o. de volstrekte meerderheid, als zij de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij art. 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen door eene diplomatieke verklaring, en in het derde geval door eene kennisgeving langs administratieven weg, op de wijze als bij het Hoofdverdrag is voorgeschreven.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

Art. 19.

Duur van de Overeenkomst; bekrachtiging.

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1en Januari 1922.

2. Zij zal denzelfden duur hebben als het Hoofdverdrag, onverminderd het aan elk land voorbehouden recht, om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe, een jaar te voren, door zijne Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond wordt kennis gegeven. Gedurende dit laatste jaar behoudt de Overeenkomst hare volle kracht, onverminderd de opmaking en de betaling der rekeningen na afloop van den genoemden termijn.
3. Te rekenen van den dag, waarop deze Overeenkomst in werking treedt, vervallen alle bepalingen, waaromtrent te voren tusschen de verschillende Regeeringen of Administratiën der contracteerende partijen is overeengekomen.
4. Deze Overeenkomst wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.
In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig, onderteekend.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van de Overeenkomst, betreffende den dienst der invordering van gelden op quitantiën en handelspapier, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

De bepaling van art. II van het Slot-Protocol op het Hoofdverdrag, betreffende de bevoegdheid van elk land, om, in overleg met de Zwitsersche Postadministratie, de porten en rechten vast te stellen, welke in zijn binnenlandsche munt overeenkomen met de bij het Verdrag vastgestelde porten en rechten, is eveneens van toepassing op de rechten bedoeld in art. 7 van deze Overeenkomst. De æquivalenten moeten nauwkeurig overeenkomen met die. vastgesteld bij het Reglement van uitvoering op het Hoofdverdrag.

II.

Wat betreft de porten en rechten bedoeld in de Overeenkomst, is elk land bevoegd, deze te doen ingaan vóór den 1sten Januari 1922, mits daarvan, ten minste één maand tevoren, zoo noodig per telegram, kennis wordt gegeven aan het Internationaal Bureel.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben alsof de bepalingen daarvan in den tekst der Overeenkomst zelf waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de Archieven van de Spaansche Regeering worden bewaard, en in afschrift aan iedere partij worden uitgereikt.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN DIENST DER INVORDERING VAN GELDEN OP QUITANTIËN EN HANDELSPAPIER, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, CHILI, CHINA, DENEMARKEN, EGYPTE, ETHIOPIË, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS EN TURKIJE.

De ondergeteekenden,

Gelet op de artikelen 21 van het Hoofdverdrag en 16, § 2, van de Overeenkomst betreffende den dienst der invordering van gelden op quitantiën en handelspapier,

hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van genoemde Overeenkomst de navolgende regelen vastgesteld.

I.

Voorwaarden van toelating.

1. Elk ter invordering gegeven stuk moet:

a. voorzien zijn van eene aanwijzing van het in te vorderen bedrag voluit (in Latijnsche letters) en, tenzij tusschen de belanghebbenden anders mocht zijn overeengekomen, in de munt van het land van bestemming, van den naam en het adres van den schuldenaar, alsmede, waar dit te pas komt, van de voldaanteekening van den bewaargever; voor de gewone quitantiën kan, indien de wetgeving van het land van oorsprong zich niet daartegen verzet, deze onderteekening plaats vinden door middel van een stempel of worden vervangen door de gedrukte aanwijzing van den naam van den schuldeischer;

b. in het land van oorsprong van een zegel zijn voorzien, indien zij aan het recht van zegel zijn onderworpen;

c. op een borderel, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model A, zijn ingeschreven;

d. met het borderel van invordering onder een omslag, gelijk

aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model B en voorzien van postzegels, vertegenwoordigende het bij art. 5 van de Overeenkomst vastgestelde port en recht, worden geadresseerd aan het postkantoor van bestemming.
2. De bijlagen van een ter invordering bestemd stuk moeten daaraan zijn vastgehecht.
3. De rente- of dividendcoupons, welke op eenzelfde soort stukken betrekking hebben en aan hetzelfde adres zijn in te vorderen, moeten vooraf op een afzonderlijk blad papier worden ingeschreven; zij worden alsdan geacht slechts éene waarde uit te maken.
Met afwijking van het bepaalde sub *a* van § 1 van dit artikel, mag voor deze soort van waarden het in te vorderen bedrag in cijfers worden vermeld.

II.

Verboden aanteekeningen en mededeelingen.

Het is verboden op het borderel van invordering andere aanteekeningen te maken dan de gedrukte tekst van dit formulier aangeeft of bij de in te vorderen waarden brieven of schrifturen te voegen, welke het karakter dragen van persoonlijke briefwisseling tusschen den schuldeischer en den schuldenaar. Met ongeoorloofde aanteekeningen op het borderel van invordering wordt, in voorkomende gevallen, geene rekening gehouden; brieven of afzonderlijke nota's worden behandeld als ongefrankeerde stukken, afkomstig uit het land van oorsprong der in te vorderen waarden en tegen betaling van het verschuldigde port aan de geadresseerden uitgereikt; bij weigering worden ze als onbestelbaar naar het land van oorsprong teruggezonden.
Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op de waarden, waarop aanteekeningen zijn gesteld, welke op die waarden geen betrekking hebben.
Onder deze verbodsbepaling vallen niet de bijgevoegde bewijsstukken (cognossementen, contra-rekeningen, protest-akten, enz.) die alleen in geval van betaling der waarde, welke zij vergezellen, aan den schuldenaar moeten worden uitgereikt.

III.

Terpostbezorging van de waarden; frankeering.

1. De omslag, welke de in te vorderen waarden en het borderel van invordering bevat, wordt door den afzender gesloten en aan het postkantoor afgegeven. Die omslag behoort den naam

en het juiste adres van den afzender te dragen en te worden aangeteekend.

2. Behoorlijk gefrankeerd in de bus aangetroffen, vindt dezelfde behandeling plaats alsof afgifte aan het loket had plaats gevonden. Ingeval van niet-frankeering of van ontoereikende frankeering wordt het stuk niet verzonden.

IV.

Onderzoek ten kantore van bestemming; ontbrekende bijlagen.

1. Ten kantore van bestemming wordt het aangeteekend stuk geopend en overtuigt men zich van de aanwezigheid der op het borderel van invordering ingeschreven stukken, alsmede van de juistheid der bedragen. De uitslag van het onderzoek wordt op het borderel van invordering vermeld.

2. Wanneer het aantal op het borderel vermelde stukken niet in den omslag wordt gevonden, bericht het kantoor van bestemming dit onmiddellijk aan het kantoor van afzending, dat voor mededeeling aan den bewaargever zorg draagt; niettemin gaat men tot de invordering van de in orde zijnde waarden over, na van hetgeen, dat ontbreekt, naast de inschrijving te hebben melding gemaakt.

V.

In de bus gevonden waarden.

De waarden, welke zijn gesloten in een in de bus gevonden omslag (art. III, § 2, van dit Reglement) worden ingevorderd, ook dan wanneer de naam en het adres van den afzender noch op den omslag, noch op het borderel van invordering, noch op de waarden zelf zijn vermeld. Doch in dat geval geeft het kantoor van bestemming, nadat de invordering heeft plaats gehad en wanneer het niet is mogen gelukken de ontbrekende gegevens van den schuldenaar te verkrijgen, kennis van het feit aan de Administratie, waartoe het behoort. Deze vraagt den naam en het adres van den afzender aan de Administratie van het land van oorsprong. Indien laatstgenoemde Administratie niet in staat is de gevraagde inlichtingen te verstrekken, geeft zij daarvan kennis aan de Administratie, die de waarde heeft doen invorderen. Deze laatste maakt dan het ingevorderde bedrag over aan de Administratie van het kantoor van oorsprong der zending.

VI.

Aanbieding aan de schuldenaren.

De waarden worden zoo spoedig mogelijk, eventueel op den vervaldag, aan de schuldenaren aangeboden.

VII.

Uitstel van betaling; terugzending; afgifte aan een derde.

1. De bij eerste aanbieding niet betaalde stukken worden op het met de invordering belaste postkantoor teruggebracht en gedurende een tijdsverloop van zeven dagen ter beschikking van de schuldenaars gehouden, die dan nog kunnen komen betalen. De brievenbesteller of het kantoor van bestemming licht hen hieromtrent in.

De termijn van zeven dagen vangt aan met den dag, volgende op dien der eerste aanbieding.

2. Indien de bewaargever, door eene aanteekening op het borderel, heeft verzocht, dat, na eene vergeefsche aanbieding, de stukken hem onmiddellijk teruggezonden of aan daartoe met name aangewezen personen ter hand worden gesteld, dan moet aan zijn verzoek worden voldaan.

VIII.

Overmaking van de ingevorderde bedragen.

1. De ingevorderde bedragen worden, na aftrek van de rechten, bedoeld bij artikel 7, §§ 1 en 2, van de Overeenkomst, van het zegelrecht of van de belasting, indien daartoe aanleiding bestaat, en van het gewone postwisselrecht, omgezet in een postwissel, opgemaakt in overeenstemming met het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, en bovenaan voorzien van het woord „Recouvrement". Het recht voor dezen postwissel wordt berekend over het geheele ingevorderde bedrag, na aftrek van de eerstbedoelde rechten en, in voorkomende gevallen, van het zegelrecht of de belasting, welke is geheven.

Ingeval de ingevorderde bedragen, met toepassing van de bepalingen van artikel 8, § 1, van de Overeenkomst, op eene postrekening zijn tegoedgeschreven, dan moet het voor den rekeninghouder bestemde bericht van bijschrijving eveneens zijn voorzien van het woord „Recouvrement".

2. Postwissels, welke men niet aan de belanghebbenden heeft kunnen uitreiken, worden, na het verstrijken van den geldigheidstermijn, door de Administratie, die ze in handen heeft, als voldaan onderteekend en aan de Administratie, die ze uitgaf, in rekening gebracht.

3. De aan de belanghebbenden uitgereikte doch niet ingevorderde postwissels worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling. Deze worden opgemaakt door de Administratie, die de postwissels heeft uitgegeven, zoodra zij heeft kunnen

vaststellen, dat de oorspronkelijke wissels niet binnen den termijn van geldigheid zijn uitbetaald. Zij worden door de Administratie van bestemming als voldaan onderteekend en op de eerstvolgende, na de toezending op te maken rekening ingeschreven.

IX.

Nazending; verkeerd gezonden waarden.

1. De verzending van in te vorderen waarden aan een nader adres binnen het land van bestemming, ten gevolge van verandering van woonplaats van de geadresseerden, geschiedt kosteloos.
Hetzelfde geldt voor de waarden, welke een kantoor ontvangt, geadresseerd aan personen, die een onderdeel van de plaats bewonen, hetwelk onder een ander kantoor behoort.
2. Indien alle in te vorderen waarden van eene zelfde zending aan een nader adres moeten worden opgezonden, gaat het kantoor, dat in staat is ze in te vorderen, te werk, alsof de waarden oorspronkelijk aan dat kantoor geadresseerd waren geweest. Op het bijzonder borderel (zie artikel XII) wordt van de nadere verzending melding gemaakt op de navolgende wijze:

„Réexpédié par le bureau N. N.".

3. Indien daarentegen van eene zending, welke meerdere, van verschillende schuldenaars in te vorderen waarden bevat, slechts een of meer stukken, op de in § 1 van dit artikel bedoelde wijze, aan een nader adres worden verzonden, dan moet het betrokken kantoor het ingevorderd bedrag of, bij gebreke daarvan, de onbetaalde waarden zonder kosten doen toekomen aan het kantoor, aan hetwelk het borderel (artikel I) is geadresseerd; uitsluitend dit laatste kantoor blijft belast met de afrekening met den afzender.
4. In andere dan de bovenbedoelde gevallen zendt het kantoor, bij ontvangst van waarden, welke door een ander kantoor moeten worden ingevorderd, deze als oninvorderbaar terug. Zijn de waarden, waaruit eene zelfde zending bestaat, echter in het land van oorspronkelijke bestemming alle invorderbaar door een ander kantoor dan dat, waar ze ontvangen zijn, dan wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen van § 2 van dit artikel.

X.

Terugvordering; verbetering van het borderel.

De bepalingen van artikel XXX van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag zijn van toepassing in geval van ver-

zoeken, hetzij tot geheele of gedeeltelijke terugvordering van eene zending met in te vorderen waarden, hetzij tot verbetering van onjuiste aanwijzingen op het borderel, dat eene dergelijke zending vergezelt. Echter moet bij elk verzoek een duplicaat van genoemd borderel worden gevoegd.

XI.

Oninvorderbare waarden.

De waarden, welke men om de eene of andere reden niet heeft kunnen invorderen, worden aan den bewaargever teruggezonden, op de wijze als bij artikel XII van dit Reglement is aangegeven. De oorzaak der niet-invordering, zonder meer, wordt, hetzij op eene bij de stukken te voegen nota, hetzij op het tweede gedeelte van het bij artikel XII bedoelde borderel, model A, vermeld.
De kantoren gedragen zich te dien opzichte naar de bepalingen van § 4 van artikel XXVII van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

XII.

Terugzending der onbetaalde waarden; verzending der postwissels wegens ingevorderde waarden; borderel van afrekening en duplicaat.

1. De onbetaalde waarden worden, evenals de wegens ingevorderde waarden opgemaakte postwissels, aan het kantoor van terpostbezorging toegezonden, vergezeld van het tweede gedeelte van het borderel, model A, waarop de afrekening is gesteld.
Wanneer het ingevorderde bedrag op eene postrekening moet worden tegoedgeschreven, schrijft het kantoor, dat heeft ingevorderd, op het borderel onder de afrekening de aanteekening: „Porté au crédit du compte de chèques postaux No. . . . tenu par le bureau de chèques de . . .”.
De hiervoren bedoelde stukken worden gesloten in een omslag, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model C, en ambtshalve aangeteekend. Indien de zending geene onbetaalde waarden bevat, is ambtshalve aanteekening niet noodig en worden de overtollige woorden op den omslag (model C) doorgehaald. In het verkeer waarbij, voor den dienst der postwissels, wordt gebruik gemaakt van de tusschenkomst van uitwisselingskantoren, geschiedt de verzending der bij deze paragraaf bedoelde stukken eveneens door bemiddeling van die kantoren.
2. Het tweede gedeelte van het borderel model A moet bevatten:
a. den afdruk van den dagteekeningstempel van het met de invordering belaste kantoor;

b. den naam en het adres van den bewaargever en den datum van terpostbezorging;

c. het bedrag van den postwissel;

d. eene omschrijving van de kosten;

e. het bedrag der ingevorderde of niet ingevorderde waarden en den naam van den schuldenaar;

f. wanneer het ingevorderde bedrag op eene postrekening is tegoedgeschreven, de in § 1 van dit artikel bedoelde aanwijzing. De aanwijzingen, welke de bewaargever mocht hebben achterwege gelaten, worden in voorkomende gevallen, ten kantore aangevuld.

3. Het gezamenlijk bedrag van den wissel en van de kosten moet gelijk zijn aan het bedrag der ingevorderde waarden.

3*bis*. Wanneer van den afzender rechten zijn te heffen (art. 8 § 2, van de Overeenkomst) wordt de omslag model C van den afdruk van den stempel T voorzien en het totaal bedrag der rechten in duidelijke cijfers op de adreszijde van den omslag vermeld.

4. De ingevorderde en de niet-ingevorderde sommen moeten te zamen het juiste bedrag uitmaken van de oorspronkelijk ter invordering gegeven waarden.

5. De onnoodige aanwijzingen van het borderel worden doorgehaald.

6. Ontbrekende of onregelmatig opgemaakte borderellen van afrekening worden rechtstreeks van kantoor tot kantoor opgevraagd of teruggezonden.

7. In geval van navraag betreffende in te vorderen waarden moet door den afzender een duplicaat worden verstrekt van het borderel, dat de waarden vergezelde. Dit duplicaat wordt met de navraag aan het kantoor van bestemming toegezonden.

XIII.

Onderlinge mededeelingen door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

1. De Administratiën der contracteerende landen doen elkander onderling, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel en ten minste drie maanden voor het in werking treden van de Overeenkomst, een uittreksel toekomen van de bepalingen harer wetten of reglementen betreffende den dienst der invordering van gelden in het binnenland, in het bijzonder wat betreft de invordering van rente- of dividendcoupons en van afgeloste stukken.

2. Elke latere wijziging zal ten spoedigste op dezelfde wijze moeten worden medegedeeld.

XIV.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten heeft de Postadministratie van elk contracteerend land het recht, aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende de bepalingen van dit Reglement.
2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van art. XLIV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.
3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:
1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen I, II, III, VI, VIII, IX, X, XI en XV van dit Reglement betreffen;
2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de artikelen V, VII en XII betreffen;
3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de andere artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij art. 25 van het Hoofverdrag.
4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën.
5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

XV.

Duur van het Reglement.

1. Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst in werking treedt.
2. Het zal voor denzelfden tijd gelden als die Overeenkomst, tenzij het in gemeen overleg tusschen de betrokken partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE LEVERING VAN ABONNEMENTEN OP NIEUWSBLADEN EN TIJDSCHRIFTEN, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BULGARIJE, CHILI, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE EN URUGUAY.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven vermelde landen,
Gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

Art. 1.

Inleidende bepalingen.

De dienst tot het leveren van abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, tusschen die contracteerende landen, wier Postadministratiën overeenkomen zich wederzijds met dien dienst te belasten, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

Art. 2.

Aanneming van abonnementen.

De postkantoren van ieder land nemen abonnementen van het publiek aan op de nieuwsbladen en tijdschriften, welke in de verschillende contracteerende landen worden uitgegeven en waarvan de uitgevers de tusschenkomst van de post in den internationalen dienst der abonnementen hebben aanvaard.
Deze dienst strekt zich mede uit tot de in andere landen verschijnende nieuwsbladen en tijdschriften, welke sommige Administratiën in staat mochten zijn te leveren.

Deze Overeenkomst beperkt in geenen deele de toepassing van de bepalingen van art. 18, § 4, van het Hoofdverdrag.

Art. 3.

Tarieven en tijdvakken van abonnement.

1. De abonnementsprijs is invorderbaar op het oogenblik der bestelling en voor den geheelen duur van het abonnement.
2. De tariefwijzigingen moeten ten minste één maand vóór het begin van het tijdvak, waarop zij betrekking hebben, aan het Hoofdbestuur van het land van bestemming of aan een daarvoor bijzonder aangewezen kantoor worden opgegeven.
Zij zijn van toepassing op de abonnementen, welke voor dat tijdvak worden genomen, maar niet op de abonnementen, welke op het oogenblik van de opgave der nieuwe tarieven loopende zijn.
3. De abonnementen kunnen alleen worden genomen voor de in de officieele lijsten opgegeven tijdvakken.

Art. 4.

Verantwoordelijkheid.

Bij het verleenen van hare tusschenkomst tot het leveren van abonnementen nemen de Postadministratiën geenerlei verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de lasten en verplichtingen der uitgevers.
Zij zijn tot geenerlei terugbetaling verplicht indien de uitgifte van een nieuwsblad of tijdschrift gedurende den loop van het abonnement wordt gestaakt of geschorst.

Art. 5.

Uitwisselingskantoren.

De internationale dienst der abonnementen wordt uitgevoerd door bemiddeling van door iedere Administratie daartoe aan te wijzen kantoren van uitwisseling.

Art. 6.

Prijzen van levering.

1. Iedere Administratie stelt de prijzen vast, waarvoor zij aan de andere Administratiën de nieuwsbladen en tijdschriften van haar land en, in voorkomende gevallen, die van elken anderen oorsprong levert.
Deze prijzen mogen echter in geen geval hooger zijn dan die, welke aan de geabonneerden in het binnenland worden in

rekening gebracht, behoudens bijvoeging, voor zooveel het verkeer tusschen niet aan elkaar grenzende landen betreft, van de aan de Administratiën van doorvoer verschuldigde transitrechten (artikel 4 van het Hoofdverdrag).
2. De transitrechten worden vooruit bij raming vastgesteld, waarbij de tijdstippen van uitgifte en het gemiddeld gewicht der nieuwsbladen tot grondslag worden genomen.
3. Voor de prijscouranten, prospectussen, reclamebiljetten, enz., welke in de nieuwsbladen en tijdschriften zijn gelegd, maar daarvan geen wezenlijk deel uitmaken, is het port der gedrukte stukken verschuldigd; dit port moet op den band, den omslag, of het gedrukte stuk zelf door middel van postzegels of afdrukken van frankeermachines worden voldaan.

Art. 7.

Abonnementsprijzen.

1. De Postadministratie van het land van bestemming stelt den prijs vast, welke de aanvrager moet betalen, door bij den prijs van levering, krachtens het voorgaand artikel 6 vastgesteld, zoodanig port, commissieloon of bestelgeld te voegen, als zij noodig acht te berekenen; deze kosten mogen echter niet hooger zijn dan die, welke voor de abonnementen in het binnenland worden geheven. Zij voegt er, in voorkomende gevallen, het zegelrecht bij, dat door de wetgeving van haar land is vastgesteld.
2. De prijs van levering wordt, als het te pas komt, door de Administratie van het land van bestemming in haar munt herleid. Indien de Administratiën tot de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst zijn toegetreden, geschiedt de herleiding naar den maatstaf, welke voor de postwissels van toepassing is, tenzij door haar omtrent eenen gemiddelden maatstaf van herleiding wordt overeengekomen.

Art. 8.

Niet-verrekening van de porten en rechten.

De porten of rechten, krachtens de artikelen 6 en 7 hiervoren vastgesteld, geven tot geenerlei bijzondere verrekening aanleiding tusschen de met elkander in betrekking staande Administratiën.

Art. 9.

Onregelmatigheden.

De Postadministratiën zijn gehouden, zonder kosten voor de geabonneerden, gevolg te geven aan elke gegronde klacht

betreffende vertragingen of onregelmatigheden, van welken aard ook, in de levering der abonnementen.

Art. 10.

Driemaandelijksche rekeningen.

1. De rekeningen wegens de geleverde en gevraagde abonnementen worden driemaandelijks opgemaakt. Na wederzijds te zijn onderzocht en vastgesteld, worden deze rekeningen voldaan in de wettige munt van het land, dat te ontvangen heeft.
2. Daartoe wordt, tenzij de betrokken Administratiën anders zijn overeengekomen, het verschil zoo spoedig mogelijk per postwissel betaald.
Tenzij anders is overeengekomen, wordt de kleinste vordering in de munt van de grootste vordering herleid, overeenkomstig artikel 6 der Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.
3. De te dien einde opgemaakte postwissels zijn aan geenerlei recht onderworpen en mogen het bij die Overeenkomst bepaalde maximum overschrijden.
4. Wegens achterstallige betalingen is eene rente van 7 % 's jaars verschuldigd, ten voordeele van de Administratie, die te vorderen heeft.

Art. 11.

Beperkte vereenigingen.

De bepalingen van deze Overeenkomst laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden of te sluiten, met het doel om den dienst der internationale abonnementen te verbeteren of te vereenvoudigen.

Art. 12.

Toetredingen tot de Overeenkomst.

De landen der Vereeniging, die niet aan deze Overeenkomst hebben deelgenomen, kunnen daartoe op hun verzoek en op de wijze als ten opzichte van de toetreding tot de Wereld-Postvereeniging bij artikel 26 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven, toetreden.

Art. 13.

Vorm en termijnen der rekeningen; Reglement van uitvoering.

De Postadministratiën der contracteerende landen bepalen den vorm der bij art. 10 van deze Overeenkomst bedoelde rekeningen, alsmede de tijdstippen, waarop die moeten worden opge-

maakt, en stellen alle andere voor de uitvoering van deze Overeenkomst vereischte maatregelen van orde en van ondergeschikten aard vast.

Art. 14.

Toepassing van de bepalingen van den binnenlandschen dienst.

Voor zoover deze Overeenkomst geen bepaalde voorschriften geeft omtrent eenig onderdeel, heeft iedere Administratie de bevoegdheid om de daarvoor in haren binnenlandschen dienst bestaande bepalingen toe te passen.

Art. 15.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bij het Hoofdverdrag bedoeld, heeft de Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht aan de andere aan deze Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende den dienst der abonnementen op nieuwsbladen.

Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, worden ondersteund door ten minste twee Administratiën, die, waarvan het voorstel uitgaat, niet medegerekend. Wanneer het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van § 2 van artikel 28 van het Hoofdverdrag.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 16, en 17 van deze Overeenkomst betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van artikel 13 betreffen;

3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen door eene diplomatieke verklaring, en in het derde geval door eene kennisgeving langs administratieven weg, op de wijze als bij artikel 28 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

Art. 16.

Duur van de Overeenkomst.

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten Januari 1922.
2. Zij zal denzelfden duur hebben als het Hoofdverdrag, onverminderd het aan elk land voorbehouden recht om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe, een jaar te voren, door zijne Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond wordt kennis gegeven.
3. In voorkomende gevallen, moeten de loopende abonnementen worden geleverd op de voorwaarden, bij deze Overeenkomst vastgesteld, totdat de termijn, waarvoor zij zijn aangevraagd, is verstreken.

Art. 17.

Vervallen van vroegere bepalingen; bekrachtiging.

1. Te rekenen van den dag, waarop deze Overeenkomst in werking treedt, vervallen alle bepalingen, waaromtrent te voren tusschen de Regeeringen of Administratiën der contracteerende partijen is overeengekomen.
2. Deze Overeenkomst wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld. Ieder land is echter bevoegd de Overeenkomst in werking te doen treden vóór den 1sten Januari 1922, op voorwaarde, dat daarvan tenminste één maand tevoren, zoo noodig telegrafisch, aan het Internationaal Bureel wordt kennis gegeven.
3. In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst te Madrid op den dertigsten November negentienhonderd en twintig onderteekend.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE LEVERING VAN ABONNEMENTEN OP NIEUWSBLADEN EN TIJDSCHRIFTEN, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BULGARIJE, CHILI, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DENEMARKEN, EGYPTE, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE EN URUGUAY.

De ondergeteekenden, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag en op art. 13 van de Overeenkomst betreffende de levering van abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van genoemde Overeenkomst de navolgende regelen vastgesteld:

I.

Uitwisselingskantoren.

Iedere Administratie deelt aan de andere betrokken Administratiën mede welke kantoren van uitwisseling zij voor het verkeer met ieder van haar heeft aangewezen.

II.

Betrekkingen tusschen de uitwisselingskantoren.

De kantoren van uitwisseling staan, omtrent alles wat den dienst der abonnementen betreft, rechtstreeks met elkander in briefwisseling.

III.

Lijsten der nieuwsbladen.

1. De met elkander in betrekking staande Postadministratiën doen elkander wederkeerig de lijst (model A hierachter) toekomen van de uitgaven, waarop door hare tusschenkomst abon-

nementen kunnen worden geleverd, met aanwijzing van de abonnementsvoorwaarden, het gemiddeld gewicht in grammen van elke uitgave en de prijzen van levering, het transitrecht daaronder begrepen. De laatstgenoemde prijzen worden uitgedrukt in wettige munt van het land, hetwelk de uitgaven levert.

2. De in het vervolg in deze lijst te brengen wijzigingen worden, al naar gelang deze zich voordoen, onmiddellijk door de eene Administratie aan de andere medegedeeld door bemiddeling van de kantoren van uitwisseling.

IV.

Algemeen tarief.

Iedere Administratie maakt, met behulp van de ingevolge art. III hiervoor verstrekte lijsten, een algemeen tarief op, voor ieder land aanwijzende de nieuwsbladen, de abonnementsvoorwaarden en de door den geabonneerde te betalen prijzen. Deze prijzen, vastgesteld overeenkomstig art. 7 der Overeenkomst, worden uitgedrukt in de wettige munt van het land, dat het tarief uitgeeft.

V.

Abonnementen op nieuwsbladen, welke niet in de lijst voorkomen.

Wanneer een abonnement mocht worden verlangd op eene uitgave, welke niet in de lijst voorkomt, worden door tusschenkomst van het kantoor van uitwisseling aan de betrokken Administratie de noodige inlichtingen gevraagd. Niettemin kan onmiddellijk aan het verzoek om abonnement worden gevolg gegeven, onder voorbehoud van nadere afrekening met den belanghebbende, die, zoo noodig, onderpand zal moeten stellen.

VI.

Abonnementstijdvakken.

1. De abonnementen gaan in:
die voor een jaar, den 1sten Januari;
die voor zes maanden, den 1sten Januari en den 1sten Juli;
die voor drie maanden den 1sten Januari, den 1sten April, den 1sten Juli en den 1sten October.

Uitzonderingen op dezen regel zijn toegelaten ten opzichte van uitgaven, welke bij tusschenpoozen of tijdelijk verschijnen; men abonneert zich daarop voor den duur der verschijning, zonder aan de bovengenoemde data te zijn gebonden.

2. De betrokken Administratiën kunnen zich verstaan omtrent het toelaten van abonnementen voor veertien dagen, voor een maand, voor anderhalve maand, voor twee maanden en voor twee en een halve maand.

VII.

Lijsten van aanvragen om abonnement.

1. Tegen het einde van elk kwartaal worden door de kantoren van uitwisseling de aanvragen om abonnement, welke hun uit het binnenland zijn toegezonden, verzameld op eene lijst, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model B.
Deze lijst moet op het correspondeerend kantoor van uitwisseling tijdig genoeg worden ontvangen, om dit kantoor in staat te stellen de abonnementen te doen leveren op den datum, tegen welken zij zijn aangevraagd.
2. Voor de aanvragen, welke na de verzending van de algemeene lijst inkomen, worden afzonderlijke lijsten opgemaakt.
Ditzelfde geldt voor de aanvragen, welke buiten de gewone tijdstippen van vernieuwing worden gedaan.
Deze lijsten worden voorzien van een jaarlijks doorloopend volgnummer.
Aan het slot van elke lijst komt eene herhaling voor van de vroegere aanvragen, in dier voege dat zij, voor elk nieuwsblad, het gezamenlijk aantal van de op aanvrage van een zelfde kantoor van uitwisseling te verstrekken abonnementen vermeldt.
De geabonneerden, die hunne aanvrage niet tijdig genoeg hebben ingediend, hebben geen recht op de sedert het begin van het abonnement verschenen nummers.
De betrokken Administratiën verleenen echter op verzoek van den geabonneerde hunne tusschenkomst tot het verschaffen van deze nummers, voor zoover zij van de uitgevers kunnen worden verkregen.

VIII.

Verpakking en bestelling der nieuwsbladen.

1. De nieuwsbladen worden verzonden in pakken, welke, òf rechtstreeks aan de kantoren van bestemming, òf alle te zamen aan met de doorzending belaste kantoren worden gericht, al naar de Administratiën overeenkomen.
2. De pakken moeten zijn voorzien van het opschrift „Abonnements-poste", of van eene aanwijzing van gelijke beteekenis.
3. De bestelling bij de geabonneerden geschiedt volgens eene lijst.
4. Bij wijze van uitzondering, moeten de nieuwsbladen worden

voorzien van een kruisband, met het adres der geabonneerden, wanneer de kantoren van uitwisseling van het land van bestemming dit mochten verlangen. In voorkomende gevallen zullen de laatstgenoemde kantoren aan de uitwisselingskantoren van het land van oorsprong de namen en adressen der geabonneerden opgeven.
De kruisbanden moeten zijn voorzien van de aanwijzing: „Abonnements-poste".

IX.

Onregelmatigheden.

1. Van vertragingen, van het ongeregeld ontvangen, van verkeerde verzendingen of van onregelmatigheden, van welken aard ook, welke in den dienst der abonnementen voorkomen, wordt onmiddellijk kennis gegeven, hetzij aan het met de doorzending belaste kantoor of, indien daartoe aanleiding bestaat, aan het kantoor van oorsprong, hetzij aan de Hoofdbesturen, die dit verzocht zullen hebben.
2. Aan klachten wordt zonder verwijl gevolg gegeven.

X.

Nazending.

1. Ingeval van verandering van woonplaats kunnen de geabonneerden verkrijgen, dat het nieuwsblad aan het nader adres in het binnenland wordt opgezonden. Uit dien hoofde mag een bijzonder recht worden geheven.
Indien de geabonneerde uit een land, dat de Overeenkomst heeft onderteekend, verhuist naar een ander toegetreden land, dan kan hij verkrijgen, dat het nieuwsblad, door tusschenkomst van de uitwisselingskantoren, naar de nieuwe plaats van bestemming wordt opgezonden. Het staat het land van de nieuwe plaats van bestemming vrij, uit dien hoofde een bijzonder recht te heffen, hetwelk niet meer dan 1 frank mag bedragen.
2. Indien de geabonneerde zijne woonplaats naar een niet toegetreden land overbrengt, dan worden de nummers, hetzij door den uitgever op aanvrage van de kantoren van uitwisseling, hetzij door het kantoor van eerste bestemming, nadat vooraf de frankeerkosten door den geabonneerde zijn voldaan, behoorlijk gefrankeerd aan het persoonlijk adres van den geabonneerde verzonden.

XI.

Onderbroken of gestaakte uitgifte van een nieuwsblad.

1. Ingeval de uitgifte van een nieuwsblad door den uitgever tijdelijk of voor goed wordt gestaakt, dan verleenen de Administratiën hare tusschenkomst, ten einde, zoo mogelijk, terug-

betaling aan de geabonneerden te verkrijgen van den abonnementsprijs voor het tijdvak, waarin het blad niet is geleverd.

2. De Administratiën doen elkander wederkeerig opgave van de nieuwsbladen, waarvan de uitgave is verboden.

XII.

Driemaandelijksche rekeningen.

1. Tenzij daaromtrent anders wordt overeengekomen, maakt elk kantoor van uitwisseling, zoodra men de bestellingen voor een kwartaal als afgeloopen kan beschouwen en uiterlijk den 20sten van de tweede maand van het kwartaal, voor het kantoor waarmede het in betrekking staat, eene bijzondere rekening (model C) op, welke vergezeld gaat van de lijsten (model B) als bewijsstukken en waarop, in alphabetische volgorde en gerangschikt naar het tijdvak van abonnement, te beginnen met het kortste tijdvak, de nieuwsbladen worden ingeschreven, welke aan het correspondeerend kantoor zijn geleverd tot den datum van de hier bedoelde rekening en sedert het opmaken van de vorige rekening.

Zoo noodig kan in den loop van de derde maand van het kwartaal eene aanvullings-rekening worden opgemaakt.

De abonnementen, na het opmaken van de bijzondere en, in voorkomende gevallen, van de aanvullings-rekening aangevraagd, worden op de rekening van het volgend kwartaal gebracht.

De bedragen, welke verschuldigd zijn voor het leveren van losse nummers van nieuwsbladen aan de geabonneerden of voor het toezenden van nieuwsbladen bij verandering van woonplaats der geabonneerden, worden, tenzij anders is overeengekomen, voor de afrekening in de driemaandelijksche rekeningen opgenomen.

2. Tenzij anders is overeengekomen worden de rekeningen van weerszijden onderzocht en vereffend vóór het einde van het kwartaal, waarop die rekeningen betrekking hebben. Deze termijn wordt verlengd met 4 maanden voor de landen buiten Europa.

3. Verschillen worden in de volgende driemaandelijksche rekening geregeld.

4. Zoo noodig kunnen maandelijksche betalingen op afrekening worden gevorderd.

XIII.

Mededeelingen over en weer door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

1. De Administratiën van de contracteerende landen doen el-

kander wederkeerig, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel en ten minste drie maanden vóór het in werking treden van de Overeenkomst, een uittreksel toekomen van de bepalingen harer wetten of reglementen betreffende den dienst der abonnementen in het binnenland.

2. Elke latere wijziging moet zonder verwijl op dezelfde wijze worden medegedeeld.

XIV.

Voorstellen in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten heeft de Postadministratie van elk contracteerend land het recht, aan de andere aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende de bepalingen van dit Reglement.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van art. XLIV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

3. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1o. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen I, II, III, IV, VII en XV van dit Reglement betreffen;

2o. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de artikelen VI, VIII, IX, XI en XII betreffen;

3o. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de overige artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij art. 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle aan de Overeenkomst deelnemende Administratiën.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten treden niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving in werking.

XV.

Duur van het Reglement.

1. Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst in werking treedt.

2. Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het, in gemeen overleg, tusschen de belanghebbende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTGIRODIENST, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, DENEMARKEN, ETHIOPIË, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), NEDERLAND, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE EN TUNIS.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven vermelde landen,

Gelet op artikel 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

EERSTE GEDEELTE.

BETREKKINGEN TUSSCHEN DE REKENINGHOUDERS EN DE ADMINISTRATIËN.

Artikel 1.

Verplichting van de Administratiën tot het doen van overschrijvingen.

1. Ieder houder van een postrekening in een der landen, deelnemende aan deze Overeenkomst, kan overschrijvingen verlangen van zijne rekening op eene postrekening, gehouden in een ander toegetreden land.

2. Elke Administratie is bevoegd een maximum vast te stellen van het bedrag der overschrijvingen, welke eenzelfde rekeninghouder, hetzij denzelfden dag, hetzij in een bepaald tijdvak, kan verlangen.

3. Elke Administratie kan de binnenlandsche wettelijke bepalingen van haar land toepassen, in het bijzonder die, betreffende den uitvoer van kapitalen.

4. De Administratie van elk der toegetreden landen is bevoegd de uitvoering van den girodienst geheel of gedeeltelijk te

schorsen, indien bijzondere omstandigheden dien maatregel rechtvaardigen.

Artikel 2.

Koers van herleiding.

Elke Administratie bepaalt zelf voor de door de rekeninghouders verlangde overschrijvingen den koers van herleiding van haar munt in de munt van het land van bestemming.

Artikel 3.

Rechten.

1. Het recht van overschrijving mag 1 0/00 van het overgeschreven bedrag niet te boven gaan. Elke Administratie is eventueel bevoegd de breuken in overeenstemming met haar muntstelsel af te ronden. Zij kan ook een minimum-recht vaststellen, dat 20 centiemen-goud of de gelijkgestelde waarde, zoo nauwkeurig mogelijk overeenstemmend met de nominale waarde der munt van de toegetreden landen, niet mag te boven gaan.
2. Wegens de inschrijving van eene overschrijving in het tegoed van eene postrekening mag geen hooger recht worden geheven dan eventueel voor eene zelfde handeling in den binnenlandschen dienst wordt in rekening gebracht.

Artikel 4.

Kennisgeving van overschrijving.

1. De rekeninghouder moet bij elk verzoek tot overschrijving eene kennisgeving voegen. Hij kan de keerzijde van die kennisgeving bezigen voor eene mededeeling van bijzonderen aard aan den giraat.
2. Elke Administratie heeft de bevoegdheid van den girant een recht te heffen voor de mededeelingen, gesteld op de keerzijde der kennisgevingen van overschrijving, mits het bedoelde recht ook in haren binnenlandschen dienst worde geheven. Het recht wordt behouden door de Administratie, die het heeft geheven.
3. De kennisgevingen van overschrijving worden immer vrij van port aan de giraten uitgereikt.

Artikel 5.

Intrekking van verzoeken tot overschrijving.

1. De verzoeken tot overschrijving kunnen door den girant

worden ingetrokken, zoolang de inschrijving in het credit van de te goed te schrijven rekening nog niet heeft plaats gevonden.

2. De aanvraag om intrekking moet door den girant worden gericht aan de Administratie, aan welke hij het verzoek tot overschrijving heeft gedaan.

3. De voorwaarden, waarop die aanvragen zijn toegelaten, worden door elke Administratie vastgesteld volgens de ter zake in het binnenlandsch verkeer geldende bepalingen.

Artikel 6.

Lijsten van rekeninghouders.

De rekeninghouders kunnen, door tusschenkomst van de Administratie, bij welke hunne rekeningen berusten, de door de andere Administratiën uitgegeven lijsten van rekeninghouders verkrijgen tegen den prijs, welken deze daarvoor in den binnenlandschen dienst hebben vastgesteld.

Artikel 7.

Verantwoordelijkheid.

1. De Administratiën zijn verantwoordelijk voor de misvattingen in haren dienst begaan bij de inschrijving der overschrijvingen in het credit van de postrekeningen, evenals voor onjuiste aanwijzingen in de lijsten der overschrijvingen, welke zij aan andere Administratiën toezenden. De aansprakelijkheid blijft evenwel beperkt tot terugbetaling van het bedrag der overschrijving.

2. De Administratiën zijn niet verantwoordelijk voor schade ontstaan door vertraging in de overbrenging en de uitvoering van verzoeken tot overschrijving.

3. De girant moet zijne klacht richten tot de Administratie, aan welke hij het verzoek tot overschrijving heeft gedaan, behoudens het geval, dat hij den giraat heeft gemachtigd om zich te verstaan met de Administratie bij welke diens rekening wordt gehouden. De zorg voor de vergoeding rust op de Administratie, welke behoorlijk met de als juist erkende klacht is in kennis gesteld, zelfs indien harerzijds geene misvatting is begaan. De terugbetaling moet zoo spoedig mogelijk plaats vinden.

4. De klacht wordt slechts toegelaten binnen een jaar, volgende op den dag waarop het verzoek tot overschrijving is gedaan.

TWEEDE GEDEELTE.

BETREKKINGEN TUSSCHEN DE ADMINISTRATIËN.

Artikel 8.

Tijdelijke schorsing van den dienst.

De Administratie, welke gebruik maakt van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 1, § 4, betreffende de schorsing van den dienst, moet daarvan onmiddellijk, zoo noodig telegrafisch, aan de betrokken Administratie of Administratiën kennis geven.

Artikel 9.

Toekenning der rechten; Vrijdom.

1. De rechten van overschrijving worden behouden door de Administratie, bij wie de rekening van afschrijving berust.
2. Van alle rechten zijn vrijgesteld de ambtshalve overschrijvingen betreffende den dienst, uitgewisseld tusschen de met den girodienst belaste Administratiën of tusschen de kantoren, welke tot die Administratiën behooren.

Artikel 10.

Uitwisseling van overschrijvingen.

1. De Administratiën belast met den dienst der overschrijvingen deelen elkander wederkeerig de namen mede der kantoren, welke zijn aangewezen voor de uitwisseling van de lijsten van overschrijving.
2. Zij deelen elkander de overschrijvingen eenmaal per werkdag mede door middel van lijsten, waarbij zijn gevoegd de kennisgevingen van overschrijving bestemd voor de giraten.
3. Tenzij tusschen de Administratiën anders is overeengekomen, wordt het bedrag der overschrijvingen op de lijsten en op de kennisgevingen van overschrijving uitgedrukt in de munt van het land waar de tegoed te schrijven rekening berust.

Artikel 11.

Afrekeningen.

1. De Administratiën van de toegetreden landen maken voor elken werkdag en voor elke deelnemende Administratie eene rekening op, waarin worden opgenomen de totalen der ontvangen en verzonden lijsten van overschrijving.
2. De aldus vastgestelde afrekening is, met inachtneming van de bepalingen van § 4 van dit artikel, gegrond op het beginsel der onderlinge vereffening.

3. Te dien einde wordt, tenzij anders mocht zijn overeengekomen, de kleinste vordering herleid in de munt van de grootste vordering, berekend volgens de rekenkundige middenkoersen, officieel genoteerd ter beurze of bij bijzonderlijk door elk der betrokken landen aangewezen banken.
De vereffening geschiedt dagelijks. Echter kunnen de Administratiën overeenkomen om in eene zelfde afrekening de totalen van meer dan een dag te vereenigen.
4. De Administratie, die, om eenige reden, de afrekening door onderlinge vereffening niet wenscht toe te passen, kan verklaren, dat zij de verschuldigde sommen volledig zal afdoen.
5. Het verschuldigd bedrag wordt rentegevend met ingang van een termijn en naar een rente in onderling overleg tusschen de overeenkomende landen vast te stellen. Deze rente mag 5% per jaar niet te boven gaan.

Artikel 12.

Betaling der saldo's.

1. Elke Administratie kan bij de Administratie van een tot de Overeenkomst toegetreden land in de munt van dit land een tegoed storten, bestemd voor de afrekening der bedragen, welke zij aan laatstgenoemde Administratie schuldig kan zijn, hetzij wegens den postgirodienst, hetzij uit anderen hoofde. Indien dat tegoed niet voldoende is voor het doen van de medegedeelde overschrijvingen, moeten deze nochtans in het tegoed der rekeningen van de giraten worden bijgeschreven.
2. De Administratie, die te vorderen heeft, is bevoegd te allen tijde de betaling te eischen van de bedragen, welke haar verschuldigd zijn. Eventueel stelt zij den datum vast, waarop de betaling moet hebben plaats gevonden, daarbij rekening houdende met afstandstermijnen. Indien de Administratie, die te betalen heeft, de betaling niet binnen het voorgeschreven tijdsverloop heeft gedaan, wordt de rente, bedoeld in § 5 van artikel 11 van deze Overeenkomst, vermeerderd met 2% per jaar, te rekenen van den 6den dag na afloop van den hierboven bedoelden termijn.
3. Het tegoed, door eene Administratie gevormd krachtens de bepalingen van § 1, mag in geen geval voor eene andere bestemming worden gebezigd zonder de toestemming van deze Administratie.

Artikel 13.

Uitwisseling van lijsten van rekeninghouders.

De Administratiën van de toegetreden landen leveren elkander

wederkeerig en kosteloos de lijsten van hare rekeninghouders, welke voor de behoefte van den dienst noodig zijn.

Artikel 14.

Recht van verhaal.

1. De Administratie, die verplicht is tot de terugbetaling, bedoeld in artikel 7, heeft eventueel het recht verhaal te nemen op de aansprakelijke Administratie, dat wil zeggen de Administratie in welker dienst de misvatting is begaan.
2. Indien de beide Administratiën aan de misvatting schuld hebben, dragen zij elk voor een gelijk deel in de terugbetaling bij.
3. De Administratie, bij welke eene klacht is ingekomen als bedoeld in artikel 7, is bevoegd den klager schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie, welker aansprakelijkheid is vastgesteld. De Administratie, die na aanmaning niet binnen zes maanden heeft geantwoord, wordt geacht stilzwijgend hare aansprakelijkheid te hebben erkend.
4. De aansprakelijke Administratie is gehouden de Administratie, die de terugbetaling heeft gedaan, binnen een maximum termijn van twee maanden, te rekenen van den dag van aankomst van de kennisgeving van terugbetaling, het verschuldigde te vergoeden. In geval van niet-betaling binnen dien termijn, is de in gebreke gebleven Administratie eene rente wegens vertraagde betaling verschuldigd van 7 pct. per jaar, te rekenen van het einde van genoemden termijn.

DERDE GEDEELTE.

Artikel 15.

Reglement van uitvoering en verschillende bepalingen.

1. De Administratiën der toegetreden landen stellen den vorm en de wijze van verzending vast van de lijsten en van de kennisgevingen van overschrijving, den vorm van de rekeningen, bedoeld in artikel 11, en alle andere maatregelen van ondergeschikten aard en van orde, noodig om de uitvoering van deze Overeenkomst te verzekeren.
2. De bepalingen van de artikelen 21, 23, 25, 26 en 30 van het Hoofdverdrag zijn van toepassing voor zooveel betreft de binnenlandsche wetgeving, de beperkte vereenigingen, de geschillen te beslechten door scheidsrechterlijke uitspraak, de toetreding tot, het in werking treden en den duur van de Overeenkomst.

3. De voorstellen, ingediend in het tijdsverloop tusschen de Congressen, worden behandeld volgens de regelen, aangegeven in artikel 28, §§ 1 en 2, van het Hoofdverdrag.

Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd moeten deze voorstellen op zich vereenigen:

1o. twee derden der stemmen als zij eene toevoeging van nieuwe bepalingen of wijziging van de bepalingen der Overeenkomst betreffen;

2o. de eenvoudige volstrekte meerderheid, als zij de uitlegging van de bepalingen van de overeenkomst betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering gegeven, in het eerste geval, door eene diplomatieke verklaring, door de Regeering van den Zwitserschen Bond op te maken en aan alle Regeeringen der contracteerende landen toe te zenden en, in het tweede geval, door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle Administratiën der Vereeniging.

5. Elke nieuwe bepaling of elke aangenomen wijziging mag niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen).

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van de Overeenkomst betreffende den postgirodienst, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

Eenig artikel.

1. De bepaling van artikel II van het Slot-protocol van het Hoofdverdrag betreffende de bevoegdheid van elk land om de overeenkomende waarden, welke het passend acht, vast te stellen, is ook van toepassing op het recht van 20 centiemen bedoeld in artikel 3 van de tegenwoordige Overeenkomst.

2. Met afwijking van de bepalingen van artikel 15, § 2, betreffende den datum van het in werking treden van de Overeenkomst, zal elk der overeenkomende landen aan de andere toegetreden landen kennisgeven van welken datum af het den dienst zal doen in werking treden.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben alsof de bepalingen daarvan in den tekst van de Overeenkomst zelf waren opgenomen en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Spaansche Regeering worden nedergelegd en in afschrift aan iedere partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Madrid den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen).

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTGIRODIENST GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, DENEMARKEN, ETHIOPIË, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), NEDERLAND, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIEN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE EN TUNIS.

EERSTE GEDEELTE.

Betrekkingen tusschen de rekeninghouders en de Administratiën.

Artikel I.

Kennisgevingen van overschrijving.

1. Bij elk verzoek om overschrijving moet eene kennisgeving worden gevoegd. (Zie art. VIII, § 1, van dit Reglement).

2. De kennisgevingen van overschrijving moeten door den girant nauwkeurig worden ingevuld en alle aanwijzingen bevatten volgens den tekst van het formulier. De rekeninghouder kan het bedrag der overschrijving aanduiden in de munt van het land van bestemming of van het land van oorsprong. In het laatste geval geschiedt de herleiding door het kantoor, dat het verzoek om overschrijving ontvangt, of door het kantoor van uitwisseling, welk kantoor, in rooden inkt, op de kennisgeving het bedrag der overschrijving in de munt van het land van bestemming vermeldt.

Artikel II.

Verzoek om intrekking van overschrijvingen.

1. Het verzoek om intrekking van eene overschrijving moet schriftelijk worden gedaan.

2. De verzending van het bericht van intrekking, waartoe het verzoek aanleiding geeft door toepassing van § 1 van artikel III van dit Reglement, geschiedt als aangeteekend stuk, met frankeering ten laste van den girant.

3. Men kan ook gebruik maken van de telegraaf. In dit geval komen de kosten van het telegram van intrekking, bedoeld in § 2 van artikel III, zoomede die van de frankeering van den brief, houdende bevestiging van dat telegram, eveneens ten laste van den girant.

TWEEDE GEDEELTE.

Betrekkingen tusschen de Administratiën.

Artikel III.

Afdoening van de aanvragen tot het intrekken van overschrijvingen.

1. Na ontvangst van eene aanvraag van den rekeninghouder of diens gemachtigde om intrekking van een verzoek om overschrijving, wordt overgegaan tot het opmaken van een bericht van intrekking. Dit bericht wordt aangeteekend toegezonden aan het uitwisselingskantoor van het land van bestemming door het uitwisselingskantoor van het land van afzending van het betrekkelijk verzoek om overschrijving.
2. Ingeval de intrekking van een verzoek om overschrijving per telegraaf moet geschieden, wordt een betaald diensttelegram gezonden rechtstreeks aan het kantoor van bestemming waar de rekening van tegoedschrijving berust. Dit telegram moet onmiddellijk per brief worden bevestigd.
3. Als een aanvraag om intrekking van een verzoek om overschrijving bij het uitwisselingskantoor van bestemming op eene andere dan de bovenaangegeven wijze inkomt, dan wordt er geen rekening mede gehouden.
4. Als het kantoor van bestemming de aanvraag om intrekking ontvangt nadat de overschrijving reeds heeft plaats gehad, dan kan deze niet worden doorgehaald. Het uitwisselingskantoor van afzending van de aanvraag wordt dadelijk ter zake ingelicht.

Artikel IV.

Mededeeling van de overschrijvingen.

1. De toegetreden Administratiën doen elkander over en weer in voldoend aantal, naar de behoefte van den dienst, toekomen afdrukken van de stempels in gebruik op de kantoren van uitwisseling en de handteekeningen van de ambtenaren, op elk van die kantoren bevoegd om de overschrijvingslijsten en de daarbij behoorende geleidebrieven te onderteekenen.
2. Voor de overschrijvingslijsten wordt gebruik gemaakt van

een formulier overeenkomende met het model B aan dit Reglement gehecht. Zij moeten voor elke overschrijving alle aanwijzingen bevatten, door den tekst aangegeven.

3. Het uitwisselingskantoor van verzending voorziet elke lijst van een afdruk van den stempel van dat kantoor en van de geschreven handteekening of handteekeningen van den daartoe bevoegden ambtenaar of ambtenaren. Het totaal van eene lijst moet voluit in letters worden vastgesteld.

4. Indien op eenzelfden dag meerdere lijsten worden opgemaakt bestemd voor eenzelfde uitwisselingskantoor, worden zij genummerd, elken dag met No. 1 aanvangende.

5. Het totaal van elk der lijsten, bestemd voor eenzelfde kantoor van uitwisseling, wordt herhaald op een geleidebrief, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model C.

6. De geleidebrieven worden voorzien van een afdruk van den stempel van het kantoor van uitwisseling, dat ze heeft opgemaakt, en onderteekend door den ambtenaar of door de ambtenaren, wiens of wier handteekening voorkomt op de overschrijvingslijsten. Zij dragen een volgnummer, dat elke maand voor elk uitwisselingskantoor met No. 1 aanvangt.

7. De geleidebrieven, de lijsten en de kennisgevingen van overschrijving worden in gesloten pakketten vereenigd en aan het uitwisselingskantoor van bestemming verzonden op zoodanige wijze, dat zij laatstgenoemd kantoor in den kortst mogelijken tijd bereiken. Die zendingen zijn vrijgesteld van frankeering door middel van postzegels en genieten vrijdom van port, overeenkomstig artikel 13, § 3, van het Hoofdverdrag. Zij kunnen ambtshalve worden aangeteekend.

8. Desgevraagd deelen de Administratiën elkander wederkeerig den koers van herleiding mede, voor de overschrijvingen vast gesteld.

Artikel V.

Ontvangst van overschrijvingen.

1. Bij aankomst ten kantore van uitwisseling van zendingen met geleidebrieven, lijsten en kennisgevingen van overschrijving, wordt de zending door het kantoor van ontvangst nauwkeurig onderzocht. Ontdekt het eenige onregelmatigheid of eenig verzuim, dan geeft het daarvan kennis, met verzoek om verbetering, aan het afzendend kantoor van uitwisseling, bij een overeenkomstig het aan dit Reglement gehechte model D ingericht schrijven. Het afzendend kantoor van uitwisseling moet per keerende post antwoorden en eventueel een duplicaat van de ontbrekende stukken doen toekomen.

2. Indien een verschil wordt vastgesteld tusschen het bedrag

vermeld op eene kennisgeving van overschrijving en de inschrijving van dat bedrag op de betrekkelijke lijst, dan is het uitwisselingskantoor van bestemming bevoegd de postrekening van den giraat voor het kleinste bedrag goed te schrijven.

3. Indien men om eenige reden eene overschrijving niet in het tegoed van eene rekening kan bijschrijven, haalt men haar door op de lijst waarop de inschrijving geschiedde, en verbetert het totaal van de lijst en dat van den betrekkelijken geleidebrief in rooden inkt. Die verbetering wordt ter kennis gebracht van het afzendende kantoor van uitwisseling door middel van een brief als bedoeld in § 1; het verzoek om overschrijving, waaraan niet is voldaan, wordt daarbij gevoegd.

Artikel VI.

Afrekeningen.

1. De dagelijksche afrekeningen, bedoeld bij artikel 11 van de Overeenkomst, worden gesteld op formulieren overeenkomende met het aan dit Reglement gehechte model E.

2. De afrekeningen worden ten spoedigste aan de correspondeerende Administratiën toegezonden.

3. Aan het einde van elk kwartaal legt iedere Administratie, die te vorderen heeft, aan de Administratiën, die te betalen hebben, ter goedkeuring voor een algemeen overzicht van de dagelijksche rekeningen, van de betaalde afrekeningen en eventueel van de in rekening gebrachte renten. Het saldo van de driemaandelijksche algemeene rekening wordt overgebracht op het volgende kwartaal.

Artikel VII.

Betaling der saldo's.

1. Tenzij anders is overeengekomen, geschiedt de betaling van de bedragen, verschuldigd wegens den postgirodienst op de hoofdstad of op eene handelsplaats van het land dat te vorderen heeft, zonder eenig verlies voor laatstgenoemd land, blijvende de kosten der betaling eventueel ten laste van de Administratie, die te betalen heeft.

2. De betalingen kunnen door de Administratie, die te betalen heeft, geschieden bij een bank, bijzonderlijk aangewezen door de Administratie, die te vorderen heeft, en voor rekening van laatstgenoemde.

3. Elke Administratie van een der toegetreden landen kan zich door de andere deelnemende landen eveneens op de gewone voorwaarden eene postrekening laten openen en eens voor altijd verzoeken op het actief daarvan ambtshalve het

bedrag der te haren laste wegens den postgirodienst verschuldigde saldo's af te schrijven.
Zij kan eveneens van hetzelfde actief de verschuldigde saldo's van alle andere post-, telegraaf- of telefoonrekeningen laten afschrijven.

Artikel VIII.

Formulieren, invulling, enz.

1. De toegetreden Administratiën zijn bevoegd als kennisgeving van overschrijving te bezigen hetzij hunne binnenlandsche formulieren hetzij een formulier overeenkomstig het aan dit Reglement gehechte model A.
2. De overige formulieren van den girodienst, welke niet in het Fransch zijn gedrukt, moeten, tenzij anders is overeengekomen, zijn voorzien van eene vertaling onder de lijn in die taal en de inschrijvingen volgens den tekst moeten gesteld zijn in latijnsche letters en arabische cijfers.
3. De formulieren kunnen worden ingevuld met de hand of door middel van eene schrijfmachine. Inschrijvingen in inktpotlood of in gewoon potlood zijn niet toegelaten.

DERDE GEDEELTE.

Artikel IX.

Verschillende voorstellen en duur van het Reglement.

1. De bepalingen van artikel XLIV, §§ 1 en 2, en van artikel XLV van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag zijn van toepassing voor zooveel betreft de voorstellen in het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten van de congressen gedaan, en voor den duur van het Reglement.
2. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd moeten de voorstellen op zich vereenigen twee derden der stemmen, indien zij de bijvoeging van nieuwe bepalingen of wijziging van de bepalingen van dit Reglement betreffen, en de eenvoudige volstrekte meerderheid, indien zij de uitlegging van de verschillende bepalingen van het Reglement aangaan, behoudens het geval van geschil bedoeld bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.
3. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene eenvoudige kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle Administratiën der Vereeniging.
4. Elke nieuwe bepaling of elke aangenomen wijziging mag niet eerder worden ten uitvoer gelegd dan ten minste drie maanden na de kennisgeving daarvan.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentien honderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

VERDRAG BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE EN DE SPAANSCHE KOLONIËN, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven vermelde landen, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, het navolgende Verdrag vastgesteld:

Artikel 1.

Doel van het Verdrag.

1. Onder de benaming van postpakketten kunnen van het eene naar het andere der bovenvermelde landen worden verzonden pakketten met of zonder aangegeven waarde, het gewicht van 10 kilogram niet te boven gaande en wel met de gewichtsschalen: tot 1 kilogram, van 1 tot 5 kilogram en van 5 tot 10 kilogram.

Bij uitzondering staat het aan ieder land vrij zich slechts te belasten met de behandeling van pakketten, het gewicht van 5 kilogram niet te boven gaande en zich niet te belasten met

de behandeling van pakketten met aangegeven waarde, noch met die van hinderlijke pakketten.

Ieder land bepaalt voor zichzelf het hoogste bedrag der aan te geven waarde, dat in geen geval minder dan 1000 franken mag bedragen.

In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende maxima hebben aangenomen, moet het laagste bedrag over en weder worden in acht genomen.

2. De Postadministratiën der met elkander in betrekking staande landen kunnen overeenkomen om pakketten, welke zwaarder wegen dan 10 kilogram, toe te laten op den voet der bepalingen van het Verdrag, behoudens verhooging van het port en van de aansprakelijkheid in geval van verlies, van berooving of van beschadiging.

3. Bij het Reglement tot uitvoering worden de overige voorwaarden vastgesteld, waarop de pakketten ter verzending zijn toegelaten.

Artikel 2.

Doorvoer van pakketten.

1. Over het grondgebied van ieder der toegetreden landen is vrijheid van transit gewaarborgd en de Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, zijn verantwoordelijk binnen de grenzen door art. 16 van dit Verdrag gesteld.

Bijgevolg kunnen de verschillende Administratiën, die aan dit Verdrag deelnemen, elkander wederkeerig postpakketten toezenden door tusschenkomst van een of meer harer.

2. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders is overeengekomen, worden de postpakketten tusschen landen, die niet aan elkander grenzen, stuksgewijze verzonden.

Artikel 3.

Vergoeding voor het vervoer.

1. De Administratie van het land van oorsprong is verschuldigd aan ieder der overige Administratiën, die aan het landvervoer deelnemen, een recht van 0 fr. 30 per pakket een gewicht van 1 kilogram niet te bovengaande, van 0 fr. 50 per pakket een gewicht van 5 kilogram niet te bovengaande en van 0 fr. 90 per pakket met een gewicht van 5 tot 10 kilogram.

2. In geval van vervoer over zee, hetzij eenmaal of meer dan eenmaal, is door de Administratie van het land van oorsprong daarenboven aan ieder der Administratiën, met wier diensten het vervoer over zee geschiedt, en, als het voorkomt, voor elk

van deze diensten, een recht verschuldigd, dat per pakket is vastgesteld als volgt:

AFSTANDEN	Pakketten tot 1 kilogram	Pakketten tot 5 kilogram	Pakketten van 5 tot 10 kilogram
Tot 500 zeemijlen	0,15	0,25	0,45
van 501 tot 1000 zeemijlen	0,25	0,40	0,75
van 1001 tot 2000 —	0,40	0,60	1,10
van 2001 tot 3000 —	0,50	0,80	1,45
van 3001 tot 4000 —	0,60	1,00	1,80
van 4001 tot 5000 —	0,70	1,20	2,15
van 5001 tot 6000 —	0,80	1,40	2,50
van 6001 tot 7000 —	0,90	1,60	2,85
van 7001 tot 8000 —	1,00	1,80	3,20
van 8001 tot 9000 —	(maximum)	2,00	3,55
van 9001 tot 10000 —		2,20	3,90
zoodat boven 1000 zeemijlen is verschuldigd voor elke 1000 mijlen of gedeelte van 1000 mijlen boven de eerste 1000 mijlen . . .		0,20	0,35

In voorkomende gevallen wordt de afstand, waarover dit vervoer plaats heeft, berekend naar den gemiddelden afstand tusschen de havens der twee met elkander in betrekking staande landen.
Voor de pakketten tot 1 kilogram zal evenwel het recht, verschuldigd aan elk der Administratiën, wier diensten aan het zeevervoer deelnemen, 1 franc per pakket niet te boven gaan, en zulks ongeacht de doorloopen afstanden.
3. De landen, die tot dit Verdrag zijn toegetreden, hebben, ongeacht of zij al dan niet den frank als munteenheid hebben, de bevoegdheid het aandeel, hetwelk wegens landvervoer aan hen als land van verzending of van bestemming toekomt, gelijktijdig te verlagen of te verhoogen, onder voorwaarde, dat zij aan de Zwitsersche postadministratie daarvan minstens een maand te voren kennis geven. De verlaging of verhooging zal ten minste gedurende een termijn van zes maanden gelden. Voor elke gewichtsschaal zal de verhooging in geen geval het voor die schaal vastgestelde gewone aandeel mogen te boven gaan. Het aandeel, dat aan het land van oorsprong of van bestemming toekomt, zal niet hooger mogen zijn, dan het port,

hetwelk in zijn binnenlandschen dienst voor pakketten van dezelfde gewichtsschaal wordt geheven.
Dezelfde bevoegdheid tot verlaging of verhooging met ten hoogste 100$^0/_0$ is aan de contracteerende landen toegestaan voor zooveel betreft de rechten, wegens het vervoer over zee, welke in paragraaf 2 van dit artikel zijn aangegeven. De verhooging mag echter alleen gevraagd worden, indien ze ook wordt toegepast op de postpakketten afkomstig uit het land, waartoe de diensten, die het vervoer over zee bewerkstelligen, behooren, het verkeer tusschen dit land en zijne koloniën buiten beschouwing latende.
4. Voor de hinderlijke pakketten worden de bij de voorafgaande paragrafen 1 en 2 vastgestelde vergoedingen vermeerderd met 50$^0/_0$.
5. Behalve de vorengenoemde kosten van vervoer, is de Administratie van het land van oorsprong, wegens recht van verzekering voor de pakketten met aangegeven waarde, aan ieder der Administratiën, wier diensten aan het vervoer onder verantwoordelijkheid deelnemen en, als het te pas komt, voor ieder van deze diensten, een aandeel in het recht van verzekering verschuldigd, dat voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken is vastgesteld op 0 fr. 05 voor land-transit en op 0 fr. 10 voor zee-transit.
6. De in franken of in centiemen vastgestelde rechten, bedoeld in dit Verdrag hebben betrekking op den gouden frank overeenkomstig het gewicht en het gehalte van de gouden munten, volgens de wetgeving geldende in de verschillende landen, die deze munteenheid hebben aangenomen.
De aequivalenten der rechten worden in de munt van de contracteerende landen vastgesteld op de wijze, bedoeld bij artikel II van het Reglement van uitvoering van dit Verdrag.

Artikel 4.

Verplichte frankeering.

De frankeering der postpakketten is verplicht.

Artikel 5.

Porten en verhoogde porten; bericht van ontvangst.

1. Het port der postpakketten, bestaat uit een recht, dat, voor elk pakket een gewicht van een kilogram niet te boven gaande zooveel malen 0 fr. 30, een gewicht van 5 kilogram niet te boven gaande zooveel malen 50 centiemen en met een gewicht van 5 tot 10 kilogram zooveel malen 90 centiemen bedraagt, als er Administratiën aan het vervoer over land deelnemen, met

bijvoeging in voorkomende gevallen, voor de eindaandeelen (vertrek en aankomst) van het bij § 3 van artikel 3 bedoelde aanvullingsrecht. Daarbij kan, indien daartoe aanleiding bestaat, worden gevoegd het bij artikel 3, § 2, bedoelde recht voor vervoer over zee, alsmede het aanvullingsrecht voor vervoer over zee, bedoeld bij § 3 en de porten, rechten en aanvullingsrechten, bedoeld in de hierna volgende paragrafen.

2. De hinderlijke pakketten zijn onderworpen aan een aanvullingsport van 50 %, zoo noodig af te ronden bij 5 centiemen. De in de hierna volgende §§ 4 en 5 bedoelde aanvullingsrechten zijn niet aan deze verhooging onderworpen.

3. Voor de pakketten met aangegeven waarde wordt daaraan toegevoegd per 300 franken of gedeelte van 300 franken:

a. een recht van 5 centiemen voor elke Administratie, die aan het landvervoer deelneemt;

b. een recht van 10 centiemen voor elken dienst, welke voor het vervoer over zee wordt gebezigd.

Echter wordt, als maatregel van overgang, aan de Administratie van oorsprong de bevoegdheid toegekend om een ander recht dat het hierboven vermelde te heffen, mits het van den afzender geheven recht het totaal van 50 centiemen per 300 franken aangegeven waarde niet te boven ga.

De landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht schadevergoeding te verleenen, mogen uit dien hoofde voor de pakketten met aangegeven waarde een bijzonder aanvullingsrecht heffen, met dien verstande, dat het totaal van dit aanvullingsrecht en van het gewone verzekeringsrecht niet hooger mag zijn dan het in de vorige zinsnede bedoelde recht.

Elk land van oorsprong heeft de bevoegdheid te zijnen bate een verzendingsrecht toe te passen; het bedrag van dit recht mag niet hooger zijn dan 50 centiemen per pakket met aangegeven waarde.

4. Als maatregel van overgang, is elk der contracteerende landen bevoegd om de pakketten, afkomstig van of bestemd voor zijne kantoren, met een aanvullingsport van 0 fr. 25 per pakket te belasten.

Bij uitzondering mag dat aanvullingsport bedragen ten hoogste 0 fr. 75 wat de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Bolivia, Brazilië, Chili, China, Columbia, Egypte (voor wat betreft de kantoren in Soedan), Ecuador, Finland, Griekenland, Guatemala, Indochina (voor verschillende kantoren van Indochineesch Laos), Britsch-Indië, Nicaragua, de Republiek Panama, Peru, de Portugeesche koloniën in Afrika (voor verschillende kantoren in Angola en Mozambique), Europeesch en Aziatisch Rusland, elk afzonderlijk genomen, Salvador, Siam, Zweden, Aziatisch Turkije, Uruguay en Venezuela betreft; ten hoogste 50 centie-

men, wat Bulgarije, de Republiek Haïti en IJsland betreft; ten hoogste 40 centiemen wat de Dominicaansche Republiek betreft, en ten hoogste 1 fr. 50 wat de Nederlandsche koloniën betreft.

Ethiopië is bevoegd voorloopig voor de pakketten van elk der drie gewichtsschalen (1 kg., 1 tot 5 kg., 5 tot 10 kg.) respectievelijk aanvullingsporten van 40 centiemen, 1 fr. 25 en 1 fr. 70 te heffen.

De Republiek Panama is bevoegd voorloopig een aanvullingsrecht van 50 centiemen te heffen voor het vervoer van de pakketten door de landengte.

5. Voor het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk, ter eene, en Algerië en Corsica ter andere zijde, wordt, ten laste van den afzender per pakket als vergoeding voor vervoer over zee, een aanvullingsrecht geheven gelijk aan het recht wegens vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 500 zeemijlen, en voor de pakketten met aangegeven waarde een aanvullingsrecht van verzekering van 10 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken.

Voor elk postpakket met aangegeven waarde, afkomstig van of bestemd voor Corsica en Algerië wordt, ten laste van den afzender, voor recht wegens vervoer over land op Corsica of in Algerië, een aanvullingsrecht van verzekering geheven van 5 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken.

Aan de Spaansche Administratie staat het vrij een aanvullingsport te heffen van 0 fr. 25 voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje eenerzijds en de Balearische eilanden, de Spaansche bezittingen in het noorden van Afrika en de kantoren in de Spaansche zône van Marokko anderzijds, en van 0 fr. 50 voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje en de Canarische eilanden.

Aan de Portugeesche Administratie staat het vrij een aanvullingsrecht van 1 fr. 50 per pakket, een gewicht van 5 kg. met te boven gaande, te heffen voor het vervoer tusschen het vasteland van Portugal en de eilanden Madeira en de Azoren.

6. Door vooruitbetaling van een vast recht, gelijk aan het port van een brief van enkelvoudig gewicht, kan de afzender van een postpakket daarvan een bericht van ontvangst verkrijgen. Het dubbele van dat recht kan worden geheven voor de berichten van ontvangst, welke na de terpostbezorging van het pakket worden gevraagd, alsmede voor verzoeken om inlichtingen, tenzij de afzender reeds het bijzondere recht voor het verkrijgen van een bericht van ontvangst heeft voldaan.

Het dubbele van het genoemde recht kan mede worden geheven van den afzender van een onbestelbaar pakket op het oogenblik waarop hij de in artikel XV van het Reglement van

uitvoering genoemde kennisgeving van onbestelbaarheid moet invullen.
De rechten worden in hun geheel behouden door de Administratie van het land van oorsprong.

Artikel 6.

Vergoedingen aan de Administratiën van bestemming en aan die van doorvoer.

De Administratie van afzending vergoedt voor elk pakket:
a. aan de Administratie van bestemming 30 centiemen per pakket een gewicht van 1 kilogram niet te boven gaande; 50 centiemen per pakket een gewicht van 5 kilogram niet te boven gaande; en 90 centiemen per pakket van 5 tot 10 kilogram, met bijvoeging, voor zooveel het te pas komt, van de verhoogde porten, bedoeld bij de eerste 5 paragrafen van artikel 5 en van een recht van 0 fr. 05 voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken aangegeven waarde, alsmede van het bij artikel 9 bedoelde recht voor expresse-bestelling;
b. in voorkomende gevallen, aan elke Administratie van doorvoer, de bij art. 3 bepaalde rechten.

Artikel 7.

Rechten voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking.

Het staat aan het land van bestemming vrij om voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking, een recht te heffen, waarvan het gezamenlijk bedrag 0 fr. 50 per pakket niet mag te boven gaan. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders is overeengekomen, wordt dit recht, bij de uitreiking van het pakket, van den geadresseerde ingevorderd. Bovendien wordt aan de Administratiën van bestemming de bevoegdheid verleend om een bijzonder bestelrecht te heffen, dat niet hooger mag zijn dan 50 centiemen wegens elke herhaalde bestelling aan het verblijf van den geadresseerde, nadat de bestelling van het pakket eenmaal vergeefs is beproefd.

Artikel 8.

Pakketten met verrekening.

1. Er kunnen verrekenpakketten worden verzonden in het verkeer tusschen landen, wier Administratiën overeenkomen dezen dienst in te voeren. Het hoogste bedrag der verrekening is gelijk aan het hoogste bedrag, vastgesteld voor postwissels naar de landen van oorsprong van de pakketten.

Echter is elke Administratie verplicht verrekenpakketten in doorvoer toe te laten ongeacht het verrekenbedrag.

2. Van den afzender van een verrekenpakket wordt een bijzonder recht geheven van 1% van het verrekenbedrag. De Administratie van afzending heeft de bevoegdheid het recht af te ronden overeenkomstig haar muntstelsel, en een minimum recht vast te stellen, dat niet meer mag bedragen dan een halve munteenheid.

Het recht van 1% wordt, op de wijze bij het Reglement van uitvoering voorgeschreven, verdeeld tusschen de Administratie van het land van oorsprong en die van het land van bestemming.

3. De afrekening der ingevorderde verrekenbedragen geschiedt door middel van verrekeningspostwissels, welke kosteloos worden verstrekt.

Het bedrag van een onbestelbaren verrekeningspostwissel blijft ter beschikking van de Administratie van het land van oorsprong van het verrekenpakket.

In alle andere opzichten zijn de verrekeningspostwissels onderworpen aan de bepalingen, vastgesteld bij de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, onder het voorbehoud, bedoeld bij het Reglement van uitvoering.

4. Voor het verlies van een verrekenpakket is de postadministratie verantwoordelijk overeenkomstig de bepalingen bij art. 16 van dit Verdrag voor pakketten zonder verrekening vastgesteld.

Na de uitreiking van het pakket is de Administratie van het land van bestemming aansprakelijk voor het verrekenbedrag, tenzij zij kan bewijzen, dat het pakket en de bijbehoorende adreskaart, bij de uitlevering aan haar, niet waren voorzien van de aanwijzingen, welke bij het Reglement van uitvoering voor verrekenpakketten zijn voorgeschreven.

De op regelmatige wijze van den geadresseerde ingevorderde bedragen worden den afzender gewaarborgd overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, behalve in de gevallen, bedoeld in de 2de zinsnede van artikel 17 van dit Verdrag.

5. De bepalingen van de paragrafen 5 en 6 van artikel 8 van het Hoofdverdrag zijn eveneens van toepassing op verrekenpakketten.

Artikel 9.

Expresse-bestelling.

1. In de landen der Vereeniging, wier Administratiën overeenkomen om zich in hare wederzijdsche betrekkingen met dien dienst te belasten, geschiedt, op verzoek van de afzenders,

de bestelling der pakketten onmiddellijk na aankomst door een bijzonderen bode.
Deze zendingen „expressezendingen" genoemd, zijn onderworpen aan een bijzonder recht; dit recht bedraagt 0 fr. 50 en moet, boven het gewone port, in zijn geheel, door den afzender bij vooruitbetaling worden voldaan, onverschillig of in het land van bestemming het pakket, dan wel slechts het bericht van aankomst van het pakket per expresse bij den geadresseerde kan worden bezorgd. Dit recht maakt deel uit van de aan dit land toegekende vergoedingen.
2. Indien een pakket, als in dit artikel bedoeld, ten gevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, naar een ander land wordt nagezonden, zonder dat expresse-bestelling werd beproefd, wordt het door den afzender betaalde vaste recht aan het nieuwe land van bestemming te goed gedaan, indien dit laatste verklaard heeft, zich met expresse-bestelling te belasten; in het tegenovergesteld geval behoudt de Administratie van het land van eerste bestemming dat recht; hetzelfde geldt voor onbestelbare pakketten.
3. Wanneer de geadresseerde verblijf houdt buiten den kosteloozen bestelkring van het kantoor van bestemming, mag dit kantoor een aanvullingsrecht heffen tot het bedrag, dat in het binnenlandsch verkeer voor de expresse-bestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmede gelijkgestelde bedrag in de munt van het land, hetwelk dat aanvullingsrecht heft. Het hierboven bedoelde aanvullingsrecht blijft invorderbaar ingeval van nazending of onbestelbaarheid van het stuk; het wordt behouden door de Administratie, die het heeft geheven.
4. De bestelling of de toezending van eene uitnoodiging tot afhalen wordt slechts éénmaal beproefd. Na eene vruchtelooze poging wordt het pakket verder niet meer als expresse-zending beschouwd en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die van de gewone pakketten.

Artikel 10.

Dringende pakketten.

1. In de betrekkingen tusschen de landen, die daaromtrent zijn overeengekomen, kan de afzender verzoeken, dat een gewoon pakket zooveel mogelijk met de voor het vervoer van de brievenpost gebezigde snelle middelen worde vervoerd. Deze pakketten, „dringende" genaamd, worden per expresse bij den geadresseerde bezorgd, mits zij niet de aanduiding „poste restante" dragen.
Voor de dringende pakketten wordt driemaal het port geheven,

vastgesteld voor gewone pakketten van hetzelfde gewicht en met dezelfde bestemming en eventueel het recht voor expressebestelling. Het aanvullingsrecht voor hinderlijke pakketten en de andere aanvullingsrechten worden in voorkomende gevallen slechts eenmaal geheven.

2. Elke Administratie die aan het vervoer van dringende pakketten deelneemt, ontvangt deswege de vergoedingen, welke haar ingevolge de bepalingen van de voorafgaande paragraaf toekomen.

Artikel 11.

Pakketten voor krijgsgevangenen.

Pakketten, met uitzondering van verrekenpakketten, bestemd voor of verzonden door krijgsgevangenen, zijn vrijgesteld van alle porten en rechten in dit Verdrag genoemd, zoowel in de landen van oorsprong en van bestemming als in de tusschenliggende anden. Wegens deze pakketten, welke onder genot van vrijstelling worden verzonden, zijn nòch de vergoedingen, bedoeld bij de artikelen 3, 5, 6, 7 en 9 van dit Verdrag, nòch de schadevergoeding in geval van verlies, van berooving of van beschadiging, verschuldigd.

Artikel 12.

Verbod tot het heffen van andere rechten, dan die bij het Verdrag voorzien; betaling van de douanerechten; vordering van onderpand.

1. De pakketten, waarop dit Verdrag betrekking heeft, mogen door de posterijen met geen andere rechten worden belast, dan met die, voorzien bij de verschillende artikelen van genoemd Verdrag.

De Administratiën van bestemming zijn bevoegd van de geadresseerden een bewaarloon te heffen voor de pakketten, welke zijn voorzien van de aanwijzing poste-restante, of welke niet binnen een door de binnenlandsche reglementen van haar land vastgestelden termijn zijn afgehaald. Het bedrag van het bedoelde recht wordt door de binnenlandsche wetgeving van ieder land vastgesteld en komt in geval van nazending van het pakket, of van terugzending aan den afzender ten bate van de Administratie, die het pakket met dat recht heeft belast.

2. De douanerechten of andere, niet vanwege de posterijen geheven rechten, moeten door de geadresseerden der pakketten worden voldaan. Nochtans kunnen de afzenders de hierbedoelde rechten voor hunne rekening nemen,· indien zij vooraf hun wensch daartoe aan het kantoor van afzending te kennen geven. In dat geval moeten zij, op aanvrage van het kantoor van be-

stemming, de door dat kantoor opgegeven bedragen betalen. De kantoren van afzending zijn bevoegd voldoend onderpand van de afzenders te vorderen.
De Administratie die de inklaring en vrijmaking voor rekening van den afzender doet geschieden, is bevoegd uit dien hoofde een bijzonder recht te heffen, dat 25 centiemen per pakket niet mag te boven gaan. Dit recht houdt geen verband met dat bedoeld bij artikel 7 van dit Verdrag.

Artikel 13.

Terugvordering; adreswijziging; opheffing of wijziging van het verrekenbedrag.

De afzender van een postpakket kan dit terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud bij artikel 11 van het Hoofdverdrag vastgesteld voor de brieven en andere stukken, met dien verstande evenwel, dat, indien de afzender terugzending of nazending van een pakket verlangt, hij gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de nieuwe verzending verschuldigde port.
De afzender van een postpakket belast met verrekening kan ook het bedrag van die verrekening doen opheffen of verminderen; de desbetreffende verzoeken worden op dezelfde wijze overgebracht als die tot terugvordering of adreswijziging.

Artikel 14.

Nazending; onbestelbare pakketten; ontheffing van de douanerechten.

1. Wegens de nazending van postpakketten van het eene land naar het andere, tengevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden, alsmede wegens de terugzending van de onbestelbare, of door de ambtenaren der invoerrechten teruggewezen postpakketten, geschiedt opnieuw heffing van de porten, vastgesteld bij de §§ 1 tot 5 van art. 5, ten laste der geadresseerden, of, in voorkomende gevallen, ten laste van de afzenders, onverminderd de teruggave der invoerrechten of andere bijzondere kosten, waarvan het land van bestemming de opheffing niet toelaat.
2. Wanneer de geadresseerde de nazending van een postpakket binnen het grondgebied van het land van bestemming zelf heeft gevraagd, staat het de Administratie van dat land vrij overeenkomstig hare binnenlandsche bepalingen een recht voor nazending te heffen. Dit recht blijft invorderbaar ten bate van het land binnen welks grenzen de nazending heeft plaats

gehad, ingeval het pakket naar het land van oorsprong wordt teruggezonden.

Nochtans is de afzender bevoegd, door middel van eene op de adreskaart en op het pakket gestelde verklaring, elke nazending, welke door den geadresseerde mocht worden gevraagd, te verbieden.

3. De contracteerende Administratiën verbinden zich hare bemiddeling te verleenen bij de betrokken Douane-Administratiën om ontheffing te verkrijgen van de betaling der douanerechten, waarmede postpakketten zijn bezwaard, welke naar het land van oorsprong teruggezonden zijn, door den afzender zijn afgestaan, wegens algeheele beschadiging van den inhoud zijn vernietigd, of naar een derde land zijn nagezonden.

Artikel 15.

Verboden verzendingen.

1. Tenzij tusschen de contracteerende landen anders mocht zijn overeengekomen, is het verboden met de post te verzenden postpakketten, inhoudende:

a. ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke voorwerpen, levende dieren of insecten, behoudens de uitzonderingen, in het Reglement van uitvoering vastgesteld;

b. opium, morfine, cocaïne en andere verdoovende middelen. Dit verbod is echter niet van toepassing op zoodanige zendingen welke met geneeskundig oogmerk worden verzonden, naar de landen die ze op deze voorwaarde toelaten;

c. voorwerpen, welke bij de wetten of reglementen op den in- en doorvoer of andere niet zijn toegelaten;

d. brieven of schrifturen, welke het kenmerk dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard alsmede stukken van allerlei aard, welke van een ander adres zijn voorzien dan dat van dengene voor wien het pakket bestemd is.

Intusschen is het geoorloofd de open factuur, alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, alsook een afschrift van het adres van het pakket met vermelding van het adres van den afzender in de zending te sluiten.

Eveneens is het verboden om muntstukken, gouden en zilveren werken en andere kostbaarheden, te verzenden in pakketten zonder aangegeven waarde, wanneer die pakketten bestemd zijn voor landen, welke aangifte van waarde toelaten.

2. De pakketten, welke ten onrechte ter verzending mochten zijn aangenomen, moeten naar de Administratie van oorsprong worden teruggezonden, behalve ingeval de Administratie van het land van bestemming krachtens hare wetgeving of bin-

nenlandsche bepalingen de bevoegdheid mocht hebben er anders over te beschikken.

Artikel 16.

Verantwoordelijkheid.

1. Wanneer een postpakket is verloren geraakt, is beroofd of beschadigd geworden, het geval van overmacht en de gevallen, bedoeld bij § 1 van artikel 15 van dit Verdrag uitgezonderd, dan heeft de afzender en bij gebreke van dezen, de geadresseerde, recht op eene schadevergoeding, gelijkstaande met het werkelijk bedrag van het verlies, de berooving of de schade, tenzij de schade veroorzaakt is door schuld of nalatigheid van den afzender of voorkomt uit den aard van het voorwerp, met dien verstande, dat de schadevergoeding, voor de gewone pakketten 10 franken per pakket tot een gewicht van 1 kilogram, 25 franken per pakket van 1 tot 5 kilogram, 40 franken per pakket van 5 tot 10 kilogram, en voor de pakketten met aangegeven waarde het bedrag dier waarde niet kan te boven gaan. Indirecte schade of winstderving blijft buiten beschouwing. De schadevergoeding wordt berekend naar den marktprijs van goederen van gelijken aard en hoedanigheid ter plaatse waar en op het tijdstip waarop de goederen ter verzending zijn aangenomen. Bij gebreke van een marktprijs, wordt de schadevergoeding berekend naar de gewone waarde van de goederen, berekend volgens dezelfde grondslagen.

De Administratiën van de contracteerende landen verbinden zich hare bemiddeling te verleenen bij de betrokken Douane-Administratiën om ontheffing te verkrijgen van de betaling der rechten, waarmede in haar dienst verloren geraakte, beroofde of beschadigde postpakketten zijn bezwaard geworden. Evenwel komen de rechten, waarvoor de ontheffing van betaling niet is verkregen, ten laste van de voor het verlies, de berooving of beschadiging aansprakelijke vervoerders.

Wanneer eene schadevergoeding is verschuldigd wegens het verlies of de algeheele vernietiging of berooving van een pakket, dan heeft de afzender daarenboven recht op de terugbetaling van de kosten van verzending. Hetzelfde geldt voor de zendingen, welke wegens den slechten toestand waarin ze verkeeren, door de geadresseerden worden geweigerd, mits die toestand aan den postdienst is te wijten en de betrokken Administratiën bijgevolg verplicht zijn de aansprakelijkheid te aanvaarden. Is een navraag het gevolg geweest van een fout van de post, dan worden de vanwege de posterijen voor die navraag geheven kosten aan den afzender teruggegeven.

De geadresseerde, die een beroofd of beschadigd pakket onder

voorbehoud heeft in ontvangst genomen, heeft recht op de voorgeschreven schadevergoeding.
De Postadministratiën behouden in alle gevallen het voor de verzekering betaalde recht.
2. De verplichting tot het uitbetalen der schadevergoeding rust op de Administratie, onder welke het kantoor van afzending behoort. Aan deze Administratie blijft het verhaal op de verantwoordelijke Administratie voorbehouden, dat wil zeggen, op die Administratie, op het gebied of in den dienst waarvan het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad.
Wanneer door overmacht een pakket met aangegeven waarde is verloren geraakt, is beroofd of beschadigd geworden, dan is de Administratie op het grondgebied of in den dienst waarvan het verlies, de berooving of de beschadiging plaats had, daarvoor verantwoordelijk aan de Administratie van afzending, indien beide landen ingeval van overmacht voor pakketten met aangegeven waarde schadevergoeding verleenen.
3. Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het pakket, zonder aanmerking te maken, heeft in ontvangst genomen, en nòch de afgifte aan den geadresseerde, nòch, waar dit te pas komt, de behoorlijke uitlevering aan de volgende Administratie kan aantoonen.
4. De betaling van de schadevergoeding door de Administratie van afzending heeft zoo spoedig mogelijk plaats en uiterlijk binnen den tijd van een jaar, te rekenen van den dag, waarop de aanvrage daartoe is gedaan. Deze Administratie is bevoegd om de regeling der schadevergoeding bij uitzondering naar een later tijdstip dan het vorengenoemde te verschuiven, wanneer omtrent het lot van het gezochte stuk of de belangrijkheid der schade nog geen zekerheid is verkregen of wanneer de vraag omtrent de aansprakelijkheid door oorzaken vreemd aan den postdienst (b.v. overmacht) niet kan worden opgelost.
De Administratie van oorsprong is echter bevoegd om den afzender zijne schade te vergoeden voor rekening van de Administratie van doorzending of van bestemming, die na langs den regelmatigen weg met de zaak te zijn in kennis gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder deze tot oplossing te brengen; deze termijn bedraagt negen maanden in de betrekkingen met overzeesche landen.
De verantwoordelijke Administratie, of die voor welker rekening de betaling overeenkomstig de voorgaande zinsnede heeft plaats gehad, is gehouden het bedrag van de schadevergoeding binnen drie maanden na het bericht van betaling aan de Administratie van afzending terug te betalen. Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, welke te vorderen heeft,

hetzij door afschrijving, hetzij door middel van een postwissel of wissel, hetzij in gangbare munt van het land dat te vorderen heeft. In voorkomende gevallen wordt het bedrag van de schadevergoeding op het verantwoordelijk land verhaald door afschrijving van zijne rekening, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van de eerste Administratie van doorvoer, welke op haar beurt het bedrag aan de volgende Administratie in rekening brengt en zoo vervolgens totdat het betaalde bedrag voor rekening van de verantwoordelijke Administratie is gebracht. Na den termijn van drie maanden wordt te rekenen van den dag waarop die termijn is verloopen, voor het aan de Administratie van afzending verschuldigde bedrag een rente van 7% 's jaars berekend. Wanneer eene Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld, aanvankelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, moet zij bovendien alle bijkomende kosten, voortspruitende uit de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling voor hare rekening nemen.

5. De aanvraag wordt slechts toegelaten binnen een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop het pakket ter post is bezorgd; is die termijn verstreken, dan heeft de aanvrager geen recht op eenige schadevergoeding.

6. De Administratie, voor wier rekening het bedrag der aangegeven waarde van pakketten, die niet te bestemder plaatse zijn aangekomen is vergoed geworden, treedt in alle rechten van den eigenaar.

7. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied van welk land het feit is geschied of indien, bij overdracht van de pakketten bij het getal, niet kan worden uitgemaakt op welk grondgebied een pakket verloren geraakt, beroofd of beschadigd is, dan dragen de betrokken Administratiën de schade, ieder voor een gelijk gedeelte.

Wat de poste-restante zendingen of die, welke op verzoek ter beschikking van de geadresseerden bewaard worden, betreft, houdt de verantwoordelijkheid op bij de uitreiking aan een persoon, die, volgens de in het land van bestemming bestaande bepalingen, zijne identiteit heeft bewezen en wiens naam en hoedanigheid met de aanwijzingen op het adres overeenstemmen.

8. De verantwoordelijkheid der Administratiën houdt op voor de postpakketten welke door de rechthebbenden zijn in ontvangst genomen, zoomede voor de pakketten, waarvan ten gevolge van vernietiging van de dienstbescheiden door overmacht, geen rekenschap kan worden gegeven.

Artikel 17.

Valsche aangifte van waarde.

Valsche aangifte van eene waarde hooger dan de werkelijke

waarde van den inhoud van een pakket, is verboden. In geval van zoodanige valsche aangifte verliest de afzender alle recht op schadevergoeding, onverminderd de gerechtelijke vervolging, welke de wetgeving van het land van oorsprong mocht medebrengen.

Hetzelfde geldt voor de pakketten, welke voorwerpen bevatten, die volgens de bepalingen van artikel 15 van dit Verdrag niet in zoodanige zendingen mogen worden gesloten.

Gedeeltelijke aangifte van de waarde van den inhoud van een postpakket is niet verboden.

Artikel 18.

Tijdelijke staking van den dienst.

Iedere Administratie kan, wanneer buitengewone gevallen een zoodanigen maatregel rechtvaardigen, den dienst der pakketpost tijdelijk geheel of gedeeltelijk staken, mits daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, aan de belanghebbende Administratie of Administratiën worde kennis gegeven.

Artikel 19.

Binnenlandsche wetgeving.

De binnenlandsche wetgeving van ieder der contracteerende landen blijft van toepassing ten aanzien van alle onderwerpen waarin door de bepalingen van dit Verdrag niet is voorzien.

Artikel 20.

Beperkte vereenigingen.

1. De bepalingen van dit Verdrag laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere verdragen in stand te houden en te sluiten, alsmede om, met het doel om de porten te verlagen of andere verbeteringen in den dienst der pakketpost aan te brengen, vereenigingen van meer beperkten omvang in stand te houden en in het leven te roepen.

2. Nochtans staan de Administratiën der landen, die tot dit Verdrag zijn toegetreden en eene uitwisseling van postpakketten onderhouden met niet contracteerende landen, aan alle overige aan dit Verdrag deelnemende Administratiën toe gebruik te maken van deze betrekkingen voor de uitwisseling van postpakketten met de laatstbedoelde landen.

Artikel 21.

Toetredingen tot het Verdrag.

1. De landen der Wereld-Postvereeniging die niet hebben deelgenomen aan dit Verdrag, kunnen daartoe op hun verzoek toetreden, op gelijke wijze als ten opzichte van de toetreding

tot de Wereld-Postvereeniging is voorgeschreven bij art. 26 van het Hoofdverdrag.

2. Indien echter het land, dat tot dit Verdrag wenscht toe te treden, de bevoegdheid verlangt om een verhoogd port van meer dan 25 centiemen per pakket te heffen, dan wordt de aanvrage om toetreding door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan alle contracteerende landen onderworpen. Die aanvrage wordt geacht te zijn toegestaan, indien daartegen binnen den tijd van zes maanden geen bedenking is ingebracht.

Artikel 22.

Reglement van uitvoering.

De Postadministratiën der contracteerende landen wijzen de kantoren of plaatsen aan, die zij voor den dienst der internationale uitwisseling van postpakketten openstellen; zij regelen de wijze van verzending van deze pakketten en stellen alle andere maatregelen van ondergeschikten aard en van orde, voor de uitvoering van dit Verdrag vereischt, vast.

Artikel 23.

Congressen en Bijeenkomsten.

Dit Verdrag is onderworpen aan de voorwaarden van herziening, vastgesteld bij art. 27 van het Hoofdverdrag.

Artikel 24.

Voorstellen in den tijd tusschen de Congressen.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij art. 27 van het Hoofdverdrag, heeft de Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht aan de andere Administratiën, die aan dit Verdrag deelnemen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende den dienst der pakketpost te doen.

Elk voorstel moet, om in behandeling te komen, worden ondersteund door ten minste twee Administratiën, die waarvan het voorstel uitgaat, niet medegerekend. Wanneer het Internationaal Bureel niet, tegelijk met het voorstel, het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt, blijft het voorstel zonder eenig gevolg.

2. Elk voorstel wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van § 2 van art. 28 van het Hoofdverdrag.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten die voorstellen op zich vereenigen:

a. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel en van de artt. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 23 en 25 van dit Verdrag betreffen;
b. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de bepalingen van andere dan die van de voormelde artikelen van dit Verdrag betreffen;
c. de volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van dit Verdrag betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij art. 25 van het Hoofdverdrag.
4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de eerste twee gevallen door eene diplomatieke verklaring, en in het derde geval door eene kennisgeving langs administratieven weg, op de wijze als bij art. 28 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.
5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

Artikel 25.

Duur van het Verdrag; vervallen van vroegere verdragen; bekrachtiging.

1. Dit verdrag treedt in werking op den 1sten Januari 1922. Echter is elk land gemachtigd de nieuwe tarieven toe te passen vanaf 1 April 1921, 1 Juli 1921 of 1 October 1921, mits hiervan, zoo noodig per telegraaf, twee maanden te voren kennis gevende aan het Internationaal Bureel.
2. Het zal denzelfden duur hebben als het Hoofdverdrag, onverminderd het recht, hetwelk aan elke contracteerende partij wordt gelaten, om zich aan dit Verdrag te onttrekken, mits van het voornemen daartoe een jaar te voren door hare Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worde kennis gegeven.
3. Te rekenen van den dag waarop dit Verdrag in werking treedt, komen alle bepalingen van het te Rome in 1906 gesloten Verdrag betreffende de uitwisseling van postpakketten te vervallen.
4. Dit Verdrag wordt zoodra mogelijk bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen te Madrid worden uitgewisseld.
In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierbovengenoemde landen dit Verdrag te Madrid, den dertigsten November negentien honderd en twintig onderteekend.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

SLOT-PROTOCOL.

Overgaande tot de onderteekening van het op heden gesloten Verdrag, betreffende de uitwisseling van postpakketten, zijn de ondergeteekenden, gevolmachtigden, alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Ieder land, waar de post op dit oogenblik niet is belast met het vervoer van postpakketten, en dat tot het bovengemelde Verdrag toetreedt, zal de bevoegdheid hebben om de uitvoering van de bepalingen daarvan op te dragen aan de spoorweg- en scheepvaartondernemingen. Het zal dien dienst ook kunnen beperken tot de pakketten, afkomstig uit of bestemd voor plaatsen, welke door die ondernemingen worden bediend.

De Postadministratie van dat land zal zich met de spoorweg- en scheepvaartondernemingen hebben te verstaan, ter verzekering van de volledige uitvoering door deze laatsten, van alle bepalingen van het Verdrag, in het bijzonder wat betreft de regeling van den dienst der uitwisseling aan de grenzen.

Zij zal hare tusschenkomst verleenen voor de behandeling van alle zaken met de Postadministratiën van de andere contracteerende landen en met het Internationaal Bureel.

II.

Als uitzondering op de bepalingen van § 1 van art. 2, van de §§ 1 en 2 van art. 3 en respectievelijk van de §§ 1 en 4 van art. 5 van het Verdrag:

1o. Is de Russische Regeering bevoegd het recht wegens land-transit voor Europeesch- en voor Aziatisch Rusland, elk afzonderlijk, vast te stellen op 1 frank 25 centiemen;

2o. Is de Turksche Regeering bevoegd het recht wegens land-transit voor postpakketten, welke door Aziatisch Turkije moeten worden vervoerd, vast te stellen op 2 frank 50 centiemen;

3o. Is de Chineesche Regeering bevoegd het recht wegens land-transit voor de pakketten, welke door China moeten worden vervoerd, vast te stellen op 1 frank 25 centiemen;

4o. Is de Argentijnsche Regeering bevoegd, wegens land-transit, voor de postpakketten, die met den spoorweg over de Andes moeten worden vervoerd, een aanvullingsrecht te heffen van 1 frank 50 centiemen per pakket;

5o. Wordt voor het vervoer van postpakketten, afkomstig van of bestemd voor de Argentijnsche kantoren van Costa del Sur, Tierra del Fuego en aangrenzende eilanden, een verhoogd port, hetwelk 1 frank 25 centiemen per pakket niet te boven gaat en voor het vervoer van pakketten met aangegeven waarde, bestemd voor of afkomstig van dezelfde kantoren, een aanvullingsrecht van 10 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken toegepast;

6o. Zijn de Republiek Columbia, Ecuador, Peru, de Vereenigde Staten van Venezuela en Brazilië bevoegd, bij wijze van overgangsmaatregel, vast te stellen:

a) op 1 frank het recht wegens land-transit;

b) op 1 franc 25 het verhoogd port voor pakketten afkomstig van of bestemd voor hun gebied;

7o. Is de kolonie Belgisch Congo bevoegd:

1o. voor het vervoer van postpakketten verder dan hare uitwisselingskantoren een verhoogd port te heffen, dat het op de pakketten van haar binnenlandschen dienst toegepaste tarief niet mag te boven gaan;

2o. het hoogste bedrag voor aangegeven waarde van de postpakketten tot 500 franken te beperken;

3o. zich aan het transit-vervoer van de postpakketten over haar gebied te onttrekken;

8o. Zijn Perzië en de Portugeesche koloniën in Afrika bevoegd zich aan het transit-vervoer van postpakketten over hun gebied te onttrekken. Deze bevoegdheid wordt hun voorloopig verleend;

9o. Is Britsch-Indië bevoegd op de postpakketten afkomstig van dit land met bestemming naar andere landen een opklimmend tarief naar verschillende gewichtsschalen toe te passen, onder voorwaarde, dat het gemiddelde der porten het gewone, met inbegrip van het verhoogd port waarop het recht zou hebben, niet te boven ga.

Deze laatste bevoegdheid wordt eveneens toegestaan aan de landen, die tot het Verdrag toetreden in den tijd, welke er verloopt tot het volgend Congres;

10o. Wordt aan de landen van de Vereeniging de bevoegdheid voorbehouden tot heffing van een verhoogd port, dat 30 centiemen per 20 gram of gedeelte van 20 gram niet mag te boven gaan, voor elke zending, die op verzoek van den afzender wordt vervoerd in een drijvende brandkast, welke is geplaatst aan boord van een paketboot, waarmede postvervoer plaats vindt. Het verhoogde port wordt behouden door het land van oorsprong der zending.

Het gebruik van drijvende brandkasten wordt in onderling overleg geregeld tusschen de Administratiën, die overeenkomen dezen dienst in hunne wederzijdsche betrekkingen in te voeren.

III.

Griekenland, Tunis en Aziatisch Turkije zijn bevoegd voorloopig niet toe te laten de pakketten, waarvan de afmetingen of de inhoud het bij het Reglement van uitvoering voor de diensten over zee toegestaan maximum mochten te boven gaan. De Nederlandsche koloniën zijn bevoegd voorloopig de maximum afmeting, langs een der zijden gemeten, tot 0,60 M. en de maximum-inhoud van postpakketten tot 25 d.M3. te beperken.
In oirkonde hiervan hebben de hieronder vermelde gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, als wanneer de bepalingen daarvan in het Verdrag waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Spaansche Regeering worden nedergelegd en in afschrift aan iedere partij worden ter hand gesteld.

Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)

WERELD-POSTVEREENIGING

REGLEMENT TER UITVOERING VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN, GESLOTEN TUSSCHEN DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË EN DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE EN DE SPAANSCHE KOLONIËN, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, IJSLAND, ITALIË EN DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, DE REPUBLIEK LIBERIA, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op art. 21 van het Hoofdverdrag en op art. 22 van het Verdrag betreffende de uitwisseling van postpakketten, hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van laatstgenoemd Verdrag, de navolgende bepalingen vastgesteld:

I.

Vervoer van de postpakketten; toezending van inlichtingen en stukken betreffende de uitwisseling van postpakketten.

1. Iedere Administratie is verplicht de postpakketten, welke haar voor doorvoer over haar gebied worden toegezonden, met dezelfde gelegenheden en middelen te vervoeren, welke zij voor hare eigen pakketten bezigt.

2. De Postadministratiën der contracteerende landen, die geregelde diensten over zee onderhouden, geven aan de Administratiën der andere contracteerende landen op welke van die diensten voor het vervoer van postpakketten kunnen worden gebezigd, met aanwijzing der afstanden.
3. De Administratiën der contracteerende landen, die rechtstreeksche betrekkingen onderhouden, doen elkander over en weder, door middel van tabellen, overeenkomende met het hierbij gevoegd model A, mededeeling van:
a. de naamlijst der landen voor welke zij, bij het vervoer der postpakketten, hare tusschenkomst kunnen verleenen;
b. de wegen, welke voor het vervoer van de bedoelde pakketten binnen haar gebied of door hare diensten openstaan;
c. het gezamenlijk bedrag der kosten, welke door de Administratie, die haar pakketten uitlevert, voor elke verschillende bestemming uit dien hoofde aan haar moet worden vergoed.
4. Door middel der van de correspondeerende Administratiën ontvangen tabellen A bepaalt iedere Administratie de wegen, welke voor de verzending van hare pakketten moeten worden gebruikt, en de porten, welke van de afzenders zijn te heffen, in verband met de voorwaarden waarop het vervoer plaats heeft.
5. Iedere Administratie moet bovendien rechtstreeks aan de eerste Administratie van doorvoer mededeelen, voor welke landen zij voornemens is, aan die Administratie postpakketten uit te leveren.
6. Iedere Administratie moet aan de contracteerende Administratiën mededeelen de lijst van voorwerpen, waarvan de invoer in haar land, volgens de wetten of reglementen, niet is toegelaten.

II.

Aequivalenten der porten.

1. Ter uitvoering van artikel 5, paragraaf 1, van het Verdrag betreffende de uitwisseling van postpakketten, heffen de Administratiën der contracteerende landen hare porten volgens de aequivalenten, welke zij overeenkomstig de aanwijzingen van de hierbij gevoegde tabel (model O) hebben bepaald, en welke zij door tusschenkomst van de Zwitsersche postadministratie aan het Internationaal Bureel moeten mededeelen.
2. Bij verandering van muntstelsel in een der bovengenoemde landen, treedt de Administratie van dat land, voor de wijziging van de aequivalenten in overleg met de Zwitsersche Postadministratie. Laatstgenoemde Administratie stelt, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, alle andere Administratiën der Vereeniging met die wijziging in kennis.

3. Iedere Administratie heeft de bevoegdheid om, bij belangrijke wijziging in de waarde van hare munt, indien zij zulks noodig oordeelt, over te gaan tot het plegen van het in de voorafgaande paragraaf bedoelde overleg.

III.

Hinderlijke pakketten.

1. Als hinderlijk worden beschouwd:
a. pakketten, welke, langs een der zijden gemeten, 1,50 M. te boven gaan;
b. pakketten, welke langs eene zijde 1 meter en langs eene andere zijde 50 centimeter te boven gaan;
c. pakketten, welke door hunnen vorm, hunnen omvang of hunne broosheid zich niet gemakkelijk leenen tot het verladen met andere pakketten, of welke bijzondere voorzorgen vereischen, zooals planten en heesters in manden; ledige kooien of kooien welke levende dieren bevatten; bijeengepakte ledige sigarenkistjes of andere kistjes of doozen, meubelen, mandewerk, bloementafels, kinderwagens, spinnewielen, rijwielen, enz.
2. De Administratiën, die zich belasten met het vervoer over zee, zijn bevoegd als hinderlijk aan te merken elk pakket, dat langs dien weg moet worden vervoerd en waarvan de inhoud 55 kubieke decimeters, of een der afmetingen 1,25 M. te boven gaat.
3. Behoudens klaarblijkelijke vergissing, moet, met betrekking tot de juiste berekening van den inhoud, het gewicht of de afmeting der postpakketten, de zienswijze van het kantoor van afzending als beslissend worden aangemerkt.

IV.

Vervoer van patronen en gelijksoortige artikelen.

Het wordt aan de belanghebbende Administratiën overgelaten om onderling in overleg te treden omtrent het vervoer van geladen capsulen en metalen patronen voor draagbare vuurwapenen, alsmede van niet-ontplofbare ernstvuurwerken.
Deze voorwerpen moeten in kisten ef vaatjes in- en uitwendig stevig worden verpakt en de inhoud moet zoowel op de adreskaart als op de zending zelve worden vermeld.

V.

Voorwaarden van verpakking.

1. Om ter verzending te worden toegelaten, moet elk pakket:
1o. voorzien zijn van een nauwkeurig adres in latijnsche letters.

Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten. Echter zijn postpakketten, waarvan het adres met inktpotlood op een vooraf bevochtigde plaats is geschreven, ter verzending toegelaten. Het adres moet op den omslag van het pakket zelf zijn geschreven, of er zoo stevig zijn aangehecht, dat het niet kan losraken. Het verdient aanbeveling in de zending een afschrift van het adres te sluiten;

2o. ingepakt zijn op een wijze, welke rekening houdt met den duur van het vervoer en waardoor de inhoud zoo afdoende wordt beveiligd, dat het onmogelijk is aan den inhoud te raken zonder dat er duidelijke sporen van schending overblijven. De verpakking van postpakketten, bestemd voor overzeesche landen moet bijzonder stevig en goed verzorgd zijn met het oog op de vele verschepingen en handelingen welke die zendingen moeten ondergaan; vooral wanneer de inhoud bestaat uit edele metalen, metalen voorwerpen of zware goederen, is het een vereischte, voor de verpakking stevige metalen doozen of houten kisten van minstens een centimeter dikte te gebruiken. Onverpakt worden aangenomen de voorwerpen, welke in elkaar kunnen worden geschoven of kunnen worden samengevoegd en bijeengehouden door een sterk touw, voorzien van zegels in lood of lak, zoodat zij één pakket vormen en niet van elkander kunnen losraken. Evenmin wordt verpakking geëischt van pakketten, uit één stuk bestaande, zooals stukken hout, metaal, enz., welke volgens handelsgebruik niet worden verpakt;

3o. verzegeld zijn door middel van met elkander overeenstemmende zegels in lak, van loodjes of van eenig ander middel, een bijzonder en eenvormig kenteeken van den afzender vertoonende;

4o. bij aangifte der waarde, boven het adres zijn voorzien van eene aanduiding dier waarde in de munt van het land van oorsprong, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. Daarenboven moet het bedrag van die aangifte door den afzender of door de Administratie van het land van oorsprong in gouden franken worden herleid.

Het aldus verkregen bedrag moet in cijfers worden vermeld naast of onder die, welke het aangegeven bedrag in de munt van het land van oorsprong aanduiden.

2. Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke licht vloeibaar worden, moeten worden verzonden in een dubbel omhulsel. Tusschen het eerste (flesch, pot, doos, enz.) en het tweede (doos van metaal, van taai hout of van gegolfd karton van stevige hoedanigheid) wordt, zoo mogelijk, eenige ruimte gelaten, welke met zaagsel, zemelen of een andere opslorpende of beschermende stof moet worden aangevuld.

Deze laatste voorwaarde is verplichtend, indien het eerste omhulsel bijzonder breekbaar is.

VI.

Adreskaarten en douaneverklaringen.

1. Elk pakket moet vergezeld zijn van eene adreskaart van stevig karton en van douane-verklaringen, gelijk aan of overeenkomende met de hierbijgevoegde modellen B en C. De Administratiën lichten elkander over en weder in omtrent het aantal der douaneverklaringen, dat voor elk land van bestemming noodig is.

Indien de wetgeving van het land van oorsprong zich daartegen niet verzet, mag de afzender de strook van de adreskaart bezigen voor mededeelingen de zending betreffende.

Hij is bovendien bevoegd op de achterzijde van de adreskaart de wijze aan te geven, waarbij hij over het pakket wenscht te beschikken, ingeval de uitreiking niet kan plaats hebben. Deze aanteekening moet in het Fransch of in eene in het land van bestemming bekende taal zijn gesteld.

2. Eenzelfde adreskaart en, indien de douanewetten zich daartegen niet verzetten, eenzelfde douaneverklaring kunnen voor meerdere gewone pakketten — doch ten hoogste drie — worden gebezigd, indien de pakketten van denzelfden afzender afkomstig, aan hetzelfde port onderworpen, en voor denzelfden persoon bestemd zijn.

Deze bepaling is niet van toepassing op pakketten met verrekening of met aangegeven waarde, welke elk van eene afzonderlijke adreskaart vergezeld moeten zijn.

Het staat echter aan ieder land vrij bij elk pakket, afkomstig van of bestemd voor het buitenland, afzonderlijke adreskaarten en douane-verklaringen te vorderen.

3. De adreskaarten en de douaneverklaringen, welke niet in de Fransche taal gedrukt zijn, behooren tusschen de regels eene vertaling van den tekst in deze taal te bevatten.

4. De adreskaarten, behoorende bij pakketten met aangegeven waarde, moeten, voor elk pakket, voorzien zijn van een afdruk van den stempel, welke tot sluiting van het pakket is gebezigd, alsmede van eene aanwijzing der aangegeven waarde, overeenkomstig de regelen, vermeld sub 4o. van art. V van dit Reglement.

Het juiste gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door de Administratie van afzending, zoowel op het adres van het pakket als op de daarvoor aangewezen plaats van de adreskaart vermeld.

5. De contracteerende Administratiën nemen geenerlei verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de juistheid der douane-verklaringen.

VII.

Onderscheidende etiketten.

1. Elk pakket wordt, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaart, voorzien van een etiket gelijk aan het hierbijgevoegd model D, vermeldende het nummer van inschrijving en den naam van het kantoor van terpostbezorging.
Hetzelfde kantoor van oorsprong mag niet gelijktijdig twee of meer reeksen etiketten gebruiken, tenzij de reeksen zijn aangevuld met een onderscheidend teeken.
2. De adreskaart wordt bovendien door het kantoor van oorsprong aan de adreszijde voorzien van een afdruk van den stempel, aanwijzende de plaats en den dag der terpostbezorging.
3. De pakketten met aangegeven waarde moeten, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaarten, zijn voorzien van een rood etiket, met de aanwijzing „Valeur déclarée" in Latijnsche letters.
4. De verrekenpakketten moeten, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaarten, zijn voorzien van een oranjekleurig etiket overeenkomende met het bij het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag gevoegde model D.
5. De per expresse te bestellen pakketten worden, evenals de begeleidende adreskaart, door middel van een stempel of van een etiket, voorzien van het woord „Exprès" in vette letters.
6. De dringende pakketten en de daarop betrekking hebbende adreskaarten moeten zijn voorzien van een etiket met de zeer duidelijke aanwijzing: „Urgent".
7. Indien de pakketten muntstukken, gouden of zilveren voorwerpen of andere kostbaarheden bevatten, moeten de in de voorafgaande paragrafen 1, 3, 4, 5 en 6 voorgeschreven etiketten en de postzegels, indien deze op de pakketten gehecht zijn, op eenigen afstand van elkander bevestigd worden, opdat zij niet kunnen dienen om beschadiging van den omslag te verbergen.
Zij mogen evenmin over twee zijden van den omslag worden omgevouwen zóó dat zij den rand bedekken.

VIII.

Pakketten vrij van rechten.

1. De pakketten vrij van rechten of alleen vrij van douanerechten aan de geadresseerden uit te reiken worden, evenals de daarbij behoorende adreskaarten, voorzien van een gekleurd etiket, met de aanwijzing „Franc de tous droits" of „Franc de droits de douane seulement" in vette letters. Dezelfde aanduiding moet door de afzenders op de adreskaarten worden geschreven.

2. Elk pakket, dat „franc de droits" wordt verzonden, gaat vergezeld van een advies wegens franco-uitreiking overeenkomende met het hierbij gevoegde model E, van geelkleurig karton, waarvan de voorzijde door het kantoor van afzending volgens de aanwijzingen van het formulier wordt ingevuld.
Eenzelfde advies wegens franco-uitreiking kan voor meerdere gewone pakketten — doch ten hoogste drie — worden gebezigd, indien de pakketten van denzelfden afzender afkomstig, aan hetzelfde port onderworpen, en voor denzelfden persoon bestemd zijn. Deze bepaling is niet van toepassing op pakketten met verrekening of met aangegeven waarde, welke elk van eene afzonderlijke adreskaart moeten vergezeld zijn. Overigens staat het aan ieder land vrij bij elk pakket, afkomstig van of bestemd voor het buitenland, een afzonderlijk advies wegens franco-uitreiking te vorderen. Het advies wegens franco-uitreiking wordt stevig aan de adreskaart bevestigd.
3. Na de aflevering aan den geadresseerde, vult het kantoor, dat de inklaring en vrijmaking voor rekening van den afzender heeft bewerkstelligd voor zooveel dit kantoor betreft, de aanwijzingen in, die op de achterzijde van het advies wegens franco-uitreiking voorkomen, en zendt dit met de bewijsstukken onder gesloten omslag, zonder aanduiding van den inhoud, aan het kantoor van oorsprong van het pakket.
Iedere Administratie heeft echter het recht de terugzending van de adviezen wegens franco-uitreiking, die met kosten bezwaard zijn, door bijzonder aangewezen kantoren te doen geschieden en te verlangen, dat de uit het buitenland teruggezonden adviezen aan een bepaald kantoor worden gericht. In dit laatste geval wordt de naam van het kantoor, waaraan de adviezen moeten worden teruggezonden, door het kantoor van afzending van het pakket op de voorzijde van het advies wegens franco-uitreiking vermeld.
4. Na ontvangst van een advies wegens franco-uitreiking, aangevende de door den dienst van het land van bestemming voorgeschoten kosten, herleidt de Administratie van het land van oorsprong het bedrag dier kosten in haar eigen munt volgens een door haar zelf vastgestelden koers, die niet hooger mag zijn dan die welke voor de afgifte van postwissels voor het betrokken land is vastgesteld.
Het aldus verkregen bedrag wordt op het formulier en op de zijstrook daarvan aangegeven en door de handteekening van den ambtenaar, door wien de herleiding is geschied, bekrachtigd. Na invordering van het bedrag der kosten, overhandigt het kantoor van oorsprong de strook van het advies, en eventueel de bewijsstukken, aan den afzender.
5. Wanneer eene zending, voorzien van een etiket „franc de

droits", den dienst van het land van bestemming bereikt zonder advies wegens franco-uitreiking, dan maakt het met de inklaring en vrijmaking belaste kantoor een duplicaat op van het advies, daarbij zorgdragend den naam van het land van oorsprong van de zending in de plaats te stellen van dien van de Administratie waartoe bedoeld kantoor zelf behoort. Wanneer het advies wegens franco-uitreiking na aflevering van het pakket is verloren geraakt, dan wordt naar dezelfde regelen een duplicaat opgemaakt.

6. De adviezen wegens franco-uitreiking betrekking hebbende op zendingen, welke om de een of andere reden naar de plaats van herkomst worden teruggezonden, moeten door de zorg van de Administratie, die de terugzending bewerkstelligt, onbruikbaar worden gemaakt en aan de adreskaarten worden gehecht.

IX.

Wijze van verzending der pakketten.

1. De uitwisseling der postpakketten tusschen aan elkander grenzende of door middel van eenen rechtstreekschen dienst over zee met elkander verbonden landen, geschiedt door de kantoren en in de plaatsen, welke door de belanghebbende Administratiën daartoe zijn aangewezen.

2. In het verkeer tusschen landen, die door een of meer tusschenliggende landen zijn gescheiden, moeten de postpakketten de wegen volgen, waaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën is overeengekomen; zij worden aan de eerste Administratie van doorvoer stuksgewijze uitgeleverd. De betrokken Administratiën kunnen zich met elkaar verstaan omtrent de uitwisseling, hetzij stuksgewijze, hetzij in zakken, manden of afgesloten afdeelingen van wagens met rechtstreeksche adviezen. In dit geval stellen deze Administratiën in gemeen overleg de noodige maatregelen vast voor de uitwisseling der postpakketten en voor de afrekening.

3. Het vormen van gesloten zendingen is echter verplicht, indien het aantal postpakketten van dien aard is, dat de werkzaamheden van eene tusschenkomst verleenende Administratie, volgens hare verklaring, daardoor worden belemmerd.

Indien daaromtrent door de met elkander in betrekking staande Administratiën niet anders is overeengekomen, moeten de manden, zakken, enz., met de eerstvolgende gelegenheid, ledig aan de Administratie van afzending worden teruggezonden. Tenzij anders is bepaald, komen de manden, zakken en soortgelijke verzendingsmiddelen, benoodigd voor de uitwisseling van postpakketten, voor gelijke deelen ten laste van de Administratiën, die er zich in hun wederzijdsch verkeer van bedienen.

4. De Administratiën, die zich belasten met de uitwisseling van dringende pakketten, treffen in onderling overleg maatregelen voor een vlugge en zooveel mogelijk rechtstreeksche verzending van die pakketten; deze Administratiën stellen eveneens in gemeen overleg de noodige maatregelen voor de afrekening vast.

5. Wanneer postpakketten tijdens de verzending ambtshalve worden aangehouden, hetzij door de post, hetzij door de douane, dan moet de afzender per bericht van onbestelbaarheid worden uitgenoodigd nadere opdracht te geven. Deze maatregel is echter niet verplichtend in gevallen van overmacht, zooals stakingen, overstroomingen, enz.

X.

Advies; omschrijving der pakketten.

1. De postpakketten worden door het afzendend kantoor van uitwisseling ingeschreven op een advies, overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model F, met vermelding van alle bijzonderheden, welke dat formulier aangeeft. De correspondeerende Administratiën kunnen nochtans met elkander overeenkomen om gewone pakketten slechts bij het getal (en bloc) op de adviezen in te schrijven, met vermelding in één som van de te vergoeden bedragen. De adreskaarten, de verrekeningspostwissels, de douane-verklaringen en, eventueel de andere vereischte documenten (zooals rekeningen, bewijzen van herkomst, geneeskundige verklaringen, enz.) alsmede de adviezen E, en de berichten van ontvangst, worden aan het advies vast gehecht.

De uitwisselingskantoren, die hun tusschenkomst verleenen, behoeven de bewijsstukken, welke bij de adviezen behooren, niet te vergelijken.

2. De postpakketten voor den dienst, ingesteld ten behoeve van krijgsgevangenen, worden op hetzelfde advies ingeschreven, doch zonder eenige vergoeding.

3. Tenzij daaromtrent anders mocht zijn overeengekomen, behooren bij de uitwisseling van pakketten over zee, de kantoren van afzending de adviezen in den linkerbovenhoek van volgnummers te voorzien welke voor elk kantoor van oorsprong en voor elk kantoor van bestemming eene jaarlijksche reeks vormen; zooveel mogelijk worden, onder het nummer, de naam van de paketboot of van het schip, waarmede de zending wordt vervoerd, vermeld. Het laatste nummer van een afgeloopen jaar moet op het advies van de eerste zending van het volgende jaar worden vermeld.

XI.

Bericht van ontvangst.

1. Wanneer van een postpakket een bericht van ontvangst wordt verlangd, schrijft het kantoor van oorsprong, op duidelijke wijze, op dit pakket en op de betrekkelijke adreskaart de aanwijzing „Avis de réception" of voorziet het van een afdruk van een stempel met de letters „A. R.".

2. Het formulier voor bericht van ontvangst wordt opgemaakt door het kantoor van oorsprong of door eenig ander, door de afzendende Administratie aan te wijzen kantoor. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.

De berichten van ontvangst moeten in het Fransch zijn gesteld of tusschen de regels van eene Fransche vertaling zijn voorzien.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier, na het behoorlijk te hebben ingevuld, zonder omslag en portvrij terug aan het adres van den afzender van het pakket.

4. Wanneer de afzender, na de terpostbezorging van een postpakket, daarvan een bericht van ontvangst verzoekt, vermeldt het kantoor van oorsprong op een formulier voor bericht van ontvangst de zeer nauwkeurige omschrijving van het pakket (kantoor van oorsprong, datum van terpostbezorging, nummer, adres). Dit formulier wordt vastgehecht aan een navraag, model N, vooraf voorzien van postzegels, welke het recht, bedoeld bij artikel 5 § 6 van het Verdrag, vertegenwoordigen en behandeld volgens het bepaalde bij art. XVI van dit Reglement, behoudens deze uitzondering, dat, ingeval van regelmatige aflevering van het pakket, waarop het bericht van ontvangst betrekking heeft, het kantoor van bestemming het formulier N achterhoudt en het bericht van ontvangst behoorlijk ingevuld terugzendt op de wijze als in § 3 van dit artikel is voorgeschreven.

5. Indien een bericht van ontvangst, dat door den afzender op regelmatige wijze bij de terpostbezorging is gevraagd, niet binnen den bepaalden tijd wordt terugontvangen, wordt, om het ontbrekende bericht op te vragen, gehandeld overeenkomstig het bepaalde bij § 4 van dit artikel. Het kantoor van oorsprong schrijft aan het hoofd van het formulier: „Duplicata de l'avis de réception, etc."

XII.

Onderzoek door de kantoren van uitwisseling.

1. Bij ontvangst van een advies gaat het kantoor van uitwisseling over tot het onderzoek der postpakketten en der verschillende stukken, welke op dat advies zijn ingeschreven

en stelt, in voorkomende gevallen, vast wat ontbreekt of welke andere onregelmatigheden zijn bevonden, door middel van een formulier, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model G, zich daarbij gedragende naar de regelen, welke bij art. IX van het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende stukken met aangegeven waarde, zijn vastgesteld.

2. Verschillen van geringe beteekenis, met betrekking tot den inhoud, de afmeting en het gewicht, alsmede onregelmatigheden, waarbij klaarblijkelijk de verantwoordelijkheid der betreffende Administratiën niet betrokken is, worden enkel door een bericht van bevinding medegedeeld.

3. Alle verschillen, welke in de vergoedingen en de aanrekeningen mochten worden opgemerkt, worden door middel van een bericht van bevinding aan het kantoor van afzending medegedeeld. De goedgekeurde berichten van bevinding worden gehecht aan de adviezen, waarop zij betrekking hebben. Met verbeteringen, welke niet met bewijsstukken zijn belegd, wordt geen rekening gehouden.

XIII.

Verrekenpakketten.

1. De verrekenpakketten en de daarbij behoorende adreskaarten moeten op de adreszijde, zeer duidelijk geschreven of gedrukt, het woord „Remboursement" dragen, gevolgd door de aanduiding van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong, in Latijnsche letters, zonder doorhaling of overschrijving, zelfs al ware die goedgekeurd.
De afzender moet, eveneens in Latijnsche letters, op het pakket en op de voorzijde van de adreskaart zijn naam en adres vermelden.

2. Elk verrekenpakket gaat vergezeld van een verrekeningspostwissel, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model H. Deze verrekeningspostwissel, welke aan de adreskaart wordt vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en, als algemeenen regel, den afzender van het pakket als den geadresseerde van den wissel aangeven. Echter is iedere Administratie vrij de postwissels betreffende zendingen uit haren dienst afkomstig, te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan een van hare overige kantoren. De strook van den wissel moet den naam en het adres van den geadresseerde van het pakket, alsmede de plaats en den datum van terpostbezorging van die zending vermelden.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de Administratiën van oorsprong en van bestemming anders is overeengekomen, worden de bedragen der verrekeningspostwissels herleid in de munt

van het land van bestemming door de zorg van de Administratie van dat land, volgens den koers van herleiding gebezigd voor de herleiding van postwissels bestemd voor het land van oorsprong der pakketten.

4. Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming, of eenig ander daartoe door de Administratie van het land van bestemming aangewezen kantoor het gedeelte „Indications de service" van den verrekeningspostwissel in en zendt dien wissel, na daarop den dagteekeningstempel te hebben afgedrukt, vrij van recht, aan het adres, dat er op is vermeld.

De verrekeningspostwissels worden uitbetaald overeenkomstig de bepalingen, door elke Administratie vastgesteld, ten einde de betaling van het bedrag der verrekening aan de afzenders der pakketten te verzekeren.

5. Indien de geadresseerde het verrekenbedrag niet betaalt binnen zeven dagen in het verkeer tusschen landen van Europa, en binnen veertien dagen in het verkeer tusschen landen van Europa met landen buiten Europa en van deze laatste landen onderling, te rekenen van den dag volgende op dien van aankomst van het pakket ten kantore van bestemming, dan wordt het pakket als onbestelbaar behandeld overeenkomstig het bepaalde bij art. XV, § 3, van dit Reglement.

Deze termijnen kunnen tot ten hoogste 28 dagen worden verlengd door de Administratiën, wier wetgeving daartoe de verplichting oplegt. De afzender kan echter, door eene in een in het land van bestemming bekende taal gestelde aanteekening, de onmiddellijke terugzending van de pakketten aan zijn adres vragen, indien de geadresseerde bij de eerste aanbieding weigert het verrekenbedrag te betalen.

De verrekeningspostwissels, behoorende bij verrekenpakketten, welke om de eene of andere reden naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, moeten, door de zorgen van de terugzendende Administratie, worden onbruikbaar gemaakt.

6. Wanneer de postwissels, behoorende bij de verrekenpakketten vóór de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren zijn geraakt of vernietigd zijn, maakt het kantoor van bestemming namens het kantoor van afzending duplicaten op.

De nà de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekeningspostwissels worden eveneens vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de beide betrokken Administratiën is vastgesteld, dat de postwissel noch uitbetaald, noch terugbetaald is.

7. De verrekeningspostwissels, waarvan de geadresseerden het

bedrag niet binnen den termijn van geldigheid, vastgesteld bij het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, hebben opgevorderd, worden behandeld overeenkomstig het bepaalde bij de §§ 2 en 3 van artikel VIII van het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst, betreffende den dienst der invordering van gelden op quitantiën en handelspapier.

8. Het bepaalde bij de §§ 7 en 8 van artikel XIII van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag, betreffende postwissels, welke niet aan de rechthebbenden kunnen worden uitgereikt of niet door dezen worden geïnd, is eveneens van toepassing op den dienst der postpakketten, belast met verrekening.

XIV.

Nazending.

1. Verkeerd gezonden postpakketten worden naar hunne bestemming verzonden langs den kortsten weg, waarover de nazendende Administratie kan beschikken. Zij kunnen door deze Administratie niet met douane- of andere rechten worden belast. Wanneer de pakketten door de nazending bij de afzendende Administratie terugkeeren, debiteert het uitwisselingskantoor, dat nazendt, zich voor de ontvangen vergoedingen, na mededeeling der misvatting door middel van een bericht van bevinding. In het tegenovergestelde geval en indien het bedrag, te goed gedaan aan de nazendende Administratie onvoldoende is om de kosten der nazending, welke te haren laste komen, te dekken, dan crediteert zij zich voor het verschil, door het op het advies van het afzendend kantoor van uitwisseling te goed gedane bedrag te verhoogen. De reden dezer verbetering wordt aan laatstgemeld kantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten, tengevolge van eene aan den postdienst te wijten misvatting, en dientengevolge naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden of indien een verbod van invoer, als bedoeld bij artikel 15 van het Verdrag, door het uitwisselingskantoor van bestemming bij de uitwisseling wordt opgemerkt, dan wordt op dezelfde wijze gehandeld alsof dat pakket tengevolge van verkeerde verzending aan de Administratie van afzending moest worden teruggegeven.

2. De postpakketten, welke ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden of tengevolge van een misvatting van den afzender worden nagezonden, worden door de Administratie, die ze uitreikt, belast met een port, ten laste der geadresseerden, gelijkstaande met het aandeel, dat aan deze

laatste Administratie, aan de nazendende Administratie en, in voorkomende gevallen, aan ieder der Administratiën van doorvoer is verschuldigd.
De nazendende Administratie crediteert zich voor haar aandeel bij de Administratie van doorvoer of bij de Administratie van nieuwe bestemming. Indien het land, dat nader verzendt, en dat van nieuwe bestemming niet aan elkander grenzen, brengt de eerste Administratie van doorvoer, die een nagezonden postpakket ontvangt, het bedrag van zijn aandeel en van dat van de nazendende Administratie, in zijn voordeel, ten laste van de Administratie, waaraan dat voorwerp wordt uitgeleverd.
Indien deze laatste Administratie, op hare beurt, slechts een Administratie van doorvoer is, verhaalt zij eveneens op de volgende Administratie haar eigen aandeel, vermeerderd met die, welke door de voorgaande Administratie zijn in rekening gebracht. Deze handeling wordt herhaald in het verkeer tusschen de verschillende Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, tot dat het postpakket de Administratie van bestemming heeft bereikt.
Indien echter het port, wegens de verdere verzending van een na te zenden pakket verschuldigd, op het oogenblik van nazending wordt voldaan, dan wordt dit voorwerp behandeld alsof het rechtstreeks van het nazendende land naar het land van bestemming geadresseerd ware en zonder betaling van port aan den geadresseerde uitgereikt.
3. De pakketten, belast met verrekening, kunnen worden nagezonden, indien in het verkeer van het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong verrekenpakketten zijn toegelaten. De pakketten gaan, in geval van nazending, vergezeld van de verrekeningspostwissels, opgemaakt door den dienst van oorsprong der pakketten. De Administratie van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van het verrekenbedrag alsof het pakket haar rechtstreeks ware toegezonden.
4. De pakketten worden nagezonden in hunne oorspronkelijke verpakking en vergezeld van de adreskaart, opgemaakt door het kantoor van oorsprong. Indien het pakket om de eene of andere reden opnieuw moet worden verpakt of de oorspronkelijke adreskaart moet worden vervangen door eene andere, is het volstrekt noodzakelijk den naam van het kantoor van oorsprong en het nummer van de oorspronkelijke inschrijving, zoowel op het pakket als op de adreskaart, te vermelden.

XV.

Onbestelbare pakketten.

1. Indien de afzenders van onbestelbare pakketten op de keer-

zijde van de adreskaart en op de zending zelve niet hebben aangegeven op welke wijze met hunne pakketten moet worden gehandeld, dan doet de Administratie van bestemming zoo spoedig mogelijk aan de Administratie van oorsprong mededeeling van de onbestelbare pakketten. Daarvoor wordt gebruik gemaakt van een formulier overeenkomstig het hierbij gevoegde model J. gesteld in de Fransche taal of voorzien van een onder de regels gestelde Fransche vertaling van den tekst. De afzender mag slechts beschikken over het pakket op één der in § 2 van dit artikel aangegeven wijzen.

Als algemeene regel worden de berichten van onbestelbaarheid gewisseld tusschen de kantoren van bestemming en die van oorsprong. Iedere Administratie kan echter verlangen, dat de kennisgevingen, haren dienst betreffende, worden toegezonden aan haar Hoofdbestuur, of aan een bepaaldelijk aangewezen kantoor.

Het bericht van onbestelbaarheid moet in voorkomende gevallen vermelden het bedrag van de douane- en andere kosten, waarmede het pakket reeds is belast en van die, waarmede het nog wegens langere bewaring zoude kunnen worden belast.

Wanneer postpakketten, waaromtrent een bericht is verzonden, alsnog worden aangenomen of nagezonden vóór de ontvangst van de beschikkingen van den afzender, moet het kantoor van oorsprong daarvan onmiddellijk worden onderricht, ter kennisgeving aan den afzender. Na ontvangst van de beschikkingen van den afzender, zijn deze laatste alleen geldig en uit te voeren.

2. De afzender van een onbestelbaar pakket kan verzoeken:

a. dat het pakket hem onmiddellijk worde teruggezonden;

b. dat het adres van het pakket worde verbeterd of aangevuld;

c. dat het pakket aan een ander dan den geadresseerde worde uitgereikt of naar eene andere bestemming worde opgezonden om aan den oorspronkelijken geadresseerde of aan een ander persoon te worden uitgereikt;

d. dat aan den oorspronkelijk geadresseerde nog eenmaal kennis worde gegeven;

e. dat het pakket worde verkocht voor rekening en op kosten van den afzender of als afgestaan worde behandeld;

f. dat een pakket, belast met verrekening worde afgegeven aan den oorspronkelijken geadresseerde of aan een ander persoon zonder inning van het verrekenbedrag of tegen betaling van een lager bedrag dan het oorspronkelijk aangegevene. De wijze van handelen, te volgen bij het onbruikbaar maken of de vervanging van den verrekeningspostwissel, is dezelfde als voorgeschreven bij § 2 van artikel XVII van dit Reglement;

g. dat het pakket aan den geadresseerde worde afgegeven

zonder heffing van de douane- of andere kosten, waarmede het pakket is belast.
Indien de afzender in het geheel niet antwoordt of een wensch te kennen geeft, die niet overeenkomt met het door het kantoor van oorsprong tot hem gerichte verzoek om instructies, behoeft het kantoor van bestemming hem geen nieuw bericht te zenden; in die gevallen wordt het pakket hem na verloop van den, in de hierna volgende § 3, vastgestelden termijn, teruggezonden.
Hetzelfde geschiedt indien de afzender weigert het bericht van onbestelbaarheid aan te nemen, of het bij § 6 van artikel 5 van het Verdrag bedoelde recht te betalen.
Postpakketten, waarvan uitreiking aan de geadresseerden om de eene of andere reden niet heeft kunnen plaats vinden en waarvan de afzenders onvoorwaardelijk afstand hebben gedaan, worden door de Administratie van bestemming niet teruggezonden, doch behandeld overeenkomstig hare binnenlandsche wetgeving.
3. Indien het kantoor van bestemming binnen den tijd van een maand, te rekenen van de verzending van het bericht, geen voldoende inlichting heeft ontvangen, wordt het pakket aan het kantoor van oorsprong teruggezonden.
Dit tijdsverloop bedraagt vier maanden voor het verkeer met overzeesche landen.
De pakketten, welke op verzoek ter beschikking van de geadresseerden worden bewaard, of de aanwijzing „poste restante" dragen worden als onbestelbaar beschouwd na den in de reglementen van het land van bestemming voorgeschreven bewaringstermijn, met dien verstande evenwel dat die termijn in het verkeer met overzeesche landen vier maanden, en in het overige verkeer een maand niet mag te boven gaan.
Terugzending van het pakket moet onmiddellijk plaats hebben, indien het verzoek van den afzender, gedaan, hetzij door eene vooraf op de adreskaart gestelde aanwijzing, hetzij in antwoord op het bericht van onbestelbaarheid, model J, niet kan worden ingewilligd, of dit verzoek niet tot aflevering van het pakket heeft geleid. Indien de afzender bij zijn nieuwe beschikking een tweede aanwijzing (ander adres, enz.), heeft bijgevoegd, wordt het pakket eerst teruggezonden, wanneer deze in de plaats tredende beschikking op haar beurt tot geen gevolg heeft geleid.
4. Elk pakket, waarvan de geadresseerde is vertrokken naar een land, dat niet tot het Verdrag betreffende de pakketpost is toegetreden, wordt als onbestelbaar behandeld, tenzij de Administratie, waarvoor het oorspronkelijk bestemd was, in staat is om het aan zijn adres te doen bezorgen.
De pakketten, welke aan den afzender worden teruggezonden, worden op het advies ingeschreven met de aanwijzing „Rebut"

in de kolom voor aanmerkingen. Zij worden behandeld en met port belast evenals de voorwerpen, welke, ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden, worden nagezonden.

Ingeval deze pakketten met andere kosten dan die van terugzending worden belast, moet eene specificatie van die kosten bij de adreskaart worden gevoegd.

5. De goederen, welke aan waardevermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk, ook onderweg bij de heen- en terugzending, zonder voorafgaand bericht en zonder gerechtelijke formaliteit, ten voordeele van den rechthebbende worden verkocht. Indien om de eene of andere reden de verkoop niet mogêlijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven voorwerpen vernietigd. Van den verkoop of van de vernietiging wordt proces-verbaal opgemaakt.

Een afschrift van dat proces-verbaal wordt, vergezeld van de adreskaart, aan het kantoor van oorsprong toegezonden.

De opbrengst van den verkoop strekt in de eerste plaats tot dekking der kosten, waarmede de zending is bezwaard. In voorkomende gevallen wordt het overschot aan het kantoor van oorsprong overgemaakt, om te worden ter hand gesteld aan den afzender, te wiens laste de kosten der zending komen. De kosten, welke door den verkoop niet zijn gedekt, komen ten laste van den afzender en worden aan de Administratie van oorsprong in rekening gebracht.

XVI.

Navragen.

1. Voor navragen omtrent postpakketten of niet terugontvangen verrekeningspostwissels wordt gebruik gemaakt van een formulier gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model N. De Administratie van het land van oorsprong zendt dit formulier rechtstreeks aan de Administratie van bestemming.

2. Echter wordt in het verkeer met overzeesche landen en tusschen die landen onderling de navraag verzonden van kantoor tot kantoor langs denzelfden weg als de zending, waarop de navraag betrekking heeft.

3. In het geval, bedoeld bij § 1 van dit artikel, zendt de Administratie van bestemming, wanneer zij in staat is afdoende inlichtingen te verschaffen omtrent het lot van het pakket, waarop de navraag betrekking heeft, of van den verrekeningspostwissel, dit formulier, voorzien van de vereischte inlichtingen, aan de Administratie van oorsprong terug.

Wanneer het lot van een pakket, dat door verschillende Administratiën is behandeld, niet aanstonds in het land van be-

stemming kan worden vastgesteld, zendt de Administratie van bestemming het formulier aan de Administratie van oorsprong terug. Deze vult het formulier aan, door daarop de bijzonderheden van de verzending aan de eerste Administratie van doorvoer te vermelden en zendt het daarna aan deze Administratie, welke er hare opmerkingen en eventueel de verzending aan de volgende Administratie op aanteekent. De navraag gaat zoo vervolgens van Administratie tot Administratie, totdat het lot van het voorwerp, waarop de navraag betrekking heeft, is vastgesteld.

De Administratie, welke het pakket aan den geadresseerde heeft doen uitreiken, of die, in voorkomende gevallen, noch die uitreiking, noch de regelmatige uitlevering aan eene andere Administratie kan aantoonen, vermeldt dat feit op het formulier en zendt dit daarna aan de Administratie van oorsprong terug.

4. In het geval bedoeld bij § 2 van dit artikel, worden de nasporingen voortgezet van de Administratie van oorsprong af tot aan die van bestemming. Iedere Administratie vermeldt op het formulier de gegevens omtrent de verzending aan de volgende Administratie en verzendt het vervolgens daaraan. Indien geen gegevens omtrent de verzending aan de volgende Administratie kunnen worden verstrekt, wordt het formulier aan de Administratie van het land van bestemming gezonden. De Administratie, die het pakket aan den geadresseerde heeft doen uitreiken, of die, in voorkomende gevallen, noch die uitreiking, noch de regelmatige uitlevering aan eene andere Administratie kan aantoonen, vermeldt dat feit op het formulier en zendt dit daarna aan de Administratie van oorsprong terug.

5. De formulieren N worden in het Fransch gesteld of behelzen tusschen de regels eene Fransche vertaling van den tekst. Zij moeten zooveel mogelijk vergezeld gaan van een facsimile van het adres. Deze formulieren worden zonder begeleidend schrijven in een gesloten omslag verzonden. Het staat aan iedere Administratie vrij om, bij eene aan het Internationaal Bureel gerichte kennisgeving, te verlangen, dat de op haren dienst betrekking hebbende navragen worden toegezonden, hetzij aan haar Hoofdbestuur, hetzij aan een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor, hetzij eindelijk rechtstreeks aan het kantoor van bestemming of, indien zij alleen als Administratie van doorvoer bij de zaak betrokken is, aan het kantoor van uitwisseling, waaraan de zending is uitgeleverd.

XVII.

Verzoeken om terugzending, verandering van adres of opheffing van het verrekenbedrag.

1. De aanvragen om terugzending en verandering van adres

van pakketten zijn onderworpen aan de regelen en formaliteiten, voorgeschreven bij art. XXX van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

2. Indien gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag wordt verlangd, moet een nieuwe verrekeningspostwissel, opgemaakt tot het verminderd bedrag, bij de verzoeken worden gevoegd. De ongeldig verklaarde of vervangen verrekeningspostwissels worden vernietigd door de zorgen van de Administratie van bestemming der pakketten.

XVIII.

Afrekening.

1. Iedere Administratie laat maandelijks, door elk van hare uitwisselingskantoren en voor alle verzendingen van de uitwisselingskantoren, van een en dezelfde Administratie ontvangen, een staat, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegde model K opmaken van de sommen, welke op elk advies zijn ingeschreven, hetzij in haar voordeel, voor haar aandeel, en in voorkomende gevallen voor dat van ieder der belanghebbende Administratiën, in de door de Administratie van afzending geheven porten, hetzij in haar nadeel, voor het aandeel in de van de geadresseerden te heffen porten, dat wegens nagezonden of onbestelbare pakketten aan de Administratie, welke die pakketten na- of terugzendt, en aan de verder daarbij betrokken Administratiën toekomt.

2. De bedragen der staten K worden vervolgens door de zorg van dezelfde Administratie overgebracht op eene rekening L, waarvan het model eveneens bij dit Reglement is gevoegd.

3. Deze rekening wordt, onder bijvoeging van de afzonderlijke staten, van de adviezen en, zoo die er zijn, van de daarop betrekking hebbende berichten van bevinding, in den loop der maand, volgende op die waarover de rekening loopt, aan het onderzoek van de correspondeerende Administratie onderworpen. De eindbedragen mogen nooit worden verbeterd. De misvattingen, welke mochten worden opgemerkt, moeten worden verevend door middel van verschil-staten.

4. De maandelijksche rekeningen worden, na over en weder te zijn nagezien en goedgekeurd, door de zorg van de Administratie, die te vorderen heeft, in eene algemeene driemaandelijksche rekening te zamen gevat.

Aan de aan het Verdrag deelnemende Administratiën wordt nochtans vrijheid gelaten zich onderling te verstaan om slechts halfjaarlijks of jaarlijks een algemeene rekening samen te stellen.

5. Het saldo, door de balans der wederzijdsche rekeningen

tusschen twee Administratiën aangewezen, wordt door de Administratie die te betalen heeft, aan de Administratie, die te vorderen heeft, uitbetaald op de wijze, als bij § 1 van artikel XXXVI van het Reglement van uitvoering van het Hoofdverdrag, alsmede in het Slot-Protocol van dit Verdrag aangegeven.

6. Het vaststellen, de inzending en de betaling der rekeningen moet in den kortst mogelijken tijd en uiterlijk vóór den afloop van het volgende kwartaal geschieden. Na dien termijn is wegens de door de eene Administratie aan de andere verschuldigde bedragen, te rekenen van den dag, waarop de termijn verstreken is een rente van 7 pct. 's jaars te betalen.

7. Nochtans wordt aan de belanghebbende Administratiën de bevoegdheid gelaten om, in gemeen overleg, andere regelingen te treffen dan die, welke in dit artikel zijn aangegeven.

XIX.

Afrekening der verrekenbedragen.

1. Tenzij tusschen de betrokken Administratiën anders mocht zijn overeengekomen, geschiedt de afrekening betreffende de verrekenbedragen, welke door iedere Administratie voor rekening van eene andere Administratie zijn betaald, door middel van bijlagen (hierbijgevoegd model M) van de bijzondere postwisselrekeningen van de Administratie, die te vorderen heeft van de met haar in betrekking staande Administratie.

2. In deze rekeningen van de verrekenbedragen, welke van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende wissels vergezeld gaan, worden de postwissels ingeschreven in alphabetische orde van de kantoren van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving van de postwissels in de registers van dit kantoor. Aan het slot van de rekening trekt de Administratie, die haar heeft opgemaakt van het totaal-bedrag harer vordering een half percent af, vertegenwoordigende het aandeel van de correspondeerende Administratie in het recht van verrekening.

3. Het eind-totaal der bijzondere rekening van de verrekenbedragen wordt, zooveel mogelijk, opgeteld bij dat der bijzondere rekening van de postwissels voor hetzelfde dienstjaar.

Het onderzoek en de verrekening van deze afrekeningen vindt plaats volgens de regelen voor de afrekeningen wegens de postwissels, vastgesteld bij het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.

XX.

Afrekening van de op de adviezen wegens franco-uitreiking voorkomende rechten.

1. De afrekening betreffende de douanekosten, enz. welke door

edere Administratie voor rekening van eene andere zijn betaald, geschiedt door middel van bijzondere maandelijksche rekeningen overeenkomstig het hierbijgevoegde model E *bis*, die worden opgemaakt in de munt van het land, dat te vorderen heeft, door de Administratie, die te betalen heeft.

De adviezen wegens franco-uitreiking worden op de rekeningen vermeld naar alphabetische orde van de kantoren door welke de inklaring en vrijmaking heeft plaats gehad, en in volgorde van de nummers, welke die kantoren daaraan hebben gegeven.

2. De bijzondere rekening wordt, vergezeld van de voorgeschreven adviezen, gezonden aan de Administratie die te vorderen heeft, en wel uiterlijk op het einde van de maand, volgende op die, waarop de afrekening betrekking heeft.

Een blanco-rekening wordt niet opgemaakt.

3. Het onderzoek van die afrekeningen heeft plaats naar de bepalingen, welke voor de afrekening betreffende postwissels in het Reglement ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst zijn vastgesteld.

4. De afrekening van douanerechten vindt afzonderlijk plaats. Echter geschiedt deze voor de Administratiën die het verzoek daartoe doen, hetzij bij de rekeningen betreffende de postwissels, hetzij bij de rekeningen L of M van deze Administratiën.

XXI.

Toezending van stukken betreffende de uitwisseling van postpakketten.

1. De Administratiën deelen elkander over en weder, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, en ten minste drie maanden vóór het in werking treden van het Verdrag, mede:

a. de door haar vastgestelde bepalingen, ten aanzien van het maximum-gewicht, de aangifte van waarde, de hinderlijke pakketten, de verrekenpakketten, het aantal pakketten, welke van éene enkele douaneverklaring mogen vergezeld zijn, en omtrent het toelaten van geschreven mededeelingen op de adreskaart;

b. indien het te pas komt, de grenzen voor de afmetingen en den inhoud, in § 2 van artikel III van dit Reglement bedoeld;

c. het tarief, in haren dienst van toepassing op de postpakketten voor ieder der contracteerende landen, vastgesteld in overeenstemming met art. 5 van het Verdrag betreffende de pakketpost en art. I van dit Reglement;

d. de op de postpakketten van toepassing zijnde eindtaksen;

e. de namen der kantoren of plaatsen welke aan den dienst der pakketpost zullen deelnemen, of het bericht, dat alle kantoren aan dien dienst deelnemen;

f. een uittreksel in de Duitsche, Engelsche, Spaansche of Fransche taal van de bepalingen harer binnenlandsche wetten of reglementen, betreffende het vervoer der postpakketten.

2. Elke latere wijziging, ten aanzien der hierboven genoemde punten, wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

XXII.

Voorstellen tot wijziging van het Reglement van uitvoering.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 27 van het Hoofdverdrag, heeft de Administratie van elk der contracteerende landen het recht, aan de andere aan het Verdrag deelnemende Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende de bepalingen van dit Reglement te doen.

2. Elk voorstel wordt behandeld, overeenkomstig de bepalingen van artikel XLIV van het Reglement ter uitvoering van het Hoofdverdrag.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

a. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe bepalingen of eene wijziging der bepalingen van dit artikel of van artikel XXIII betreffen;

b. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging van de artikelen II, III, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV en XV betreffen;

c. de volstrekte meerderheid, wanneer zij eene wijziging van de andere artikelen of de uitlegging van de verschillende bepalingen van dit Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, voorzien bij artikel 25 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd door eene kennisgeving van het Internationaal Bureel aan alle aan het Verdrag deelnemende Administratiën.

5. De aangenomen wijzigingen of besluiten mogen niet eerder dan ten minste drie maanden na de kennisgeving worden ten uitvoer gelegd.

XXIII.

Duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop het Verdrag in werking treedt.

Het zal voor denzelfden tijd als dat Verdrag gelden, tenzij het, in gemeen overleg, tusschen de contracteerende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Madrid, den dertigsten November negentienhonderd en twintig.

(Volgen de onderteekeningen.)